

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the
League of Nations*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations*

VOLUME CXLVIII

1934

NUMÉROS 1, 2, 3 et 4

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
N° 3401. — Bulgarie et Turquie :	
Accord commercial, avec annexe. Signés à Ankara, le 21 décembre 1933	9
N° 3402. — Bulgarie et Tchécoslovaquie :	
Traité de commerce et de navigation, avec annexes et protocole final. Signés à Prague, le 29 août 1933	15
N° 3403. — Belgique et France :	
Convention télégraphique entre l'Afrique-Equatoriale française et le Congo belge, et règlement de service y annexé. Signés à Brazzaville, le 4 mai 1922	61
N° 3404. — Belgique et Grande-Bretagne et Irlande du Nord :	
Convention télégraphique entre le Territoire du Tanganyika et le Congo belge (y compris les Territoires du Ruanda-Urundi). Signée à Dar-es-Salaam, le 10 juillet 1922	71
N° 3405. — Lithuanie et Union des Républiques soviétistes socialistes :	
Convention de définition de l'agression, avec annexe. Signées à Londres, le 5 juillet 1933	79
N° 3406. — Lettonie et Lithuanie :	
Accord relatif au petit trafic frontalier, signé à Riga, le 1 ^{er} décembre 1933, et annexe ...	87
N° 3407. — Lettonie et Lithuanie :	
Accord commercial, avec annexes et protocole. Signés à Riga, le 1 ^{er} décembre 1933 ...	97

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations*

VOLUME CXLVIII

1934

NUMBERS 1, 2, 3 and 4

TABLE OF CONTENTS.

	Page
No. 3401. — Bulgaria and Turkey :	
Commercial Agreement, and Annex. Signed at Ankara, December 21st, 1933	9
No. 3402. — Bulgaria and Czechoslovakia :	
Treaty of Commerce and Navigation, with Annexes and Final Protocol. Signed at Prague, August 29th, 1933	15
No. 3403. — Belgium and France :	
Telegraphic Convention between French Equatorial Africa and the Belgian Congo, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Brazzaville, May 4th, 1922 . . .	61
No. 3404. — Belgium and Great Britain and Northern Ireland :	
Telegraphic Convention between the Tanganyika Territory and the Belgian Congo (including the Territories of Ruanda-Urundi). Signed at Dar-es-Salaam, July 10th, 1922 . . .	71
No. 3405. — Lithuania and Union of Soviet Socialist Republics :	
Convention for the Definition of Aggression, and Annex. Signed at London, July 5th, 1933	79
No. 3406. — Latvia and Lithuania :	
Agreement regarding Minor Frontier Traffic, signed at Riga, December 1st, 1933, and Annex	87
No. 3407. — Latvia and Lithuania :	
Commercial Agreement, with Annexes and Protocol. Signed at Riga, December 1st, 1933	97

	Pages
N° 3408. — Lettonie et Union des Républiques soviétistes socialistes :	
Traité de non-agression, signé à Riga, le 5 février 1932, et	113
Protocole portant modification des clauses de validité de ce traité, signé à Moscou, le 4 avril 1934	118
N° 3409. — Lettonie et Union des Républiques soviétistes socialistes :	
Convention relative à la procédure de conciliation entre les deux pays. Signée à Riga, le 18 juin 1932	129
N° 3410. — Lettonie et Union des Républiques soviétistes socialistes :	
Traité de commerce, avec protocole final. Signés à Moscou, le 4 décembre 1933	145
N° 3411. — Lettonie et Union des Républiques soviétistes socialistes :	
Arrangement économique, avec protocole final. Signés à Moscou, le 4 décembre 1933	177
N° 3412. — Union Sud-Africaine et Etats-Unis d'Amérique :	
Echange de notes comportant un arrangement relatif à la navigation aérienne. Pretoria, les 17 mars et 20 septembre 1933	189
N° 3413. — Union Sud-Africaine et Etats-Unis d'Amérique :	
Echange de notes comportant un arrangement relatif à la délivrance par l'un des deux pays aux ressortissants de l'autre pays de brevets les autorisant à piloter des aéronefs civils. Pretoria, les 17 mars et 20 septembre 1933	203
N° 3414. — Roumanie, Union des Républiques soviétistes socialistes, Tchécoslovaquie, Turquie, Yougoslavie :	
Convention de définition de l'agression, avec annexe. Signées à Londres, le 4 juillet 1933	211
N° 3415. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Pologne :	
Traité relatif à l'extradition des délinquants fugitifs, signé à Varsovie, le 11 janvier 1932, et échange de notes y relatif de la même date	221
N° 3416. — Allemagne et Estonie :	
Accord concernant les échanges réciproques de marchandises, avec protocole final. Signés à Berlin, le 29 mars 1934	251
N° 3417. — Autriche et Grande-Bretagne, France, Italie et Japon (Conférence des Ambassadeurs) :	
Accord aéronautique en vue d'assurer l'application de l'article 144 du Traité de Saint-Germain-en-Laye, comportant un protocole signé à Paris, le 27 octobre 1927, avec pièces jointes A, B, C, D et E, et annexes N°s 1 à 7	265
N° 3418. — Italie et Union des Républiques soviétistes socialistes :	
Pacte d'amitié, de non-agression et de neutralité. Signé à Rome, le 2 septembre 1933	319

	Page
No. 3408. — Latvia and Union of Soviet Socialist Republics :	
Treaty of Non-Aggression, signed at Riga, February 5th, 1932, and	113
Protocol modifying the Conditions of Validity of the Above-mentioned Treaty, signed at Moscow, April 4th, 1934	119
No. 3409. — Latvia and Union of Soviet Socialist Republics :	
Convention relating to Conciliation Procedure between the Two Countries. Signed at Riga, June 18th, 1932	129
No. 3410. — Latvia and Union of Soviet Socialist Republics :	
Treaty of Commerce, and Final Protocol. Signed at Moscow, December 4th, 1933	145
No. 3411. — Latvia and Union of Soviet Socialist Republics :	
Economic Agreement, and Final Protocol. Signed at Moscow, December 4th, 1933	177
No. 3412. — Union of South Africa and United States of America :	
Exchange of Notes constituting an Arrangement regarding Air Navigation. Pretoria, March 17th and September 20th, 1933	189
No. 3413. — Union of South Africa and United States of America :	
Exchange of Notes constituting an Arrangement regarding the Issuance by Each Country of Licenses to Nationals of the Other Country authorizing them to pilot Civil Aircraft. Pretoria, March 17th and September 20th, 1933	203
No. 3414. — Roumania, Union of Soviet Socialist Republics, Czechoslovakia, Turkey, Yugoslavia :	
Convention for the Definition of Aggression, and Annex. Signed at London, July 4th, 1933	211
No. 3415. — Great Britain and Northern Ireland and Poland :	
Treaty for the Surrender of Fugitive Criminals, signed at Warsaw, January 11th, 1932, and Exchange of Notes relating thereto of the Same Date... ..	221
No. 3416. — Germany and Estonia :	
Agreement regarding the Reciprocal Exchange of Goods, and Final Protocol. Signed at Berlin, March 29th, 1934	251
No. 3417. — Austria and Great Britain, France, Italy and Japan (Conference of Ambassadors) :	
Agreement on Aerial Navigation with a view to the Application of Article 144 of the Treaty of Saint-Germain-en-Laye, including a Protocol signed at Paris, October 27th, 1927, with Documents A, B, C, D and E, and Annexes Nos. 1 to 7	265
No. 3418. — Italy and Union of Soviet Socialist Republics :	
Pact of Friendship, Non-Aggression and Neutrality. Signed at Rome, September 2nd, 1933	319

	Pages
N° 3419. — Danemark et Norvège :	
Echange de notes comportant un accord au sujet de l'importation en franchise, à titre de réciprocité, d'échantillons de films cinématographiques. Copenhague, les 11 et 21 avril 1934	331
N° 3420. — Estonie et Lituanie :	
Convention commerciale, avec annexes et protocole. Signés à Tallinn, le 13 janvier 1934	337
N° 3421. — République Argentine et Pays-Bas :	
Echange de notes comportant un accord provisoire réglant les relations commerciales entre les deux pays. Buenos-Aires, le 31 janvier 1934	355
N° 3422. — République Argentine et Pays-Bas :	
Echange de notes comportant un accord pour le règlement des paiements entre les deux pays. Buenos-Aires, le 31 janvier 1934	361
N° 3423. — Espagne et France :	
Traité d'arbitrage, signé à Paris, le 10 juillet 1929, et protocole « A »	369
N° 3424. — Espagne et France :	
Echange de notes comportant un accord simplifiant le cérémonial des visites effectuées par les bâtiments de guerre de l'un des deux pays dans les ports de l'autre. Paris, les 3 et 7 mars 1932	385
N° 3425. — Allemagne et Espagne :	
Echange de notes comportant un accord par lequel l'Allemagne renonce au régime des capitulations dans la Zone espagnole du Protectorat du Maroc. Madrid, les 30 juin et 6 juillet 1932	391
N° 3426. — Espagne et Grèce :	
Echange de notes comportant un accord destiné à faire bénéficier les porteurs espagnols des clauses de la Convention relative à la réorganisation du service des obligations du chemin de fer Salonique-Monastir, conclue le 10 mars 1932 à Athènes entre le Gouvernement hellénique et l'Association nationale des porteurs français. Athènes, le 11 juillet 1932	397

	Page
No. 3419. — Denmark and Norway :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Reciprocal Free Importation of Specimens of Cinematographic Films. Copenhagen, April 11th and 21st, 1934 ...	331
No. 3420. — Estonia and Lithuania :	
Commercial Convention, with Annexes and Protocol. Signed at Tallinn, January 13th, 1934	337
No. 3421. — Argentine Republic and The Netherlands :	
Exchange of Notes constituting a Provisional Agreement regulating Commercial Relations between the Two Countries. Buenos Aires, January 31st, 1934	355
No. 3422. — Argentine Republic and The Netherlands :	
Exchange of Notes constituting an Agreement for the Regulation of Payments between the Two Countries. Buenos Aires, January 31st, 1934... ..	361
No. 3423. — Spain and France :	
Arbitration Treaty, signed at Paris, July 10th, 1929, and Protocol " A "	369
No. 3424. — Spain and France :	
Exchange of Notes constituting an Agreement for the Simplification of the Ceremonial followed in Case of Warships belonging to Either Country visiting Ports of the Other Country. Paris, March 3rd and 7th, 1932	385
No. 3425. — Germany and Spain :	
Exchange of Notes constituting an Agreement by which Germany renounces the System of Capitulations in the Spanish Zone of the Protectorate of Morocco. Madrid, June 30th and July 6th, 1932	391
No. 3426. — Spain and Greece :	
Exchange of Notes constituting an Agreement for the purpose of extending to the Spanish Bondholders the Provisions of the Convention relating to the Reorganisation of the Service of the Salonika-Monastir Railway Bonds, concluded at Athens on March 10th, 1932, between the Hellenic Government and the National Association of French Bondholders. Athens, July 11th, 1932	397

N° 3401.

BULGARIE ET TURQUIE

Accord commercial, avec annexe.
Signés à Ankara, le 21 décembre
1933.

BULGARIA AND TURKEY

Commercial Agreement, and Annex.
Signed at Ankara, December 21st,
1933.

N° 3401. — ACCORD¹ COMMERCIAL ENTRE LA BULGARIE ET LA TURQUIE. SIGNÉ A ANKARA, LE 21 DÉCEMBRE 1933.

Texte officiel français communiqué par le chargé d'Affaires de Bulgarie à Berne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 13 avril 1934.

Afin de faciliter le développement des relations commerciales entre leurs pays, LE GOUVERNEMENT ROYAL DE BULGARIE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE TURQUIE ont convenu d'adopter les dispositions suivantes :

Article premier.

Le Gouvernement royal de Bulgarie s'engage à assurer l'importation des marchandises turques en Bulgarie, conformément aux règlements en cette matière de la Banque nationale de Bulgarie et aux stipulations du présent accord, dans les cadres des contingents annuels sous-indiqués pour les articles suivants :

	En kilos
Poissons frais ou vivants	350.000
Poissons salés de toutes espèces	500.000
Caviar	25.000
Cire	125.000
Laine	150.000
Olives	195.000
Huile d'olive	50.000
Valonnée	500.000
Valex	375.000
Raisin sec	25.000
Figues sèches	25.000
Noisettes en coque	10.000
Noisettes décortiquées	10.000
Oranges	50.000

Article 2.

Le Gouvernement turc s'engage à assurer l'importation des marchandises bulgares en Turquie, conformément aux lois et décrets réglant le régime d'importations en Turquie et dans le cadre des contingents annuels sous-indiqués pour les articles suivants :

	Kilos
Charbons de bois	10.000.000
Sucre en cube	2.500.000
Kachkaval	80.000
	Têtes
Porcs	2.000

¹ Entré en vigueur le 11 mars 1934, par suite d'un échange de notes entre les deux gouvernements.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 3401. — COMMERCIAL AGREEMENT ² BETWEEN BULGARIA AND TURKEY. SIGNED AT ANKARA, DECEMBER 21ST, 1933.

French official text communicated by the Bulgarian Chargé d'Affaires at Berne. The registration of this Agreement took place April 13th, 1934.

With a view to facilitating the development of commercial relations between their respective countries, THE ROYAL GOVERNMENT OF BULGARIA and THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF TURKEY have agreed to adopt the following provisions :

Article 1.

The Royal Government of Bulgaria undertakes to ensure the importation of Turkish goods into Bulgaria, in accordance with the regulations of the National Bank of Bulgaria governing this matter and with the provisions of the present Agreement, within the limits of the annual quotas mentioned hereunder for the following articles :

	Kilos
Fish, fresh or live	350,000
Fish, salted, of all kinds	500,000
Caviar	25,000
Wax	125,000
Wool	150,000
Olives	195,000
Olive oil	50,000
Valonia	500,000
Valex	375,000
Raisins	25,000
Dried figs	25,000
Hazel nuts, unshelled	10,000
Hazel nuts, shelled	10,000
Oranges	50,000

Article 2.

The Turkish Government undertakes to ensure the importation of Bulgarian goods into Turkey, in accordance with the laws and decrees governing the import system in Turkey and within the limits of the annual quotas mentioned hereunder for the following articles :

	Kilos
Charcoal	10,000,000
Lump sugar	2,500,000
Kachkaval	80,000
	Head
Pigs	2,000

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force March 11th, 1934, in consequence of an Exchange of Notes between the two Governments.

Article 3.

Aux fins de balancer leur commerce les deux gouvernements sont d'accord que la situation de la balance commerciale entre les deux pays soit révisée à la fin de chaque trimestre à partir de la date de la mise en vigueur du présent accord.

Article 4.

Le présent accord entrera en vigueur 15 jours après sa ratification par les deux Parties et sera valable pour une année seulement.

Article 5.

Le protocole relatif aux consolidations des droits tarifaires annexé au présent accord, entrera également en vigueur quinze jours après sa ratification par les deux Parties. Ce protocole fera partie intégrante du *Traité*¹ de commerce et de navigation conclu en date du 27 mai 1930 entre la Turquie et la Bulgarie et développera ses effets pour la période que celui-ci demeurera en vigueur.

ANNEXE N° 1.

Les dispositions du protocole de signature annexé au *Traité* de commerce et de navigation bulgaro-turc en date du 27 mai 1930, sont modifiées comme suit :

Il est entendu que les charbons de bois (N° 283 du tarif turc) produits de la Bulgarie, bénéficieront d'une réduction de droits de douane de 50 %, les Kachkavals (N° 24 a) du tarif turc), également produits de la Bulgarie, bénéficieront d'une réduction de droits de douane de 55 %, de même les porcs (N° 9 du tarif turc) bénéficieront d'une réduction de 68 % à leur importation en Turquie durant le présent traité.

De même il est entendu que les poissons frais et salés (N°s 30, 31 b) 1, 31 b) 2 et 31 c) du tarif bulgare), ainsi que la cire (N° 124 du tarif bulgare), produits turcs, seront soumis à leur importation en Bulgarie également durant le présent traité, aux droits de douane ci-dessous mentionnés :

N° du tarif bulgare	Désignation des marchandises	Droits à appliquer par quintal en lévas-or
30	Poissons de toutes sortes vivants, frais ou frigorifiés	10
31 b)	Pélamides { 1° découpées	52,5
	{ 2° entières	35
31 c)	Autres	15
124 a)	Cire d'abeilles et rayons de cire	112

Ces modifications au protocole de signature ci-dessus énoncées seront mises en application 15 jours après l'échange des ratifications et feront partie intégrante dudit *Traité*.

Fait en double exemplaire à Ankara le 21 décembre 1933.

(s) N. ANTONOFF.

(s) NUMAN.

(s) NAKI.

¹ Volume CXI, page 49, de ce recueil.

Article 3.

With a view to balancing their trade, the two Governments agree that the position of the trade balance between the two countries shall be reviewed at the end of each quarter as from the date of the coming into force of the present Agreement.

Article 4.

The present Agreement shall come into force 15 days after its ratification by the two Parties and shall remain in force for one year only.

Article 5.

The Protocol relating to the consolidation of tariff duties, annexed to the present Agreement, shall also come into force 15 days after its ratification by the two Parties. This Protocol shall form an integral part of the Treaty¹ of Commerce and Navigation concluded on May 27th, 1930, between Turkey and Bulgaria, and shall be applicable during the period during which the latter remains in force.

ANNEX No. 1.

The provisions of the Protocol of Signature annexed to the Treaty of Commerce and Navigation between Bulgaria and Turkey dated May 27th, 1930, are amended as follows :

It is understood that charcoal (No. 283 of the Turkish tariff) produced in Bulgaria shall be entitled to a 50 % reduction of the Customs duties, and that Kachkavals (No. 24 (a) of the Turkish tariff), also produced in Bulgaria, shall be entitled to a 55 % reduction of the Customs duties, and pigs (No. 9 of the Turkish tariff) to a 68 % reduction on importation into Turkey, during the period in which the present Treaty is in force.

It is also understood that fresh and salted fish (Nos. 30, 31 (b) 1, 31 (b) 2 and 31 (c) of the Bulgarian tariff), and wax (No. 124 of the Bulgarian tariff) produced in Turkey shall, on importation into Bulgaria, also during the period during which the present Treaty is in force, be liable to the following Customs duties :

No. of Bulgarian tariff	Designation of goods	Duties in gold levas per quintal
30	Fish of all kinds, live, fresh or frozen	10
31 (b)	Tunny (pilcher) { (1) sliced	52.5
	(2) unsliced	35
31 (c)	Other	15
124 (a)	Beeswax and wax in combs	112

The amendments to the Protocol of Signature specified above shall come into force 15 days after the exchange of ratifications and shall form an integral part of the above-mentioned Treaty.

Done in duplicate at Ankara, December 21st, 1933.

(s) N. ANTONOFF.

(s) NUMAN.

(s) NAKI.

¹ Volume CXI, page 49, of this Series.

N° 3402.

**BULGARIE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

**Traité de commerce et de navigation,
avec annexes et protocole final.
Signés à Prague, le 29 août 1933.**

**BULGARIA
AND CZECHOSLOVAKIA**

**Treaty of Commerce and Navigation,
with Annexes and Final Protocol.
Signed at Prague, August 29th,
1933.**

N^o 3402. — TRAITÉ ¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE
LE ROYAUME DE BULGARIE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLO-
VAQUE. SIGNÉ A PRAGUE, LE 29 AOUT 1933.

Texte officiel français communiqué par le chargé d'Affaires de Bulgarie à Berne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 14 avril 1934.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ont résolu, afin de faciliter et de développer les relations commerciales entre le Royaume de Bulgarie et la République tchécoslovaque, de conclure un traité de commerce et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES BORIS III :

M. Constantin WATCHOFF, directeur des Affaires consulaires et économiques au Ministère des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. le D^r J. FRIEDMANN, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire au Ministère des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre Partie, en ce qui concerne l'exercice du commerce, de l'industrie, de la navigation ou de toute autre profession, des mêmes droits, privilèges et faveurs de toute sorte qui sont ou seront accordés aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes auront le droit, en observant les lois et règlements du pays, entrer librement, voyager, séjourner et s'établir sur le territoire de l'autre ainsi que l'abandonner librement en tout temps, sans être soumis à des restrictions, de quelque nature qu'elles soient, autres que celles auxquelles seraient soumis les ressortissants de la nation la plus favorisée. Ils auront, en se conformant aux lois et règlements du pays, la pleine liberté d'exercer tout métier ou profession dont l'exercice n'est ou ne serait pas, suivant la loi, réservé aux nationaux.

Ils auront le droit d'acquérir, de posséder, d'affermier et d'aliéner toutes espèces de biens mobiliers ou immobiliers, à moins que les lois du pays ne disposent pas autrement.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Sofia, le 30 mars 1934.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3402. — TREATY ² OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THE KINGDOM OF BULGARIA AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC. SIGNED AT PRAGUE, AUGUST 29TH, 1933.

French official text communicated by the Bulgarian Chargé d'Affaires at Berne. The registration of this Treaty took place April 14th, 1934.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARS and THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, being desirous of promoting and developing commercial relations between the Kingdom of Bulgaria and the Czechoslovak Republic, have decided to conclude a Treaty of Commerce and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY BORIS III, KING OF THE BULGARS :

M. Constantin WATCHOFF, Director of Consular and Economic Affairs at the Ministry of Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. J. FRIEDMANN, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary attached to the Ministry of Foreign Affairs ;

Who, having communicated their respective full powers, found in good and due form, have agreed on the following Articles :

Article I.

Nationals of one Contracting Party shall enjoy in the territory of the other, in matters concerning the exercise of trade, industry, navigation or any other profession, such rights, privileges and favours of any kind as are or may hereafter be granted to nationals of the most-favoured nation.

Subject to compliance with the laws and regulations of the country, nationals of one Contracting Party may freely enter the territory of the other Party and may travel, remain and settle therein and leave freely at any time without being subject to restrictions of any kind whatsoever other than those to which nationals of the most-favoured nation may be subject. They shall, provided that they comply with the laws and regulations of the country, have full freedom to exercise any trade or profession the exercise of which is not reserved by law for nationals of the country.

They shall have the right to acquire, to possess, to lease and to dispose of all kinds of movable or immovable property, unless otherwise provided by the laws of the country.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Sofia, March 30th, 1934.

Aucune mesure de limitation, de disposition, de restriction ou d'expropriation pour cause d'utilité publique ou d'intérêt général affectant la propriété ou l'usage des biens, droits ou intérêts des ressortissants de l'une des deux Parties contractantes ne pourra être prise par l'autre Partie qui ne soit applicable dans les mêmes conditions aux biens, droits ou intérêts de ses nationaux.

Chacune des Parties contractantes se réserve le droit d'interdire, par mesure individuelle, soit à la suite d'une sentence légale, soit d'après les lois et règlements sur la mendicité, la police sanitaire ou des mœurs, ainsi que sur la police concernant la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat, aux ressortissants de l'autre Partie de s'établir ou de séjourner sur son territoire. Dans un cas pareil, l'expulsion ne doit pas être motivée par le manque de logements ou par le chômage.

Article II.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes auront le droit d'ester en justice et auront accès libre auprès des autorités de l'autre Partie contractante. Ils pourront se servir pour la sauvegarde de leurs intérêts d'avocats ou de mandataires choisis par eux-mêmes, sans être soumis à d'autres restrictions que celles prévues par les lois et règlements en vigueur sur le territoire respectif et seront traités sous tous les rapports de la même manière que les ressortissants d'un autre Etat quelconque.

Article III.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie, pour leur personne ainsi que pour leurs biens, droits et intérêts, en ce qui concerne les charges (impôts et droits), taxes, en tant qu'elles sont assimilables à des impôts, ou autres semblables contributions, sous tous les rapports, du même traitement et de la même protection auprès des autorités et juridictions fiscales que les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article IV.

1. Les ressortissants de chacune des Parties contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre, de tout service militaire dans la force armée, ainsi que de toute contribution imposée en compensation du service militaire personnel et d'autre part, ils ne seront nullement empêchés de remplir leurs devoirs militaires dans leur propre pays.

2. Ils ne seront astreints en temps de paix et en temps de guerre qu'aux prestations et réquisitions militaires imposées aux nationaux dans la même mesure et d'après les mêmes principes que ces derniers.

3. Ils seront également exempts de toute fonction officielle obligatoire judiciaire, administrative ou municipale, à l'exception de celle de la tutelle (curatelle) sur leurs nationaux.

Article V.

1. Sans préjudice aux autres avantages résultant de la clause de la nation la plus favorisée, les négociants, fabricants ou autres industriels de l'un des deux pays qui prouveront, par la présentation d'une carte de légitimation industrielle délivrée par les autorités compétentes de leur pays, qu'ils y sont légalement autorisés à exercer leur commerce ou leur industrie et qu'ils y payent les taxes et impôts établis par la loi, auront le droit, soit personnellement, soit par des voyageurs à leur service, de faire des achats dans le territoire de l'autre Partie contractante chez les négociants ou producteurs ou dans les locaux de vente publique.

No measure of limitation, disposal, restriction or expropriation, on grounds of public utility or the general good, affecting the property or the use of the property, rights, or interests of nationals of one of the two Contracting Parties may be taken by the other Party, unless such measure is also applicable, under the same conditions, to the property, rights or interests of its own nationals.

Each Contracting Party reserves the right in individual cases, either under the order of a Court or in conformity with the laws and regulations relating to mendicancy, public health or public morals or with police regulations concerning the internal or external safety of the State, to forbid nationals of the other Party to settle or reside in its territory. In such cases, lack of housing accommodation or unemployment shall not constitute grounds for expulsion.

Article II.

Nationals of each Contracting Party shall have the right to appear in court as plaintiffs or defendants and shall have free access to the authorities of the other Contracting Party. They may employ counsel or representatives chosen by themselves for the purpose of protecting their interests, without being subject to any restrictions other than those provided for under the laws and regulations in force in the territory in question, and they shall be treated in every respect in the same manner as nationals of any other State.

Article III.

Nationals of one Contracting Party in the territory of the other Party shall be entitled, in every respect, to the same treatment and the same protection from the fiscal and other authorities as nationals of the country or nationals of the most-favoured nation so far as concerns their persons or their property, rights and interests, in the matter of burdens (taxes and duties), charges that can be assimilated to taxation, or other similar dues.

Article IV.

1. Nationals of each of the Contracting Parties shall be exempt, in the territory of the other, from all military service in the armed forces and from all contributions imposed in lieu of personal military service ; moreover, they shall not be hindered in any way from carrying out their military duties in their own country.

2. In time of peace as in time of war, they shall be liable only to the military charges and requisitions imposed upon nationals, their liability being of the same degree and based on the same principles as for the latter.

3. They shall be exempt, further, from all compulsory official duties, whether judicial, administrative or municipal, except that of guardianship in respect of their own nationals.

Article V.

1. Without prejudice to other advantages resulting from the most-favoured-nation clause, traders, manufacturers or other persons engaged in industry, belonging to one of the two countries, who prove, by the production of an industrial identity card issued by the competent authorities of their country, that they are legally authorised to carry on their trade or industry in that country, and that they pay the taxes and dues laid down by law, shall have the right, either personally or through commercial travellers in their employ, to make purchases in the territory of the other Contracting Party from traders or producers or in the public market.

2. Ils pourront aussi prendre des commandes, même sur échantillons, chez les négociants ou autres personnes qui, pour leur commerce ou leur industrie, utilisent des marchandises correspondant à des échantillons. Ni dans un pays, ni dans l'autre ils ne seront soumis, à ce titre, au paiement d'une taxe spéciale.

3. Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas aux industries ambulantes, au colportage et à la recherche de commandes chez les personnes n'exerçant ni industrie, ni commerce et les Parties contractantes se réservent, à cet égard, l'entière liberté de leur législation.

4. Les voyageurs de commerce de chacune des Parties contractantes, munis d'une carte de légitimation délivrée par les autorités de leur pays respectif, auront le droit d'avoir avec eux des échantillons ou des modèles, mais non des marchandises.

5. Les Parties contractantes se donneront réciproquement connaissance des autorités chargées de délivrer les cartes de légitimation, ainsi que des dispositions auxquelles ces voyageurs doivent se conformer dans l'exercice de leur commerce.

6. En ce qui concerne les cartes de légitimation pour les voyageurs de commerce, ainsi que le régime à appliquer aux échantillons ou aux modèles, les Parties contractantes devront se conformer aux stipulations de la Convention¹ internationale pour la simplification des formalités douanières, conclue à Genève le 3 novembre 1923.

Article VI.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes se rendant aux foires et marchés sur le territoire de l'autre à l'effet d'y exercer le commerce seront réciproquement traités, sauf les dispositions contraires des lois et règlements concernant les industries ambulantes, comme les nationaux s'ils peuvent présenter une carte d'identité conforme au modèle figurant dans la Convention internationale pour la simplification des formalités douanières, signée à Genève le 3 novembre 1923.

Article VII.

1. Les sociétés commerciales, industrielles, financières, d'assurances, de communications et de transports ayant leur siège social sur le territoire de l'une des Parties contractantes et qui sont constituées en vertu des lois de ce pays seront reconnues légales dans le territoire de l'autre. Elles y pourront ester en justice soit pour intenter une action, soit pour défendre, et auront libre et facile accès auprès des autorités de l'autre Partie contractante. La légalité de leur constitution et leur capacité d'ester en justice seront appréciées d'après la loi de leur pays d'origine.

2. L'admission desdites sociétés à l'exercice de leur commerce ou de leur industrie habituelle sur le territoire de l'autre Partie contractante sera réglée par les lois et dispositions qui sont ou seraient en vigueur sur ce territoire. Lesdites sociétés jouiront à tous égards du traitement accordé aux sociétés de la nation la plus favorisée.

3. Les ressortissants de l'une des Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre Partie, en ce qui concerne l'établissement des sociétés visées dans le premier alinéa, des mêmes droits et avantages qui seront accordés aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article VIII.

1. Chacune des Parties contractantes assurera suivant ses lois et règlements en vigueur une protection effective aux produits naturels ou fabriqués, originaires de l'autre Partie contractante, contre la concurrence déloyale dans les tractations commerciales, notamment en réprimant et en prohibant par la saisie ou par toute autre sanction appropriée l'importation, l'entreposage et

¹ Vol. XXX, page 371 ; vol. XXXV, page 324 ; vol. XXXIX, page 208 ; vol. XLV, page 140 ; vol. L, page 161 ; vol. LIV, page 398 ; vol. LIX, page 365 ; vol. LXIX, page 79 ; vol. LXXXIII, page 394 ; vol. LXXXVIII, page 319 ; vol. XCII, page 370 ; vol. CXI, page 404 ; vol. CXXXIV, page 401 ; et vol. CXLVII, page 322, de ce recueil.

2. They may also obtain orders, even on samples, from traders or other persons who, in their trade or industry, use goods corresponding to the said samples. They shall not be required in either country to pay a special tax by reason of the said activities.

3. The above provisions shall not apply to itinerant trading, to hawking or to the soliciting of orders from persons who are not engaged in any industry or trade, and in this respect the Contracting Parties reserve full freedom for their legislation.

4. Commercial travellers of both Contracting Parties, duly provided with an identity card issued by the authorities of their respective countries, shall have the right to carry with them samples or specimens, but not goods.

5. The Contracting Parties shall inform each other which authorities are responsible for the issue of identity cards and shall state the regulations with which such commercial travellers must comply in the exercise of their trade.

6. So far as concerns identity cards for commercial travellers and the régime applicable to samples or specimens, the Contracting Parties shall comply with the provisions of the International Convention¹ for the Simplification of Customs Formalities, concluded at Geneva on November 3rd, 1923.

Article VI.

Unless otherwise provided by the laws and regulations concerning itinerant industries, nationals of one Contracting Party travelling to fairs and markets in the territory of the other Party for the purpose of trading there shall be treated in the same manner as nationals of that Party, if they can produce an identity card complying with the model shown in the International Convention relating to the Simplification of Customs Formalities, signed at Geneva on November 3rd, 1923.

Article VII.

1. Commercial, industrial, financial, insurance, communications and transport companies which have their head offices in the territory of one Contracting Party and which have been constituted in accordance with the laws of that country shall be recognised as being legally constituted in the territory of the other. They shall have the right to appear in court for the purpose of instituting proceedings or defending their rights and shall have free and unrestricted access to the authorities of the other Contracting Party. Their legal capacity to contract and their right to appear before the courts shall be judged in accordance with the law of their country of origin.

2. The right of the said companies to carry on their usual trade or industry in the territory of the other Contracting Party shall be governed by the laws and regulations which are or may hereafter be in force in that territory. The said companies shall enjoy in every respect the treatment accorded to companies of the most-favoured nation.

3. Nationals of one Contracting Party shall be entitled in the territory of the other Party, in all matters connected with the establishment of the companies mentioned in paragraph 1, to such rights and privileges as may be granted to nationals of the most-favoured nation.

Article VIII.

1. Each Contracting Party shall, in accordance with its laws and regulations in force, give effective protection to natural or manufactured products of the other Party against unfair competition in commercial transactions, and more particularly shall suppress and prohibit, by seizure or other appropriate penal measures, the importation, warehousing and exportation, as

¹ Vol. XXX, page 371 ; Vol. XXXV, page 325 ; Vol. XXXIX, page 208 ; Vol. XLV, page 140 ; Vol. L, page 161 ; Vol. LIV, page 398 ; Vol. LIX, page 365 ; Vol. LXIX, page 79 ; Vol. LXXXIII, page 394 ; Vol. LXXXVIII, page 319 ; Vol. XCII, page 370 ; Vol. CXI, page 404 ; Vol. CXXXIV, page 401 ; and Vol. CXLVII, page 322, of this Series.

l'exportation, ainsi que la fabrication, la circulation, la vente et la mise en vente à l'intérieur de tous produits portant sur eux-mêmes ou sur leur conditionnement immédiat ou sur leur emballage extérieur des marques, noms, inscriptions ou signes quelconques comportant directement ou indirectement de fausses indications sur l'origine, l'espèce, la nature ou les qualités spécifiques de ces produits ou marchandises.

2. Chacune des Parties contractantes s'engage à prendre toutes mesures nécessaires, en vue de réprimer, sur son territoire, l'emploi abusif des indications sur l'origine, notamment en ce qui concerne la bière, les eaux minérales et les produits des eaux minérales, pourvu que ces indications soient dûment protégées par l'autre Partie contractante et aient été notifiées par elle.

La notification ci-dessus prévue devra préciser notamment les dispositions des lois et des règlements respectifs de ce pays, constatant le droit aux indications sur l'origine.

Sont considérées comme employées abusivement les indications sur l'origine de l'un des deux pays, lorsqu'elles sont appliquées à des produits auxquels les dispositions légales de ce pays en refusent le bénéfice.

3. Ne pourront être mis dans le commerce en Bulgarie sous la dénomination des « houblons tchécoslovaques », notamment sous les appellations « houblons de Bohême » (« houblon de Žatec », « houblon de Roudnice », « houblon d'Ústětk », « houblon de Dubà »), « houblons de Moravie » (« houblon de Tršice ») que les houblons munis de marquage et accompagnés du certificat de vérification de l'un des offices publics tchécoslovaques de marquage, conformément aux prescriptions législatives concernant l'indication sur l'origine du houblon en vigueur dans la République tchécoslovaque. Ces houblons doivent, en outre, être dans l'emballage original, c'est-à-dire dans l'emballage portant l'indication sur l'origine, le cachet et le plomb, conformément auxdites prescriptions tchécoslovaques.

4. Ne pourront être mis dans le commerce en Tchécoslovaquie des raisins frais sous la dénomination de « Afuz-Ali » et « Dimiat » que des raisins munis de marquage et accompagnés du certificat de vérification de l'un des offices publics bulgares compétents conformément aux prescriptions législatives en vigueur en Bulgarie.

5. Les dispositions contenues dans le présent article ne s'appliqueront pas aux marchandises en transit.

Article IX.

Les droits intérieurs perçus pour le compte de qui que ce soit, qui grèvent ou grèveront la production, la fabrication, la circulation ou la consommation d'un article dans le territoire de l'une des Parties contractantes, ne frapperont, sous aucun motif, les produits de l'autre d'une manière plus forte ou plus gênante que les produits indigènes de même espèce ou, à défaut de ces produits, que ceux de la nation la plus favorisée.

Article X.

1. Les marchandises, les produits naturels ou fabriqués de l'une des Parties contractantes ne seront pas soumis, à leur importation sur le territoire douanier de l'autre Partie, aux droits ou taxes — y compris toutes les taxes supplémentaires et surtaxes — autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront perçus des marchandises ou produits d'un tiers pays quelconque.

2. Les produits fabriqués sur le territoire de l'une des deux Parties contractantes, même sous le régime de l'admission temporaire, par transformation des matières étrangères, seront également considérés comme produits industriels de cette Partie.

3. A l'exportation du territoire de l'une des Parties contractantes sur le territoire douanier de l'autre Partie contractante ne seront pas perçus des droits de sortie ou des taxes autres ou plus élevés qu'à l'exportation des mêmes objets pour le pays le plus favorisé à cet égard.

4. En outre, à d'autres égards, chacune des Parties contractantes s'engage à ne pas soumettre l'importation et l'exportation dans les relations avec l'autre Partie à un traitement autre ou moins favorable qu'il n'est appliqué à un tiers Etat quelconque, notamment en ce qui concerne les prescriptions douanières et leur application, le procédé de la vérification et de l'analyse des

well as the manufacture, distribution, sale and offering for sale within the country of all goods bearing upon themselves or upon their containers or outer wrappings any marks, names, inscriptions or descriptions conveying directly or indirectly a false indication as to the origin, type, nature or special characteristics of such goods.

2. Each of the Contracting Parties undertakes to adopt all necessary measures for suppressing in its territory the improper use of appellations of origin, especially in the case of beers, mineral waters and mineral water products, provided that the said appellations are duly protected by the other Contracting Party and have been notified by it.

Such notification must in particular specify the relevant laws and regulations of the country concerned showing the right to the appellation of origin in question.

Appellations of origin of either country shall be regarded as being improperly used when they are applied to products to which the law of the country concerned does not permit them to be applied.

3. Hops may not be placed on the market in Bulgaria as "Czechoslovak hops" or as "Bohemian hops" (from Žatec, Roudnice, Ústěck or Dubà) or "Moravian hops" (from Tršice) unless they are marked and accompanied by a verification certificate issued by one of the Czechoslovak public marking offices, in accordance with the legislative provisions in force in the Czechoslovak Republic regarding appellations of origin for hops. Further, such hops must be sold in their original packing, that is to say, in the packing bearing the appellation of origin, the stamp and the seal, in conformity with the said Czechoslovak regulations.

4. Fresh grapes may not be placed on the market in Czechoslovakia with the description "Afuz-Ali" or "Dimiat" unless they are marked and accompanied by a verification certificate issued by one of the competent Bulgarian public offices in conformity with the legislative provisions in force in Bulgaria.

5. The provisions of the present Article shall not apply to goods in transit.

Article IX.

Internal duties which are or may hereafter be imposed, on account of any one whomsoever, on the production, manufacture, distribution or consumption of an article in the territory of one of the Contracting Parties shall on no pretext be levied on the products of the other Party at a higher rate or in a more burdensome manner than on similar goods of the country itself or, if there be no such goods, on those of the most-favoured nation.

Article X.

1. The goods and natural or manufactured products of one of the Contracting Parties shall not be subjected, on importation into the Customs territory of the other Party, to any duties or charges — including additional charges and surtaxes — other or higher than those levied now or hereafter on the products or goods of any other country.

2. Products manufactured in the territory of one of the Contracting Parties, even under the régime of temporary admission, by the working up of foreign raw materials, shall also be regarded as industrial products of that Party.

3. Exports from the territory of one of the Contracting Parties to the Customs territory of the other Party shall not be subjected to export duties or charges other or higher than those levied on exports of the same goods intended for the country most favoured in that respect.

4. Each of the Contracting Parties further undertakes, in its relations with the other Party, not to subject imports or exports, in other respects, to treatment other or less favourable than that applied to any third State, as regards in particular the enforcement of Customs regulations, Customs treatment, the method of testing or analysing imported goods, the conditions of payment of Customs

marchandises importées, les conditions du paiement des droits de douane et des taxes, la classification et l'explication des tarifs, ainsi qu'en ce qui concerne les entrepôts des douanes, y compris le régime concernant l'entrée, la sortie ou la conservation des marchandises dans les ports francs, districts francs ou entrepôts publics.

5. Il est entendu que les produits fabriqués par la transformation des matières étrangères seront considérés comme produits industriels de l'une des Parties contractantes seulement lorsqu'ils auront été transformés ou perfectionnés de telle manière que leur nature soit devenue différente ou lorsque par la transformation la valeur des matières étrangères a varié considérablement. Les réparations, le réemballage, le simple nettoyage des marchandises ou des procédés similaires, ne seront pas considérés comme transformation ou perfectionnement.

Article XI.

Les produits du sol et de l'industrie de l'une des Parties contractantes, après avoir transité par les territoires d'un ou des pays tiers, ne seront pas soumis, lors de leur importation sur le territoire de l'autre, à des droits ou taxes plus élevés que s'ils avaient été importés directement de leur pays d'origine.

Article XII.

Le traitement de la nation la plus favorisée, prévu aux articles précédents, ne comprendra pas :

1^o Les privilèges qui sont ou pourraient être accordés par l'une des Parties contractantes, pour faciliter le trafic de frontière avec les pays limitrophes dans une zone n'excédant pas 15 kilomètres de part et d'autre de la frontière.

2^o Les droits et privilèges résultant d'une union douanière.

3^o Les droits et privilèges accordés par l'une des Parties contractantes aux produits agricoles des Etats agraires en vertu des conventions exceptionnelles conclues ou à conclure avec ces Etats en vue d'une collaboration économique plus étroite.

4^o Les droits et privilèges qui seraient accordés, à l'avenir, par l'une des Parties contractantes à des Etats tiers, dans des conventions plurilatérales auxquelles l'autre Partie ne participerait pas, et si ces droits et privilèges sont stipulés dans des conventions plurilatérales conclues sous les auspices de la Société des Nations ou enregistrées par elle et ouvertes à l'adhésion de tous les Etats. Toutefois, le bénéfice des droits ou privilèges envisagés pourra être revendiqué par la Partie contractante intéressée, si lesdits droits ou privilèges sont stipulés également dans des conventions autres que les conventions collectives répondant aux conditions ci-dessus ou encore si la Partie qui en réclame la jouissance est disposée à accorder la réciprocité de traitement.

Article XIII.

Les droits d'entrée en Tchécoslovaquie sur les produits naturels ou fabriqués d'origine bulgare, désignés dans l'annexe A du présent traité, et les droits d'entrée en Bulgarie sur les produits naturels ou fabriqués d'origine tchécoslovaque, désignés dans l'annexe B du présent traité, ne pourront dépasser les taux indiqués dans ces annexes.

Article XIV.

A l'importation ou l'exportation seront mutuellement exempts de tous droits ou taxes d'entrée et de sortie :

1^o Les effets et les objets ayant servi à l'usage personnel, ainsi que les provisions de route nécessaires aux voyageurs pendant leur voyage et dans une quantité correspondant aux circonstances, en tant qu'il n'en sera pas fait commerce ;

duties and charges, the classification of goods and the interpretation of tariffs, and also as regards Customs warehousing, including the régime for the entry, exit or warehousing of goods in free ports, Customs free districts or public bonded warehouses.

5. It is understood that goods manufactured by working up foreign raw materials shall be regarded as industrial products of one of the Contracting Parties only when they have been transformed or finished in such a way that their nature is altered or the value of the foreign raw materials is considerably changed by the working up. Repairing, repacking, and cleaning of goods or similar processes shall not be regarded as working up or finishing.

Article XI.

Products of the soil or industry of one of the Contracting Parties which have passed in transit through the territory of one or more third countries shall not be subject, when imported into the territory of the other Party, to duties or charges higher than if they had been imported direct from their country of origin.

Article XII.

Most-favoured-nation treatment, as provided for in the preceding Articles, shall not include :

(1) Privileges that have been or may hereafter be granted by one of the Contracting Parties with the object of facilitating frontier traffic with contiguous countries within a zone not exceeding 15 kilometres on either side of the frontier.

(2) Rights and privileges arising out of a Customs Union.

(3) Rights and privileges granted by one of the Contracting Parties to the agricultural products of agrarian States under exceptional conventions which have been or may hereafter be concluded with the said States with a view to closer economic collaboration.

(4) Rights and privileges that one of the Contracting Parties may hereafter grant to third States, under the terms of multilateral conventions to which the other Party is not a signatory, if such rights or privileges are provided for in multilateral conventions concluded under the auspices of the League of Nations or registered by it and open to the adherence of all States. Nevertheless, the benefit of the right or privileges concerned may be claimed by the Contracting Party in question, if the said rights or privileges are also provided for in conventions other than the collective conventions fulfilling the above conditions, or if the Party claiming such rights is disposed to accord reciprocity of treatment.

Article XIII.

The import duties levied in Czechoslovakia on Bulgarian goods, whether natural or manufactured products, enumerated in Annex A of the present Treaty, and those levied in Bulgaria on the Czechoslovak goods, whether natural or manufactured products, enumerated in Annex B, shall not exceed the rates indicated in the said Annexes.

Article XIV.

Mutual exemption from all duties, on import or export, shall be accorded in the case of :

(1) Effects and articles which have served for personal use, and provisions carried by travellers for their own requirements in reasonable quantities, provided that such articles are not trading commodities ;

2° Les échantillons, même sur cartons, ne pouvant pas être utilisés autrement, mais à l'exception des objets de monopole ;

3° Les emballages marqués de toutes sortes, ayant servi, s'il s'agit d'emballages retournés provenant des envois d'exportation et s'ils seront retournés dans le délai déterminé.

Article XV.

Tant que les prescriptions concernant l'admission temporaire seront observées, la franchise en douane sera accordée :

1° Aux objets destinés à être réparés et aux objets destinés aux épreuves et aux essais ;

2° Aux machines et parties de machines détachées, envoyées à l'essai ;

3° Aux marchandises destinées aux expositions, concours, foires ;

4° Aux outils et engins destinés aux monteurs qu'ils soient importés ou exportés par eux-mêmes ou qu'ils leur soient envoyés avant ou après que les monteurs ont franchi la frontière ;

5° Aux voitures de déménagement avec leurs accessoires, chargées ou vides, même dans le cas qu'elles prennent en quelque lieu que ce soit un autre chargement pour leur retour, sous condition que, pendant leur séjour temporaire sur le territoire de l'autre Partie contractante, on n'en fera pas usage pour le trafic intérieur ;

6° Aux emballages extérieurs de tout genre ayant déjà servi, importés pour être remplis et réexportés après avoir été remplis.

Article XVI.

1. A condition qu'ils entrent dans le territoire de l'une des Parties contractantes et qu'ils le quittent, tout en se conformant aux lois et règlements de cette dernière, soit avec leur cargaison, soit sans elle, comme moyens de transport, tant pour les personnes que pour les marchandises, seront exempts de toutes taxes d'entrée et de sortie :

a) Les navires et les bateaux de toute espèce, y compris leur inventaire et équipement habituel s'y trouvant, leurs pharmacies de famille ainsi que les pièces de rechange et les ustensiles qui sont transportés en même temps sur les navires et bateaux mentionnés pour servir à la réparation en cas d'avarie ;

b) Les locomotives avec ou sans tenders ainsi que les wagons, leurs accessoires habituels s'y trouvant ;

c) Les avions avec tous les objets nécessaires pour la navigation, ainsi que toutes les pièces de rechange et les ustensiles nécessaires pour la réparation en cas d'avarie.

2. De même, sont exempts de toutes taxes d'importation et d'exportation tous combustibles se trouvant sur les navires et bateaux, sur les locomotives et avions de l'une des Parties contractantes dans une quantité correspondant à la longueur du parcours dans le territoire douanier de l'autre, ainsi que les vêtements, le linge, les vivres et les articles de monopole — ceux-ci seulement dans une quantité admise par les dispositions de monopole respectives de l'Etat importateur — qu'apporte l'équipage pour son propre usage ou consommation.

3. Les objets et le matériel se trouvant sur les navires, les bateaux et les avions devront être inscrits dans l'inventaire du véhicule. En tant qu'ils ne seraient pas enregistrés dans l'inventaire, ils devront être inscrits dans une liste spéciale.

4. L'inventaire et la liste spéciale seront présentés obligatoirement aux bureaux et agents de douane, s'ils le demandent.

(2) Samples, whether or not mounted on cardboard, which cannot be used for any other purpose, monopoly articles excepted ;

(3) Marked packing material of all kinds which is being returned, after it has been used in connection with export consignments, if re-exported within the period laid down.

Article XV.

Subject to compliance with the regulations concerning temporary admission, exemption from Customs duties shall be granted in the following cases :

(1) Articles for repair and articles for testing and analyses ;

(2) Machinery and spare parts thereof used for tests ;

(3) Goods intended for exhibitions, competitions and fairs ;

(4) Tools and appliances for fitters, whether imported or exported by the latter or sent to them before or after the said fitters have crossed the frontier ;

(5) Furniture vans with their equipment, loaded or empty, even if they take up a different load at any place for the return journey, provided that, during their temporary stay in the territory of the other Contracting Party, they are not used for local transport ;

(6) Outer packing of all kinds which has already been used, imported for the purpose of being refilled and re-exported after refilling.

Article XVI.

1. On condition that they enter the territory of one of the Contracting Parties and leave it, after complying with the laws and regulations of that Party, with or without load, for the purpose of transporting persons or goods, the following shall be exempt from all import and export duties :

(a) Vessels and boats of all kinds, together with the usual gear and equipment thereof, their medicine chests, and spare parts and utensils which are imported on the above-mentioned craft for the purpose of effecting repairs in case of damage ;

(b) Locomotives, with or without tenders and railway rolling-stock, with the usual equipment thereof ;

(c) Aircraft, with all the equipment required for flying, together with the spare parts and tools required for effecting repairs in case of damage.

2. The following shall also be exempt from all import and export duties : all supplies of fuel on vessels, boats, locomotives and aircraft of one of the Contracting Parties in the quantity required for the journey in the Customs territory of the other Party, as well as clothing, linen, provisions and monopoly articles — the latter only in the quantities permitted under the Monopoly Regulations of the importing State — which the crew carry with them for their own use or consumption.

3. Gear and material on vessels, boats and aircraft must be entered in the inventory of the craft. Should they not be recorded in the inventory, they must be noted in a special list.

4. The inventory and special list must be produced, on demand, to Customs offices and officials.

Article XVII.

Si des marchandises expédiées de l'un des pays dans l'autre sont renvoyées à l'expéditeur originaire pour cause d'inacceptation par le destinataire ou pour d'autres raisons, l'on renoncera, lors de la réexportation, à percevoir un droit d'exportation et l'on remboursera un droit d'importation déjà payé ou l'on renoncera à réclamer un droit d'importation dû, à condition que les marchandises soient restées jusqu'à la réexportation sous le contrôle de la douane ou d'une entreprise publique de transport et que la réexportation ait eu lieu moyennant le même document de transport dans le délai de trois mois à compter de l'importation, sans qu'aucun changement ait été apporté aux marchandises.

Article XVIII.

Les Parties contractantes conviennent d'appliquer, dans leurs relations réciproques, les dispositions de la Convention internationale pour la simplification des formalités douanières conclue à Genève le 3 novembre 1923.

Article XIX.

1. Les Parties contractantes s'engagent à n'entraver en aucune manière le commerce réciproque des deux pays par des prohibitions ou des restrictions à l'importation et à l'exportation.

2. Elles se réservent, toutefois, le droit d'apporter des exceptions à ce principe pour les raisons ci-après énumérées et pour autant que ces prohibitions ou restrictions soient en même temps applicables à tous les autres pays se trouvant dans les conditions similaires :

- 1^o Prohibitions ou restrictions relatives à la sûreté d'Etat et la sécurité publique ;
- 2^o Prohibitions ou restrictions édictées pour des raisons morales ou humanitaires ;
- 3^o Prohibitions ou restrictions concernant le trafic des armes, des munitions et des matériels de guerre ou, dans des circonstances exceptionnelles, de tous autres approvisionnements de guerre ;
- 4^o Prohibitions ou restrictions édictées en vue de protéger la santé publique ou d'assurer la protection des animaux ou des plantes contre les maladies, les insectes et les parasites nuisibles ;
- 5^o Prohibitions ou restrictions à l'exportation ayant pour but la protection du patrimoine national artistique, historique et archéologique ;
- 6^o Prohibitions ou restrictions applicables à l'or, à l'argent, aux espèces, au papier-monnaie et aux titres ;
- 7^o Prohibitions ou restrictions ayant pour but d'étendre aux produits étrangers le régime établi à l'intérieur du pays, en ce qui concerne la production, le commerce, le transport et la consommation des produits nationaux similaires ;
- 8^o Prohibitions ou restrictions appliquées à des produits qui font ou qui feront, à l'intérieur du pays, en ce qui concerne la production ou le commerce, l'objet de monopole d'Etat ou de monopoles exercés sous le contrôle de l'Etat.

Article XX.

En matière de transit, les deux Parties contractantes appliqueront, dans leurs relations, les dispositions de la Convention¹ et du Statut sur la liberté du transit, signés à Barcelone le 20 avril 1921.

¹ Vol. VII, page 11 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 304 ; vol. XIX, page 278 ; vol. XXIV, page 154 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. XXXV, page 298 ; vol. XXXIX, page 166 ; vol. LIX, page 344 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXXIII, page 373 ; vol. XCII, page 363 ; vol. XCVI, page 181 ; vol. CIV, page 495 ; vol. CXXXIV, page 393 ; et vol. CXLII, page 340, de ce recueil.

Article XVII.

If goods dispatched by one of the two countries to the other are returned to the original consignor on the ground that they have not been accepted by the consignee or for other reasons, no export duty shall be levied on re-exportation, and import duties shall not be collected, on condition that the goods have remained until re-exportation under the control of the Customs or of a public transport undertaking and that re-exportation is effected on the same transport document within three months from the date of import, without the goods having undergone any change in the meantime.

Article XVIII.

The Contracting Parties agree that in their mutual relations they will apply the provisions of the International Convention relating to the Simplification of Customs Formalities concluded at Geneva on November 3rd, 1923.

Article XIX.

1. The Contracting Parties undertake in no way to hinder trade between the two countries by means of import or export prohibitions or restrictions.

2. They reserve the right, however, to make exceptions to this principle for the reasons hereinafter enumerated, provided that the prohibitions or restrictions also apply to all other countries in which similar conditions prevail :

- (1) Prohibitions or restrictions relating to the safety of the State and public security ;
- (2) Prohibitions or restrictions imposed on moral or humanitarian grounds ;
- (3) Prohibitions or restrictions regarding traffic in arms, ammunition and implements of war or, in exceptional circumstances, all other war supplies ;
- (4) Prohibitions or restrictions imposed for the protection of public health or for the protection of animals or plants against diseases, insects and harmful parasites ;
- (5) Export prohibitions or restrictions issued for the protection of national treasures of artistic, historical or archaeological value ;
- (6) Prohibitions or restrictions applicable to gold, silver, coins, currency notes, banknotes or securities ;
- (7) Prohibitions or restrictions designed to extend to foreign products the régime established within the country itself in respect of the production of trade in and transport and consumption of native products of the same kind ;
- (8) Prohibitions or restrictions applied to products which, as regards production or trade, are or may in future be subject within the country to State monopoly or to monopolies exercised under State control.

Article XX.

The Contracting Parties shall, in their traffic in transit, apply the provisions of the Convention¹ and Statute on Freedom of Transit signed at Barcelona on April 20th, 1921.

¹ Vol. VII, page 11 ; Vol. XI, page 407 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XIX, page 279 ; Vol. XXIV, page 155 ; Vol. XXXI, page 245 ; Vol. XXXV, page 299 ; Vol. XXXIX, page 166 ; Vol. LIX, page 344 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXXIII, page 373 ; Vol. XCII, page 363 ; Vol. XCVI, page 181 ; Vol. CIV, page 495 ; Vol. CXXXIV, page 393 ; and Vol. CXLII, page 340, of this Series.

Article XXI.

1. Aucune distinction n'est faite dans le traitement des nationaux des deux Parties contractantes, provenant de leur pays respectif, en ce qui concerne l'application des tarifs pour les voyageurs et des taxes pour le transport des bagages, de même que des autres taxes et impositions complémentaires, de quelque nature qu'elles soient, dans les communications à l'intérieur du pays, ainsi qu'en ce qui concerne le transit à travers le territoire de chacune des Parties contractantes. Des exceptions n'en seront admises que pour des considérations touchant à la sécurité de l'Etat.

2. Les marchandises remises au transport sur le territoire de l'une des Parties contractantes ainsi que les marchandises à destination de son territoire seront traitées comme les marchandises de même nature de l'autre Partie en ce qui concerne leur expédition et le calcul de transport résultant de l'application des tarifs intérieurs (locaux ou communs) en vigueur sur la ligne parcourue dans la direction du parcours, ainsi que des taxes publiques qui sont à payer pour le transport des marchandises sans regard à leur provenance ou destination.

3. Les Parties contractantes s'engagent à intervenir pour que leurs Administrations de chemins de fer respectives entrent, aussitôt que faire se pourra, après la mise en vigueur de la présente convention en négociation en vue de l'élaboration de tarifs directs pour le transport de voyageurs et de marchandises entre les deux pays et pour le transport à travers leur territoire.

4. Les Parties contractantes s'engagent, en ce qui concerne les communications, les transports et le transit, à appliquer aussi les dispositions des conventions internationales qui suivent :

- a) Convention¹ concernant le transport des voyageurs et des bagages par chemin de fer (du 23 octobre 1924), ainsi que le protocole y relatif du 1^{er} octobre 1932 ;
- b) Convention² concernant le transport des marchandises par chemin de fer (du 23 octobre 1924).

Article XXII.

En ce qui concerne les relations postales, télégraphiques et téléphoniques entre les deux Etats, les stipulations des conventions, arrangements et règlements d'exécution en vigueur de l'Union postale universelle ou de l'Union internationale des télécommunications seront applicables pour autant que ces relations ne seront pas réglées par des dispositions des arrangements spéciaux, conclus ou à conclure entre les administrations respectives.

Article XXIII.

1. Les navires de chacune des Parties contractantes, leurs cargaisons, leurs commandants et équipages jouiront dans les ports et dans les eaux territoriales de l'autre Partie, à tous égards, du même traitement que celui des nationaux ou de la nation la plus favorisée.

2. Le traitement des navires nationaux ou de leurs cargaisons ne s'étend pas :

- a) Aux faveurs accordées à la pêche nationale ;
- b) Aux mesures spéciales prises pour encourager la navigation nationale par des subsides ;
- c) Aux faveurs accordées aux sociétés nationales de sport ;
- d) Au cabotage ;
- e) A l'exercice du service de pilotage, de remorquage, signalisation et de sauvetage dans les ports.

Article XXIV.

1. Les navires de l'une des Parties contractantes qui se rendent dans un port de l'autre, soit pour y compléter leur cargaison à destination de l'étranger, soit pour y débarquer tout ou partie de leur cargaison en provenance de l'étranger — un transbordement direct étant également

¹ Vol. LXXVIII, page 17 ; et vol. C, page 248, de ce recueil.

² Vol. LXXVII, page 367 ; vol. C, page 248 ; et vol. CXVII, page 186, de ce recueil.

Article XXI.

1. No distinction shall be made in the treatment of nationals of the two Contracting Parties coming from their respective countries so far as concerns the application of passenger tariffs and charges for transport of baggage or other additional taxes or charges, of whatever nature, in respect of communications within the country or traffic in transit across the territory of either Contracting Party. Exceptions shall be only allowed in the case of matters affecting the security of the State.

2. Goods consigned for transport in the territory of one of the Contracting Parties and goods addressed to that territory shall be treated in the same way as goods of the same character of the other Party, so far as concerns despatch and transport rates resulting from internal (local or general) tariffs in force on the line over which they are carried in the direction in question and public charges to be paid for the transport of goods, whatever their origin or destination.

3. The Contracting States bind themselves to take measures to ensure that their respective Railway Administrations shall, as soon as possible after the coming into force of the present Convention, enter into negotiations with a view to the establishment of through tariffs for the transport of passengers and goods between the two countries and across their territory.

4. The Contracting Parties undertake, so far as concerns communications, transport and transit traffic, to apply also the provisions of the following Conventions :

- (a) Convention¹ concerning Transport of Passengers and Baggage by Rail (of October 23rd, 1924) and the Protocol thereto of October 1st, 1932 ;
- (b) Convention² covering Transport of Goods by Rail (October 23rd, 1924).

Article XXII.

In respect of postal, telegraph and telephone relations between the two countries, the provisions of the Conventions, Agreements and working regulations of the Universal Postal Union or the International Tele-Communications Union shall apply, in so far as such relations are not governed by the provisions of any special agreements that have been or may hereafter be concluded between the Administrations concerned.

Article XXIII.

1. The vessels of each of the Contracting Parties and their cargoes, masters and crews shall, in the harbours and territorial waters of the other Party, enjoy in all respects the same treatment as is accorded to nationals of the country itself or of the most-favoured nation.

2. The treatment granted to national vessels or their cargoes shall not be held to include :

- (a) Facilities given to national fisheries ;
- (b) Special measures to encourage national shipping by means of subsidies ;
- (c) Privileges granted to national yacht clubs, etc. ;
- (d) The coasting trade ;
- (e) The exercise of pilotage, towing, signal and life-saving services in harbours.

Article XXIV.

1. Vessels of one of the Contracting Parties entering a port of the other to complete their cargo for abroad, or to discharge the whole or a portion of their cargo from abroad, for which purpose direct transhipment is also authorised, may, subject to compliance with the respective laws and

¹ Vol. LXXVIII, page 17 ; and Vol. C, page 248, of this Series.

² Vol. LXXVII, page 367 ; Vol. C, page 248 ; and Vol. CXVII, page 187, of this Series.

admis — pourront, en se conformant aux prescriptions des lois et règlements respectifs, conserver la partie de leur cargaison à destination d'un autre port de cette Partie contractante ou d'un autre pays, et ils pourront la réexporter, sans payer pour cette partie de leur cargaison des taxes. Ces dernières ne seront pas supérieures à celles auxquelles sont ou seront soumis les navires nationaux ou ceux d'un tiers pays.

2. Sous les mêmes conditions ils pourront se rendre d'un port à un autre de la même Partie contractante, soit pour y débarquer les passagers en provenance de l'étranger, soit pour y embarquer les passagers à destination de l'étranger.

Article XXV.

1. Les navires, compagnies de navigation ou entreprises d'émigration de l'une des Parties contractantes bénéficieront dans les ports et le territoire de l'autre Partie, pour tout ce qui concerne le transport des émigrants provenant de leur territoire ou y ayant passé en transit et s'embarquant dans leurs ports, du même traitement que les navires, compagnies de navigation et entreprises d'émigration de la nation la plus favorisée.

2. Le présent article n'affecte toutefois en rien les dispositions des lois et règlements relatifs aux conditions à remplir soit pour l'autorisation du transport des émigrants, soit pour l'établissement d'agences par ces compagnies de navigation ou entreprises d'émigration.

Article XXVI.

1. La nationalité des navires sera reconnue réciproquement conformément aux lois et règlements de chacune des Parties contractantes, d'après les documents et patentes se trouvant à bord et établis par les autorités compétentes de chaque Etat.

2. Sauf le cas de vente judiciaire, les navires de l'une des Parties contractantes ne pourront être nationalisés dans l'autre, sans une déclaration de retrait de pavillon délivrée par l'autorité de l'Etat dont ils relèvent.

3. Jusqu'à la conclusion d'un accord spécial pour la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage, les navires de chacune des Parties contractantes ne seront assujettis dans les ports de l'autre à aucune nouvelle opération de jaugeage et le paiement des droits et taxes de navigation sera effectué d'après les certificats de jaugeage délivrés par les autorités compétentes du pays dont les navires battent le pavillon, si ces certificats sont établis conformément aux règles fixées par la Commission européenne du Danube ou celles prescrites par la Compagnie du canal de Suez.

4. Les règles et prescriptions de la législation nationale concernant l'équipement, l'aménagement et les conditions de sécurité des navires, appliquées par chacune des Parties contractantes seront également reconnues dans les ports de l'autre Partie.

Article XXVII.

En ce qui concerne la navigation sur les fleuves internationaux, les Parties contractantes appliqueront dans leurs relations mutuelles les dispositions de la Convention¹ et du Statut de Barcelone du 20 avril 1921 sur le régime des voies navigables d'intérêt international et de la Convention² du 23 juillet 1921 établissant le statut définitif du Danube.

Article XXVIII.

Les dispositions de la présente Convention ne s'appliquent pas à la navigation dans les eaux intérieures ne faisant pas partie d'un réseau fluvial internationalisé.

¹ Vol. VII, page 35 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 306 ; vol. XIX, page 280 ; vol. XXIV, page 156 ; vol. L, page 160 ; vol. LIX, page 344 ; vol. LXIX, page 71 ; vol. XCVI, page 182 ; et vol. CXXXIV, page 393, de ce recueil.

² Vol. XXVI, page 173 ; et vol. CXVII, page 55, de ce recueil.

regulations in force, retain that portion of their cargo which is consigned to any other port of the said Contracting Party or to any third country, and re-export it without paying any charges in respect thereof. The charges in question shall not be higher than those which are, or may hereafter be, imposed on vessels of the country itself or on those of any third country.

2. On the same conditions, they may proceed from one port to another of the Contracting Party in question in order to land passengers from abroad or to embark passengers proceeding abroad.

Article XXV.

1. Vessels, shipping companies and emigration enterprises of one of the Contracting Parties shall be treated in the harbours and in the territory of the other Party, in everything respecting the transport of emigrants coming from or passing through its territory and embarking in its harbours, in the same way as vessels, shipping companies and emigration enterprises of the most-favoured nation.

2. The present Article, however, shall not in any way affect the provisions of the laws and regulations dealing with the conditions governing the granting of permission for the transport of emigrants or the opening of agencies by the said shipping companies or emigration enterprises.

Article XXVI.

1. The nationality of vessels shall be determined on both sides in accordance with the laws and regulations of each of the Contracting Parties, by means of the ship's papers and permits issued by the competent authorities of each State.

2. Except in cases of sales by order of the courts, a vessel of one of the Contracting Parties may not assume the nationality of the other Party until the authorities of the former country have, by declaration, withdrawn the right to fly the country's flag.

3. Pending the conclusion of a special agreement for the reciprocal recognition of tonnage certificates, vessels of one of the Contracting Parties shall not be subjected in the ports of the other to any further tonnage measurement, and payment of shipping dues and charges shall be effected on the basis of the tonnage certificates issued by the competent authorities of the country whose flag the vessels are flying, provided that these certificates are made out in accordance with the rules fixed by the European Commission of the Danube or with those laid down by the Suez Canal Company.

4. The rules and regulations of the national legislation regarding the equipment, arrangement and safety conditions of vessels applied by each of the Contracting Parties shall also be recognised in the ports of the other Party.

Article XXVII.

So far as concerns navigation on inland waterways, the Contracting Parties shall in their mutual relations apply the provisions of the Barcelona Convention¹ and Statute of April 20th, 1921, on the Régime of Navigable Waterways of International Concern and of the Convention² of July 23rd, 1921, establishing the Permanent Statute of the Danube.

Article XXVIII.

The provisions of the present Convention shall not apply to shipping in inland waters not forming part of an internationalised river system.

¹ Vol. VII, page 35 ; Vol. XI, page 407 ; Vol. XV, page 307 ; Vol. XIX, page 281 ; Vol. XXIV, page 157 ; Vol. L, page 160 ; Vol. LIX, page 344 ; Vol. LXIX, page 71 ; Vol. XCVI, page 182 ; and Vol. CXXXIV, page 393, of this Series.

² Vol. XXVI, page 173 ; and Vol. CXVII, page 55, of this Series.

Article XXIX.

Le règlement concernant le trafic vétérinaire entre les deux Parties contractantes (Annexe C) fait partie intégrante du présent traité.

Article XXX.

1. Si des contestations surgissaient entre les Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application des dispositions du présent traité, le litige, si l'une des Parties en fait la demande, sera soumis à la décision arbitrale.

2. Le tribunal arbitral sera constitué pour chaque différend de telle manière que chacune des Parties commettra pour arbitre une personne appropriée, choisie parmi ses ressortissants, et que les Parties contractantes choisiront comme surarbitre un ressortissant d'un tiers Etat. Les Parties contractantes se réservent de s'entendre, à l'avance et pour une période déterminée, sur la personne du surarbitre à nommer le cas échéant.

3. Au premier cas d'arbitrage, le tribunal arbitral siègera dans le territoire de la Partie défenderesse, au second cas, dans le territoire de l'autre Partie contractante et ainsi de suite alternativement dans le territoire de l'une ou de l'autre Partie. La Partie sur le territoire de laquelle le tribunal arbitral devra se réunir désignera le lieu du siège. Elle aura la charge de fournir les locaux, les employés de bureau et le personnel de service nécessaire pour le fonctionnement du tribunal. Le tribunal sera présidé par le surarbitre. Les décisions seront prises à la majorité des voix.

4. Les Parties contractantes s'entendront le cas échéant ou une fois pour toutes, sur la procédure du tribunal arbitral. A défaut d'une telle entente, qui devra intervenir dans un délai de deux mois, la procédure sera réglée par le tribunal arbitral lui-même. La procédure pourra se faire par écrit, si les deux Parties seront d'accord à ce sujet.

5. En ce qui concerne la citation et l'audition des témoins et des experts, les autorités de chacune des Parties contractantes prêteront, sur la réquisition du tribunal arbitral à adresser au gouvernement respectif, leur assistance judiciaire de la même manière qu'aux réquisitions des tribunaux civils du pays.

Article XXXI.

1. Le présent traité sera ratifié et les instruments de ratification en seront échangés aussitôt que faire se pourra.

2. Il entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications.

3. Toutefois, les deux gouvernements pourront s'entendre pour sa mise en vigueur anticipée si leurs législations respectives les y autorisent.

4. Le présent traité aura une durée de deux années à partir du jour de son entrée en vigueur.

5. Si la dénonciation par l'une des Parties contractantes n'a pas eu lieu trois mois avant l'expiration dudit délai, le présent traité sera prorogé par tacite reconduction et restera en vigueur tant qu'il n'aura pas été dénoncé, la dénonciation devant produire ses effets trois mois après la date de sa notification.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Prague le 29 août mil neuf cent trente-trois.

(Signé) C. WATCHOFF.

(Signé) Dr J. FRIEDMANN.

Article XXIX.

The veterinary regulations for traffic between the two Contracting Parties (Annex C) shall form an integral part of the present Treaty.

Article XXX.

1. Should disputes arise between the Contracting Parties with regard to the interpretation or application of the provisions of the present Treaty, the case shall be submitted to arbitration, if one of the Parties so demands.

2. The Court of Arbitration shall for each dispute be constituted in such a manner that each of the Parties shall appoint as arbitrator one suitable person chosen from among its own nationals, and the Contracting Parties shall choose as umpire a national of a third State. The Contracting Parties reserve the right to come to an agreement in advance and for a specified period as to the umpire to be nominated.

3. In the first case arising for arbitration, the Court of Arbitration shall sit in the territory of the defendant Party, in the second case in the territory of the other Contracting Party, and so on alternately in the territories of one or other Party. The Party in whose territory the Court of Arbitration is to sit shall choose the place of meeting. It shall be responsible for providing the accommodation and the secretarial and other staff required for the work of the Court. The umpire shall preside over the Court. Decisions shall be taken by majority vote.

4. The Contracting Parties may come to a temporary or permanent agreement as to the procedure of the Court of Arbitration. In default of such agreement within two months, the procedure shall be decided by the Court of Arbitration itself. If the two Parties agree thereto, the proceedings may be carried on in writing.

5. As regards the summoning and hearing of witnesses and experts, the authorities of each of the Contracting Parties shall, at the request of the Court of Arbitration — to be addressed to the Government concerned — furnish their judicial assistance in the same manner as at the request of the civil courts of the country.

Article XXXI.

1. The present Treaty shall be ratified and the instruments of ratification exchanged as soon as possible.

2. It shall come into force fifteen days after the exchange of ratifications.

3. Nevertheless, the two Governments may agree to put it into force sooner, should their respective legislations authorise them to do so.

4. The present Treaty shall be concluded for a period of two years from the date of its coming into force.

5. Unless denounced by one of the Contracting Parties three months before the expiry of the said period, the present Treaty shall be extended by tacit consent and shall remain in force until denounced, denunciation to take effect three months after the date of notification.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Prague, in duplicate, on August 29th, one thousand nine hundred and thirty-three.

(Signed) C. WATCHOFF.

(Signed) Dr. J. FRIEDMANN.

ANNEXE A

DROITS D'ENTRÉE SUR LE TERRITOIRE TCHÉCOSLOVAQUE.

Numéros du tarif tchécoslovaque	Désignation des marchandises	Droits en Kč par 100 kg.
29	Millet	10
ex 35	Raisins frais ; raisins foulés :	
	Raisins de table du 1 ^{er} septembre au 30 novembre :	
	En colis d'un poids brut jusqu'à 11,5 kg.	120
ex 36	Noix et noisettes, mûres :	
	Noix non décortiquées	90
	Noix décortiquées	140
ex 37	Fruits, non spécialement dénommés, frais :	
	ex <i>c</i>) D'autres fruits en autre emballage :	
	ex 2. Autres :	
	Prunes en caisses, demi-caisses, caisses grillées et paniers, d'un poids brut jusqu'à 20 kg. du 1 ^{er} septembre au 31 octobre . .	15
ex 38	Prunes séchées :	
	ex <i>a</i>) En tonneaux, caisses, sacs ou emballages analogues d'un poids brut supérieur à 30 kg. ou sans emballage :	
	En tonneaux, caisses, sacs ou emballages analogues d'un poids brut supérieur à 50 kg.	exemptes
	Sans emballage	exemptes
ex 39	Fruits non spécialement dénommés, préparés (séchés, tapés, comprimés, coupés, en poudre ou autrement réduits en morceaux ; confits à l'eau ou au vinaigre, en tonneaux ; marmelade de prunes sans addition de sucre) :	
	Fruits foulés (pulpe de fruits, moût de fruits)	70
ex 47	Graine de lin, graine de chanvre, graines oléagineuses, non classées autre part :	
	ex <i>b</i>) Graines oléagineuses, non classées autre part :	
	Grains de tournesol et de coton	exemptes
ex 52	Semences, non spécialement dénommées :	
	Semences, non spécialement dénommées, à l'exception des graines de betterave à sucre, de betterave fourragère et de conifères . .	60
ex 83	Cuirs et peaux, bruts (verts ou secs, même salés ou passés à la chaux, mais non autrement ouvrés) :	
	Cuirs et peaux, bruts (verts ou secs, même salés ou passés à la chaux, mais non autrement ouvrés) à l'exception des cuirs et peaux de chevaux, de veaux et de bœufs	exemptes
ex 86	Vessies et boyaux, frais, salés ou séchés ; boudruches ; cordages en boyau :	
	Vessies et boyaux, frais, salés ou séchés	18
ex 109	Vin, vin de fruits, moût de raisins et de fruits, jus de fruits et de baies, non condensés ; hydromel :	
	ex <i>a</i>) En tonneaux :	
	Les vins d'origine des régions viticoles de Vidin, Pleven, Pavlikene, Leskovec, Preslav, Anhialo, Sliven, Stanimaka, Tchirpan, et provenant de Bulgarie accompagnés d'un certificat d'origine délivré par l'autorité bulgare compétente	210

ANNEX A.

DUTIES ON ENTRY INTO CZECHOSLOVAK TERRITORY.

Number of Czechoslovak Tariff	Description of Goods	Duty in Czechoslovak Crowns Per 100 kg.
29	Millet	10
ex 35	Grapes, fresh ; pressed grapes : Dessert grapes in packages not exceeding 11.5 kg. gross from September 1st to November 30th	120
ex 36	Nuts and hazel nuts, ripe : Nuts, unshelled Nuts, shelled	90 140
ex 37	Fruit, not specially mentioned, fresh : ex (c). Other fruits otherwise packed : ex 2. Others : Plum in casks, half cases, crates or baskets, weighing gross up to 20 kg. from September 1st to October 31st	15
ex 38	Dried plums : ex (a). In barrels, cases, sacks or similar packing, weighing gross over 30 kg. in bulk : In barrels, cases, sacks or similar packing, weighing gross over 50 kg. In bulk	exempt exempt
ex 39	Fruit, not specially mentioned, prepared (dried, kilndried, pressed, cut up, powdered, or otherwise reduced ; preserved in water or vinegar, in casks ; plum jam without the addition of sugar) :	
ex 47	Pressed fruits (fruit pulp, fruit must) Linseed, hemp-seed, oil-seed, not otherwise tariffed : ex (b). Oil-seed not otherwise tariffed : Sunflower and cotton seed	70
ex 52	Seeds, not specially mentioned : Seeds, not specially mentioned, with the exception of sugar-beet seed, mangel-wurzels and pine seeds	exempt 60
ex 83	Hides and skins, raw (green, dried, salted or limed or not, but not further worked) : Hides and skins, raw (green or dried, salted or limed or not, but not otherwise worked), with the exception of hides and skins of horses, calves and oxen	exempt
ex 86	Bladders and guts, fresh, salted or dried : goldbeater's skin ; gut strings ;	
ex 109	Bladders and guts, fresh, salted or dried Wine, fruit wine and fruit must, juice of fruits and berries not inspis- sated ; mead : ex (a). In casks : Wine from the fruit-growing districts of Vidin, Pleven, Pavlikene, Leskovec, Preslav, Anhialo, Sliven, Stanimaka, Tchirpan, coming from Bulgaria, accompanied by a certificate of origin issued by the competent Bulgarian authority	18 210

Numéros du tarif tchécoslovaque	Désignation des marchandises	Droits en Ké par 100 kg.
ex 119	Fromages :	
	ex a) Fromages :	
	ex 2. Autres :	
	Cachaval en pain et en autres grands pieds similaires	210
ex 159	Ecorces autres, racines, feuilles, fleurs, fruits (par exemple myrobolanés), avelanèdes, noix de galle, etc., même coupées, moulues ou autrement réduites en petits morceaux pour le tannage et teinture de peaux :	
	Feuilles de sumah, aussi coupées, moulues ou autrement réduites	exemptes
ex 240	Cocons de soie ; déchets de soie non filés :	
	Cocons de soie	exempts
ex 653	Son (même d'amandes) ; déchets de riz ; germes de malt solides ; résidus de la fabrication des huiles grasses, même moulus ; vinasse, rinçures ; cossettes de betteraves épuisées :	
	Son de froment ; cossettes de betteraves épuisées	exempts

ANNEXE B

DROITS D'ENTRÉE SUR LE TERRITOIRE BULGARE.

Numéros du tarif bulgare	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg. en leva-or
84	Houblon et farine de houblon (lupuline)	exempts
ad 145	Poix de brasseurs	P 12
ex 177 b)	Blanc de zinc	20
ex 208	Chevilles en bois pour chaussures	P 12
ex 268	Carreaux pour pavage et pour revêtement, ayant jusqu'à 30 mm. inclusivement d'épaisseur :	
	a) En argile ordinaire, en grès ou en faïence :	
	1. Non vernissés	P 10
	2. Vernissés	P 12
274	Articles en porcelaine, non spécialement dénommés, combinés ou non avec des matières ordinaires :	
	a) Unicolores, avec ou sans reliefs	{ P 35
		{ P 30
	b) Bicolores, multicolores, avec dorure ou autrement décorés	{ P 70
		{ P 65
ex 279 b)	Dalles de verre et verre à vitres simplement coulés, soufflés ou avec ornements moulés :	
	b) Sans armature en toile métallique :	
	1. Ayant en surface totale jusqu'à 3.600 cm ² inclusivement et en épaisseur jusqu'à 3 mm. inclusivement	20
	2. Ayant en surface totale de 3.600 cm ² jusqu'à 10.000 cm ² inclusivement et en épaisseur jusqu'à 3 mm inclusivement	35
	3. Autres	75
ex 284 a)	Bouteilles non clissées	P 15

Number of Czechoslovak Tariff	Description of Goods	Duty in Czechoslovak Crowns Per 100 kg.
ex 119	Cheese : ex (a). Cheeses : ex 2. Others : Cachcaval and other similar large cheeses	210
ex 159	Other bark, roots, leaves, buds, fruit (e. g. myrobolanes), valonia, gallnuts and the like, whether or not cut, ground, or otherwise broken up for dyeing or tanning :	exempt
ex 240	Sumac leaves, even cut, ground, or otherwise reduced	exempt
ex 653	Silk cocoons ; silk waste not spun : Silk cocoons Bran (also almond bran) ; rice waste ; solid malt germs ; residue from the manufacture of fatty oils, ground up or not ; distiller's wash ; swill ; exhausted beet slices : Whey bran ; exhausted beet slices	exempt exempt exempt

ANNEX B.

DUTIES ON ENTRY INTO BULGARIAN TERRITORY.

Number of Bulgarian Tariff	Description of Goods	Duties in gold levas Per 100 kg.
84	Hops and hop meal (Lupulin)	exempt
ad 145	Colophony	P 12
ex 177 (b)	Zinc, white	20
ex 208	Wooden pegs for footwear	P 12
ex 268	Paving and facing tiles up to 30 mm. in thickness :	
	(a) Of common clay, stoneware or faience :	
	1. Unglazed	P 10
	2. Glazed	P 12
274	China ware not specially mentioned, combined or not with common materials :	
	(a) Of one colour, with or without reliefs	P 35
	(b) Of two or more colours, with gilt or other decoration	P 30
		70
		65
ex 279 (b)	Glass plates and window glass only cast with relief or stamped ornamentation :	
	(b) Without wire core :	
	1. Having a total surface of not more than 3,600 square cm., and not more than 3 mm. thick	20
	2. Having a total surface from 3,600 to 10,000 square cm. and not more than 3 mm. thick	35
	3. Other	75
ex 284 (a)	Bottles, not wickered	P 15

Numéros du tarif bulgare	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg. en leva-or
289	Articles en verre, non spécialement dénommés, combinés ou non avec des matières ordinaires :	
	a) Simples, blancs ou colorés dans la masse	P 70 65
	b) Adoucis, polis, gravés, bronzés, dorés, argentés ou autrement décorés :	
	1. Adoucis, polis, gravés	170
	2. Bronzés, dorés, argentés ou autrement décorés	220
ex 293 a)	Papier :	
	a) D'emballage, coloré ou non, non satiné ou satiné d'un seul côté :	
	1. Pesant jusqu'à 30 grammes inclusivement par mètre carré	20
	2. Pesant plus de 30 grammes par mètre carré	20
ex 318	Chaussures de toute sorte, avec empeignes en cuir, tissus ou feutre :	
	b) Avec semelles en cuir (poids net réel) :	
	1. Pesant plus de 1.200 gr. par paire	P 600 550
	2. Pesant de 600 à 1.200 gr. inclusivement par paire	P 900 800
	3. Pesant 600 gr. et moins par paire :	
	α) Avec empeignes exclusivement en matières textiles	P 1.000 900
	β) Autres	P 1.300 1.200
ex 324	Chaussures de toute espèce en caoutchouc, combinées ou non avec d'autres matières :	
	c) Autres :	
	1. Pesant 600 gr. et moins par paire	800
	2. Pesant plus de 600 gr. par paire	500
ex 363	Tissus non spécialement dénommés, teints, imprimés ou tissés avec des fils teints, pesant par mètre carré :	
	a) Plus de 100 gr., contenant dans un carré de 5 mm. de côté :	
	1. Jusqu'à 35 fils inclusivement :	
	α) Imprimés	P 340 320 380
	β) Autres	P 360
	2. De 36 à 44 fils inclusivement :	
	α) Imprimés	P 420 400 476
	β) Autres	P 450
	3. 45 fils et plus :	
	α) Imprimés	P 525 500 595
	β) Autres	P 560
	b) De 50 à 100 gr. inclusivement contenant dans un carré de 5 mm. de côté :	
	1. Jusqu'à 35 fils inclusivement :	
	α) Imprimés	P 560 530 635
	β) Autres	P 600

Number of Bulgarian Tariff	Description of Goods	Duties in gold levas Per 100 kg.
289	Glass articles, not specially mentioned, combined or not with common materials :	
	(a) Plain, white or coloured in the paste	P 70
	(b) Ground, polished, engraved, bronzed, gilt, silvered or otherwise ornamented :	P 65
	1. Ground, polished, engraved	170
	2. Bronzed, gilt, silvered or otherwise ornamented	220
ex 293 (a)	Paper :	
	(a) Packing, coloured or not, not satinized or only so on one side :	
	1. Weighing not more than 30 grammes per square metre	20
	2. Weighing more than 30 grammes per square metre	20
ex 318	Footwear of all kinds, with uppers of leather, tissue or felt :	
	(b) With leather soles (real net weight) :	
	1. Weighing more than 1,200 grammes per pair	P 600
	2. Weighing from 600 to 1,200 grammes inclusive per pair	P 550
	3. Weighing 600 grammes or less per pair :	900
	(a) With uppers exclusively of tissue	P 800
	(b) Others	1,000
		P 900
		1,300
		P 1,200
ex 324	Footwear of all kinds, of rubber, combined or not with other materials :	
	(c) Others :	
	1. Weighing 600 grammes or less per pair	800
	2. Weighing more than 600 grammes per pair	500
ex 363	Tissues not specially mentioned, dyed, printed or woven with dyed threads, weighing per square metre :	
	(a) More than 100 grammes and having the following number of threads to a 5 mm. square :	
	1. Not more than 35 threads :	
	(a) Printed	P 340
	(b) Others	P 320
	2. 36 to 44 threads inclusive :	380
	(a) Printed	P 360
	(b) Others	420
	3. 45 threads or more :	P 400
	(a) Printed	476
	(b) Others	P 450
	(a) Printed	525
	(b) Others	P 500
	(a) Printed	595
	(b) Others	P 560
	(b) More than 50 but not more than 100 grammes, and having the following number of threads to a 5 mm. square :	
	1. Not more than 35 threads inclusive :	
	(a) Printed	560
	(b) Others	P 530
		635
		P 600

Numéros du tarif bulgare	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg. en leva-or
ex 363 (suite)	<p>Tissus non spécialement dénommés, teints, etc. (suite) :</p> <p>b) De 50 à 100 gr. inclusivement, etc. (suite) :</p> <p>2. De 36 jusqu'à 44 fils inclusivement :</p> <p>α) Imprimés</p> <p>β) Autres</p> <p>3. 45 fils et plus :</p> <p>α) Imprimés</p> <p>β) Autres</p>	<p>620</p> <p>P 580</p> <p>700</p> <p>P 660</p> <p>750</p> <p>P 700</p> <p>850</p> <p>P 800</p>
ex 379 b)	<p>Tissus non spécialement dénommés, en lin, chanvre ou ramie :</p> <p>b) Blanchis, teints, imprimés ou tissés avec des fils teints, contenant dans un carré de 2 centimètres de côté :</p> <p>1. Jusqu'à 80 fils inclusivement</p> <p>2. De 81 à 160 fils</p>	<p>P 800</p> <p>P 800</p>
ex 398	<p>Vêtements et autres articles cousus :</p> <p>En coton (poids net réel) :</p> <p>Lingerie pour hommes</p>	<p>Droit triple de celui de l'étoffe dont les articles en question sont confectionnés.</p>
	<p><i>Remarque aux numéros 395 à 400 :</i></p> <p>1. Les sacs, les ferses et les tentes, même s'ils présentent des fils ou des rayures, éventuellement des marques (signes) ou désignations des fabriques, teintes, acquittent 5 % en plus des droits applicables aux tissus non teints.</p> <p>2. Les fils ou les rayures, éventuellement des marques (signes) ou désignations des fabriques, teintes, qui se trouvent sur des pièces de tissus, ourlées ou autrement cousues, employées pour l'emballage du tabac, n'entrent pas en considération lors du dédouanement ; lesdits articles seront dédouanés comme tissus non teints.</p> <p><i>Remarques générales aux catégories XXI à XXVII :</i></p> <p><i>Remarque N° 18 :</i></p> <p>Les ornements (garnitures) et les boutons supplémentaires, ainsi que les boutonniers et passepoils pour les boutons, même en matières fines, n'exercent aucune influence sur la tarification des articles cousus, à l'exception des applications fixées au moyen d'un point de broderie et constituant un ornement. Dans ce dernier cas, lesdits articles sont taxés comme confections en broderies. Les emblèmes et monogrammes, même brodés, sur le linge de table, torchons, essuie-mains et mouchoirs n'entrent pas en considération lors du dédouanement.</p> <p>Les articles en matières textiles, ornés uniquement d'initiales, même entrelacées ou ornementées en elles-mêmes (monogrammes, lettres fantaisie, etc.), de noms, de numéros, d'emblèmes, qui indiquent le mode d'emploi de certaines pièces de linge comme par exemple « Assiettes », « Verres » ou d'autres emblèmes similaires sur des torchons, essuie-mains, etc., brodés, ne sont pas considérés comme broderies, mais sont dédouanés d'après leur conditionnement.</p>	

Number of Bulgarian Tariff	Description of Goods	Duties in gold levass Per 100 kg.																
ex 363 (continued)	<p>Tissues not specially mentioned, dyed, etc. (continued) :</p> <p>(b) More than 50 but not more than 100 grammes, etc. (continued) :</p> <p>2. From 36 to 44 threads inclusive :</p> <p>(a) Printed</p> <p>(b) Others</p> <p>3. 45 threads or more :</p> <p>(a) Printed</p> <p>(b) Others</p>	<table style="border: none;"> <tr><td style="border: none;">P</td><td style="border: none;">620</td></tr> <tr><td style="border: none;">P</td><td style="border: none;">580</td></tr> <tr><td style="border: none;">P</td><td style="border: none;">700</td></tr> <tr><td style="border: none;">P</td><td style="border: none;">660</td></tr> <tr><td style="border: none;">P</td><td style="border: none;">750</td></tr> <tr><td style="border: none;">P</td><td style="border: none;">700</td></tr> <tr><td style="border: none;">P</td><td style="border: none;">850</td></tr> <tr><td style="border: none;">P</td><td style="border: none;">800</td></tr> </table>	P	620	P	580	P	700	P	660	P	750	P	700	P	850	P	800
P	620																	
P	580																	
P	700																	
P	660																	
P	750																	
P	700																	
P	850																	
P	800																	
ex 379 (b)	<p>Tissues not specially mentioned, woven from flax, hemp or ramie :</p> <p>(b) Bleached, dyed, printed or woven with dyed threads, with the following number of threads to a 2 cm. square :</p> <p>1. 80 threads or less</p> <p>2. 81 to 160 threads</p> <p><i>Note to Nos. 395 to 400 :</i></p> <p>1. Sacks, sail cloth and awnings, even if showing threads or stripes, or marks (signs) or indications of factories, dyed, pay 5 per cent. over and above the duties chargeable on undyed tissues.</p> <p>2. Threads or stripes or marks (signs) or indications of factories, dyed, on pieces of tissue hemmed or otherwise sewn, used for packing tobacco, shall not be taken into account when Customs duty is levied ; the said articles shall be regarded as undyed articles.</p>	<table style="border: none;"> <tr><td style="border: none;">P</td><td style="border: none;">800</td></tr> <tr><td style="border: none;">P</td><td style="border: none;">800</td></tr> </table>	P	800	P	800												
P	800																	
P	800																	
ex 398	<p>Clothing and other sewn articles :</p> <p>In cotton (real net weight) :</p> <p>Men's underwear</p> <p><i>General Notes on Classes XXI to XXVII.</i></p> <p><i>Note No. 18 :</i></p> <p>Ornaments (trimmings) and supplementary buttons, and button-holes and braid for buttons, even of fine materials, are without influence on the Customs classification of sewn goods, with the exception of <i>appliqué</i> work affixed by an embroidery stitch and forming an ornament. In the last-named case, such goods are dutiable as made-up articles of embroidery. Emblems and monogrammes, even embroidered on table-linen, dusters, towels, handkerchiefs, shall not be taken into account for Customs clearing purposes.</p> <p>Articles of textile materials embroidered solely with initials, even interwoven or themselves ornamented (monogrammes, fancy letters, etc.) with names, numbers, emblems, showing the use of certain articles of linen, as, for instance, " Plates ", " Glass " or other similar marks, on dusters, towels, etc., embroidered, shall not be regarded as embroidery, but shall be treated for Customs clearing purposes according to their packing.</p>	<p>Duty three times that of the material of which the articles in question are made.</p>																

Numéros du tarif bulgare	Désignation des marchandises	Droits par 100 kg. en leva-or
ex 411	Fil de fer, ayant en épaisseur : a) De 1,5 mm. à 6 mm. inclusivement : 1. Grossièrement travaillé 2. Travaillé d'une manière simple 3. Finement travaillé	P 10 P 15 P 20
ex 445	Articles en tôle de fer ayant 3 mm. et moins d'épaisseur, émaillés, non spécialement dénommés, combinés ou non avec des matières ordinaires : Ustensiles de cuisine	120
ex 467	Feuilles de cuivre, de laiton ou de bronze, ayant en épaisseur : b) 0,25 mm. à 3 mm. : 1. Feuilles de laiton travaillées grossièrement ou d'une manière simple	P 30

ANNEXE C

RÈGLEMENT DU TRAFIC VÉTÉRINAIRE

Article premier.

1. Les clauses du présent règlement ne concernent que les marchandises originaires de l'une ou de l'autre Partie contractante.

Le trafic des animaux et objets qui peuvent être porteurs des agents de la contagion des maladies épizootiques et qui étant originaires d'autres pays sont transportés à travers du territoire de l'une des Parties contractantes sur ou à travers du territoire de l'autre Partie, reste en dehors du cadre du présent règlement.

2. Aucun permis préalable, du point de vue vétérinaire, ne sera exigé à l'importation de la volaille vivante (oies, canards, poulets, pintades, dindes et pigeons), pour l'engraissement ou pour la boucherie, du territoire de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie.

3. Pour le trafic de la volaille vivante il sera nécessaire de produire un certificat d'origine délivré par l'autorité locale compétente ou par le vétérinaire d'Etat compétent. Pour la volaille provenant de la même exploitation, chargée dans le même wagon et expédiée au même destinataire peut être délivré un certificat cumulatif.

4. Dans ce certificat, le vétérinaire d'Etat doit attester que l'état de salubrité de la volaille mentionnée au certificat d'origine n'offre aucun danger, qu'au lieu d'origine et dans les communes limitrophes il n'y a pas et qu'il n'y a pas eu pendant les derniers trente jours de choléra aviaire ou de peste des poules et qu'il n'y a pas de maladies susmentionnées aussi dans les lieux par lesquels la volaille a été transportée à la station de chargement (selon le modèle à convenir).

5. La durée de la validité des certificats est fixée à dix jours. Si ce délai expire pendant le transport, la validité du certificat pourra être prolongée pour une période égale, après visite d'un vétérinaire d'Etat. Les résultats de la visite et le motif de la prolongation de validité seront portés sur le certificat. Si ce délai de validité expire au cours du transport sur le territoire d'un Etat tiers, la durée de la validité est prolongée jusqu'au moment de l'arrivée de la volaille à la frontière de l'Etat destinataire.

Number of Bulgarian Tariff	Description of Goods	Duties in gold levas Per 100 kg.
ex 411	Wire : (a) 1.5 mm. to 6 mm. inclusive in diameter : 1. Roughly worked 2. Commonly worked 3. Finely worked	P 10 P 15 P 20
ex 445	Sheet-iron ware not more than 3 mm. thick, enamelled, not specially mentioned, combined or not with common materials : Kitchen utensils	120
ex 467	Sheets made of copper, brass or bronze : (b) 0.25 mm. to 3 mm. thick : 1. Brass sheets roughly or commonly worked	P 30

ANNEX C.

REGULATIONS FOR VETERINARY TRAFFIC.

Article I.

1. The provisions of the present Agreement shall only concern goods originating in the territory of one or other of the Contracting Parties.

Traffic in animals and articles which are liable to spread contagious epizootic diseases and which, while originating in other countries, are transported through the territory of one of the Contracting Parties towards or for transit through the territory of the other Party shall remain outside the scope of the present Regulations.

2. No previous veterinary permit shall be required for the import of live poultry (geese, ducks, chickens, guineafowl, turkeys and pigeons), for fattening or slaughtering, from the territory of one Contracting Party to the territory of the other Party.

3. In the case of traffic in live poultry, a certificate of origin must be produced, issued by the competent local authority or by the competent State veterinary surgeon. A general certificate may be issued to cover poultry coming from the same farm, loaded in the same wagon and despatched to the same consignee.

4. In the certificate the State veterinary surgeon must certify that the condition from a sanitary point of view of the poultry mentioned in the certificate of origin is not dangerous, and that, in the place of origin and in the neighbouring communes, there are no cases, and during the previous thirty days there have been no cases, of chicken cholera or fowl plague, and further that there are no cases of the above-mentioned diseases in the places through which the poultry have been taken when proceeding to the station where they have been put on rail (model certificate to be agreed upon).

5. The period of validity of the certificate is fixed at ten days. If this period expires during transport, the validity of the certificate may be extended for a further period of ten days, after inspection of the poultry by a State veterinary surgeon. The result of the inspection and the reason for extending the period of validity shall be entered upon the certificate. If this period of validity expires during transport in the territory of a third State, it shall be extended until the arrival of the poultry at the frontier of the country of destination.

6. La volaille transportée par chemin de fer ou par bateau sera spécialement visitée avant l'embarquement par un vétérinaire d'Etat qui portera le résultat de la visite sur le certificat.

7. La volaille importée est soumise à la station d'entrée de l'Etat destinataire à une visite vétérinaire de frontière ; les plumes de la queue doivent être raccourcies.

8. Chacune des deux Parties contractantes s'engage à publier le premier et quinzième jour de chaque mois un bulletin vétérinaire. Celui-ci sera immédiatement, après sa publication, envoyé au service vétérinaire de l'autre Partie ; il sera rédigé selon les instructions de l'Office international des Epizooties.

Article II.

1. En ce qui concerne les animaux abattus et la viande seront admis à l'importation sans permission spéciale préalable : la viande de porc fraîche, réfrigérée ou congelée (porcs abattus) la graisse de porc brute et le lard, ensuite le saindoux fondu ou pressé, ainsi que tous les produits carnés destinés à l'alimentation, autant qu'ils ont perdu, par un procédé appliqué à eux, les qualités de viande fraîche même à l'intérieur et qu'ils ne peuvent plus les reconquérir par un procédé approprié.

2. Pour être admises à l'importation, les marchandises précitées doivent être accompagnées d'un certificat d'origine et d'un certificat de provenance et de salubrité délivré par un vétérinaire de l'Etat, attestant que les animaux dont la marchandise provient ont été soumis à la visite vétérinaire avant et après l'abattage et y ont été trouvés impeccables et que les viandes ont été reconnues saines et bonnes pour l'alimentation.

3. La viande fraîche, réfrigérée et congelée de porc ne peut être importée qu'en corps entiers ou divisés par moitié. Aux corps entiers ou aux moitiés doivent rester naturellement adhérents la tête avec la langue et le larynx (aux corps divisés, la moitié de la tête avec la langue entière et le larynx entier), la plèvre et le péritoine y appartenant, ainsi que les poumons, le cœur et les rognons (aux moitiés le rognon y appartenant) avec les ganglions lymphatiques y appartenant. Les moitiés des corps divisés doivent être marquées de façon à permettre la reconstitution de l'animal en entier.

La préparation (l'excision d'une partie quelconque ou grattage des séreuses) ou l'enlèvement partiel ou entier de ganglions entraîne le refoulement, la destruction ou l'usage conditionnel.

Une telle viande sera marquée par le vétérinaire d'une estampille qui d'une part porte garantie de ce que la viande a été reconnue bonne et absolument convenable pour l'alimentation, et prouve d'autre part qu'un examen trichoscopique a été effectué avec résultat négatif.

4. Par l'expression « produits carnés » s'entendent des viandes préparées telles que jambons, charcuterie, salami durable, conserves, etc.

5. Pour être admise à l'importation, la marchandise précitée doit être accompagnée d'un certificat d'origine et de salubrité délivré par un vétérinaire d'Etat, attestant que les animaux dont la marchandise provient ont été soumis à la visite vétérinaire avant et après l'abattage et que les viandes ont été reconnues saines et bonnes pour l'alimentation.

6. Pour les produits carnés, le certificat doit attester, en outre, qu'ils ne contiennent aucune substance dont l'emploi est prohibé par la réglementation du pays destinataire. Pour les produits carnés qui sont fabriqués de la viande de porc brute, le certificat doit attester en outre que l'examen trichoscopique, en ce qui concerne la viande de porc brute, a été fait et qu'il a été négatif.

Ces certificats seront délivrés d'après un modèle à convenir.

Article III.

1. Autres matières et produits bruts d'origine animale, pour être admis à l'importation, doivent être accompagnés du certificat d'origine et de salubrité délivré par un vétérinaire d'Etat et attestant

6. Poultry conveyed by rail or boat shall be specially inspected before entrainment or embarkation by a State veterinary surgeon, who shall enter the result of the inspection on the certificate.

7. Imported poultry shall be subjected to a frontier veterinary examination at the station where it enters the country to which it is consigned ; tail feathers must be cut.

8. Each of the two Contracting Parties undertakes to publish a veterinary bulletin on the first and fifteenth days of each month. As soon as this bulletin is published, it shall be forwarded to the veterinary service of the other Party ; it shall be drawn up in accordance with the directions of the International Office for Epizootic Diseases.

Article II.

1. In the case of slaughtered animals and meat, the following shall be admitted for import without previous special permission being required : pork, fresh, chilled or frozen (slaughtered swine), raw pig's fat and bacon and melted or pressed lard, and all meat products for food which, through a process applied to them, have ceased to possess the qualities of fresh meat, even internally, and cannot re-acquire the said qualities by any specific process.

2. Before being accepted for import, the above-mentioned goods must be accompanied by a certificate of origin and a certificate, issued by a State veterinary surgeon, showing the places from which they come and attesting that the sanitary conditions are satisfactory and further certifying that the animals from which the goods were produced were subjected to veterinary inspection before and after slaughtering and were found in perfect condition and that the meat has been recognised as healthy and suitable for food.

3. Fresh, chilled and frozen pork may only be imported in whole or halved carcasses. The head, with the tongue and larynx (in the case of halved carcasses, half the head with the whole tongue and larynx) must remain attached by the natural means to the whole or halved carcasses, and also the pleura and peritoneum appertaining, and the lungs, heart and kidneys (in the halved carcasses, the kidney appertaining) with the lymph nodes appertaining. Halved carcasses must be marked in such a way as to make it possible to reconstruct the whole carcass of the animal.

Preparation (cutting out of any part or scraping of serosæ) or total or partial removal of nodes shall involve rejection, destruction or use only under certain conditions.

Such meat shall be marked by the veterinary surgeon with a stamp guaranteeing that the meat has been recognised as in good condition and absolutely fit for use as food and showing further that a trichinoscopic examination has been carried out and that the result of the same was found negative.

4. The expression " meat products " shall be held to mean prepared meats such as ham, pork butchers' wares, preserved salami, meat preserves, etc.

5. Before being accepted for import, the above-mentioned goods must be accompanied by a certificate of origin and of good sanitary condition issued by a State veterinary surgeon, attesting that the animals from which the goods were produced were subjected to veterinary inspection before and after slaughter and that the meat has been recognised as healthy and suitable for food.

6. In the case of meat products, the certificate shall further attest that the latter contain no substance the use of which is forbidden by the regulations of the country to which the products are consigned. In the case of meat products made from raw pork, the certificate must further attest that the trichinoscopic examination of the raw pork was carried out and that the results were negative.

These certificates shall be issued in accordance with a model to be agreed upon.

Article III.

1. Other matters and raw products of animal origin, before being accepted for import, must be accompanied by a certificate of origin and of sound sanitary condition issued by a State

qu'ils proviennent d'animaux de provenance indigène indemnes de maladies contagieuses. Le certificat portera également la déclaration que les matières qui y sont visées peuvent être exportées sans danger de transmettre des maladies contagieuses.

Ces certificats seront également délivrés d'après un modèle à convenir.

2. Ce certificat n'est pas exigé pour les matières et produits bruts d'origine animale suivants, dont l'importation est libre : la volaille saignée et gibier battu ; suif fondu et les graisses destinées pour des buts industriels, non pour l'alimentation, œufs, jaune d'œuf et blanc d'œuf ; fromages et autres produits de lait ; la laine imprégnée de chaux ou lavée industriellement et emballée en sacs clos ; les résidus de laine industrielle et la laine provenant des tanneries et emballés dans les mêmes conditions ; les œsophages, les boyaux, les estomacs, les vessies, séchés ou salés, emballés convenablement ou mis en caisses ou en barils clos ; les peaux des animaux sauvages, des agneaux Karakul et des lapins ; les résidus de peaux traités à la chaux ; la soie de porc et le poil d'animaux complètement séchés, bouillis ou imprégnés de chaux (queues, crinières, etc.) ; les cornes, les sabots, les ongles, les os, tous dégraissés ou bouillis ou séchés et dégagés de parties molles et les plumes de toute sorte.

3. Les matières et produits bruts d'origine animale, pour lesquels le certificat d'origine et de salubrité n'est pas nécessaire, ne sont pas soumis à un contrôle vétérinaire de frontière.

Article IV.

1. Les envois de la volaille ne répondant pas aux conditions précitées, et la volaille que le vétérinaire d'Etat lors de sa visite à la frontière, reconnaît atteinte, contaminée ou suspecte du choléra aviaire ou de la peste des poules, peuvent être renvoyés. Le vétérinaire de frontière notera sur le certificat le motif du renvoi et signera sa déclaration.

Si l'Etat tiers par le territoire duquel le transport a passé ne consent pas au renvoi du transport, la volaille est admise obligatoirement, mais elle sera abattue aux frais de l'envoyeur dans la station de frontière ou dans un abattoir qui sera désigné par l'autorité compétente de l'Etat de destination ou bien elle sera soumise aux mesures sanitaires appropriées. L'utilisation de la viande de telle volaille est régie par la réglementation du pays importateur.

Le procès-verbal contenant les faits constatés et les dispositions prises sera dressé par un vétérinaire d'Etat et transmis par lui à l'autorité vétérinaire centrale de son pays qui en donnera directement connaissance au pays d'origine. A ce procès-verbal, sauf en cas de renvoi, sera joint le certificat qui accompagnait la volaille.

2. Par la même manière seront remis les envois de matière et produits bruts d'origine animale. Ces envois seront traités conformément aux prescriptions vétérinaires en vigueur dans le pays d'importation.

3. En cas de danger d'épidémies, l'importation de la volaille vivante peut être défendue soit en général soit pour les parties contaminées du territoire ; si de telles mesures sont rendues nécessaires, on les appliquera avec bienveillance. Les mesures prises seront immédiatement notifiées à l'autre partie.

4. Si la peste bovine est constatée sur le territoire de l'une des Parties contractantes, l'autre Partie aura le droit de prohiber ou de limiter aussi longtemps que dure le danger de contagion, l'importation et le transit des animaux, des produits d'origine animale et de tous les produits et objets pouvant servir de véhicule à la contagion.

5. Les wagons, les bateaux, les rampes, les ponts, etc., dans lesquels s'est effectué le transport de la volaille, seront nettoyés et désinfectés d'après les prescriptions en vigueur dans le pays importateur.

6. Les certificats prévus par le présent règlement seront dressés dans la langue de l'Etat d'origine et accompagnés d'une traduction dans la langue de l'Etat de destination. Les traductions en français et en allemand sont admises.

veterinary surgeon, attesting that they have been produced from animals of native origin free from contagious disease. The certificate shall also contain a declaration that the goods to which the certificate refers may be exported without danger of transmitting contagious diseases.

These certificates shall also be issued in accordance with a model to be agreed upon.

2. The certificate shall not be required in respect of the following matters and raw products of animal origin the import of which is free : bled chickens and dead game ; melted tallow and grease for industrial purposes and not for food ; eggs, yellow and white of egg ; cheese and other dairy products ; wool steeped in lime or industrially cleaned and packed in closed sacks ; residue of industrial wool and wool from tanneries packed under the same conditions ; œsophagi, intestines, stomachs, bladders, dried or salted, suitably packed or in closed cases or barrels ; hides of wild animals, Karakul lambs and rabbits ; scraps of hides which have been limed ; pigs' bristles and animal hair completely dried, boiled or steeped in lime (tails, manes, etc.) ; horns, hoofs, claws, bones, all with grease removed, or boiled or dried, soft parts and feathers of all kinds having been removed.

3. Matters and products of animal origin for which the certificate of origin and good sanitary condition is not required shall not be subjected to veterinary inspection at the frontier.

Article IV.

1. Consignments of poultry which do not comply with the above conditions and poultry which the State veterinary surgeon on inspection at the frontier finds to be infected, contaminated or suspected of chicken cholera or fowl plague may be sent back. The frontier veterinary surgeon shall note on the certificate the reason for return and shall sign his declaration.

Should the third State through whose territory it has passed refuse to return the consignment, the poultry shall be admitted to the country, but it must be slaughtered at the expense of the consignor at the frontier station or in a slaughter-house to be designated by a competent authority of the receiving State or must be subjected to the proper sanitary treatment. The use of the flesh of such poultry shall be regulated by the rules in force in the importing country.

The report setting forth the facts noted and the measures taken shall be drawn up by a State veterinary surgeon and forwarded by him to the central veterinary authority of his country, which shall communicate it direct to the country of origin. Except when the consignment is sent back, the certificate accompanying the poultry shall be attached to the said report.

2. In the same way, consignments of matters and raw products of animal origin shall be sent back. Such consignments shall be dealt with in accordance with the veterinary regulations in force in the country of import.

3. In case of danger of epidemics, the import of live poultry may be forbidden either generally or so far as concerns the parts of the territory which are infected ; should such measures become necessary, they shall be considerably applied. The measures taken shall be notified immediately to the other Party.

4. Should cattle plague be reported in the country of one of the Contracting Parties, the other Party shall have the right to prohibit or restrict the import and transit of animals, products of animal origin and all products and articles which might carry infection, as long as the danger of infection continues.

5. The wagons, vessels, ramps, bridges, etc. used for the transport of poultry shall be cleaned and disinfected in accordance with the regulations in force in the importing country.

6. The certificates provided for in the present Regulations shall be drawn up in the language of the country of origin and shall be accompanied by translations into the language of the receiving country. Translations in French and in German shall be allowed.

7. En cas de désaccord entre les deux Parties contractantes quant à l'application de la présente convention, il sera procédé, sur la demande d'une des Parties contractantes, à la nomination d'une commission mixte, dont l'avis sera obligatoire s'il est pris à la majorité.

Chacune des deux Parties contractantes nommera un vétérinaire d'Etat comme membre de la commission qui sera autorisée à coopter un troisième membre en cas où il sera impossible d'arriver à un accord.

Dans la première séance où on devra procéder à la nomination d'un troisième membre, celui-ci sera choisi par tirage au sort parmi les ressortissants d'une des deux Parties contractantes ; pour les séances suivantes les deux Parties auront alternativement le droit de choisir le troisième membre.

PROTOCOLE FINAL

AU TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LE ROYAUME DE BULGARIE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE.

Au moment de la signature du Traité de commerce et de navigation entre le Royaume de Bulgarie et la République tchécoslovaque conclu à la date de ce jour, les plénipotentiaires soussignés ont fait les déclarations suivantes qui formeront partie intégrante du traité même :

A l'article premier.

1. Il est convenu que les dispositions de cet article ne portent aucunement atteinte aux prescriptions des deux Parties contractantes concernant les passeports, le séjour et l'expulsion des étrangers, ni aux lois réglant la protection du marché national du travail.

2. Les Etats contractants déclarent être prêts à entamer le plus tôt possible des pourparlers pour l'abolition des visas ainsi que pour la conclusion d'une convention d'établissement et un accord réglant le traitement des ressortissants des deux Etats en ce qui concerne leur embauchement.

A l'article II.

Cette convention ne porte aucune atteinte aux dispositions de la Convention¹ entre la République tchécoslovaque et le Royaume de Bulgarie relative à la protection et à l'assistance judiciaire réciproque en matière de droit civil et commercial conclue à Sofia le 15 mai 1926.

A l'article VII.

Les prescriptions des articles I, II, III et IV seront appliquées d'une manière conforme aux entreprises ayant une personnalité juridique ainsi qu'aux sociétés nommées dans cet article.

A l'article VIII.

A l'alinéa 2 : Les dispositions de l'alinéa 2 ne font pas obstacle à ce que le vendeur appose son nom et son adresse sur le conditionnement du produit. Toutefois il sera tenu, à défaut d'indication sur l'origine, de compléter cette mention par l'indication de l'Etat, de la région ou du lieu où la marchandise a été produite, chaque fois que par l'apposition du nom et de l'adresse, il pourrait y avoir confusion avec une région ou une localité située dans un autre pays.

N'est pas considérée comme une fausse indication de provenance la dénomination dont le nom est employé génériquement et indique la nature du produit (son genre), excepté le cas où cette

¹ Vol. LX, page 203 ; et vol. LXIX, page 113, de ce recueil.

7. In the case of disagreement between the two Contracting Parties regarding the application of the present Convention, at the request of one of the said Parties a mixed Commission shall be appointed whose decision shall be binding if taken by a majority vote.

Each of the two Contracting Parties shall appoint a State veterinary surgeon as a member of the Commission, which shall be authorised to co-opt a third member, should it be impossible to arrive at an agreement.

At the first meeting, at which a third member is to be appointed, the latter shall be chosen by drawing lots among nationals of one of the two Contracting Parties; for subsequent meetings, the two Parties shall alternately have the right to appoint the third member.

FINAL PROTOCOL

TO THE TREATY OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THE KINGDOM OF BULGARIA AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC.

At the time of signing the Treaty of Commerce and Navigation between the Kingdom of Bulgaria and the Czechoslovak Republic concluded this day, the undersigned Plenipotentiaries have made the following declarations, which shall form an integral part of the Treaty itself.

Ad Article I.

1. It is understood that the provisions of this Article shall in no way affect the regulations of the two Contracting Parties concerning passports, residence or expulsion of foreign nationals, or the laws governing the protection of the national labour market.

2. The Contracting States hereby declare that they are ready to institute, as soon as may be possible, negotiations with a view to the abolition of visas and the conclusion of a Convention on establishment and an Agreement regulating the treatment of nationals of the two States in the matter of their engagement as workers.

Ad Article II.

The present Convention shall in no way affect the provisions of the Convention¹ between Czechoslovakia and Bulgaria concerning reciprocal judicial protection and assistance in matters of civil and commercial law, concluded in Sofia on May 15th, 1926.

Ad Article VII.

The provisions of Articles I, II, III and IV shall be applied in the same way to legally incorporated undertakings and to the companies mentioned in this Article.

Ad Article VIII.

Ad *paragraph 2*: The provisions of paragraph 2 of this Article shall not affect the right of the seller to mark the wrapping of the article with his name and address. Nevertheless, in the absence of any appellation of origin, he shall be required to supplement this mark by an indication of the State, district or place where the goods were produced, whenever the indication of his name and address might cause confusion with the name of a district or place situated in another country.

The use of a name in its generic meaning in order to indicate the nature of a product (its kind) shall not be regarded as a false designation of origin, unless that name is followed by some such

¹ Vol. LX, page 203; and Vol. LXIX, page 113, of this Series.

dénomination est suivie d'une mention telle que « originale », « véritable », qui pourrait induire en erreur. Il est entendu que ce principe ne pourra porter aucune atteinte à la protection des indications sur l'origine des produits indiqués à l'alinéa 2 ni à la protection des indications d'autres produits auxquels le caractère exclusif des indications sur l'origine sera expressément accordé par des lois ou règlements.

Les mesures que chacune des deux Parties contractantes s'engage à prendre devront prévoir la répression par la saisie, et toute autre sanction appropriée, notamment la prohibition de l'importation, de l'exportation, de l'entreposage, de la circulation, de la vente et de la mise en vente des produits, dans le cas où figureraient sur les fûts, bouteilles, emballages ou caisses les contenant, ainsi que sur les factures, des noms, inscriptions, illustrations ou signes quelconques évoquant des indications sur l'origine employées abusivement.

La saisie des produits incriminés ou les autres sanctions seront appliquées à la requête du Ministère public ou de tout intéressé, individu, association ou syndicat, conformément à la législation respective de chacune des deux Parties contractantes.

A l'article XIV, point 3, et à l'article XV, point 6.

La taxe qui est perçue en Bulgarie sur la valeur des marchandises et des emballages, sujettes lors de l'importation ou exportation temporaire, continue à subsister, de même que la taxe perçue sur la valeur des pièces de toiles destinées à l'emballage des tabacs, importées à titre temporaire. Il est entendu que le traitement d'après la clause de la nation la plus favorisée sera en tout cas appliqué.

A l'article XIV.

Au point 3 : Par marquage on entend surtout les signes apposés par l'intéressé lui-même, comme par exemple les lettres initiales, les marques de commerce et les signes similaires.

A l'article XVI.

A l'alinéa 1 : Seront considérées comme faisant partie de l'inventaire de navires et de bateaux les grues, même lorsqu'elles seront enlevées temporairement des navires pour être utilisées sur les quais.

A l'article XVIII.

Chacune des Parties contractantes s'engage à reconnaître valables les attestations d'analyse délivrées par les autorités compétentes de l'autre Partie contractante. Toutefois, le droit des autorités du pays importateur de vérifier ces analyses n'est pas atteint.

Afin d'assurer au trafic commercial réciproque les avantages que comportent les dispositions du présent traité, les Parties contractantes peuvent exiger que les produits naturels et fabriqués, destinés à l'importation, soient accompagnés d'un certificat d'origine. Les cas dans lesquels des certificats d'origine seront exigés doivent être limités au strict minimum. Les certificats d'origine seront délivrés soit par la Chambre de commerce dont relève l'expéditeur, soit par toute autre autorité ou tout groupement économique désignés dans ce but par le pays d'exportation et agréés par le pays de destination. Le visa consulaire n'est pas exigé pour les certificats d'origine.

Sont dispensés du certificat d'origine les colis postaux et envois par la poste, les colis de 5 kilos et moins importés par voie aérienne, ainsi que les échantillons des voyageurs de commerce.

Aux articles X, XI et XVIII.

Les stipulations de ces articles ne portent aucune atteinte aux conditions particulières régissant l'importation des vins.

word as "original" or "veritable", which might be misleading. It is understood that this principle shall in no way affect the protection of appellations of origin in the case of the products enumerated in paragraph 2, or the protection of indications concerning other products to which exclusive appellations of origin are expressly assigned under the provisions of laws or regulations.

The measures which each of the two Contracting Parties undertakes to adopt shall provide for repression by seizure and any other appropriate penalty, in particular the prohibition, as regards the products in question, to import, export, warehouse, circulate, sell or offer for sale, in cases in which the barrels, bottles, packings or cases containing the products and the invoices relating thereto bear names, inscriptions, illustrations or any signs whatsoever suggesting indications of origin falsely used.

The goods in question may be seized or any other penalties imposed, on the application of the Public Prosecutor's Department or of any interested party, individual, association or syndicate, in accordance with the laws of either of the Contracting Parties.

Ad Article XIV, Point 3, and ad Article XV, Point 6.

The tax levied in Bulgaria on the value of goods and packing material, in cases of temporary import or export, shall continue to be levied, as shall the tax on the value of pieces of canvas intended for packing tobacco and temporarily imported. It is understood that in all cases most-favoured-nation treatment shall be applied.

Ad Article XIV.

Ad point 3: Markings shall be primarily understood to be the signs made by the party concerned, for example: initials, trade marks and similar signs.

Ad Article XVI.

Ad paragraph 1: Cranes shall be deemed to form part of ships' gear, even when they are temporarily removed from the craft for use in wharves.

Ad Article XVIII.

Each of the Contracting Parties undertakes to recognise certificates of analysis issued by the competent authorities of the other Contracting Party. This shall not, however, affect the right of the authorities of the importing country to verify such analyses.

In order to ensure to commercial traffic between the two countries the advantages provided for under the terms of the present Treaty, the Contracting Parties may demand that natural and manufactured products destined for importation shall be accompanied by a certificate of origin. The cases in which certificates of origin are to be demanded must be limited to the strict minimum. Certificates of origin shall be issued either by the Chamber of Commerce to which the consignor belongs or by some other authority or economic group designated for the purpose by the country of export and approved by the country of destination. Consular visas shall not be required on certificates of origin.

Postal parcels and consignments, packages weighing 5 kg. or less imported by air, and commercial travellers' samples need not be accompanied by certificates of origin.

Ad Articles X, XI and XVIII.

The provisions of these Articles shall not affect the special conditions laid down for the importation of wines.

A l'article XIX.

Si, dans des circonstances extraordinaires, l'une des Parties contractantes considérait comme nécessaire de maintenir ou d'introduire pour certaines marchandises des prohibitions ou restrictions d'importation ou d'exportation, elle s'entendra à ce sujet avec l'autre Partie à moins qu'un accord préalable ne soit intervenu.

A l'article XX.

La Bulgarie ne réclamera pas les faveurs concédées par la République tchécoslovaque à la Pologne dans l'article XVII de la Convention¹ de commerce conclue entre la République tchécoslovaque et la Pologne le 23 avril 1925, même au cas où la République tchécoslovaque concéderait les mêmes faveurs à un autre Etat limitrophe.

A l'article XXI.

Les dispositions de l'alinéa 1 de cet article ne visent pas les réductions de tarifs accordées en faveur des œuvres de bienfaisance ou d'instruction publique, ni les réductions accordées dans le cas d'une calamité publique, ni celles consenties aux fonctionnaires publics voyageant pour leurs affaires privées, ni en faveur des transports de service des chemins de fer ou de l'administration civile ou militaire de l'Etat.

Les Parties contractantes sont d'accord de ne considérer comme clause prohibitive aux termes de cet article que les conditions d'application d'un tarif réduit, qui ont pour but d'exclure du bénéfice du tarif réduit les marchandises similaires, mais d'une provenance étrangère. Par contre, ne seront pas considérées comme clauses prohibitives les conditions d'application d'un tarif réduit prescrites dans le but d'assurer la satisfaction aux besoins de la consommation intérieure en ce qui concerne certains articles ou d'assurer le développement des ports maritimes ou fluviaux, ainsi que les conditions d'application imposées par des considérations puisées dans le domaine légitime de l'exploitation ferroviaire, par exemple l'acquisition de nouveaux transports, la réduction des frais de traction, etc.

Conformément à cette interprétation, seront considérées :

1^o Comme clauses prohibitives :

La condition de provenance nationale de la marchandise en question ;

L'exigence que la marchandise soit déclarée sous un nom inconnu dans le commerce et qui ne soit pas accessible à une marchandise étrangère de la même espèce ;

La condition de faire parvenir la marchandise à la station d'expédition par camion ou par voie ferrée industrielle privée ;

La condition que la matière première dont est fabriquée la marchandise jouissant d'un tarif réduit soit transportée par les chemins de fer nationaux ;

2^o Comme clauses admissibles :

Condition de consommation intérieure ;

Condition de transport combiné par voie de fer et d'eau et des airs ;

Condition de la remise au transport par le même expéditeur dans un temps délimité d'une certaine quantité minimale de la marchandise ;

Condition de remise simultanée au transport d'une marchandise en quantité suffisante pour la formation d'un train entier, etc.

L'application des tarifs intérieurs (locaux ou communs) ne sera accordée que dans les cas où toutes les conditions prescrites par le tarif en question seront remplies.

¹ Vol. LVIII, page 9 ; vol. CVII, page 490 ; vol. CXVII, page 72 ; vol. CXXII, page 343 ; vol. CXXVI, page 434 ; vol. CXLII, page 341, et vol. CXLVII, page 328 de ce recueil.

Ad Article XIX.

If, in exceptional circumstances, one Contracting Party regards it as necessary to maintain or introduce import or export prohibitions or restrictions in respect of certain goods, it shall come to an understanding in the matter with the other Party, unless an agreement has previously been concluded.

Ad Article XX.

Bulgaria shall not claim favours granted by the Czechoslovak Republic to Poland under Article XVII of the Commercial Convention¹ concluded between the Czechoslovak Republic and Poland on April 23rd, 1925, even in the event of the Czechoslovak Republic granting the same favours to another contiguous State.

Ad Article XXI.

The provisions of paragraph 1 of this Article shall not apply to reductions of tariffs in favour of charitable institutions or public educational establishments, or to those granted in the case of a public calamity, or to reductions allowed in the case of public officials travelling for their private affairs or of railway service traffic or official traffic of the civil administration, or military traffic.

The High Contracting Parties agree that they will only regard as prohibitive conditions within the meaning of this Article conditions concerning the application of a reduced tariff the object of which is to exclude similar goods of foreign origin from the benefit of such reduced tariff. On the other hand, conditions concerning the application of a reduced tariff which are prescribed for the purpose of satisfying requirements in respect of the domestic consumption of certain articles or in order to facilitate the development of maritime or river ports, and conditions imposed for purposes of legitimate railway exploitation (*e. g.* the acquisition of new rolling-stock, the reduction of haulage costs, etc.) shall not be regarded as prohibitive.

In accordance with these terms as interpreted above, the following shall be regarded as :

(1) Prohibitive conditions :

The goods in question must be of domestic origin ;

The goods must be declared under a name not known in trade and not applicable to foreign goods of the same description ;

The goods must be sent to the station from which they are to be despatched by lorry or by private industrial light railway ;

The raw materials from which the goods benefiting by the reduced tariff are made must be conveyed by national railways.

(2) Admissible conditions :

The goods must be for domestic consumption ;

The goods must be conveyed by rail, water and air combined ;

The sender shall be required to present for transport within a specified period a certain minimum quantity of goods ;

The sender shall be required to present for transport at the same time a quantity of goods sufficient to make up a complete trainload, etc.

The application of internal tariffs (local or general tariffs) shall only be granted in cases in which all the conditions required by the tariff in question are complied with.

¹ Vol. LVIII, page 9 ; Vol. CVII, page 490 ; Vol. CXVII, page 72 ; Vol. CXXII, page 343 ; Vol. CXXVI, page 434 ; Vol. CXLII, page 341, and Vol. CXLVII, page 328 of this Series.

A l'article XXX.

Il est convenu que la convocation du tribunal arbitral ne devra être faite que par chacun des deux gouvernements et non par des autorités secondaires ou des particuliers. De même la convocation du tribunal arbitral ne devra avoir lieu que lorsque l'on aura essayé sans succès de résoudre le différend de commun accord par voie diplomatique.

Le surarbitre ne pourra être ni ressortissant de l'un des deux Etats, ni habiter sur leur territoire, ni se trouver dans un rapport de dépendance ou dans une autre relation analogue avec l'un des deux Etats, ni être membre d'un autre tribunal d'arbitrage qui concerne l'un des deux Etats.

Si les deux Parties contractantes n'arrivent pas à s'entendre sur le surarbitre dans un délai d'un mois sa nomination sera dans un délai d'un mois confiée au président du Conseil administratif de la Cour permanente d'arbitrage à La Haye.

A L'ANNEXE A.

(Droits d'entrée sur le territoire tchécoslovaque.)

Aux N^{os} du tarif 23 (froment) et 27 (maïs).

Dans le cas où une convention sur l'octroi des droits et privilèges dont il est mention dans l'alinéa 3 de l'article XII du traité signé en date d'aujourd'hui sera conclue et mise en vigueur entre la Tchécoslovaquie et un quelconque des Etats de l'Europe centrale, le froment et le maïs originaires et en provenance de Bulgarie jouiront, à leur importation en Tchécoslovaquie, de plein droit de tous ces droits et privilèges.

Au N^o 47 du tarif.

Lors de l'importation dans la République tchécoslovaque les envois de grains de tournesol et de coton doivent être accompagnés d'un certificat délivré par la station agricole d'essai bulgare compétente.

Au N^o 109 du tarif.

Lors de l'importation dans la République tchécoslovaque les envois de vins bulgares doivent être accompagnés d'un certificat d'origine et d'une attestation d'analyse.

Les certificats d'origine seront délivrés par les Chambres d'agriculture et les attestations d'analyse par les laboratoires publics, désignés à ce but par le Ministère de l'Agriculture bulgare. La liste de ces laboratoires sera fixée de commun accord.

Les attestations d'analyse contiendront notamment :

- Le poids spécifique,
- Les degrés d'alcool,
- Le contenu de tous les acides,
- Le contenu des acides volatils,
- Le contenu d'extrait,
- Le contenu de sucre,
- Le contenu d'extrait sans sucre,
- Le contenu de cendres (matières minérales).

Il sera indiqué dans l'attestation d'analyse que l'analyse se rapporte au même envoi de vin à l'égard duquel le certificat en question a été délivré.

Au N^o 119 du tarif.

Cachcaval est un fromage cuit fabriqué du lait de brebis.

Ad Article XXX.

It is agreed that the Court of Arbitration shall be convened only by one of the two Governments and not by secondary authorities or private persons. Likewise, the Court of Arbitration shall only be convened when attempts to settle the dispute by joint agreement through the diplomatic channel have failed.

The umpire may not be a national of either of the two States nor reside in the territory of either one of them, nor may be dependent on or have other similar relations with either of the two States, nor be a member of any other Court of Arbitration which concerns either of the two States.

Should the two Contracting Parties not agree on the appointment of the umpire within one month, the President of the Administrative Council of the Permanent Court of Arbitration at The Hague shall, within one month, be asked to appoint him.

AD ANNEX A.

(Duties on Importation into Czechoslovak Territory.)

Ad Nos. 23 (*Wheat*) and 27 (*Maize*) of the *Tariff*.

Should a convention for the granting of the rights and privileges mentioned in paragraph 3 of Article 12 of the present Treaty be concluded and come into force between Czechoslovakia and any Central European State, wheat and maize originating in and coming from Bulgaria shall, when imported into Czechoslovakia, be *ipso facto* entitled to all such rights and privileges.

Ad No. 47 of the *Tariff*.

On importation into the Czechoslovak Republic, consignments of sunflower and cotton seed shall be accompanied by a certificate issued by the competent Bulgarian agricultural experimental station.

Ad No. 109 of the *Tariff*.

On importation into the Czechoslovak Republic, consignments of Bulgarian wine shall be accompanied by a certificate of origin and a certificate of analysis.

The certificates of origin shall be issued by the Chambers of Agriculture and the certificates of analysis by the public laboratories designated for the purpose by the Bulgarian Ministry of Agriculture. The list of these laboratories shall be drawn up by common agreement.

The certificates of analysis shall state in particular :

- The specific weight,
- The alcoholic content, in degrees,
- The total acid content,
- The total volatile acid content,
- The extract content,
- The sugar content,
- The content of extract without sugar,
- The ash content (mineral matter).

The certificate of analysis shall state that the analysis refers to the same consignment of wine for which the certificate of origin was issued.

Ad No. 119 of the *Tariff*.

Cachcaval is a baked cheese made with ewe's milk.

A L'ANNEXE B.

(Droits d'entrée sur le territoire bulgare.)

Au moment où les droits et privilèges prévus par le Protocole final à l'annexe A pour le froment (N° 23 du tarif) et le maïs (N° 27 du tarif) auront été accordés, les marchandises dans l'annexe B bénéficieront de plein droit des droits de douane désignés par la lettre P.

Au N° 279 du tarif.

Sous ce numéro rentre le verre en feuilles machinalement étiré (dit verre de Fourcault).

Au N° 289 a) du tarif.

Sous la position *a)* de ce numéro rentrent les articles en verre avec bouchons passés à l'émeri, simplement avec bords et fonds usés à la meule.

(Signé) C. WATCHOFF.

(Signé) D^r J. FRIEDMANN.

AD ANNEX B.

(Duties on Importation into Bulgarian Territory.)

When the rights and privileges provided for under the Final Protocol to Annex A in respect of wheat (tariff No. 23) and maize (tariff No. 27) have been granted, the goods set forth in Annex B shall *ipso facto* benefit by the Customs duties designated under letter P.

Ad No. 279 of the Tariff.

This number includes sheet glass drawn by machinery (known as Fourcault glass).

Ad No. 289 of the Tariff.

Item (a) of this number includes glass articles with polished stoppers, with sides and bottoms simply smoothed.

(Signed) C. WATCHOFF.

(Signed) Dr. J. FRIEDMANN.

N^o 3403.

BELGIQUE ET FRANCE

Convention télégraphique entre l'Afrique-Equatoriale française et le Congo belge, et règlement de service y annexé. Signés à Brazzaville, le 4 mai 1922.

BELGIUM AND FRANCE

Telegraphic Convention between French Equatorial Africa and the Belgian Congo, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Brazzaville, May 4th, 1922.

N^o 3403. — CONVENTION¹ TÉLÉGRAPHIQUE ENTRE L'AFRIQUE-ÉQUATORIALE FRANÇAISE ET LE CONGO BELGE. SIGNÉE A BRAZZAVILLE, LE 4 MAI 1922.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 16 avril 1934.

Le gouverneur des colonies, M. ALFASSA, gouverneur général *p. i.* de l'Afrique-Equatoriale française, et

Le gouverneur général du Congo belge, représenté par M. JAMAR, E. J., inspecteur chef du Service des postes et télégraphes du Congo belge,

Considérant que la Convention télégraphique du 23 juin 1903, entre la France et l'Etat indépendant du Congo, modifiée par l'Acte additionnel du 7 avril 1906 et par la Déclaration du 24 avril 1918, ne répond plus aux conditions actuelles des échanges entre les deux colonies, ont décidé de conclure une nouvelle convention télégraphique et ont convenu sous réserve de ratification des dispositions suivantes :

1^o Les deux Parties contractantes s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer des communications télégraphiques régulières entre les deux colonies.

2^o Toutefois, elles déclarent n'accepter à raison du service de la télégraphie, aucune responsabilité.

3^o Elles se réservent la faculté d'arrêter la transmission de tout télégramme privé qui paraîtrait dangereux pour la sécurité de l'Etat ou qui serait contraire aux lois du pays, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs.

4^o Chaque gouvernement se réserve aussi la faculté de suspendre le service de la télégraphie pour un temps indéterminé, s'il le juge nécessaire, soit d'une manière générale, soit sur certaines lignes ou sections et pour certaines correspondances, à charge pour lui d'en aviser immédiatement l'autre gouvernement.

5^o Les Parties contractantes s'engagent à faire bénéficier les correspondances de transit de tous les moyens de transmission dont elles disposent pour l'expédition de leurs propres télégrammes et à appliquer aux communications internationales leurs taxes normales de transit ou terminales telles qu'elles ont été notifiées au bureau de l'Union télégraphique internationale.

6^o Elles déclarent s'en référer pour l'ordre de transmission des télégrammes aux prescriptions de la Convention² télégraphique internationale de Saint-Pétersbourg et du

¹ Entrée en vigueur le 4 mai 1922.

² Vol. LVII, page 201 ; vol. LXXVIII, page 489 ; vol. LXXXVIII, page 347 ; et vol. XCII, page 396, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 3403. — TELEGRAPHIC CONVENTION² BETWEEN FRENCH EQUATORIAL AFRICA AND THE BELGIAN CONGO. SIGNED AT BRAZZAVILLE, MAY 4TH, 1922.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place April 16th, 1934.

M. ALFASSA, Colonial Governor, Acting Governor-General of French Equatorial Africa, and

The Governor-General of the Belgian Congo, represented by M. E. J. JAMAR, Chief Inspector of the Postal and Telegraph Service of the Belgian Congo,

Whereas the Telegraph Convention³ of June 23rd, 1903, between France and the Congo Free State, amended by the Additional Act of April 7th, 1906, and by the Declaration⁴ of April 24th, 1918, no longer responds to the present conditions in respect of exchanges between the two colonies, have decided to conclude a new Telegraph Convention and have agreed, subject to ratification, upon the following provisions :

(1) The two Contracting Parties undertake to carry out all necessary measures to provide regular telegraphic communications between the two colonies.

(2) Nevertheless, they declare that they accept no liability in respect of the telegraph service.

(3) They reserve the right to stop the transmission of any private telegram which may appear to be dangerous to the security of the State or which may be contrary to the laws of the country or to public order or morals.

(4) Each Government also reserves the right to suspend the telegraph service for an indefinite time should it think necessary, either as a whole or on certain lines or sections and in respect of certain correspondence, provided that it immediately notifies the other Government.

(5) The Contracting Parties undertake to forward communications in transit by all the means of transmission at their disposal for the despatch of their own telegrams and to apply to international communications their normal transit or terminal charges as notified to the office of the International Telegraph Union.

(6) They hereby declare that, in respect of the order of forwarding telegrams, they will apply the rules of the St. Petersburg International Telegraph Convention⁵ and the

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force May 4th, 1922.

³ *British and Foreign State Papers*, Vol. 110, page 832.

⁴ *British and Foreign State Papers*, Vol. 111, page 655.

⁵ Vol. LVII, page 201 ; Vol. LXXVIII, page 489 ; Vol. LXXXVIII, page 347 ; and Vol. XCII, page 396, of this Series.

règlement de service y annexé ou de tous autres arrangements de cette nature qui viendraient à les remplacer.

7° Les dispositions de la présente convention sont complétées par le règlement ci-annexé dont les prescriptions peuvent être modifiées à toute époque, de commun accord, par les gouvernements des deux colonies.

8° Tout le trafic circulant sur les réseaux de l'Afrique équatoriale et du Congo belge est soumis aux règles du régime extraeuropéen.

Tout cas non prévu par la présente convention et par le règlement qui la complète sera traité conformément aux dispositions de la Convention télégraphique internationale et du règlement de service y annexé.

9° La Convention télégraphique entre la France et l'Etat indépendant du Congo du 23 juin 1903, l'Acte additionnel à cette convention du 7 avril 1906 et la Déclaration du 24 avril 1918 sont abrogés.

10° La présente convention sera mise à exécution à l'époque qui sera fixée de concert entre les deux administrations et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé et jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour ou la dénonciation en sera faite par l'une des Parties contractantes.

Ainsi fait à Brazzaville en double exemplaire le quatre mai mil neuf cent vingt-deux.

*Le Gouverneur général p. i.
de l'Afrique-Equatoriale française,
(S.) M. ALFASSA.*

Au nom du Gouverneur général
du Congo belge :

*L'Inspecteur Chef du Service des postes
et télégraphes du Congo belge,
(S.) JAMAR.*

RÈGLEMENT DU SERVICE

RELATIF AUX ÉCHANGES TÉLÉGRAPHIQUES ET RADIOTÉLÉGRAPHIQUES ENTRE L'AFRIQUE-EQUATORIALE FRANÇAISE ET LE CONGO BELGE, ANNEXÉ A LA CONVENTION TÉLÉGRAPHIQUE.

Article premier.

Dans le service intercolonial, les taxes sont fixées comme suit :

- a) Echange direct 0,25 fr. par mot.
- b) Majoration de 0,25 fr. par mot pour tout trafic empruntant le câble Loango-Libreville ou la T. S. F. métropolitaine dans les relations avec les postes locaux de l'Afrique-Equatoriale française.
- c) Transit intercolonial : taxe normale de transit avec réduction de 50 % pour les télégrammes officiels.

Ces taxes s'entendent en francs-or et sont applicables à tout trafic officiel et privé circulant sur les réseaux de l'Afrique-Equatoriale française et du Congo belge, sans l'intervention d'une autre administration ou compagnie, réserve faite pour ce qui concerne le paragraphe b) ci-dessus.

Elles sont doublées dans le cas de télégrammes urgents.

service regulations attached thereto, or any other agreement of a similar character which may supersede them.

(7) The provisions of the present Convention are completed by the regulations annexed hereto, the provisions of which may by joint agreement be amended at any time by the Governments of the two colonies.

(8) All traffic on the telegraph systems of Equatorial Africa and the Belgian Congo shall be subject to the rules of the extra-European regime.

Any cases for which no provision is made by the present Convention or by the regulations which complete it shall be treated in accordance with the provisions of the International Telegraph Convention and the service regulations annexed thereto.

(9) The Telegraph Convention of June 23rd, 1903, between France and the Congo Free State, the Additional Act to that Convention dated April 7th, 1906, and the Declaration of April 24th, 1918, are hereby abrogated.

(10) The present Convention shall be put into force on a date to be fixed by agreement between the two Administrations and shall remain in force for an indefinite time and until the expiry of one year from the date on which it is denounced by one of the Contracting Parties.

Done at Brazzaville, in duplicate, the fourth day of May, one thousand nine hundred and twenty-two.

(S.) M. ALFASSA,
*Acting Governor-General
of French Equatorial Africa.*

On behalf of the Governor-General
of the Belgian Congo :

(S.) JAMAR,
*Chief Inspector of the Postal and Telegraph Service
of the Belgian Congo.*

SERVICE REGULATIONS

CONCERNING TELEGRAPH AND WIRELESS TELEGRAPH MESSAGES EXCHANGED BETWEEN FRENCH EQUATORIAL AFRICA AND THE BELGIAN CONGO, ANNEXED TO THE TELEGRAPH CONVENTION.

Article I.

The charges in the inter-colonial service are fixed as follows :

- (a) Direct exchange 0.25 franc per word.
- (b) An extra charge of 0.25 franc per word for all traffic using the Loango-Libreville cable or the home country wireless telegraph in communications with local stations in French Equatorial Africa.
- (c) Inter-colonial transit : the normal transit charge, with a reduction of 50 % for official telegrams.

These charges shall be calculated in gold francs and shall apply to all official and private traffic on the systems of French Equatorial Africa and the Belgian Congo, without the intervention of another administration or company, subject to the provisions of paragraph (b) above.

They shall be doubled in the case of urgent telegrams.

Article 2.

Les bureaux d'échange sont déterminés par simple entente entre les deux administrations intéressées.

Article 3.

Les stations de T. S. F. locales à l'intérieur des territoires de l'Afrique-Equatoriale française et du Congo belge sont considérées comme formant le prolongement des réseaux télégraphiques terrestres de ces deux administrations.

De même, les stations radiotélégraphiques côtières appartenant à l'une ou à l'autre de ces deux administrations sont considérées comme bureaux télégraphiques ordinaires pour tout ce qui concerne les messages autres que ceux originaires ou à destination des stations de bord.

Article 4.

Ces deux administrations se font mutuellement connaître les noms des bureaux ouverts sur leur territoire respectif au service de la télégraphie officielle et privée.

Article 5.

Chaque administration conserve par devers elle la totalité des taxes qu'elle encaisse sur le trafic de l'article premier, y compris, éventuellement, toutes les taxes accessoires et celles pour réponse payée.

Article 6.

Les deux administrations se doivent mutuellement compte :

1° Des taxes relatives aux télégrammes intercoloniaux prévues par les paragraphes b) et c) de l'article premier du présent règlement ;

2° Des taxes de transit et des taxes terminales applicables aux télégrammes internationaux ;

3° Des taxes côtières et de bord pour les radiotélégrammes. A cet effet deux comptes séparés sont établis mensuellement par le Congo belge.

L'un pour les télégrammes échangés entre les bureaux du Congo belge et ceux du Moyen-Congo, de l'Oubangui-Chari et du Tchad.

L'autre pour les télégrammes échangés entre les bureaux du Congo belge et ceux du Gabon.

Ces comptes sont dressés en simple expédition et sont transmis aux fins de vérification, le premier au chef du Service des postes et télégraphes à Brazzaville, le second au chef du Service des postes et télégraphes à Libreville.

Article 7.

Les télégrammes officiels de l'Afrique-Equatoriale française déposés ou remis à l'intervention d'un bureau télégraphique du Congo belge sont considérés comme télégrammes de transit.

Il en est de même des télégrammes officiels du Congo belge déposés ou remis à l'intervention d'un bureau télégraphique de l'Afrique-Equatoriale française.

Article 2.

The exchange office shall be fixed by simple agreement between the two Administrations concerned.

Article 3.

The local wireless telegraph stations in the interior of the territories of French Equatorial Africa and of the Belgian Congo shall be regarded as forming an extension of the land telegraph systems of these two Administrations.

Likewise, the coast wireless stations belonging to either Administration shall be regarded as ordinary telegraph offices in respect of messages other than those from or to ship wireless stations.

Article 4.

The two Administrations shall communicate to each other the names of the offices open in their respective territories for the official and private telegraph service.

Article 5.

Each Administration shall retain for itself all the charges which it collects for the traffic mentioned in Article 1, including any accessory charges and charges for reply-paid telegrams.

Article 6.

The two Administrations shall render to each other accounts for the following :

(1) Charges connected with inter-colonial telegrams as provided under Article 1, sections (b) and (c), of the present Regulations ;

(2) Transit and terminal charges for international telegrams ;

(3) Coast and ship charges for wireless messages. For this purpose, two separate accounts shall be drawn up monthly by the Belgian Congo.

One for telegrams exchanged between the offices of the Belgian Congo and those of the Middle Congo, of Oubangi-Chari and of Tchad.

The other for telegrams exchanged between the offices of the Belgian Congo and those of Gaboon.

These accounts shall be made out in a single copy and forwarded for audit, the former to the head of the Postal and Telegraph Service at Brazzaville and the latter to the head of the Postal and Telegraph Service at Libreville.

Article 7.

Official telegrams from French Equatorial Africa handed in at or passed for forwarding to a telegraph office of the Belgian Congo shall be deemed to be transit telegrams.

The same shall apply to Belgian Congo official telegrams handed in at or passed for forwarding to a telegraph office of French Equatorial Africa.

Article 8.

Les décomptes pour les télégrammes de transit du service intercolonial seront établis, d'après le nombre des télégrammes, chaque télégramme étant considéré comme comprenant le nombre moyen de mots, résultant d'une statistique établie contradictoirement. Cette statistique portera sur le mois de février de chaque année.

Article 9.

Le règlement des comptes a lieu semestriellement. Le solde résultant de la liquidation est payé par l'office débiteur à l'office créateur au moyen d'un chèque tiré en monnaie du pays créateur soit :

1^o En francs congolais sur Kinshasa au nom du percepteur principal des postes ou en francs belges sur Bruxelles au nom du ministre des Colonies si le solde est en faveur du Congo belge ;

2^o En francs français sur Brazzaville au nom du receveur principal des postes ou sur Paris au nom du caissier payeur central si le solde est en faveur de l'Afrique-Equatoriale française.

Article 10.

Les heures de séances des stations de T. S. F. appartenant à l'une ou l'autre des deux administrations, seront réglées de manière à ne pas troubler les communications et à assurer un écoulement rationnel des différents trafics.

Ainsi fait à Brazzaville, en double exemplaire, le quatre mai mil neuf cent vingt-deux.

*Le Gouverneur général p. i.
de l'Afrique-Equatoriale française,
(S.) ALFASSA.*

Au nom du Gouverneur général
du Congo belge :

*L'Inspecteur Chef du Service des postes
et télégraphes du Congo belge,
(S.) JAMAR.*

Article 8.

Rebates on inter-colonial service transit telegrams shall be fixed according to the number of telegrams, each telegram being regarded as containing the average number of words, as calculated according to statistics compiled by both Parties. These statistics shall be compiled for the month of February of each year.

Article 9.

Accounts shall be settled once every six months. The balance resulting from the settlement of accounts shall be paid by the debtor office to the creditor office by means of a cheque drawn in the currency of the creditor country, that is to say :

(1) In Congo francs on Kinshasa, to the name of the Chief Cashier of the Postal Service, or in Belgian francs on Brussels, to the name of the Ministry of the Colonies, if the balance is in favour of the Belgian Congo ;

(2) In French francs on Brazzaville, to the name of the Chief Cashier of the Postal Service, or on Paris, to the name of the Central Paying Cashier, if the balance is in favour of French Equatorial Africa.

Article 10.

The hours when the wireless stations belonging to the respective Administrations are in operation shall be fixed in such a way as not to interfere with communications and to ensure the reasonable despatch of the correspondence of various kinds.

Done at Brazzaville, in duplicate, the fourth day of May, one thousand nine hundred and twenty-two.

(S.) M. ALFASSA,
*Acting Governor-General
of French Equatorial Africa.*

On behalf of the Governor-General
of the Belgian Congo :

(S.) JAMAR,
*Chief Inspector of the Postal and Telegraph Service
of the Belgian Congo.*

N° 3404.

**BELGIQUE ET
GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD**

Convention télégraphique entre le
Territoire du Tanganyika et le
Congo belge (y compris les Terri-
toires du Ruanda-Urundi). Signée
à Dar-es-Salaam, le 10 juillet 1922.

**BELGIUM
AND GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND**

Telegraphic Convention between the
Tanganyika Territory and the
Belgian Congo (including the
Territories of Ruanda - Urundi).
Signed at Dar - es - Salaam, July
10th, 1922.

N^o 3404. — CONVENTION¹ TÉLÉGRAPHIQUE ENTRE LE TERRITOIRE DE TANGANYIKA ET LE CONGO BELGE (Y COMPRIS LES TERRITOIRES DU RUANDA-URUNDI). SIGNÉE A DAR-ES-SALAAM, LE 10 JUILLET 1922.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 16 avril 1934.

Sous réserve de la ratification royale, LE GOUVERNEMENT DU CONGO BELGE, représenté par M. GÉRARD, E. L. G., contrôleur des Postes et Télégraphes, et LE GOUVERNEMENT DU TERRITOIRE DE TANGANYIKA, représenté par M. STORM, Postmaster-General, désirant établir des relations télégraphiques entre le Congo belge, y compris les territoires du Ruanda-Urundi, et le Territoire de Tanganyika, ont décidé de conclure une convention à cet effet et ont arrêté les dispositions ci-après :

Article premier.

Les communications entre les postes frontières se feront au moyen de la radiotélégraphie. Les postes devant communiquer ensemble sont du côté du Congo belge, Usumbura et Albertville et du côté du Territoire de Tanganyika, Kigoma.

Article 2.

Le poste radiotélégraphique de Kigoma est un poste belge ; il sera maintenu jusqu'au moment où le service britannique aura installé un poste pouvant assurer des communications régulières avec Usumbura et Albertville.

Article 3.

Les deux administrations se donneront réciproquement avis par la voie télégraphique des interruptions et rétablissements de lignes sur leur réseau.

Article 4.

Il est convenu que la Convention² télégraphique internationale de Saint-Pétersbourg et le règlement de service y annexé (révision de Lisbonne 1908³) avec les modifications généralement observées

¹ Entrée en vigueur le 1^{er} août 1922.

² Vol. LVII, page 212, de ce recueil.

³ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome V, page 208.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3404. — TELEGRAPHIC CONVENTION² BETWEEN THE TANGANYIKA TERRITORY AND THE BELGIAN CONGO (INCLUDING THE TERRITORIES OF RUANDA-URUNDI). SIGNED AT DAR-ES-SALAAM, JULY 10TH, 1922.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place April 16th, 1934.

Subject to Royal ratification, THE GOVERNMENT OF THE BELGIAN CONGO, represented by M. E. L. G. GÉRARD, Controller of Posts and Telegraphs, and THE GOVERNMENT OF TANGANYIKA TERRITORY, represented by Mr. STORM, Postmaster-General, being desirous of establishing telegraphic communication between the Belgian Congo (including the territories of Ruanda-Urundi) and Tanganyika Territory, have decided to conclude a Convention for that purpose and have agreed on the following provisions :

Article 1.

Communication between frontier posts shall be effected by wireless telegraphy. The posts which shall communicate with one another are : in the Belgian Congo, Usumbura and Albertville, and in Tanganyika Territory, Kigoma.

Article 2.

The Kigoma wireless telegraphic station is a Belgian station ; it shall be maintained until the British service has established a station capable of providing regular communications with Usumbura and Albertville.

Article 3.

The two Administrations shall inform each other by telegram of any interruption and re-establishment of communications on lines in their system.

Article 4.

It is agreed that the St. Petersburg International Telegraphic Convention³ and the service regulations annexed thereto (Lisbon revision 1908⁴), with the modifications generally observed

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nation, for information.

² Came into force August 1st, 1922.

³ Vol. LVII, page 212, of this Series.

⁴ *British and Foreign State Papers*, Vol. 102, page 214.

dans les pays du Sud de l'Afrique et prévues par les articles ci-après seront considérés comme applicables aux relations télégraphiques entre les deux colonies.

Article 5.

Les télégrammes d'Etat échangés entre les deux pays jouiront d'une réduction de 50 % sur le tarif. Les télégrammes d'Etat entre la Belgique et le Congo belge et *vice versa* jouiront également d'une réduction de 50 % pour le parcours effectué sur les câbles de la Eastern Telegraph Company et de ses compagnies associées. Les deux administrations se feront connaître les autorités qui peuvent envoyer des télégrammes d'Etat.

Article 6.

Les télégrammes officiels concernant le service postal ainsi que ceux ayant trait à d'autres objets d'intérêt public comme les courses des paquebots, etc., seront admis en franchise de taxe comme télégrammes de service.

Article 7.

La taxe terminale belge est fixée à 50 centimes par mot pour les télégrammes et câblogrammes à tarif plein en langage clair convenu ou chiffré. Cette taxe terminale est réduite de moitié pour les câblogrammes différés. Il n'est pas fixé de minimum pour le nombre de mots.

Article 8.

Sauf les exceptions prévues pour les télégrammes adressés à Kasanga et Bukoba, la taxe terminale britannique sera de 10 cents par mot sans minimum pour les télégrammes d'Etat et 20 cents par mot avec minimum de 10 mots pour les télégrammes privés en langage clair et 30 cents par mot avec minimum de 10 mots pour les télégrammes privés en chiffres ou en code. Les taxes pour Kasanga et Bukoba sont indiquées à l'annexe¹.

Article 9.

La taxe de transit britannique pour Kenya-Uganda, le Nyassaland et le reste de l'Afrique du Sud est de 40 cents par mot pour les télégrammes privés en langage clair, 60 cents pour les télégrammes privés en code ou chiffres et 20 cents par mot pour les télégrammes d'Etat avec un minimum de taxe de 10 mots pour Kenya-Uganda et 12 mots pour les autres pays.

Un tableau qui comprend la taxe du Territoire de Tanganyika et la taxe des pays au delà est joint (annexe B¹).

Article 10.

La taxe de transit britannique pour les câblogrammes à transmettre par la Eastern Company et la South African Telegraph Company est de 40 cents de shilling par mot sans minimum pour les télégrammes privés en langage clair convenu ou chiffré et 20 cents par mot sans minimum pour les télégrammes d'Etat. Un tableau qui comprend la taxe de transit du Territoire de Tanganyika et la taxe des pays au delà est joint (annexe C¹).

¹ Ces annexes n'ont pas été communiquées au Secrétariat de la Société des Nations.

in the countries of South Africa and provided for in the following Articles, shall be deemed applicable to telegraphic communication between the two colonies.

Article 5.

Government telegrams between the two countries shall be granted a 50 % reduction of rates. Government telegrams between Belgium and the Belgian Congo and *vice versa* shall also be granted a 50 % reduction for that part of the distance over which the lines of the Eastern Telegraph Company and its associated companies are used. The two Administrations shall inform each other of the authorities entitled to send Government telegrams.

Article 6.

Official telegrams concerning the postal service and telegrams relating to other matters of public interest, such as movements of mail steamships, etc., shall be accepted free of charge as service telegrams.

Article 7.

The Belgian terminal rate shall be fixed at 50 centimes per word for full-rate telegrams and cablegrams in clear, code or cipher. Half rates shall be charged for deferred cablegrams. There shall be no minimum number of words.

Article 8.

Apart from the exceptions provided for telegrams to Kasanga and Bukoba, the British terminal rate shall be 10 cents per word, without minimum, for Government telegrams, 20 cents per word, with a minimum of 10 words, for private telegrams in clear, and 30 cents per word, with a minimum of 10 words, for private telegrams in cipher or in code. The rates for Kasanga and Bukoba are given in an annex¹.

Article 9.

The British transit rate for Kenya-Uganda, Nyassaland and the rest of South Africa shall be 40 cents per word for private telegrams in clear, 60 cents for private telegrams in code or in cipher, and 20 cents per word for Government telegrams, with a minimum of 10 words for Kenya-Uganda and 12 words for the other countries.

A table showing the rates for Tanganyika Territory and for countries beyond is attached (Annex B¹).

Article 10.

The British transit rate for cablegrams sent via the Eastern Company and South African Telegraph Company shall be 40 cents of a shilling per word, without minimum, for private telegrams in clear, code or cipher, and 20 cents per word, without minimum, for Government telegrams. A table showing the transit rate for Tanganyika Territory and the rate for countries beyond is attached (Annex C¹).

¹ These annexes were not transmitted to the Secretariat of the League of Nations.

Article 11.

Les câblogrammes et les télégrammes privés urgents en langage clair, convenu ou chiffré, sont admis et payent triple taxe.

Article 12.

Sont admis suivant les dispositions du règlement d'exécution de la Convention télégraphique internationale, les télégrammes avec réponse payée, avec adresse multiple, collationnement, etc.

Article 13.

Chaque administration a la faculté de percevoir ses taxes d'affranchissement dans la forme qui lui convient.

Article 14.

Les administrations télégraphiques des deux colonies contractantes désignent les bureaux ouverts sur leur territoire à la télégraphie officielle et privée ; elles arrêtent toutes les mesures d'ordre et de détail nécessaires à l'exécution du présent arrangement.

Article 15.

Les comptes seront balancés mensuellement et les sommes dues seront payées le plus tôt possible.

Article 16.

Le présent arrangement entrera en vigueur le premier août 1922. Il pourra être modifié à tous moments, de commun accord et pourra être résilié de part et d'autre dans le cas où l'une des deux Parties contractantes annoncerait à l'autre, six mois à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Ainsi accepté à Dar-es-Salaam, le dixième jour du mois de juillet 1922 par les soussignés.

Au nom du Congo belge :

(S.) GÉRARD.

Au nom du Territoire de Tanganyika :

(S.) STORM.

Article 11.

Urgent private cablegrams and telegrams in clear, code or cipher shall be accepted at treble rates.

Article 12.

Reply-paid, multiple address, repeat and other telegrams shall be accepted in accordance with the regulations for the execution of the International Telegraph Convention.

Article 13.

Each Administration may collect its charges in such manner as it thinks fit.

Article 14.

The telegraphic Administrations of the two contracting colonies shall appoint the offices in their territory open for the despatch or receipt of official and private telegrams, and shall issue all orders and arrange all details necessary for the execution of the present Agreement.

Article 15.

Accounts shall be balanced monthly and sums due shall be paid as soon as possible.

Article 16.

The present Agreement shall come into force on August 1st, 1922. It may be modified by common consent at any time and may be cancelled by either Party if it informs the other six months in advance of its intention to terminate the effects of the Agreement.

Agreed by the undersigned at Dar-es-Salaam, the tenth day of July, 1922.

On behalf of the Belgian Congo :
(S.) GÉRARD.

On behalf of Tanganyika Territory :
(S.) STORM.

N° 3405.

LITHUANIE ET
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTISTES SOCIALISTES

Convention de définition de l'agres-
sion, avec annexe. Signées à Lon-
dres, le 5 juillet 1933.

LITHUANIA
AND UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS

Convention for the Definition of
Aggression, and Annex. Signed
at London, July 5th, 1933.

N^o 3405. — CONVENTION¹ DE DÉFINITION DE L'AGRESSION ENTRE LA LITHUANIE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES. SIGNÉE A LONDRES, LE 5 JUILLET 1933.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Lithuanie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 16 avril 1934.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE et LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES,

Désireux de renforcer la paix existante entre leurs pays ;

Considérant que le Pacte Briand-Kellogg², dont ils sont signataires, ainsi que le Pacte³ de non-agression conclu entre eux le 28 septembre 1926 à Moscou, interdisent toute agression ;

Estimant nécessaire, dans l'intérêt de la sécurité générale, de définir de manière aussi précise que possible l'agression afin de prévenir tout prétexte pour sa justification ;

Constatant que tous les Etats ont également droit à l'indépendance, à la sécurité, à la défense de leurs territoires, et au libre développement de leurs institutions ;

Animés du désir, dans l'intérêt de la paix générale, d'assurer à tous les peuples l'inviolabilité du territoire de leur pays ;

Jugeant utile, dans l'intérêt de la paix générale, de mettre en vigueur entre leurs pays des règles précises définissant l'agression, en attendant que ces dernières deviennent universelles,

Ont décidé, dans ces buts, de conclure la présente convention et ont dûment autorisé à cet effet :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE :

M. VACLOVAS SIDZIKAUSKAS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Londres ;

LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES :

M. MAXIME LITVINOFF, commissaire du peuple aux Affaires étrangères ;

Lesquels ont convenu des dispositions suivantes :

Article premier.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à accepter dans ses rapports avec l'autre et à partir du jour de la mise en vigueur de la présente convention la définition de l'agression

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Moscou, le 14 décembre 1933.

² Vol. XCIV, page 57; et vol. CXXXIV, page 411, de ce recueil.

³ Volume LX, page 145, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 3405. — CONVENTION ² BETWEEN LITHUANIA AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS FOR THE DEFINITION OF AGGRESSION. SIGNED AT LONDON, JULY 5TH, 1933.

French official text communicated by the Lithuanian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place April 16th, 1934.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA AND THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS ;

Being desirous of consolidating the peaceful relations existing between their countries ;

Mindful of the fact that the Briand-Kellogg Pact ³, of which they are signatories, and likewise the Pact ⁴ of Non-Aggression concluded between them at Moscow on September 28th, 1926, prohibit all aggression ;

Deeming it necessary, in the interest of the general security, to define aggression as specifically as possible, in order to obviate any pretext whereby it might be justified ;

And noting that all States have an equal right to independence, security, the defence of their territories and the free development of their institutions ;

And desirous, in the interest of the general peace, to ensure to all peoples the inviolability of the territory of their countries ;

And judging it expedient, in the interest of the general peace, to bring into force as between their countries precise rules defining aggression, until such time as those rules shall become universal ;

Have decided, with the aforesaid objects, to conclude the present Convention and have duly authorised for that purpose :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA :

M. Vaclovas SIDZIKAUSKAS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in London ;

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS :

M. Maxime LITVINOFF, People's Commissary for Foreign Affairs ;

Who have agreed upon the following provisions :

Article I.

Each of the High Contracting Parties undertakes to accept in its relations with the other Party, from the date of the entry into force of the present Convention, the definition of aggression framed

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Moscow, December 14th, 1933.

³ Vol. XCIV, page 57; and Vol. CXXXIV, page 411, of this Series.

⁴ Volume LX, page 145, of this Series.

telle qu'elle a été formulée par le Comité de sécurité de la Conférence pour la réduction et la limitation des armements à la suite de la proposition de la délégation soviétique.

Article 2.

En conséquence, sera reconnu comme agresseur dans un conflit international, sous réserve des accords en vigueur entre les parties en conflit, l'Etat qui, le premier, aura commis l'une des actions suivantes :

- 1^o Déclaration de guerre à un autre Etat ;
- 2^o Invasion par ses forces armées, même sans déclaration de guerre, du territoire d'un autre Etat ;
- 3^o Attaque par ses forces terrestres, navales ou aériennes, même sans déclaration de guerre, du territoire, des navires, ou des aéronefs d'un autre Etat ;
- 4^o Blocus naval des côtes ou des ports d'un autre Etat ;
- 5^o Appui donné à des bandes armées, qui, formées sur son territoire, auront envahi le territoire d'un autre Etat, ou refus, malgré la demande de l'Etat envahi, de prendre, sur son propre territoire, toutes les mesures en son pouvoir pour priver lesdites bandes de toute aide ou protection.

Article 3.

Aucune considération d'ordre politique, militaire, économique ou autre ne pourra servir d'excuse ou de justification à l'agression prévue à l'article 2 (à titre d'exemple, voir l'annexe).

Article 4.

La présente convention sera ratifiée par les Hautes Parties contractantes conformément à leur législation respective.

Elle entrera en vigueur aussitôt après l'échange des instruments de ratification, lequel aura lieu à Moscou.

En foi de quoi les plénipotentiaires dénommés ci-dessus ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Londres, en deux exemplaires de langue française, le 5 juillet mil neuf cent trente-trois.

(s) VACLAVAS SIDZIKAUSKAS.

(s) MAXIME LITVINOFF.

ANNEXE

A L'ARTICLE 3. DE LA CONVENTION RELATIVE A LA DÉFINITION DE L'AGRESSION.

Les Hautes Parties contractantes signataires de la Convention relative à la définition de l'agression,

Désirant, sous la réserve expresse de ne restreindre en rien la portée absolue de la règle posée à l'article 3 de ladite convention, fournir certaines indications de nature à déterminer l'agresseur,

by the Committee on Security Questions of the Conference for the Reduction and Limitation of Armaments, following on the Soviet delegation's proposal.

Article 2.

Accordingly, the aggressor in an international conflict shall, subject to the agreements in force between the parties to the dispute, be considered to be that State which is the first to commit any of the following actions :

- (1) Declaration of war upon another State ;
- (2) Invasion by its armed forces, with or without a declaration of war, of the territory of another State ;
- (3) Attack by its land, naval or air forces, with or without a declaration of war, on the territory, vessels or aircraft of another State ;
- (4) Naval blockade of the coasts or ports of another State ;
- (5) Provision of support to armed bands formed in its territory which have invaded the territory of another State, or refusal, notwithstanding the request of the invaded State, to take in its own territory all the measures in its power to deprive those bands of all assistance or protection.

Article 3.

No political, military, economic or other considerations may serve as an excuse or justification for the aggression referred to in Article 2 (for examples, see Annex).

Article 4.

The present Convention shall be ratified by the High Contracting Parties in conformity with their national laws.

It shall come into force immediately after the exchange of the instruments of ratification, which shall take place at Moscow.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in London in two copies, in French, July 5th, one thousand nine hundred and thirty-three.

(s) VACLAVAS SIDZIKAVSKAS.

(s) MAXIME LITVINOFF.

ANNEX

TO ARTICLE 3 OF THE CONVENTION RELATING TO THE DEFINITION OF AGGRESSION.

The High Contracting Parties signatories of the Convention relating to the definition of aggression,

Desiring, subject to the express reservation that the absolute validity of the rule laid down in Article 3 of that Convention shall be in no way restricted, to furnish certain indications for determining the aggressor,

Constatent qu'aucun acte d'agression au sens de l'article 2 de ladite convention ne pourra, entre autres, être justifié par l'une des circonstances suivantes :

A. *La situation intérieure d'un Etat, par exemple :*

Sa structure politique, économique ou sociale; les défauts allégués de son administration; les troubles provenant de grèves, révolutions, contre-révolutions ou guerre civile.

B. *La conduite internationale d'un Etat, par exemple :*

La violation ou le danger de violation des droits ou intérêts matériels ou moraux d'un Etat étranger ou de ses ressortissants ; la rupture des relations diplomatiques ou économiques ; les mesures de boycottage économique ou financier ; les différends relatifs à des engagements économiques, financiers ou autres envers des Etats étrangers ; les incidents de frontière ne rentrant pas dans un des cas d'agression indiqués dans l'article 2.

Les Hautes Parties contractantes sont d'autre part d'accord pour reconnaître que la présente convention ne devra jamais servir à légitimer les violations du droit des gens qui pourraient être impliquées dans les circonstances comprises dans l'énumération ci-dessus.

(s) V. SIDZIKAUSKAS.

(s) Maxime LITVINOFF.

Pour copie conforme :

K. Bizauskas,

*Directeur du Département juridique
et administratif.*

Declare that no act of aggression within the meaning of Article 2 of that Convention can be justified on either of the following grounds, among others :

A. *The internal condition of a State :*

E.g., its political, economic or social structure ; alleged defects in its administration ; disturbances due to strikes, revolutions, counter-revolutions or civil war.

B. *The international conduct of a State :*

E.g., the violation or threatened violation of the material or moral rights or interests of a foreign State or its nationals ; the rupture of diplomatic or economic relations ; economic or financial boycotts ; disputes relating to economic, financial or other obligations towards foreign States ; frontier incidents not forming any of the cases of aggression specified in Article 2.

The High Contracting Parties further agree to recognise that the present Convention can never legitimate any violations of international law that may be implied in the circumstances comprised in the above list.

(s) V. SIDZIKAUSKAS.

(s) Maxime LITVINOFF.

N° 3406

LETTONIE ET LITHUANIE

Accord relatif au petit trafic fronta-
lier, signé à Riga, le 1^{er} décembre
1933, et annexe.

LATVIA AND LITHUANIA

Agreement regarding Minor Fron-
tier Traffic, signed at Riga,
December 1st, 1933, and Annex.

N° 3406. — ACCORD¹ RELATIF AU PETIT TRAFIC FRONTALIER
ENTRE LA LETTONIE ET LA LITHUANIE. SIGNÉ A RIGA, LE
1^{ER} DÉCEMBRE 1933.

*Texte officiel français communiqué par les ministres des Affaires étrangères de Lettonie et de Lithuanie.
L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 16 avril 1934.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE, d'une part,
et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE, d'autre part,

Animés d'un égal désir de faciliter le trafic frontalier entre les deux pays, ont décidé de conclure un accord et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

Son Excellence Monsieur Voldemārs SALNAIS, ministre des Affaires étrangères de Lettonie ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE :

Son Excellence Monsieur Juozas URBŠYS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Lithuanie à Riga ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de laisser entrer et sortir librement, en franchise de douane à l'importation et à l'exportation ou de tous autres impôt, droit et taxe, les produits et marchandises énumérés à la liste annexée à l'article 2, ainsi que ceux mentionnés aux articles 7 et 8 du présent accord, sans exiger la présentation de certificats d'origine ou toute formalité sanitaire ou vétérinaire, de toute autorisation d'importation et d'exportation, telle que licences, etc., ainsi que l'accomplissement des formalités auxquelles est ou sera soumise l'importation et l'exportation sur le territoire de chacune des Parties contractantes, sauf les cas prévus à l'article 9 du présent accord.

Article 2.

Les produits et marchandises énumérés à la liste ci-jointe pourront être importés et exportés par les habitants de la zone frontière (15 kilomètres de chaque côté de la frontière) qui ont le droit

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Riga, le 21 décembre 1933.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 3406. — AGREEMENT² BETWEEN LATVIA AND LITHUANIA
RELATING TO MINOR FRONTIER TRAFFIC. SIGNED AT RIGA,
DECEMBER 1ST, 1933.

French official text communicated by the Latvian and Lithuanian Ministers for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place April 16th, 1934.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA, of the one part,
and

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA, of the other part,

Being equally desirous of facilitating frontier traffic between the two countries, have decided to conclude an Agreement and have appointed for this purpose as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA :

His Excellency M. Voldemārs SALNAIS, Minister for Foreign Affairs of Latvia ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA :

His Excellency M. Juozas³URBŠYS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Latvia at Riga ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The High Contracting Parties agree to allow without restriction the importation and exportation, free of Customs duty on import and export and of any other tax, duty or charge, of the products and goods enumerated in the list annexed to Article 2, and of those mentioned in Articles 7 and 8, of the present Agreement, without requiring the production of certificates of origin or any sanitary or veterinary formalities, or any import or export permit, such as licences, etc., or any of the formalities to which importation and exportation are or may hereafter be made subject in the territory of either High Contracting Party, except in the cases specified in Article 9 of the present Agreement.

Article 2.

The products and goods enumerated in the list annexed hereto may be imported and exported by inhabitants of the frontier zone (15 kilometres on each side of the frontier) who are entitled to cross

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Riga, December 21st, 1933.

de passer la frontière sur la présentation de cartes de légitimation, excepté les cas prévus à l'article 3. Chaque habitant de la zone frontière aura le droit d'importer ou d'exporter les produits énumérés à la liste susmentionnée 1 fois par semaine dans les quantités maxima y indiquées. Toutefois, la valeur totale des produits et marchandises importés ou exportés ne devra pas dépasser Ls 50,— ou Lit. 100,— dans chaque cas de passage de la frontière.

Article 3.

Les enfants au-dessous de 16 ans, excepté les cas prévus aux articles 7 et 8, ainsi que les personnes s'occupant du commerce par profession ne jouissent pas des facilités de l'importation ou de l'exportation prévues au présent accord.

Article 4.

Les bureaux de douane ne pourront laisser entrer et sortir les produits et marchandises, aux termes du présent accord, que dans les cas où la carte de légitimation de l'importateur ou de l'exportateur porte la mention expresse de l'autorité ayant délivré la carte que le titulaire n'est pas commerçant par profession.

Les deux Parties contractantes conviennent que les facilités d'importation et d'exportation prévues au présent accord ne s'appliquent que dans le strict trafic frontalier et s'engagent à veiller à l'exécution rigoureuse des stipulations de l'alinéa précédent.

Article 5.

Les bureaux de douane feront sur les cartes de légitimation une annotation sur la quantité et la valeur des produits importés ou exportés.

Article 6.

Les cartes de légitimation ne peuvent pas être cédées. En cas d'abus elles seront retirées et les produits transportés seront confisqués.

Article 7.

Les habitants de la zone frontière ont le droit d'importer et d'exporter les produits alimentaires et tout autre produit du sol ou de l'agriculture qu'ils ont reçu comme salaire pour leur travail fourni sur le territoire de la Partie dont ils ne sont pas ressortissants, et ceci sur la présentation au bureau de douane d'un certificat émis par les autorités communales de l'endroit du travail.

Article 8.

Les enfants, ressortissants de l'une des Parties contractantes, fréquentant l'école sur le territoire de l'autre Partie auront le droit, sur la présentation d'un certificat délivré par l'école, d'importer et d'exporter pour leurs besoins personnels des produits alimentaires et autres effets.

Article 9.

En cas d'épidémies ou d'épizooties sévissant sur le territoire de l'une des Parties contractantes, l'autre Partie aura le droit de prendre telle mesure de restriction du trafic frontalier qu'elle jugera utile. L'autre Partie sera avertie à l'avance en temps utile de toute mesure de cette nature.

the frontier on producing an identity card, except in the cases specified in Article 3. Inhabitants of the frontier zone may import or export the products enumerated in the above-mentioned list once a week up to the maximum quantity indicated therein. The total value of the products and goods imported or exported shall not, however, exceed 50 Ls, — or 100 Lits — each time the frontier is crossed.

Article 3.

Children under sixteen years of age, with the exceptions mentioned in Articles 7 and 8, and persons engaged in trade by profession shall not benefit from the import and export facilities afforded by the present Agreement.

Article 4.

The Customs offices may only permit the importation and exportation of products and goods under the terms of the present Agreement provided the identity card of the importer or exporter bears a specific statement by the issuing authority that the holder is not a trader by profession.

The two Contracting Parties agree that the import and export facilities provided for in the present Agreement shall apply only to genuine frontier traffic, and undertake to see that the stipulations of the preceding paragraph are strictly executed.

Article 5.

The Customs offices shall note on the identity card the quantity and value of products imported or exported.

Article 6.

Identity cards may not be transferred. Cards misused shall be withdrawn and the products transported shall be confiscated.

Article 7.

The inhabitants of the frontier zone may import and export food products and any other product of the soil or of agriculture which they have received as remuneration for work done in the territory of the Party of which they are not nationals, on producing at the Customs office a certificate issued by the communal authorities of the place of work.

Article 8.

Children who, being nationals of one of the Contracting Parties, attend a school in the territory of the other Party may, on producing a certificate issued by the school, import and export food products and other articles for their personal use.

Article 9.

Should an epidemic or epizootic disease break out in the territory of one of the Contracting Parties, the other Party may take such steps as it may think fit to restrict frontier traffic. The other Party shall be given adequate notice in advance of any step of this kind.

Article 10.

Les deux Parties contractantes s'engagent à mettre en accord par l'intermédiaire de leurs autorités douanières centrales tout règlement ou instruction qu'elles émettraient pour la réalisation pratique des stipulations du présent accord.

Article 11.

Le présent accord sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Riga aussitôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications.

Le présent accord est conclu pour la durée d'une année à compter du jour de l'entrée en vigueur. Il sera prorogé par voie de tacite reconduction pour une période indéterminée s'il n'est pas dénoncé par l'une des Parties contractantes au moins trois mois avant l'expiration du terme annuel. En cas de prorogation par voie de tacite reconduction, chacune des Parties contractantes se réserve la faculté de dénoncer le présent accord à tout moment pour prendre fin trois mois après.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent accord.

Fait à Riga en double expédition, le 1^{er} décembre 1933.

(L. S.) (Signé) V. SALNAIS.

(L. S.) (Signé) J. URBSYS.

LISTE DES MARCHANDISES (ANNEXE A L'ARTICLE 2).

Avoine	50 kg.
Plantes légumineuses (pois, fèves, pois chiches, vesces, etc.)	50 kg.
Fécule de pommes de terre, nouilles et vermicelle	2 kg.
Légumes frais, de toute sorte	30 kg.
Oignons	10 kg.
Baies de forêt	10 kg.
Baies de jardin	30 kg.
Cerises, prunes, pommes et poires, fraîches	30 kg.
Cerises, prunes, pommes ou poires, séchées	1 kg.
Champignons frais	25 kg.
Champignons salés, non hermétiquement emballés	10 kg.
Champignons secs	1 kg.
Tabac de toute sorte, en emballage ouvert	0,050 kg.
Cigarettes de toute sorte, en emballage ouvert	25 pièces
Sucre	2 kg.
Bonbons de toute sorte, en emballage ouvert	0,5 kg.
Sel de cuisine	10 kg.
Volaille morte	2 pièces
	(de chaque espèce)
Fromage blanc	3 kg.
Oufs timbrés	50 pièces
Harengs	10 »
Hareng baltique fumé	2 kg.
Pain de toute sorte	3 kg.
Cochons de lait, pesant jusqu'à 12 kg.	2 têtes
Veaux au-dessous de 1 semaine	1 tête
Volaille vivante	3 têtes
Engrais artificiels de toute sorte	10 sacs

Article 10.

The two Contracting Parties undertake to co-ordinate, through their central Customs authorities, any rules or instructions which they may issue for the practical application of the present Agreement.

Article 11.

The present Agreement shall be ratified and the instruments of ratification exchanged at Riga as soon as possible.

It shall come into force on the day on which ratifications are exchanged.

The present Agreement is concluded for a period of one year from the date on which it comes into force. It shall be prolonged by tacit consent for an indefinite period, unless it is denounced by one of the Contracting Parties at least three months before the expiration of the yearly period. Should it be prolonged by tacit consent, each Contracting Party reserves the right to denounce the present Agreement at any time, such denunciation to take effect three months from that date.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Agreement.

Done at Riga, in duplicate, December 1st, 1933.

(L. S.) (Signed) V. SALNAIS.

(L. S.) (Signed) J. URBSŪS.

LIST OF GOODS (ANNEX TO ARTICLE 2).

Oats	50 kg.
Leguminous plants (peas, beans, chick-peas, vetches, etc.)	50 kg.
Potato flour, ribbon and other vermicelli	2 kg.
Fresh vegetables, of all kinds	30 kg.
Onions	10 kg.
Wild berries	10 kg.
Garden berries	30 kg.
Cherries, plums, apples and pears, fresh	30 kg.
Cherries, plums, apples or pears, dried	1 kg.
Fresh mushrooms	25 kg.
Salted mushrooms, not in hermetically sealed packets	10 kg.
Dried mushrooms	1 kg.
Tobacco of all kinds, in open packets	0.050 kg.
Cigarettes of all kinds, in open packets	25
Sugar	2 kg.
Sweetmeats of all kinds, in open packets	0.50 kg.
Kitchen salt	10 kg.
Dead poultry	2 (of each kind)
White cheese	3 kg.
Stamped eggs	50
Herrings	10
Smoked Baltic herring	2 kg.
Bread of all kinds	3 kg.
Sucking pigs, weighing up to 12 kg.	2
Calves under a week old	1
Live poultry	3
Artificial fertilisers of all kinds	10 sacks

Bougies	6 pièces
Peaux brutes de l'espèce bovine, de chevaux, de poulains et de veaux	1 pièce
Cuir pour semelles	0,5 kg.
Cuir de Russie (le youfte)	0,5 kg.
Peaux de lièvre brutes	1 pièce
Peaux de lapin brutes	1 »
Peaux de chèvre brutes	1 »
Peaux de mouton brutes	1 »
Bois de chauffage	1 charretée
Brouilles	1 »
Plants d'arbres fruitiers	5 pièces
Plants de buissons fruitiers	10 »
Argile	sans limitation
Gravier	» »
Chaux de toute sorte	500 kg.
Briques réfractaires au feu	100 pièces
Graisse pour les essieux	10 kg.
Vaisselle d'argile	2 pièces
Verre de vitrage	2 m ²
Pétrole	5 litres
Médicaments, admis dans les pharmacies à la vente libre, en quantités ne dépassant pas le besoin personnel et médicaments d'après l'ordonnance de médecins.	
Soude caustique	4 kg.
Huile de lin cuite	1 kg.
Savon pour blanchissage	2 kg.
Savon vert	1 kg.
Savon de toilette	1 pièce
Terres colorantes	2 kg.
Bleu d'outremer et bleu pour le linge	0,050 kg.
Crème pour chaussures	2 boîtes
Fer et acier en lingots ou en bâtons	25 kg.
Vaisselle émaillée	2 pièces
Châfnes	10 kg.
Clous de toute sorte	8 kg.
Faux, faucilles, fourches, bêches, râpeaux à main, limes, râpes	1 pièce
Haches, marteaux et tenailles	(de chaque espèce) 1 pièce
Laine cardée et non cardée	(de chaque espèce) 2 kg.
Fil à coudre	3 bobines
Fil de toute sorte : retors et non retors	0,5 kg.
Cordes de lin et de chanvre	4 kg.
Fers à cheval avec les tenons	4 pièces
Produits alimentaires pour le besoin personnel du porteur	2 kg.

Pour copie certifiée conforme :

W. Munter,

Secrétaire général.

Riga, le 12 avril 1934.

Pour copie conforme :

K. Bizauskas,

*Directeur du Département juridique
et administratif.*

Candles	6
Raw hides of cattle, horses, foals and calves	1
Leather for soles	0.5 kg.
Russia leather (<i>youtte</i>)	0.5 kg.
Raw hare skins	1
Raw rabbit skins	1
Raw goatskins	1
Raw sheepskins	1
Wood for fuel	1 cartload
Twigs	1 "
Fruit trees	5
Fruit bushes	10
Clay	no limit
Gravel	" "
Lime of all kinds	500 kg.
Fired bricks	100
Axle grease	10 kg.
Clay vessels	2
Window glass	2 sq. m.
Petroleum	5 litres
Drugs sold freely in pharmacies, in quantities not exceeding personal requirements, and drugs prescribed by a doctor.	
Caustic soda	4 kg.
Boiled linseed oil	1 kg.
Washing soap	2 kg.
Soft soap	1 kg.
Toilet soap	1 tablet
Colouring earths	2 kg.
Ultramarine blue and washing blue	0.050 kg.
Shoe cream	2 tins
Iron and steel in bars or rods	25 kg.
Enamelled ware	2 articles
Chains	10 kg.
Nails of all kinds	8 kg.
Scythes, sickles, forks, spades, handrakes, files, rasps	1 (of each)
Axes, hammers and pincers	1 (of each)
Wool, carded and uncarded	2 kg.
Sewing thread	3 reels
Thread of all kinds, twisted and untwisted	0.5 kg.
Flax and hemp yarns	4 kg.
Horseshoes with lugs	4
Food for the personal use of the holder	2 kg.

N° 3407.

LETTONIE ET LITHUANIE

Accord commercial, avec annexes
et protocole. Signés à Riga, le
1^{er} décembre 1933.

LATVIA AND LITHUANIA

Commercial Agreement, with An-
nexes and Protocol. Signed at
Riga, December 1st, 1933.

N^o 3407. — ACCORD¹ COMMERCIAL ENTRE LA LETTONIE ET LA LITHUANIE. SIGNÉ A RIGA, LE 1^{er} DÉCEMBRE 1933.

*Texte officiel français communiqué par les ministres des Affaires étrangères de Lettonie et de Lithuanie.
L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 16 avril 1934.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE, d'une part,
et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE, d'autre part,
Animés d'un égal désir de favoriser et de développer les relations économiques entre les deux pays, ont décidé de conclure un accord et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

Son Excellence Monsieur Voldemārs SALNAIS, ministre des Affaires étrangères de Lettonie ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE :

Son Excellence Monsieur Juozas URBŠYS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Lithuanie à Riga ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes, admis sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante, y jouiront, en se conformant à ses lois et règlements, de la même liberté de circulation, de séjour, d'établissement, de choix de résidence et de déplacement que les nationaux, sans être soumis à des conditions ou prescriptions autres que celles auxquelles, pour chacune desdites libertés, sont soumis les nationaux, sans préjudice toutefois des prescriptions de police concernant les étrangers et des dispositions relatives au marché national du travail.

Ces ressortissants seront, à condition de se conformer aux lois et règlements du pays, assimilés aux nationaux en ce qui concerne l'exercice de toute activité commerciale et industrielle.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, dans le territoire de l'autre Haute Partie contractante, de la protection légale et judiciaire de leur personne, de leurs biens, de leurs droits et de leurs intérêts à l'égal des nationaux.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Riga, le 21 décembre 1933.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 3407. — COMMERCIAL AGREEMENT² BETWEEN LATVIA AND LITHUANIA. SIGNED AT RIGA, DECEMBER 1ST, 1933.

French official text communicated by the Latvian and Lithuanian Ministers for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place April 16th, 1934.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA, of the one part,
and

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA, of the other part,

Being equally desirous of promoting and extending the economic relations between the two countries, have decided to conclude an Agreement, and for this purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA :

His Excellency M. Voldemārs SALNAIS, Minister for Foreign Affairs of Latvia ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA :

His Excellency M. Juozas URBŠYS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Lithuania at Riga ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions.

Article I.

Nationals of each of the High Contracting Parties, admitted into the territory of the other High Contracting Party, shall enjoy therein, provided they comply with the laws and regulations of that Party, the same rights to travel, sojourn, settle, choose their place of residence, and move from place to place, as nationals, without being subject to any conditions or regulations other than those to which nationals are subject with regard to each of the said rights, but without prejudice to the police regulations concerning foreigners and the measures relating to the home labour market.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall be on an equal footing with the nationals of the other High Contracting Party as regards the conduct of all commercial and industrial activities, provided they comply with the laws and regulations of the country.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall enjoy, in the territory of the other High Contracting Party, the same treatment as the nationals of this latter Party as regards the legal and judicial protection of their persons, property, rights and interests.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Riga, December 21st, 1933.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront traités à l'égal des nationaux, en ce qui concerne le droit de posséder des biens immobiliers, ainsi que d'en disposer aux mêmes conditions que les nationaux.

En ce qui concerne le droit d'acquérir les biens immobiliers, les Hautes Parties contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée.

Article 2.

En matière d'impôts et de taxes de toute sorte, ainsi que de toutes autres charges de caractère fiscal, sans égard pour le compte de qui ils sont perçus, les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront sous tous les rapports, sur le territoire de l'autre Partie contractante, du même traitement et de la même protection auprès des autorités et juridictions fiscales que les nationaux, tant pour leurs personnes que pour leurs biens, droits et intérêts, y compris leur commerce et leur industrie.

Article 3.

Les ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes bénéficieront sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante, sur la base d'égalité avec les nationaux, des lois et règlements relatifs à la protection du travail et aux assurances sociales. Ont droit aux prestations, réparations des accidents du travail, ainsi qu'à l'assurance contre l'incapacité du travail et en cas de vieillesse et de décès, les ressortissants des Hautes Parties contractantes et, éventuellement, leurs familles, sans égard aux pays où l'accidenté (l'assuré) a émigré après avoir acquis le droit aux prestations et sans égard où réside sa famille.

Article 4.

Les sociétés par actions et les autres sociétés commerciales, industrielles ou financières, régulièrement constituées, conformément à la législation de l'une des Hautes Parties contractantes et y ayant leur siège, seront reconnues par l'autre Haute Partie contractante comme régulièrement constituées.

La reconnaissance des sociétés susvisées de l'une des Hautes Parties contractantes n'implique pas leur admission à l'établissement et au fonctionnement sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante et, en général, à l'exercice des actes visés par leurs statuts.

Les sociétés ci-dessus mentionnées jouiront, après leur admission, des mêmes droits qui sont ou seront accordés aux sociétés de même nature de la nation la plus favorisée.

En tout ce qui concerne la protection légale, ainsi que les impôts et autres droits de quelque nature qu'ils soient, le traitement national sera réciproquement appliqué auxdites sociétés.

Article 5.

Les produits énumérés à la liste « A » ci-annexée, originaires et en provenance de Lettonie, bénéficieront à leur importation en Lithuanie des pourcentages de réduction, des droits de douane consolidés, ainsi que des contingents d'importation indiqués à ladite liste.

Les produits énumérés à la liste « B » ci-annexée, originaires et en provenance de Lithuanie, bénéficieront à leur importation en Lettonie des pourcentages de réduction, des droits de douane consolidés, ainsi que des contingents d'importation indiqués à ladite liste.

Article 6.

Sans préjudice des dispositions de l'article 5 les Hautes Parties contractantes conviennent de s'accorder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée

The nationals of each of the High Contracting Parties shall receive the same treatment as nationals as regards the right to own immovable property, and shall be entitled to dispose of such property on the same conditions as nationals of the country.

With regard to the right to acquire immovable property, the High Contracting Parties reciprocally guarantee most-favoured-nation treatment.

Article 2.

In the matter of taxes and duties of every kind, and any other charges of a fiscal nature, no matter on whose behalf they are levied, the nationals of each of the High Contracting Parties shall enjoy in every respect, in the territory of the other Contracting Party, the same treatment and the same protection by the fiscal authorities and courts dealing with fiscal matters as nationals of the country, both for their persons and their property, rights and interests, including their trade and industry.

Article 3.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall enjoy, in the territory of the other High Contracting Party, the same treatment as nationals as regards the laws and regulations relating to the protection of labour and social insurance. The nationals of the High Contracting Parties, and their families when affected, shall be entitled to benefits, compensation for industrial accidents, and insurance in respect of disablement, old age and death, irrespective of the country to which the victim of the accident (the insured person) emigrated after having acquired the right to such benefit, and of the place of residence of his family.

Article 4.

Joint-stock companies and other commercial, industrial or financial companies properly constituted in conformity with the legislation of one of the High Contracting Parties and having their head offices in the territory of that Party shall be recognised by the other High Contracting Party as being properly constituted.

The recognition of such companies by one of the High Contracting Parties shall not imply the right for such companies to establish themselves and operate in the territory of the other High Contracting Party and in general to carry out the transactions provided for in their memorandum and articles.

After admission, such companies shall enjoy the same rights as are or may in future be accorded to similar companies of the most-favoured nation.

With regard to legal protection and taxes and other duties of whatever nature, national treatment shall be applied reciprocally to such companies.

Article 5.

The products originating in and coming from Latvia enumerated in List "A" annexed hereto shall, on their importation into Lithuania, enjoy the benefit of the percentage reductions, consolidated Customs duties and import quotas indicated in the said list.

The products originating in and coming from Lithuania enumerated in List "B" annexed hereto shall, on their importation into Latvia, enjoy the benefit of the percentage reductions, consolidated Customs duties and import quotas indicated in the said list.

Article 6.

Without prejudice to the provisions of Article 5, the High Contracting Parties agree to grant each other unconditional and unrestricted most-favoured-nation treatment in respect of all matters

pour tout ce qui concerne les droits de douane et tous droits accessoires, le mode de perception des droits, ainsi que pour les règles, formalités et charges auxquelles les opérations de dédouanement pourraient être soumises.

En conséquence, les produits naturels ou fabriqués, originaires de chacune des Hautes Parties contractantes, ne seront en aucun cas assujettis, sous les rapports susvisés, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés, ni à des règles ou formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits de même nature originaires d'un pays tiers quelconque.

De même, les produits naturels ou fabriqués, exportés du territoire de chacune des Hautes Parties contractantes, à destination du territoire de l'autre Haute Partie contractante, ne seront en aucun cas assujettis, sous les mêmes rapports, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés, ni à des règles ou formalités plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les mêmes produits destinés au territoire d'un autre pays quelconque.

Tous les avantages, faveurs, privilèges et immunités qui sont ou seront accordés à l'avenir par une des Hautes Parties contractantes, dans la matière susdite, aux produits naturels ou fabriqués, originaires d'un autre pays quelconque ou destinés au territoire d'un autre pays quelconque, seront immédiatement et sans compensation appliqués aux produits de la même nature originaires de l'autre Partie contractante ou destinés au territoire de cette Partie.

Sont exceptées toutefois des engagements formulés au présent article :

1° Les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à d'autres Etats limitrophes, pour faciliter le trafic frontalier ;

2° Les faveurs résultant d'une union douanière déjà conclue ou qui pourrait être conclue à l'avenir par l'une des Hautes Parties contractantes ;

3° Les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées par la Lithuanie à l'Estonie ;

4° Les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées par la Lettonie à l'Estonie, à la Finlande et à l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

Article 7.

Les taxes intérieures qui, sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, frappent ou frapperont à l'avenir les marchandises — sans égard pour le compte de qui elles sont perçues — ne pourront sous aucun prétexte comporter pour les produits de l'autre Haute Partie contractante des charges fiscales plus onéreuses que celles auxquelles sont soumis les produits nationaux similaires.

Article 8.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de s'accorder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée, en tout ce qui concerne le régime des commis voyageurs et des échantillons.

Article 9.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à n'entraver leur commerce réciproque par aucune prohibition ou restriction à l'importation ou à l'exportation.

Sont exceptées de cette règle les prohibitions ou restrictions ci-dessous énumérées, en tant qu'elles sont applicables à tous les pays ou aux pays se trouvant dans des conditions identiques :

1° Prohibitions ou restrictions relatives à la sécurité publique ;

2° Prohibitions ou restrictions concernant le trafic des armes, des munitions et des matériels de guerre ou, dans des circonstances exceptionnelles, de tous autres approvisionnements de guerre ;

relating to Customs duties and all accessory duties, and the method of collecting the duties, and also in respect of the rules, formalities and charges to which Customs clearing operations may be subjected.

Accordingly, natural or manufactured products originating in the territory of either High Contracting Party shall in no case be subject, in the above-mentioned respects, to other or higher duties, dues or charges, or to other or more burdensome rules and formalities, than those which are or may in future be applied to products of the same kind originating in any third country whatsoever.

Similarly, natural or manufactured products exported from the territory of either High Contracting Party to the territory of the other High Contracting Party shall in no case be subject, in the same respects, to other or higher duties, dues or charges, or to more burdensome rules and formalities, than those which are or may in future be applied to the same products consigned to the territory of any other country whatsoever.

Any advantages, favours, privileges and immunities, which either Contracting Party has granted or may in future grant in the aforesaid respects to natural or manufactured products originating in any other country or consigned to the territory of any other country, shall be extended immediately and without compensation to products of the same kind originating in the territory of the other High Contracting Party or consigned to the territory of that Party.

The following shall, however, be excepted from the engagements laid down in the present Article :

- (1) Privileges which are or may hereafter be granted to other contiguous States with the object of facilitating frontier traffic ;
- (2) Privileges in virtue of a Customs union already existing or concluded hereafter by one of the High Contracting Parties ;
- (3) Privileges which are or may hereafter be granted by Lithuania to Estonia ;
- (4) Privileges which are or may hereafter be granted by Latvia to Estonia, Finland and the Union of Soviet Socialist Republics.

Article 7.

Internal taxes which are levied or which may in future be levied on goods — no matter on whose behalf they are collected — in the territory of one of the High Contracting Parties may not on any grounds be so levied on the products of the other High Contracting Party as to involve fiscal charges more burdensome than those imposed on national products of the same nature.

Article 8.

The High Contracting Parties agree to grant each other unconditional and unrestricted most-favoured-nation treatment in respect of commercial travellers and samples.

Article 9.

The High Contracting Parties undertake not to hinder trade between the two countries by means of import or export prohibitions or restrictions.

The following prohibitions or restrictions shall be excepted from this rule, so far as they are applicable to all countries or to countries in an identical situation :

- (1) Prohibitions or restrictions relating to public security ;
- (2) Prohibitions or restrictions regarding traffic in arms, ammunition and implements of war, or, in exceptional circumstances, all other military supplies ;

3° Prohibitions ou restrictions édictées en vue de protéger la santé publique ou d'assurer la protection des animaux et des plantes contre les maladies, les insectes et les parasites nuisibles ;

4° Prohibitions ou restrictions ayant pour but d'étendre aux produits étrangers le régime établi à l'intérieur du pays, en ce qui concerne la production, le commerce, le transport et la consommation des produits nationaux similaires ;

5° Prohibitions ou restrictions appliquées à des produits qui font ou feront, à l'intérieur du pays, en ce qui concerne la production ou le commerce, l'objet du monopole d'Etat ou de monopoles exercés sous le contrôle de l'Etat.

Article 10.

Il est réservé aux navires battant pavillon d'une des Hautes Parties contractantes ainsi qu'à leurs cargaisons dans les eaux territoriales et sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante, sous tous les rapports, le même traitement qu'aux navires nationaux et à leurs cargaisons, quelles que soient leur provenance ou leur destination.

Toutefois, il est fait exception aux stipulations du présent article, en ce qui concerne l'exercice de la pêche, du cabotage, du pilotage et du service intérieur des ports, la navigation sur les voies navigables intérieures, ainsi que les facilités, détaxes ou ristournes que les Hautes Parties contractantes pourraient consentir à leurs ressortissants comme prime à la construction navale nationale.

Article 11.

Le trafic frontalier entre la Lettonie et la Lithuanie sera régi par un accord spécial.

Article 12.

Le présent accord sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Riga aussitôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications.

Le présent accord est conclu pour la durée d'une année, ce délai commençant à courir à partir de la date de sa mise en vigueur. Il sera prorogé par voie de tacite reconduction pour une période indéterminée, s'il n'est dénoncé par une des Hautes Parties contractantes trois mois au moins avant l'expiration du terme annuel. En cas de prorogation par voie de tacite reconduction, chacune des Hautes Parties contractantes se réserve la faculté de dénoncer le présent accord à tout moment pour prendre fin trois mois après.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent accord.

Fait à Riga en double expédition, le premier décembre 1933.

(L. S.) V. SALNAIS.

(L. S.) J. URBSŒYS.

(3) Prohibitions or restrictions imposed for the protection of public health or for the protection of animals or plants against disease, insects and harmful parasites ;

(4) Prohibitions or restrictions designed to extend to foreign products the regime established within the country in respect of the production of, trade in, and transport and consumption of, national products of the same kind ;

(5) Prohibitions and restrictions applied to products which, as regards production or trade, are or may in future be subject within the country to State monopolies or to monopolies exercised under State control.

Article 10.

Ships flying the flag of one of the High Contracting Parties and their cargoes shall in all respects enjoy the same treatment as national vessels and their cargoes in the territorial waters and in the territory of the other High Contracting Party, whatever their origin or destination.

Fishing, the coasting trade, pilotage and the internal services of ports, navigation on inland waterways, and facilities, rebates or reductions which the High Contracting Parties may grant to their nationals by way of a bounty for national shipbuilding, shall, however, be excepted from the provisions of the present Article.

Article 11.

Frontier traffic between Latvia and Lithuania shall be regulated by a special agreement.

Article 12.

The present Agreement shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Riga as soon as possible.

It shall come into force on the day of the exchange of ratifications.

The present Agreement is concluded for one year from the date on which it is put into force. It shall be prolonged by tacit consent for an indefinite period, unless it is denounced by one of the High Contracting Parties at least three months before the expiry of the yearly period. In the event of the Agreement's being prolonged by tacit consent, each of the High Contracting Parties reserves the right to denounce the present Agreement at any time, such denunciation to take effect three months from that date.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Agreement.

Done at Riga, in duplicate, December 1st, 1933.

(L. S.) V. SALNAIS.

(L. S.) J. URŠYS.

LISTE « A »

PRODUITS LETTONS.

Position du tarif douanier lithuanien	Désignation des marchandises	Contingents annuels	Dé-taxes	Droits de douane consolidés
Ex § 37 p. 4.	Harengs baltiques, salés et fumés . . <i>Remarque</i> : La remarque relative au § 37 p. 4 du tarif douanier lithuanien reste en vigueur.			Lt. 0,50
Ex § 61	Fonds de chaises en bois de placage			Lt. 1,50
Ex § 77 p. 6 a)	Verres de vitrage d'une épaisseur jusqu'à 3,5 mm.	300 to	50 %	
Ex § 77 p. 6 b)	Verres de vitrage d'une épaisseur de 3,6 mm. jusqu'à 5 mm.		25 %	
Ex § 130 p. 1	Bleu d'outremer		50 %	
Ex § 130 p. 2	Bleu pour le linge		50 %	
Ex § 131	Blanc de plomb et de zinc		50 %	
Ex § 132	Oxyde rouge de plomb (minium) . . .		50 %	
Ex § 160	Fourches			exemptes
Ex § 167 p. 1	Pompes à l'eau		50 %	
Ex § 169 p. 5 a)	Lampes à incandescence		50 %	
Ex § 173 p. 5 c)	Essieux patentés		50 %	
Ex § 177 p. 2 c)	Papiers peints	60 to	50 %	
Ex § 183 p. 1 a), b)	Fils de coton, non retors jusqu'à N° 36 d'après numérotage anglais	288 to	30 %	
Ex § 183 p. 2	Fils de coton, retors jusqu'à N° 36 d'après numérotage anglais			25 %
Ex § 173 p. 3 a)	Bicyclettes	220 pièces	50 %	exempt
Ex § 41	Superphosphate	3.000 to		Lt. 2,50
Ex § 88 p. 3	Chaussures en caoutchouc (galoches) .	100.000 paires		
Ex § 117 p. 4 a)	Huiles et graisses de coco, de palmiers et autres, non indiquées séparément, pures graisses de plantes non raffinées, pour l'usage technique	150 to		Lt. 0,28
Ex § 65	Ciment	4.000 to		
Ex § 177 p. 1, 2	Papier et carton, de diverses sortes, non fabriquées en Lithuanie	500 to		

LISTE « B »

PRODUITS LITHUANIENS.

Position du tarif douanier letton	Désignation des marchandises	Contingents annuels	Dé-taxes	Droits de douane consolidés
Ex § 5 p. 1	Oignons	40 to	75 %	Ls 30,—
Ex § 40 p. 1	Chevaux, au-dessus de 1 an <i>Remarque</i> : Il est entendu que le droit du tarif général pour cette dernière position sera établi d'au moins Ls 60,— la tête.	5.000 têtes	—	la tête

LIST " A ".

LATVIAN PRODUCTS.

Number of Lithuanian Customs tariff	Description of goods	Annual quota	Re-bates	Consolidated Customs duties
ex § 37 p. 4	Baltic herrings, salted and smoked . . . <i>Note</i> : The note on § 37 p. 4 of the Lithuanian Customs tariff remains in force.			Lt. 0.50
ex § 61	Chair seats made of veneer			Lt. 1.50
ex § 77 p. 6 (a)	Sheet glass up to 3.5 mm. in thickness	300 t.	50%	
ex § 77 p. 6 (b)	Sheet glass from 3.6 mm. up to 5 mm. in thickness		25 %	
ex § 130 p. 1	Ultramarine blue		50 %	
ex § 130 p. 2	Washing blue		50 %	exempt
ex § 131	White lead and zinc lead		50 %	
ex § 132	Red oxide of lead (red lead)		50 %	
ex § 160	Forks			exempt
ex § 167 p. 1	Water-pumps		50 %	
ex § 169 p. 5 (a)	Incandescent lamps		50 %	exempt
ex § 173 p. 5 (c)	Patented axles		50 %	
ex § 177 p. 2 (c)	Wallpapers	60 t.	50 %	
ex § 183 p. 1 (a), (b)	Cotton yarn, not twisted, up to No. 36, English classification	288 t.	30 %	
ex § 183 p. 2	Cotton yarn, twisted, up to No. 36, English classification			
ex § 173 p. 3 (a)	Bicycles	220	50 %	exempt
ex § 41	Superphosphate	3,000 t.		
ex § 88 p. 3	Rubber footwear (galoshes)	100,000 pairs		Lt. 2.50
ex § 117 p. 4 (a)	Coconut, palm and other oils, not specially mentioned, pure vegetable fats, not refined, for mechanical purposes	150 t.		Lt. 0.28
§ 65	Cement	4,000 t.		
ex § 177 p. 1, 2	Paper and cardboard of various kinds not manufactured in Lithuania	500 t.		

LIST " B ".

LITHUANIAN PRODUCTS.

Number of Latvian Customs tariff	Description of goods	Annual quota	Re-bates	Consolidated Customs duties
ex § 5 p. 1	Onions	40 t.	75 %	Ls. 30.— per head
ex § 40 p. 1	Horses, over 1 year old	5,000 head		
	<i>Note</i> : It is understood that the duty of the general tariff in this case shall be fixed at not less than Ls. 60 a head.			

Position du tarif douanier letton	Désignation des marchandises	Contingents annuels	Dé-taxes	Droits de douane consolidés
Ex § 40 p. 8	Oies			exemptes
Ex §§ 149	Vis		75 %	
Ex §§ 151	Rivets		75 %	
Ex §§ 153 p. 3	Vis, boulons, écrous		75 %	
Ex §§ 154 p. 1	Seaux		75 %	
Ex §§ 156 p. 1	Rivets		75 %	
Ex §§ 156	Vis en cuivre		75 %	
Ex §§ 153	Serrures		75 %	
Ex §§ 161 p. 1, 2	Fers à repasser		75 %	
Ex §§ 151 et 153	Poêles		75 %	
Ex §§ 169	Tuyaux de Bergmann		75 %	
Ex §§ 6 p. 6	Baies fraîches de jardin	40 to		
Ex 43	Colle d'os	1 to		
Ex 56	Peaux brutes de mouton	50 to		
Ex §§ 61 p. 1, 2	Parquet de chêne, frises et corniches	150 to		
Ex §§ 62	Graines de lin	3000 to		
Ex 41	Superphosphate	3000 to		exempt
Ex 88	Chaussures en caoutchouc (galoches)	100.000 paires		Ls 1,25
Ex § 117	Huiles et graisses de coco, de palmiers et autres, non indiquées séparément, pures graisses de plantes non raffinées, pour l'usage technique	150 to		Ls 0,14

PROTOCOLE

I.

Il est entendu que le présent accord ne touche en rien aux obligations conventionnelles existantes entre les deux Etats qui garantissent éventuellement des traitements plus favorables que ceux prévus dans les articles de cet accord.

II.

Les dispositions du présent accord, qui prévoient expressément l'octroi du traitement national, impliquent l'octroi inconditionnel du traitement de la nation la plus favorisée.

III.

La question de transit ainsi que celle des tarifs de transit sera réglée par un accord spécial entre les deux Hautes Parties contractantes.

IV.

Les réductions et consolidations des tarifs douaniers réciproques pour les produits énumérés aux listes « A » et « B », annexées à cet accord, ayant des contingents fixés, ne peuvent être appliquées que dans les limites de ces contingents.

V.

Ad articles 5 et 6.

Pour réserver aux produits originaires de leurs pays respectifs le bénéfice des dispositions des articles 5 et 6, les Hautes Parties contractantes pourront exiger que les produits et marchandises importés sur leur territoire soient accompagnés d'un certificat d'origine.

Number of Latvian Customs tariff	Description of goods	Annual quota	Re- bates	Consolidated Customs duties
ex 40 p. 8	Geese			exempt
ex 149	Screws		75 %	
ex 151	Rivets		75 %	
ex 153 p. 3	Screws, bolts, nuts		75 %	
ex 154 p. 1	Buckets		75 %	
ex 156 p. 1	Rivets		75 %	
ex 156	Copper screws		75 %	
ex 153	Locks		75 %	
ex 161 p. 1, 2	Smoothing irons		75 %	
ex 151 and 153	Stoves		75 %	
ex 169	Bergmann stovepipes		75 %	
ex 6 p. 6	Fresh cultivated berries	40 t.		
ex 43	Bone glue	1 t.		
ex 56	Raw sheep skins	50 t.		
ex 61 p. 1, 2	Oak flooring, friezes and cornices	150 t.		
ex 62	Linseed	3,000 t.		
ex 41	Superphosphate	3,000 t.		
ex 88	Rubber footwear (galoshes)	100,000 pairs		exempt Ls. 1.25
ex 117	Coconut, palm and other oils, not specially mentioned, pure vegetable oils, not refined for mechanical purposes	150 t.		Ls. 0.14

PROTOCOL.

I.

It is understood that the present Agreement in no way affects the conventional obligations existing between the two States which may guarantee treatment more favourable than that provided in the Articles of this Agreement.

II.

The provisions of the present Agreement, which expressly provide for the granting of national treatment, imply the unconditional granting of most-favoured-nation treatment.

III.

The question of transit as well as that of transit rates shall be settled by a special agreement between the two High Contracting Parties.

IV.

The reciprocal Customs tariff reductions and consolidations in respect of the products enumerated in Lists "A" and "B" annexed to the present Agreement, being subject to fixed quotas, can only be applied within the limits of the said quotas.

V.

Ad Articles 5 and 6.

In order to reserve to the products originating in their respective countries the benefit of the provisions of Articles 5 and 6, the High Contracting Parties may require the products and goods imported into their territory to be accompanied by a certificate of origin.

VI.

Ad articles 5 et 12.

Les listes des marchandises « A » et « B », mentionnées à l'article 5 de l'accord, pourront être révisées ou dénoncées séparément du présent accord, en se conformant aux dispositions de l'article 12.

VII.

La Lituanie déclare que pendant la durée du présent accord elle n'a pas en vue d'accorder, relativement aux positions de son tarif douanier, énumérées à la liste « D » ci-dessous, à un Etat tiers (y compris l'Estonie) des réductions sur les taux du tarif qui ne seraient pas étendues à la Lettonie.

Liste « D ». Paragraphes du tarif lithuanien.

§ 55, 3. 4. 5. 6	§ 183
§ 57, 1. 2 ;	§ 186
§ 61, 2	§ 187
§ 65, 3	§ 188
§ 169, 2	et
§ 177, 2	§ 199

La Lettonie déclare que pendant la durée du présent accord elle n'a pas en vue d'accorder, relativement aux positions de son tarif douanier, énumérées à la liste « C » ci-dessous, à un Etat tiers (y compris l'Estonie, la Finlande et l'Union des Républiques soviétistes socialistes) des réductions sur les taux du tarif qui ne seraient pas étendues à la Lituanie.

Liste « C ». Paragraphes du tarif letton.

§ 1	§ 36, 5
§ 3	§ 37, 1
§ 4	§ 40
§ 5, 1, 4 ;	§ 43
§ 6, 1, 5, 6	§ 62, 3
§ 13	§ 153, 2, 3, 4
§ 14, 1, 2 ;	§ 161
§ 32	§ 177, 1
§ 34	

(Signé) V. SALNAIS.

(Signé) J. URBŠYS.

Pour copie certifiée conforme :

W. Munter,
Secrétaire général.

Riga, le 12 avril 1934.

Pour copie conforme :

K. Bizauskas,
Directeur du Département juridique
et administratif.

VI.

Ad Articles 5 and 12.

The lists of goods "A" and "B" mentioned in Article 5 of the Agreement may be revised or denounced separately from the present Agreement, provided that the provisions of Article 12 are complied with.

VII.

Lithuania declares that for the duration of the present Agreement she has no intention of granting to any third State (including Estonia), in respect of the items of her Customs tariff enumerated in list "D" below, reductions on the tariff rates which would not be extended to Latvia.

List "D". Sections of the Lithuanian Tariff.

§ 55, 3. 4. 5. 6	§ 183
§ 57, 1. 2 ;	§ 186
§ 61, 2	§ 187
§ 65, 3	§ 188
§ 169, 2	and
§ 177, 2	§ 199

Latvia declares that for the duration of the present Agreement she has no intention of granting to any third State (including Estonia, Finland and the Union of Soviet Socialist Republics), in respect of the items of her Customs tariff enumerated in list "C" below, reductions on the tariff rates which would not be extended to Lithuania.

List "C". Sections of the Latvian Tariff.

§ 1	§ 36, 5
§ 3	§ 37, 1
§ 4	§ 40
§ 5, 1, 4 ;	§ 43
§ 6, 1, 5, 6	§ 62, 3
§ 13	§ 153, 2, 3, 4
§ 14, 1, 2 ;	§ 161
§ 32	§ 177, 1
§ 34	

(Signed) V. SALNAIS.

(Signed) J. URŠYS.

N° 3408.

**LETTONIE ET
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTISTES SOCIALISTES**

Traité de non-agression, signé à Riga,
le 5 février 1932, et
Protocole portant modification des
clauses de validité de ce traité,
signé à Moscou, le 4 avril 1934.

**LATVIA
AND UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS**

Treaty of Non-Aggression, signed at
Riga, February 5th, 1932, and
Protocol modifying the Conditions
of Validity of the Above-mentioned
Treaty, signed at Moscow, April
4th, 1934.

TEXTE LETTON. — LATVIAN TEXT.

N^o 3408. — 1932. GADA 5. FEBRUĀRĪ STARP LATVIJU UN PADOMJU SOCIĀLISTISKO REPUBLIKU SAVIENĪBU RĪGĀ NOSLEGTAIS LĪGUMS ¹.

*Textes officiels letton et russe communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie.
L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 19 avril 1934.*

LATVIJAS REPUBLIKAS PREZIDENTS un PADOMJU SOCIĀLISTISKO REPUBLIKU SAVIENĪBAS CENTRĀLĀ IZPILDU KOMITEJA,

pamatodamies uz 1920². gada 11. augustā starp Latviju un Krievijas Sociālistisko Federātīvo Padomju Republiku noslēgto Miera līgumu, kas spēkā visā Padomju Sociālistisko Republiku Savienības teritorijā, un kuŗa visi noteikumi negrozāmi un uz visiem laikiem paliek par nesatricināmu pamatu Augsto līdzēju pušu attiecībās ;

pārliecībā, ka abu Augsto līdzēju pušu interesēm atbilst pieņemt dažus noteikumus, kas varētu veicināt draudzīgu attiecību attīstību un nostiprināšanu starp abām valstīm ;

cieši apņēmušies savstarpēji un neatlaidīgi ievērot viens otra suverēnitāti, politisko neatkarību un teritoriālo integritāti un neaizkaŗamību ;

vēlēdamies veicināt vispārēja miera nostiprināšanu ;

deklarējot, ka starp saistībām, ko katra līdzēja puse līdz šim laikam uzņēmusies, nav nevienas, kas kavē viņu savstarpējo attiecību miermīlīgu attīstību, un kas runā pretīm šin līgumam ;

vēlēdamies apstiprināt un papildināt savās attiecībās 1928. gada 27. augusta³ Vispārējo paktu par atteikšanos no kara kuŗš pakts, neatkarīgi no šā līguma spēkā esamības vai normālās izbeigšanās termiņa vai arī iespējamās pirmstermiņa uzteikšanas, paliek joprojām spēkā starp Augstām līdzējām pusēm, —

nolēma noslēgt šo līgumu un šim nolūkam iecēla par saviem pilnvarotiem :

LATVIJAS REPUBLIKAS PREZIDENTS :

Mārģeru SKUJENIEKU, Ministŗu prezidentu, Ārlietu ministŗa pagaidu vietas izpildītāju ;

PADOMJU SOCIĀLISTISKO REPUBLIKU SAVIENĪBAS CENTRĀLĀ IZPILDU KOMITEJA :

Borisu Spiridonoviĉu STOMOŅAKOVU, Tautas ārlietu komisāriāta kollēģijas locekli, un

Alekseju Ivanoviĉu SVIDERSKI, Padomju Sociālistisko Republiku Savienības Pilnvaroto pārstāvi,

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Moscou, le 28 juillet 1932.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome XI, page 888.

³ Vol. XCIV, page 57 ; et vol. CXXXIV, page 411, de ce recueil.

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

№ 3408. — ДОГОВОР О НЕНАПАДЕНИИ¹, ЗАКЛЮЧЕННЫЙ В РИГЕ 5-го ФЕВРАЛЯ 1932 ГОДА МЕЖДУ ЛАТВИЕЙ И СОЮЗОМ СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК.

Latvian and Russian official texts communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place April 19th, 1934.

ПРЕЗИДЕНТ ЛАТВИЙСКОЙ РЕСПУБЛИКИ и ЦЕНТРАЛЬНЫЙ ИСПОЛНИТЕЛЬНЫЙ КОМИТЕТ СОЮЗА СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК,

основываясь на заключенном 11 августа 1920² года Мирном Договоре между Латвией и Российской Социалистической Федеративной Советской Республикой, действие которого распространяется на всю территорию Союза Советских Социалистических Республик, и все постановления которого остаются неизменно и навсегда незыблемой основой отношений между Высокими Договаривающимися Сторонами ;

убежденные в том, что интересам обоих Высоких Договаривающихся Сторон соответствует принятие некоторых постановлений, могущих способствовать развитию и укреплению дружественных отношений между обоими Государствами ;

твердо решившие уважать взаимно и неуклонно суверенитет, политическую независимость и территориальную целостность и неприкосновенность друг друга ;

руководимые желанием содействовать укреплению всеобщего мира ;

заявляя, что ни одно из принятых на себя каждой из Сторон до настоящего времени обязательств не препятствует мирному развитию их взаимных отношений и не противоречит настоящему Договору ;

желая подтвердить и дополнить в своих отношениях Генеральный Пакт отказа от войны от 27 августа 1928³ года, который независимо от сроков действия, нормального прекращения или возможного досрочного денонсирования настоящего Договора, сохраняет по прежнему постоянную силу между Высокими Договаривающимися Сторонами, —

решили заключить настоящий Договор и для этой цели назначили своих уполномоченных, а именно :

Президент Латвийской Республики :

Маргера Скуенека, Министра-Президента, временно исполняющего должность Министра Иностранных Дел ;

Центральный Исполнительный Комитет Союза Советских Социалистических Республик :

Бориса Спиридоновича Стомонякова, Члена Коллегии Народного Комиссариата по Иностранным Делаам и

Алексея Ивановича Свидерского, Полномочного Представителя Союза Советских Социалистических Республик,

¹ The exchange of ratifications took place at Moscow, July 28th, 1932.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 113, page 1094.

³ Vol. XCIV, page 57 ; and Vol. CXXXIV, page 411, of this Series.

kuŗi, savstarpēji uzrādījuŗi savas pilnvaras, kas atrastas vajadzīgā un pienācīgā formā, vienojās par sekojoŗo :

I. pants.

Augstās līdzējas puses savstarpēji apņemas atturēties no jebkāda uzbrukuma viena pret otru, kā arī no jebkādiem varas darbiem, kas vērstos pret otras līdzējas puses teritoriālo integritāti un neaizkaŗamību vai politisko neatkarību, neievērojot to, vai tāds uzbrukums vai varas akts notiktu atseviŗki vai kopā ar citām valstīm, pieteicot vai nepieteicot kaŗu.

2. pants.

Katra Augstā līdzēja puse apņemas nepiedalīties nekādos militāros vai politiskos līgumos, konvencijās vai nolīgumos, kas būtu vērsti pret otras puses neatkarību, teritoriālo neaizkaŗamību vai politisko droŗību, kā arī līgumos, konvencijās vai nolīgumos, kuŗu nolūks būtu vienas līdzējas puses finansiāls vai oikonomisks boikots.

3. pants.

ŗajā līgumā paredzētās saistības nekādā ziņā nevar aprobeŗot vai grozīt starptautiskās tiesības un saistības, kas Augstām līdzējām pusēm izriet no līgumiem, kuŗus viņas noslēguŗas pirms ŗā līguma spēkā stāŗšanās un pienācīgi publicējuŗas katras puses oficiālos izdevumos, ciktāl ŗajos līgumos neietilpst agresīvi elementi ŗā līguma nozīmē.

4. pants.

Ievērojot ar ŗo līgumu uzņemtās saistības, Augstās līdzējas puses apņemas visus strīda jautājumus, neatkarīgi no to rakstura un izcelŗšanās, kuŗi rastos viņu starpā pēc ŗā līguma parakstīŗšanas, un kuŗus nevarētu piemērotā laikā izŗķirt parastā diplomātiskā kārtībā, nokārtot izlīŗŗšanas ceļā jauktā izlīŗŗšanas kommisijā, kuŗas sastāvs, tiesības un darbība noteicami seviŗŗkā konvencijā, ko abas puses apņemas noslēgt cik iespējams drīzā laikā, un kas stāŗties spēkā vienā laikā ar ŗo līgumu.

5. pants.

ŗis līgums sastādīts divos eksemplāros, latvieŗu un krievu valodā, pie kam abiem tekstiem vienāds spēks. Līgums ratificējams, un tā ratifikācijas dokumentus Augstās līdzējas puses apmainīs Maskavā.

каковые уполномоченные по взаимном пред'явлении своих полномочий, найденных составленными в должной и надлежащей форме, согласились о нижеследующем :

Статья 1-ая.

Высокие Договаривающиеся Стороны взаимно обязываются воздерживаться от всякого акта нападения одна на другую, а также от всяких насильственных действий, направленных против целостности и неприкосновенности территории или против политической независимости другой Договаривающейся Стороны, независимо от того, предпринято ли подобное нападение или подобные действия отдельно или совместно с другими державами с объявлением или без объявления войны.

Статья 2-ая.

Каждая из Высоких Договаривающихся Сторон обязуется не принимать участия ни в каких военных или политических договорах, конвенциях или соглашениях, направленных против независимости, территориальной неприкосновенности или политической безопасности другой Стороны, а также в договорах, конвенциях или соглашениях, имеющих целью подвергнуть экономическому или финансовому бойкоту одну из Договаривающихся Сторон.

Статья 3-ья.

Обязательства предусмотренные в настоящем Договоре никоим образом не могут ограничить или изменить международные права и обязательства вытекающие для Высоких Договаривающихся Сторон из договоров, заключенных ими до вступления в силу настоящего Договора и должным образом опубликованных в официальных изданиях каждой Стороны, — поскольку эти договоры не заключают в себе элементов агрессии в смысле настоящего Договора.

Статья 4-ая.

Принимая во внимание обязательства, принятые на себя в настоящем Договоре, Высокие Договаривающиеся Стороны обязуются подвергать все спорные вопросы, независимо от их природы и происхождения, которые возникли бы между ними после подписания настоящего договора и не могли бы быть урегулированы в течение разумного срока в обычном дипломатическом порядке, согласительной процедуре в смешанной согласительной комиссии, состав, права и производство которой подлежат установлению путем особой Конвенции, каковую обе Стороны обязуются заключить в возможно короткий срок, и которая вступит в силу одновременно с настоящим Договором.

Статья 5-ая.

Настоящий Договор составлен в двух экземплярах, на латышском и русском языках, при чем оба текста имеют одинаковую силу. Он будет ратификован, и его ратификационные грамоты будут обменены между Высокими Договаривающимися Сторонами в городе Москве.

6. pants.

Šis līgums stājas spēkā ratifikācijas dokumentu apmaiņas brīdī un paliek spēkā trīs gadus, skaitot no minētā brīža. Katrai no Augstām līdzējām pusēm ir tiesība uzteikt šo līgumu ar sešu mēnešu iepriekšēgu paziņojumu pirms šā laika notecējuma vai arī bez iepriekšējas paziņošanas termiņa ievērošanas, ja otra līdzēja puse uzbrūk kādai trešai valstij. Ja neviena no līdzējām pusēm līgumu neuzteic, tad tas automātiski paliek spēkā vēl divus gadus; tāpat līgums uzskatāms ikreiz par pagarinātu uz turpmākiem diviem gadiem, ja neviena no līdzējām pusēm to neuzteic šīn pantā paredzētā kārtībā.

Šo apliecinot, augšā minētie pilnvarotie šo līgumu parakstījuši un uzspieduši tam savus zīmogus.

Sastādīts Rīgā, divos eksemplāros, latviešu un krievu valodā, 1932. gada 5. februārī.

(Z. v.) (Paraksts) Marģers SKUJENIEKS.

(Z. v.) (Paraksts) B. STOMOŅAKOV.

(Z. v.) (Paraksts) A. SVIDERSKI.

Pour copie certifiée conforme :

W. Munter,

Secrétaire général.

Riga, le 16 avril 1934.

PROTOKOLS¹.

*Textes officiels letton et russe communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie.
L'enregistrement de ce Protocole a eu lieu le 9 juin 1934.*

LATVIJAS REPUBLIKAS PREZIDENTS un PADOMJU SOCIALISTISKO REPUBLIKU SAVIENĪBAS CENTRĀLĀ IZPILDU KOMITEJA,

vadīdamies no cenšanās nodrošināt pēc iespējas stiprāku pamatu savu abu valstu attiecību attīstībai,

vēlēdamies dot viena otrai jaunu pierādījumu par laimīgā kārtā starp abām valstīm nodibinājušos miera un draudzīgo attiecību negrozāmību un stiprumu un

iedvesmoti no vēlēšanās veicināt vispārējā miera nostiprināšanu, kā arī stabilu un miera pilnu attiecību attīstību starp valstīm Austrumeiropā un

konstatējot, ka 1932. gada 5. februārī² Rīgā noslēgtais starp Latviju un Padomju Socialistisko Republiku Savienību līgums atstājis labvēlīgu iespaidu uz abu valstu attiecībām un uz minēto uzdevumu atrisināšanu,

nolēma parakstīt šo protokolu un šim nolūkam iecēla par saviem pilnvarotiem, proti :

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Riga le 2 juin 1934.

² Voir page 113 de ce volume.

Статья 6-ая.

Настоящий Договор вступит в силу в момент обмена ратификационными грамотами и будет оставаться в силе в течение трех лет с этого момента. Каждая из Высоких Договаривающихся Сторон будет иметь право отказаться от Договора с предупреждением о том за шесть месяцев до истечения этого периода или без соблюдения срока предупреждения, если другая Договаривающаяся Сторона совершит нападение на какое-нибудь третье государство. Если Договор не будет денонсирован ни одной из Договаривающихся Сторон, срок действия его пролонгируется автоматически на два года; равным образом Договор будет считаться продленным каждый раз на дальнейшие два года, если не последует отказ от него одной из Договаривающихся Сторон в порядке, предусмотренном в настоящей статье.

В удостоверение чего поименованные выше уполномоченные подписали настоящий Договор и приложили к нему свои печати.

Учинено в городе Риге, в двух экземплярах на латышском и русском языках, 5-го февраля 1932 года.

(Z. v.) (*Paraksts*) Margers SKUJENIEKS.

(Z. v.) (*Paraksts*) Б. Стомоняков.

(Z. v.) (*Paraksts*) А. Свидерский.

Pour copie certifiée conforme :

W. Munter,
Secrétaire général.

Riga, le 16 avril 1934.

ПРОТОКОЛ. ¹

Latvian and Russian official texts communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Protocol took place June 9, 1934.

Президент Латвийской Республики и Центральный Исполнительный Комитет Союза Советских Социалистических Республик,

руководимые стремлением обеспечить возможно более прочную базу для развития отношений между их странами,

желая дать друг другу новое доказательство неизменности и прочности счастливо установившихся между ними мирных и дружественных отношений и

воодушевленные желанием содействовать укреплению всеобщего мира, а также стабильности и мирному развитию междугосударственных отношений в Восточной Европе, и

констатируя, что заключение 5 февраля 1932² года в Риге Договора между Латвией и Союзом Советских Социалистических Республик оказало благотворное воздействие на их отношения и на разрешение указанных задач,

решили подписать настоящий Протокол и для этой цели назначили своих Уполномоченных, а именно :

¹ The exchange of ratifications took place at Riga, June 2nd, 1934.

² See page 113 of this Volume.

LATVIJAS REPUBLIKAS PREZIDENTS :

Dr. Alfredu BĪLMANI, Latvijas Republikas Ārkārtējo Sūtņi un Pilnvaroto Ministri
Maskavā ;

PADOMJU SOCIALISTISKO REPUBLIKU SAVIENĪBAS CENTRĀLĀ IZPILDU KOMITEJA :

Maksimu Maksimoviču ĻITVINOVU, Padomju Socialistisko Republiku Savienības
Centrālās Izpildu Komitejas Locekli, Ārlietu Komisaru,

kuŗi, savstarpēji uzrādījuŗi savas pilnvaras, kas atrastas pienācīgā formā un pilnā kārtībā,
vienojās par sekojoŗo :

Pants 1.

Grozot 1932. gada 5. februārī Rīgā noslēgtā starp Latviju un Padomju Socialistisko Republiku
Savienību līguma termiņu, kuŗš minēts šīnī līguma 6. panta pirmā teikumā, šis līgums paliks spēkā
līdz 1945. gada 31. decembrim.

Pants 2.

Šis protokols sastādīts divos eksemplāros, latvieŗu un krievu valodā, pie kam abiem tekstiem
vienāds spēks. Protokols ratificējams pēc iespējas drīzākā laikā, un ratifikācijas dokumenti
apmaināmi starp Augstām līgumslēdzēju pusēm Rīgā.

Šis protokols stājas spēkā ratifikācijas dokumentu apmaiņas brīdī.

To apliecinot, augstāk minētie pilnvarotie parakstījuŗi ŗo protokolu un uzspieduŗi tam savus
zīmogus.

Sastādīts Maskavā, divos eksemplāros, latvieŗu un krievu valodā, 1934. gada 4. aprīlī.

(Z. v.) (Paraksts) Dr. Alfr. BĪLMANIS.

(Z. v.) (Paraksts) M. ĻITVINOV.

Pour copie certifiée conforme :

W. Munter,
Secrétaire général.
Riga, le 6 juin 1934.

Президент Латвийской Республики

Д-ра Альфреда Бильманиса, Чрезвычайного Посланника и Полномочного
Министра Латвийской Республики в Москве ;

Центральный Исполнительный Комитет Союза Советских Социалистических Республик

Максима Максимовича Литвинова, Члена Центрального Исполнительного
Комитета Союза Советских Социалистических Республик, Народного
Комиссара по Иностранным Дела́м,

которые, по взаимном пред'явлении своих полномочий, найденных составленными
в должном и надлежащем виде,
согласились о нижеследующем :

Статья 1.

Во изменение срока действия Договора, заключенного в Риге 5 февраля 1932 года
между Латвией и Союзом Советских Социалистических Республик, каковой срок
действия предусмотрен в фразе первой статьи 6 указанного Договора, этот Договор
останется в силе до 31 декабря 1945 года.

Статья 2.

Настоящий Протокол составлен в двух экземплярах, на латышском и русском
языках, причем оба текста имеют одинаковую силу. Он будет ратифицирован в возможно
короткий срок, и ратификационные грамоты будут обменены между Высокими
Договаривающимися Сторонами в городе Риге.

Настоящий Протокол вступит в силу со дня обмена ратификационными грамотами.

В удостоверение чего, поименованные выше Уполномоченные подписали настоящий
Протокол и приложили к нему свои печати.

Учинено в городе Москве, в двух экземплярах, на латышском и русском языках
4 апреля 1934 года.

(Z. v.) (Paraksts) Dr. Alfr. BĪLMANIS. (Z. v.) (Paraksts) М. Литвинов.

Pour copie certifiée conforme :

W. Munter,

Secrétaire général.

Riga, le 6 juin 1934.

¹ TRADUCTION.N^o 3408. — TRAITÉ DE NON-AGRESSION ENTRE LA LETTONIE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES. SIGNÉ A RIGA, LE 5 FÉVRIER 1932.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE et LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES ;

Ayant en vue le Traité de paix conclu le 11 août 1920 entre la Lettonie et la République socialiste fédérative des Soviets de Russie, dont les effets s'étendent à tout le territoire de l'Union des Républiques soviétistes socialistes et dont toutes les dispositions restent invariablement et pour toujours la base intangible des relations entre les Hautes Parties contractantes ;

Convaincus qu'il est conforme aux intérêts des Hautes Parties contractantes d'adopter certaines dispositions pouvant contribuer au développement et au raffermissement des relations amicales entre les deux Etats ;

Fermement résolus de respecter, de part et d'autre, et sans aucune restriction, la souveraineté, l'indépendance politique, ainsi que l'intégrité et l'inviolabilité territoriales des deux Etats ;

Guidés par le désir de contribuer au renforcement de la paix universelle ;

Déclarant qu'aucune des obligations assumées jusqu'ici par chacune des Parties ne fait obstacle au développement pacifique de leurs relations ni n'est incompatible avec le présent traité ;

Désireux de confirmer et de compléter, en ce qui concerne leurs relations, le Pacte général de renonciation à la guerre du 27 août 1928, lequel continue, comme par le passé, à être en vigueur entre les Hautes Parties contractantes, indépendamment de la durée, de l'expiration normale ou de la dénonciation éventuelle avant les délais prévus du présent traité ;

Ont décidé de conclure le présent traité et ont désigné à cet effet leurs plénipotentiaires, à savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

M. Margers SKUJENIEKS, président du Conseil des ministres, ministre par intérim des Affaires étrangères ;

LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES :

M. Boris Spiridonovitch STOMONIAKOV, membre du Conseil du Commissariat du Peuple pour les Affaires étrangères, et

M. Alexis Ivanovitch SVIDERSKI, représentant plénipotentiaire de l'Union des Républiques soviétistes socialistes ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à s'abstenir de tout acte d'agression dirigé contre l'autre Partie, ainsi que de tout acte de violence dirigé contre l'intégrité et l'inviolabilité territoriales ou contre l'indépendance politique de l'autre Partie, qu'une telle agression ou un tel acte de violence soit entrepris séparément ou de concert avec d'autres Puissances, avec ou sans déclaration de guerre.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3408. — TREATY OF NON-AGGRESSION BETWEEN LATVIA AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS. SIGNED AT RIGA, FEBRUARY 5TH, 1932.

THE PRESIDENT OF THE LATVIAN REPUBLIC and THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS;

Having in view the Peace Treaty concluded on August 11th, 1920, between Latvia and the Russian Socialist Federative Soviet Republic, the effect of which extends to the entire territory of the Union of Soviet Socialist Republics, and all the provisions of which remain invariably and permanently the firm foundation of the relations between the High Contracting Parties ;

Being convinced that it is in the interests of both High Contracting Parties to adopt certain provisions which may contribute to the development and consolidation of the friendly relations between the two States ;

Being firmly resolved to respect mutually and unreservedly each other's sovereignty, political independence, territorial integrity and inviolability ;

Being guided by the desire to contribute to the consolidation of world peace ;

Declaring that none of the obligations so far assumed by either of the Parties hinders the peaceful development of their mutual relations or is incompatible with the present Treaty ;

Being desirous of confirming and supplementing in their relations the General Pact of Renunciation of War of August 27th, 1928, which continues to retain its effect as in the past between the High Contracting Parties, independently of the duration or the normal expiry of the present Treaty or its possible denunciation before the date provided for ;

Have decided to conclude the present Treaty, and have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries ;

THE PRESIDENT OF THE LATVIAN REPUBLIC :

M. Margers SKUJENIEKS, Prime Minister, acting Minister for Foreign Affairs ;

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS :

M. Boris Spiridonovitch STOMONIAKOV, Member of the Council of the People's Commissariat for Foreign Affairs, and

M. Alexis Ivanovitch SVIDERSKI, Plenipotentiary Representative of the Union of Soviet Socialist Republics ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article I.

Each of the High Contracting Parties undertakes to refrain from any act of aggression directed against the other, and also from any acts of violence directed against the territorial integrity and inviolability or the political independence of the other Contracting Party, regardless of whether such aggression or such acts are committed separately or together with other Powers, with or without a declaration of war.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 2.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à ne participer à aucun traité, convention ou accord militaire ou politique, dirigé contre l'indépendance, l'intégrité territoriale ou la sécurité politique de l'autre Partie, ni à aucun traité, convention ou accord ayant pour objet le boycottage économique ou financier de l'une des Parties contractantes.

Article 3.

Les obligations stipulées dans le présent traité ne peuvent en aucune manière limiter ou modifier les droits et obligations de caractère international découlant, pour les Hautes Parties contractantes, des traités conclus par elles avant l'entrée en vigueur du présent traité, et dûment publiés dans des publications officielles de chacune des Parties, pour autant que ces derniers traités ne contiennent pas des éléments d'agression au sens du présent traité.

Article 4.

Tenant compte des obligations assumées par elles en vertu du présent traité, les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre toutes les questions litigieuses, quelles qu'en soient la nature ou l'origine, qui pourraient surgir entre elles après la signature du présent traité et qui n'auraient pas pu être réglées dans un délai raisonnable par la voie diplomatique normale, à une procédure de conciliation par devant une commission mixte de conciliation dont la composition, les attributions et la procédure sont à fixer par une convention spéciale que les deux Parties s'engagent à conclure dans le plus bref délai possible et qui entrera en vigueur en même temps que le présent traité.

Article 5.

Le présent traité est établi en deux exemplaires, en langues lettone et russe, les deux textes faisant également foi. Il sera ratifié, et les instruments de ratification seront échangés entre les Hautes Parties contractantes à Moscou.

Article 6.

Le présent traité entrera en vigueur au moment de l'échange des instruments de ratification et restera en vigueur pendant trois ans. Chacune des Hautes Parties contractantes aura le droit de dénoncer le présent traité en en donnant avis six mois avant l'expiration de ladite période, ou sans préavis, si l'autre Partie contractante se livre à une agression contre un Etat tiers quelconque. Si le traité n'est dénoncé par aucune des Hautes Parties contractantes, il sera renouvelé par tacite reconduction pour une nouvelle période de deux ans ; de même, le traité sera considéré comme prolongé chaque fois pour une nouvelle période de deux ans, s'il n'est pas dénoncé par l'une des Parties contractantes de la manière prévue au présent article.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susmentionnés ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Riga, en deux exemplaires, en langues lettone et russe, le 5 février 1932.

(Signé) Margers SKUJENIEKS.

(Signé) B. STOMONIAKOV.

(Signé) A. SVIDERSKI.

Article 2.

Each of the High Contracting Parties undertakes not to be a party to any military or political treaties, conventions or agreements directed against the independence, territorial integrity or political security of the other Party, or to any treaties, conventions, or agreements aiming at an economic or financial boycott of either of the Contracting Parties.

Article 3.

The obligations provided for in the present Treaty may not in any way limit or change the international rights and obligations devolving on the High Contracting Parties from treaties concluded by them before the coming into force of the present Treaty and duly published in the official publications of each Party, in so far as such treaties do not include any elements of aggression within the meaning of the present Treaty.

Article 4.

In view of the obligations assumed in the present Treaty, the High Contracting Parties undertake to submit all disputes, whatever their kind or origin, which may arise between them after the signature of the present Treaty and which cannot be settled within a reasonable period by ordinary diplomatic procedure, to a procedure of conciliation in a joint conciliation commission of which the composition, powers, and procedure are to be fixed by a special Convention which the two Parties undertake to conclude as early as possible, and which shall come into force at the same time as the present Treaty.

Article 5.

The present Treaty is drawn up in duplicate in the Latvian and Russian languages, both texts being equally authentic. It shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged between the High Contracting Parties in Moscow.

Article 6.

The present Treaty shall come into force at the moment of the exchange of the instruments of ratification and shall remain in force for three years. Each of the High Contracting Parties shall be entitled to denounce the Treaty by giving notice six months before the expiry of this period, or without giving notice if the other Contracting Party commits an aggression upon any third State. If the Treaty is not denounced by either of the High Contracting Parties, its period of validity shall be automatically prolonged for two years; in the same manner, the Treaty shall be deemed to be prolonged on each occasion for a further period of two years, if it is not denounced by either of the Contracting Parties in the manner provided in the present Article.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Riga, in duplicate, in the Latvian and Russian languages, February 5th, 1932.

(Signed) Margers SKUJENIEKS.

(Signed) B. STOMONIAKOV.

(Signed) A. SVIDERSKI.

PROTOCOLE

PORTANT MODIFICATION DES CLAUSES DE VALIDITÉ DU TRAITÉ CI-DESSUS.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE et LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES ;

Guidés par le souci d'assurer une base aussi solide que possible pour le développement des relations entre leurs pays ;

Désireux de se donner mutuellement une nouvelle preuve du caractère inaltérable et de la solidité des relations pacifiques et amicales heureusement établies entre eux ;

Animés du désir de contribuer au raffermissement de la paix universelle ainsi qu'à la stabilité et au développement pacifique des relations internationales en Europe orientale ;

Constatant que le Traité conclu à Riga, le 5 février 1932 entre la Lettonie et l'Union des Républiques soviétistes socialistes a exercé une influence bienfaisante sur les relations entre les deux pays et sur la solution des problèmes dont il y est fait mention ;

Ont décidé de signer le présent protocole et ont désigné à cet effet leurs plénipotentiaires, à savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

Le D^r Alfred BĪLMANIS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République de Lettonie à Moscou ;

LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES :

M. Maxime Maximovitch LITVINOFF, membre du Comité exécutif central de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, commissaire du peuple aux Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

La durée du Traité conclu à Riga le 5 février 1932 entre la Lettonie et l'Union des Républiques soviétistes socialistes, prévue à la première phrase de l'article 6 dudit traité, est modifiée, et le traité en question restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1945.

Article 2.

Le présent protocole est établi en deux exemplaires, en langues lettone et russe, les deux textes faisant également foi. Il sera ratifié dans le plus bref délai possible, et les instruments de ratification seront échangés entre les Hautes Parties contractantes dans la ville de Riga.

Le présent protocole entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification.

En foi de quoi les plénipotentiaires susmentionnés ont signé le présent protocole et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Moscou, le 4 avril 1934, en deux exemplaires, en langues lettone et russe.

(Signé) D^r Alfr. BĪLMANIS.

(Signé) M. LITVINOFF.

PROTOCOL

MODIFYING THE CONDITIONS OF VALIDITY OF THE ABOVE AGREEMENT.

THE PRESIDENT OF THE LATVIAN REPUBLIC and THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS ;

Guided by the aspiration to provide the firmest possible basis for the development of the relations between their countries ;

Desirous of giving each other fresh proof of the unchangeability and solidity of the peaceful and friendly relations happily established between them ;

Inspired by the desire to contribute to the consolidation of world peace and to the stability and peaceful development of international relations in Eastern Europe ;

Noting that the conclusion, at Riga on February 5th, 1932, of the Treaty between Latvia and the Union of Soviet Socialist Republics has had a beneficial effect on their relations and on the solution of the above-mentioned problems ;

Have decided to sign the present Protocol and have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE LATVIAN REPUBLIC :

Dr. Alfred BĪLMANIS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Latvian Republic in Moscow ;

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS :

M. Maxime Maximovich LITVINOFF, Member of the Central Executive Committee of the Union of Soviet Socialist Republics, People's Commissary for Foreign Affairs ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed on the following :

Article 1.

In alteration of the period of validity of the Treaty concluded at Riga on February 5th, 1932, between Latvia and the Union of Soviet Socialist Republics, provided for in the first sentence of Article 6 of the said Treaty, the Treaty shall remain in force until December 31st, 1945.

Article 2.

The present Protocol is drawn up in duplicate, in the Latvian and Russian languages, both texts being equally authentic. It shall be ratified as soon as possible, and the instruments of ratification shall be exchanged between the High Contracting Parties at Riga.

The present Protocol shall come into force on the date of the exchange of ratifications.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Protocol and have thereto affixed their seals.

Done in Moscow, in duplicate, in the Latvian and Russian languages, April 4th, 1934.

(Signed) Dr. Alfr. BĪLMANIS.

(Signed) M. LITVINOFF.

N° 3409.

**LETTONIE ET
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTISTES SOCIALISTES**

Convention relative à la procédure
de conciliation entre les deux pays.
Signée à Riga, le 18 juin 1932.

**LATVIA
AND UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS**

Convention relating to Conciliation
Procedure between the Two Coun-
tries. Signed at Riga, June 18th,
1932.

TEXTE LETTON. — LATVIAN TEXT.

N^o 3409. — KONVENCIJA¹ PAR IZLĪGŠANAS KĀRTĪBU STARP LATVIJU UN PADOMJU SOCIĀLISTISKO REPUBLIKU SAVIENĪBU. RĪGA, 1932. GADA 18. JŪNIJĀ.

Textes officiels letton et russe communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 19 avril 1934.

Saskaņā ar 1932. gada 5. februārī starp LATVIJU UN PADOMJU SOCIĀLISTISKO REPUBLIKU SAVIENĪBU RĪGĀ noslēgtā līguma² 4. panta noteikumiem Latvijas Republikas Prezidents un Padomju Sociālistisko Republiku Savienības Centrālā Izpildu Komiteja nolēma noslēgt konvenciju par izlīgšanas kārtību un šim nolūkam iecēla par saviem pilnvarotiem :

LATVIJAS REPUBLIKAS PREZIDENTS :

Kārlis ZARIŅU, Ārlietu ministru ;

PADOMJU SOCIĀLISTISKO REPUBLIKU SAVIENĪBAS CENTRĀLĀ IZPILDU KOMITEJA :

Alekseju Ivanoviču SVIDERSKI, Padomju Sociālistisko Republiku Savienības Pilnvaroto pārstāvi ;

kuŗi, savstarpēji uzrādījuŗi savas pilnvaras, kas atrastas vajadzīgā un pienācīgā formā, vienojās par sekojoŗiem noteikumiem :

I. pants.

Augstās Līdzējas Puses savstarpēji apņemas nodot izšķiršanai miera ceļā Izlīgšanas komisijā, saskaņā ar šā līguma noteikumiem, visāda rakstura strīdus, kas izceltos starp viņām no apstākļiem, kuŗi raduŗies pēc 1932. gada 5. februārī starp Latviju un Padomju Sociālistisko Republiku Savienību Rīgā noslēgtā līguma spēkā stāšanās, un ko nebūtu bijis iespējams nokārtot diplomātiskā ceļā piemērigā laikā. Šis pienākums attiecas it seviŗki arī uz iespējamiem strīdiem par Augsto Līdzēju Pusu starpā noslēgto vai noslēdzamo līgumu un vienoŗanos iztulkoŗanu un pildīŗanu.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Moscou, le 28 juillet 1932.

² Voir page 113 de ce volume.

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

№ 3409. — КОНВЕНЦИЯ¹ О СОГЛАСИТЕЛЬНОЙ ПРОЦЕДУРЕ МЕЖДУ ЛАТВИЕЙ И СОЮЗОМ СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК, ПОДПИСАННАЯ В ГОРОДЕ РИГЕ 18-го ИЮНЯ 1932 ГОДА.

Latvian and Russian official texts communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place April 19th, 1934.

Согласно постановления статьи 4-ой договора², заключенного в Риге 5-го февраля 1932 года между Латвией и Союзом Советских Социалистических Республик, Президент Латвийской Республики и Центральный Исполнительный Комитет Союза Советских Социалистических Республик решили заключить Конвенцию о согласительной процедуре и назначили для этой цели своими уполномоченными, а именно :

Президент Латвийской Республики :

Карла Зариня, Министра Иностранных Дел ;

Центральный Исполнительный Комитет Союза Советских Социалистических Республик

Алексея Ивановича Свидерского, Полномочного Представителя Союза Советских Социалистических Республик,

каковые уполномоченные, после взаимного пред'явления своих полномочий, найденных составленными в должной и надлежащей форме, согласились о нижеследующих постановлениях :

Статья 1.

Высокие Договаривающиеся Стороны взаимно обязуются представлять на полюбовное разрешение в Согласительной Комиссии, согласно постановлений настоящего Договора, споры всякого рода, которые могли бы возникнуть между ними из обстоятельств, происшедших после вступления в силу Договора, заключенного в Риге 5-го февраля 1932 года между Латвией и Союзом Советских Социалистических Республик, и которые не могли бы быть урегулированы дипломатическим путем в разумный срок. Это обязательство относится в особенности также к возможным спорам о толковании и исполнении договоров и соглашений, заключенных или имеющих быть заключенными между Высокими Договаривающимися Сторонами.

¹ The exchange of ratifications took place at Moscow, July 28th, 1932.

² See page 113 of this volume.

2. pants.

I. pantā paredzētā izlīgšanas komisija nav pastāvīga, bet sastādāma īpaši katrai sesijai. Viņa sanāk ikgadus uz kārtējo sesiju, kuŗas tiešais laiks ikreiz noteicams uz abu Augsto Līdzēju Pusu vienošanās pamata.

Ārkārtējās sesijas sanāk, ja viena no abām Pusēm ieskata, ka to prasa kāds steidzams atsevišķs gadījums.

Visas Izlīgšanas komisijas sesijas notiek pārmaiņus Rīgā un Maskavā. Pirmās sesijas sanākšanas vietu noteic loze.

Parasti sesija nedrīkst ilgt vairāk par četrpadsmit dienām.

3. pants.

Izlīgšanas komisija sastāv no četriem locekļiem, pie kam katra Augstā Līdzēja Puse ieceļ divus locekļus no savu pilsoņu vidus katrai komisijas sesijai.

Katrai no Līdzējām Pusēm ir tiesība izlietot viņas ieceltu lietpratēju pakalpojumus ; šie lietpratēji var piedalīties komisijā ar padomdevēju balsstiesību.

Priekšsēdētāja pienākumus katrā sesijā izpildīs viens komisijas loceklis no tās Puses, kuŗas teritorijā komisija sanāk.

4. pants.

Izlīgšanas komisijas pienākums ir noskaidrot viņai priekšā celtos strīda jautājumus un ieteikt abām Augstām Līdzējām Pusēm viņai priekšā celto jautājumu taisnīgu atrisinājumu, kas apmierina abas Puses, un it sevišķi novērst turpmāk tajos pašos jautājumos starp abām Pusēm iespējamās domstarpības.

Ja Izlīgšanas komisija vienas sesijas laikā nenonāktu pie kopīga priekšlikuma kādā no dienas kārtības jautājumiem, tad jautājumu var vēlreiz nodot Izlīgšanas komisijas ārkārtējai sesijai, kuŗai tomēr jānotiek ne vēlāk kā četrus mēnešus pēc pirmās sesijas.

Par Izlīgšanas komisijas katras sesijas rezultātiem iesniedzams ziņojums abu Pusu valdībām.

Ziņojumu vai tā daļas var publicēt tikai uz abu Valdību vienošanās pamata.

5. pants.

Ne vēlāk kā četrpadsmit dienas pirms Izlīgšanas komisijas kārtējās sesijas sanākšanas katra Puse diplomātiskā ceļā paziņo otrai Pusei to jautājumu sarakstu, kuŗus viņa vēlas lūkot cauri minētā sesijā.

Ja viena no Līdzējām Pusēm pieprasa ārkārtējas sesijas sasaukšanu, tad viņai jānorāda otrai Pusei tie steidzamā atsevišķā gadījuma apstākļi, kas dod iemeslu pieprasījumam. Komisijai jāsanāk ne vēlāk kā mēnesi pēc pieprasījuma iesniegšanas.

Статья 2.

Предусмотренная в ст. 1-ой Согласительная Комиссия не является постоянной, но образуется особо на каждую сессию. Она собирается ежегодно на очередную сессию, точное время которой устанавливается каждый раз по соглашению обоих Высоких Договаривающихся Сторон.

Внеочередные сессии имеют место, если по мнению одной из двух Сторон к тому дает основание какой-либо срочный отдельный случай.

Все сессии Согласительной Комиссии имеют место поочередно в Риге и в Москве. Место созыва первой сессии определяется по жребию.

Сессия не должна в качестве общего правила продолжаться более четырнадцати дней.

Статья 3.

Согласительная Комиссия состоит из четырех членов, при чем каждая из Высоких Договаривающихся Сторон назначает двух членов из числа своих граждан на каждую сессию Комиссии.

Каждая из Договаривающихся Сторон имеет право прибегать к услугам назначенных ею экспертов, которые могут заседать в Комиссии с правом совещательного голоса.

Председательство на каждой сессии будет принадлежать одному из членов Комиссии от той Стороны, на территории которой она заседает.

Статья 4.

Согласительная Комиссия имеет задачей раз'яснять представленные ей спорные вопросы и предлагать обоим Высоким Договаривающимся Сторонам справедливое и удовлетворяющее обе Стороны разрешение представленных ей вопросов и, в особенности, предотвращать в будущем возможные разногласия между обоими Сторонами по тем же вопросам.

Если Согласительная Комиссия в течение одной сессии по какому-либо из вопросов порядка дня не придет к общему предложению, то вопрос может быть еще раз представлен внеочередной сессии Согласительной Комиссии, которая, однако, должна иметь место не позднее четырех месяцев после первой сессии.

Результаты каждой сессии Согласительной Комиссии представляются в виде доклада Правительствам обоих Сторон.

Опубликование доклада или частей доклада может последовать только по соглашению обоих Правительств.

Статья 5.

Не позднее как за четырнадцать дней до наступления срока созыва очередной сессии Согласительной Комиссии, каждая из Сторон сообщает другой Стороне дипломатическим путем список вопросов, которые она желает рассмотреть на указанной сессии.

В случае заявления о назначении внеочередной сессии, Сторона, делающая заявление, должна указать другой Стороне те обстоятельства срочного отдельного случая, которые дают основание для заявления. Комиссия должна собраться не позднее одного месяца по поступлении заявления.

6. pants.

Abas Augstās Līdzējas Puses apņemas apgādāt komisiju ar visām lietā noderīgām ziņām un atvieglot viņai visās attiecībās viņas uzdevuma pildīšanu.

7. pants.

Abas Augstās Līdzējas Puses apņemas atturēties no ikuņas rīcības, kas varētu nelabvēlīgi iespaidot kāda jautājuma apspriešanu Izlīgšanas komisijā. It sevišķi viņas izteic savu gatavību šim nolūkam ņemt vērā jautājumu par spēriem drošības soļiem.

8. pants.

Izlīgšanas komisijas kvorums uzskatāms par sasniegtu vienīgi tad, ja ir klāt visi pienācīgā kārtā sasauktie locekļi.

Ja kāds loceklis nevar piedalīties komisijas darbā, tad ieinteresētā Puse ieceļ viņam vietnieku ne vēlāk kā trīsdesmit dienas pēc radušās traucējuma konstatēšanas.

Komisijas lēmumi taisāmi uz visu viņas locekļu kopējas vienošanās pamata.

9. pants.

Izlīgšanas komisija iesniedz abām Valdībām ziņojumu par visiem viņas noskaidrošanai nodotiem strīda jautājumiem. Ziņojums iesniedzams pirms sesijas beigām, pa kuņas laiku strīda jautājumi lūkoti cauri, ja uz Līdzēju Pusu kopīgas vienošanās pamata nebūtu nolemts šo termiņu pagarināt.

Ziņojumā ietilpst katra komisijai priekšā celtā strīda jautājuma nokārtošanas projekts, ja šo projektu pieņēmuši visi komisijas locekļi.

Ja komisijai nebūtu izdevies vienoties par kopīgu ziņojumu, tad ziņojumā uzņemami komisijas abu pusu priekšlikumi.

10. pants.

Izlīgšanas kārtības sīkākus noteikumus pēc vajadzības izstrādā pati Izlīgšanas komisija.

11. pants.

Katra no Augstām Līdzējām Pusēm apņemas paziņot otrai Pusei piemērigā laikā, kas nedrīkst pārsniegt trīs mēnešus, vai viņa pieņem ziņojumā uzņemtos komisijas priekšlikumus.

Статья 6.

Обе Высокие Договаривающиеся Стороны обязуются снабжать Комиссию всеми полезными для дела данными и облегчать ей во всех отношениях исполнение ее задачи.

Статья 7.

Обе Высокие Договаривающиеся Стороны обязуются воздерживаться от всякой меры, которая могла бы повлиять неблагоприятным образом на обсуждение того или иного вопроса в Согласительной Комиссии. В особенности они заявляют о своей готовности принимать в соображение для этой цели вопрос о предупредительных мерах.

Статья 8.

Кворум Согласительной Комиссии считается достигнутым единственно при условии наличия всех надлежащим образом созванных членов.

Если один из членов не в состоянии участвовать в работе Комиссии, заинтересованная Сторона назначает ему заместителя не позднее тридцати дней по установлении возникшего препятствия.

Решения Комиссии принимаются по общему соглашению всех ее членов.

Статья 9.

Согласительная Комиссия представляет обоим Правительствам доклад о всех доверенных ее рассмотрению спорных вопросах. Доклад представляется перед окончанием сессии, в течение которой спорные вопросы рассматривались, если Договаривающимися Сторонами, по общему соглашению, не постановлено продлить этот срок.

Доклад содержит проект улажения каждого спорного вопроса, представленного Комиссии, если этот проект принят всеми членами Комиссии.

В случае, если бы Комиссии не удалось придти к соглашению относительно одного общего доклада, в доклад включаются предложения обоих Сторон Комиссии.

Статья 10.

Дальнейшие подробности процедуры будут по мере необходимости определены самой Согласительной Комиссией.

Статья 11.

Каждая из Высоких Договаривающихся Сторон обязуется уведомлять другую Сторону в разумный, но не превышающий трех месяцев срок, принимает ли она включенные в доклад предложения Комиссии.

12. pants.

Atlīdzība Izlīgšanas komisijas locekļiem, kā arī lietpratējiem un citām katras Augstās Līdzējas Puses pieaicinātām personām dodama no attiecīgās Puses līdzekļiem.

Visi pārējie izdevumi, kas saistīti ar komisijas darbību, sadalāmi vienlīdzīgi starp abām Pusēm.

13. pants.

Ši konvencija ir 1932. gada 5. februārī starp Latviju un Padomju Sociālistisko Republiku Savienību Rīgā noslēgtā līguma sastāvdaļa un ir ratificējama.

Viņa stājas spēkā ratifikācijas dokumentu apmaiņas brīdī, kuŗa izdarāma vienā laikā ar augstāk minētā līguma ratifikācijas dokumentu apmaiņu.

Ši konvencija paliek spēkā uz to pašu laiku, uz kādu noslēgts 1932. gada 5. februāra līgums.

14. pants.

Ši konvencija noslēgta latviešu un krievu valodās. Abiem tekstiem ir vienāds spēks.

Šo apliecinot, iepriekš minētie pilnvarotie parakstīja šo konvenciju un piespieda tai savus zīmogus.

Izgatavota Rīgā, divos eksemplāros, 1932. gada 18. jūnijā.

(Z. v.) (Paraksts) K. ZARIŅŠ.

(Z. v.) (Paraksts) A. SVIDERSKI.

Pour copie certifiée conforme :

W. Munter,

Secrétaire général.

Riga, le 16 avril 1934.

Статья 12.

Вознаграждение членам Согласительной Комиссии, а также экспертам и прочим лицам, привлеченным каждой из Высоких Договаривающихся Сторон, производится средствами соответствующей Стороны.

Все остальные расходы, сопряженные с деятельностью Комиссии, распределяются поровну между обоими Сторонами.

Статья 13.

Настоящая Конвенция является составной частью Договора, заключенного в Риге 5-го февраля 1932 года между Латвией и Союзом Советских Социалистических Республик, и подлежит ратификации.

Она вступает в силу в момент обмена ратификационных грамот, который производится одновременно с обменом ратификационных грамот вышеуказанного Договора.

Настоящая Конвенция остается в силе в течение того же самого срока, на который заключен Договор 5-го февраля 1932 года.

Статья 14.

Настоящая Конвенция заключена на латышском и русском языках. Оба текста имеют одинаковую силу.

В удостоверение чего вышеназванные Уполномоченные подписали настоящую Конвенцию и приложили к ней свои печати.

Учинена в городе Риге, в двух экземплярах, 18 июня 1932 года.

(Z. v.) (*Paraksts*) K. ZARIŅŠ.

(Z. v.) (*Paraksts*) А. СВИДЕРСКИЙ.

Pour copie certifiée conforme :

W. Munter,

Secrétaire général.

Riga, le 16 avril 1934.

¹ TRADUCTION.N^o 3409. — CONVENTION RELATIVE A LA PROCÉDURE DE CONCILIATION ENTRE LA LETTONIE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES. SIGNÉE A RIGA, LE 18 JUIN 1932.

Conformément aux dispositions de l'article 4 du Traité conclu à Riga le 5 février 1932 entre la LETTONIE et l'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES, le Président de la République de Lettonie et le Comité central exécutif de l'Union des Républiques soviétistes socialistes ont décidé de conclure une convention relative à la procédure de conciliation et ont désigné, à cet effet, leurs plénipotentiaires, à savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

M. Karl ZARIŅŠ, ministre des Affaires étrangères ;

LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES :

M. Alexis Ivanovitch SVIDERSKI, représentant plénipotentiaire de l'Union des Républiques soviétistes socialistes ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre à un règlement amiable au sein de la Commission de conciliation, conformément aux dispositions de la présente convention, les différends de toute sorte qui pourraient surgir entre elles en raison de faits survenus après l'entrée en vigueur du Traité conclu à Riga le 5 février 1932 entre la Lettonie et l'Union des Républiques soviétistes socialistes et qui n'auraient pas pu être réglés par la voie diplomatique dans un délai raisonnable. Cet engagement concerne également en particulier les contestations éventuelles relatives à l'interprétation et à l'exécution des traités et accords conclus ou à conclure entre les Hautes Parties contractantes.

Article 2.

La Commission de conciliation prévue à l'article premier n'est pas permanente, mais est constituée spécialement pour chaque session. Elle se réunit chaque année en session ordinaire dont la date exacte est fixée chaque fois d'un commun accord par les Hautes Parties contractantes.

Des sessions extraordinaires peuvent avoir lieu si, de l'avis de l'une des Parties, elles sont motivées par un cas particulier urgent.

Toutes les sessions de la Commission de conciliation sont tenues alternativement à Riga et à Moscou. Le lieu de réunion de la première session est fixé par tirage au sort.

Une session ne doit pas, en règle générale, durer plus de quatorze jours.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3409. — CONVENTION RELATING TO CONCILIATION PROCEDURE
BETWEEN LATVIA AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST
REPUBLICS. SIGNED AT RIGA, JUNE 18TH, 1932.

In accordance with the provisions of Article 4 of the Treaty concluded at Riga on February 5th, 1932, between LATVIA and the UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS, the President of the Latvian Republic and the Central Executive Committee of the Union of Soviet Socialist Republics have decided to conclude a Convention relating to conciliation procedure, and have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE LATVIAN REPUBLIC :

M. Karlis ZARIŅŠ, Minister for Foreign Affairs ;

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS :

M. Alexei Ivanovitch SVIDERSKI, Plenipotentiary of the Union of Soviet Socialist Republics ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

The High Contracting Parties mutually undertake to submit for amicable settlement in the Conciliation Commission, in accordance with the provisions of the present Convention, disputes of all kinds which may arise between them on account of circumstances occurring after the coming into force of the Treaty concluded at Riga on February 5th, 1932, between Latvia and the Union of Soviet Socialist Republics, and which cannot be settled through the diplomatic channel within a reasonable time. This undertaking also refers in particular to any possible differences regarding the interpretation and execution of treaties and agreements concluded or to be concluded between the High Contracting Parties.

Article 2.

The Conciliation Commission provided for in Article 1 shall not be permanent, but shall be specially constituted for each session. It shall meet once a year for an ordinary session, the exact date of which shall be fixed on each occasion by agreement between the two High Contracting Parties.

Extraordinary sessions shall be held if, in the opinion of either Party, they are required by any urgent special case.

All the sessions of the Conciliation Commission shall take place at Riga and Moscow alternately. The place of meeting of the first session shall be decided by lot.

As a general rule, the session must not last for more than fourteen days.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 3.

La Commission de conciliation est composée de quatre membres, chacune des Hautes Parties contractantes désignant deux membres parmi ses propres ressortissants pour chaque session de la commission.

Chacune des Hautes Parties contractantes a le droit de faire appel à des experts désignés par elle, qui peuvent siéger au sein de la commission avec voix consultative.

La présidence de chaque session sera exercée par l'un des membres désignés par la Partie sur le territoire de laquelle siège la commission.

Article 4.

La Commission de conciliation a pour tâche d'examiner les questions litigieuses qui lui sont soumises et de proposer aux deux Hautes Parties contractantes des solutions équitables et susceptibles de donner satisfaction aux deux Parties et, en particulier, d'éviter qu'à l'avenir des différends ne surgissent entre les Parties sur les mêmes questions.

Si, au cours d'une session, la Commission de conciliation ne réussit pas à présenter une proposition commune sur une quelconque des questions figurant à son ordre du jour, cette question peut être soumise à nouveau à une des sessions extraordinaires de la Commission de conciliation, qui devra, toutefois, avoir lieu au plus tard quatre mois après la première.

Les résultats de chaque session de la Commission de conciliation sont soumis, sous forme de rapport, aux gouvernements des deux Parties.

La publication du rapport ou de certaines parties du rapport ne peut avoir lieu qu'après accord entre les deux gouvernements.

Article 5.

Quatorze jours au plus tard avant la date de réunion de la session ordinaire de la Commission de conciliation, chacune des Parties communique à l'autre Partie par la voie diplomatique la liste des questions qu'elle désire voir examiner au cours de ladite session.

En cas de demande de convocation d'une session extraordinaire, la Partie qui fait la demande devra indiquer à l'autre Partie les circonstances du cas particulier urgent motivant cette demande. La commission devra se réunir au plus tard un mois après la réception de la demande.

Article 6.

Les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à fournir à la commission toutes les données utiles et à faciliter à tous les égards l'accomplissement de sa tâche.

Article 7.

Les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à s'abstenir de toute mesure pouvant influencer d'une manière défavorable la discussion d'une question quelconque au sein de la Commission de conciliation. En particulier, elles se déclarent disposées à prendre en considération à cette fin la question des mesures préventives.

Article 8.

La Commission de conciliation ne peut siéger valablement que si tous ses membres dûment convoqués sont présents.

Si l'un des membres n'est pas en mesure de prendre part aux travaux de la commission, la Partie intéressée désigne un remplaçant, au plus tard trente jours après la constatation de l'empêchement.

Les décisions de la commission sont prises avec le consentement unanime de ses membres.

Article 3.

The Conciliation Commission shall consist of four members, each of the High Contracting Parties appointing two members from among its own citizens for each session of the Commission.

Each of the Contracting Parties shall be entitled to have recourse to the services of experts appointed by it, who may sit on the Commission in an advisory capacity.

The chair shall be taken at each session by one of the members of the Commission representing the Party in whose territory the session is held.

Article 4.

The task of the Conciliation Commission shall be to examine disputes submitted to it and to propose to the two High Contracting Parties an equitable solution satisfactory to both Parties, and in particular to avert any possible future disagreement between the two Parties on the same questions.

If, during one session, the Conciliation Commission does not arrive at a common proposal on any one of the questions on its agenda, the question may be again submitted to an extraordinary session of the Conciliation Commission, which must, however, take place not later than four months after the first session.

The results of each session of the Conciliation Commission shall be submitted in the form of a report to the Governments of the two Parties.

The report or parts thereof may be published only by agreement between the two Governments.

Article 5.

Each of the Parties shall transmit to the other Party through the diplomatic channel, not later than fourteen days before the date of meeting of the ordinary session of the Conciliation Commission, a list of the questions which it desires to examine at the session in question.

In case of an application to hold an extraordinary session, the Party making the application must inform the other Party of the circumstances connected with the urgent special case which give rise to the application. The Commission must meet not later than one month after the receipt of the application.

Article 6.

Both High Contracting Parties undertake to furnish the Commission with all particulars which it may require, and to facilitate in all respects the accomplishment of its task.

Article 7.

The two High Contracting Parties undertake to refrain from any measure which might have an unfavourable effect on the discussion of any question in the Conciliation Commission. In particular, they declare their willingness to consider the question of preventive measures for this purpose.

Article 8.

The Conciliation Commission shall be deemed to form a quorum only if all the members duly convened are present.

If one of the members is not in a position to take part in the work of the Commission, the Party concerned shall appoint a substitute for him not later than thirty days after his inability to attend has been established.

The decisions of the Commission shall be taken by the unanimous consent of its members.

Article 9.

La Commission de conciliation soumet aux deux gouvernements un rapport sur toutes les questions litigieuses dont l'examen lui a été confié. Le rapport est soumis avant la fin de la session au cours de laquelle ont été examinées les questions litigieuses, à moins que les Parties contractantes n'aient décidé d'un commun accord de prolonger ce délai.

Le rapport contient un projet de règlement de chacune des questions litigieuses soumises à la commission si ce projet a été accepté par tous les membres de la commission.

Si la Commission ne réussit pas à réaliser un accord sur un projet commun, les propositions des deux Parties sont consignées dans le rapport.

Article 10.

Les autres détails de procédure sont fixés par la Commission de conciliation elle-même, selon les nécessités qui se présentent.

Article 11.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à informer l'autre Partie, dans un délai raisonnable n'excédant en aucun cas trois mois, si elle accepte ou non les propositions de la commission consignées dans le rapport.

Article 12.

La rémunération des membres de la Commission de conciliation ainsi que des experts et autres personnes appelées par chacune des Hautes Parties contractantes est supportée par la Partie intéressée.

Tous les autres frais afférents à l'activité de la commission sont répartis par moitié entre les deux Parties.

Article 13.

La présente convention constitue partie intégrante du Traité conclu à Riga le 5 février 1932 entre la Lettonie et l'Union des Républiques soviétistes socialistes et est sujette à ratification.

Elle entrera en vigueur au moment de l'échange des instruments de ratification qui aura lieu en même temps que l'échange des instruments de ratification du traité susmentionné.

La présente convention restera en vigueur pendant la période pour laquelle a été conclu le Traité du 5 février 1932.

Article 14.

La présente convention a été établie en langues lettone et russe, les deux textes faisant également foi.

En foi de quoi les plénipotentiaires susmentionnés ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Riga, en deux exemplaires, le 18 juin 1932.

(Signé) K. ZARIŅŠ.

(Signé) A. SVIDERSKI.

Article 9.

The Conciliation Commission shall submit to both Governments a report on all the questions in dispute submitted for its consideration. The report shall be submitted before the end of the session during which the disputes have been considered, unless the Contracting Parties have decided by common consent to prolong that period.

The report shall contain a proposal for the settlement of each question in dispute submitted to the Commission, if such proposal has been accepted by all the members of the Commission.

Should the Commission not have been able to agree to joint proposals, the report shall contain the proposals of both Parties.

Article 10.

Further details of procedure shall be fixed by the Conciliation Commission itself as may be required.

Article 11.

Each of the High Contracting Parties undertakes to inform the other Party within a reasonable time, which shall in no case exceed three months, whether it accepts the Commission's proposals as recorded in the report.

Article 12.

The remuneration of the members of the Conciliation Commission, and of the experts and other persons called in by each of the High Contracting Parties, shall be defrayed by the Party concerned.

All other expenses connected with the activities of the Commission shall be divided equally between the two Parties.

Article 13.

The present Convention constitutes an integral part of the Treaty concluded at Riga on February 5th, 1932, between Latvia and the Union of Soviet Socialist Republics, and is subject to ratification.

It shall come into force on the exchange of the instruments of ratification, which shall take place simultaneously with the exchange of the instruments of ratification of the aforesaid Treaty.

The present Convention shall remain in force for the period for which the Treaty of February 5th, 1932, is concluded.

Article 14.

The present Convention is drawn up in the Latvian and Russian languages. Both texts are equally authentic.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Riga, in duplicate, June 18th, 1932.

(Signed) K. ZARIŅŠ.

(Signed) A. SVIDERSKI.

N° 3410.

**LETTONIE ET
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTISTES SOCIALISTES**

Traité de commerce, avec protocole
final. Signés à Moscou, le 4
décembre 1933.

**LATVIA
AND UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS**

Treaty of Commerce, and Final
Protocol. Signed at Moscow,
December 4th, 1933.

TEXTE LETTON. — LATVIAN TEXT.

N^o 3410. — TIRDZNICĪBAS¹ LĪGUMS STARP LATVIJU UN PADOMJU SOCIĀLISTISKO REPUBLIKU SAVIENĪBU. MASKAVĀ, 1933. GADA 4. DECEMBRI.

Textes officiels letton et russe communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 19 avril 1934.

LATVIJAS REPUBLIKA un PADOMJU SOCIĀLISTISKO REPUBLIKU SAVIENĪBA, vēlēdamās visiem līdzekļiem veicināt un tālāk izveidot nodibinājušās ciešās ekonomiskās attiecības starp abām zemēm, nolēma, attīstot tālāk 1920. gada 11. augusta² Miera Līguma starp Latviju un Krieviju XVII panta noteikumus, noslēgt Tirdzniecības Līgumu un šim nolūkam iecēla par saviem pilnvarotiem :

LATVIJAS REPUBLIKAS VALDĪBA :

Dr. Alfrēdu BĪLMANI, Latvijas Republikas Ārkārtējo Sūtni un Pilnvaroto Ministru Padomju Sociālistisko Republiku Savienībā,

Vilhelmu MUNTERU, Ārlietu Ministrijas Ģenerālsekretāru, un

Ernestu OZOLIŅU, Latvijas Bankas Direktoru, un

PADOMJU SOCIĀLISTISKO REPUBLIKU SAVIENĪBAS CENTRĀLĀ IZPILDU KOMITEJA :

Borisu Spiridonoviču STOMOŅAKOVU, Tautas Ārlietu Komisariāta Kolēģijas Locekli,

Šolomu Moiseeviču DVOLAICKI, Ārējās Tirdzniecības Tautas Komisariāta Kolēģijas Locekli, un

Ivanu Leopoldoviču LORENCU, Ārējās Tirdzniecības Tautas Komisariāta Tirdzniecības Politikas Sektora Priekšnieka Vietnieku,

kuņi, savstarpēji uzrādījuši savas labā un pienācīgā formā atrastās pilnvaras, vienojās par sekojošo:

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Moscou, le 31 décembre 1933.

Entré en vigueur le 1^{er} janvier 1934.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome XI, page 888.

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

№ 3410. — ТОРГОВЫЙ¹ ДОГОВОР МЕЖДУ ЛАТВИЕЙ И СОЮЗОМ СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК, ПОДПИСАННЫЙ В ГОРОДЕ МОСКВЕ, 4-ого ДЕКАБРЯ 1933 ГОДА.

Latvian and Russian official texts communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place April 19th, 1934.

ЛАТВИЙСКАЯ РЕСПУБЛИКА и Союз Советских Социалистических Республик, желая всемерно содействовать укреплению установившихся прочных основ экономических взаимоотношений между обоими странами и их дальнейшему расширению, решили в развитие постановлений Статьи XVII Мирного Договора между Латвией и Россией от 11 августа 1920² года заключить Торговый Договор и назначили для этой цели своими уполномоченными, а именно :

Правительство Латвийской Республики :

Д-ра Альфреда Билманиса, Чрезвычайного Посланника и Полномочного Министра Латвийской Республики в Союзе Советских Социалистических Республик,
Вильгельма Мунтерса, Генерального Секретаря Министерства Иностранных Дел, и
Эрнеста Оволинша, Директора Банка Латвии, и

Центральный Исполнительный Комитет Союза Советских Социалистических Республик :

Бориса Спиридоновича Стомонякова, Члена Коллегии Народного Комиссариата по Иностранным Дела́м,
Шолома Моисеевича Дволайцкого, Члена Коллегии Народного Комиссариата Внешней Торговли, и
Ивана Леопольдовича Лоренца, Заместителя Начальника Сектора Торговой Политики Народного Комиссариата Внешней Торговли,

наковые уполномоченные, по взаимном пред'явлении своих полномочий, найденных составленными в должной и надлежащей форме, согласились о нижеследующем :

¹ The exchange of ratifications took place at Moscow, December 31st, 1933.
Came into force January 1st, 1934.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 113, page 1094.

Pirmais pants.

Katra Līgumslēdzēja Puse apņemas :

1. Piešķirt otrai Līgumslēdzējai Pusei visas tās tiesības, priekšrocības un privilēģijas, kādas pirmā Līgumslēdzēja Puse piešķirusi vai nākotnē piešķirs uz iekšējās likumdošanas un starptautisku līgumu pamata kādai trešai valstij attiecībā uz :

a) noteikumiem par otras Puses pilsoņu iebraukšanu savā teritorijā, viņu uzturēšanos un izbraukšanu ; visāda veida īpašumu iegūšanu, starp citu arī mantošanas ceļā caur testamentu vai pēc likuma, valdīšanu, lietošanu un rīcību ar tiem pārdošanas, dāvināšanas, testamentā vai citā ceļā ; viņu personīgā īpašuma ievēšanu un izvešanu ; viņu nodarbošanos profesijām, tirdzniecībā, rūpniecībā un amatniecībā ; viņu tiesību aizsardzību tiesā vai citā ceļā ; nodokļu, kā arī visāda veida publiski-tiesiska rakstura maksu ņemšanu un visās citās lietās, kas noteic šo pilsoņu tiesisko stāvokli un viņu vispārējo tiesisko aizsardzību ;

b) vienas Puses juridisko personu stāvokli, kuŗas nodibinātas šās Puses teritorijā saskaņā ar viņas likumiem tirdzniecisku, rūpniecisku, finančiālu, transporta un citu saimniecisku operāciju izvešanai, starp citu attiecībā uz vienas Līgumslēdzējas Puses juridisko personu atzīšanu un viņu darbības pielaišanu otras Līgumslēdzējas Puses teritorijā, attiecībā uz viņu darbības izvešanu šajā teritorijā, tanī starpā arī ārējās tirdzniecības laukā, tāpat arī attiecībā uz šo juridisko personu tiesisko aizsardzību, viņu aplūkšanu nodokļiem, kā arī visāda veida publiski-tiesiskā rakstura maksām ;

c) visu, kas attiecas uz tirdzniecības un tranzīta kārtību, starp citu uz muitas nodokļiem un maksām, noteikumu un formālītātu ievēšanu un piemērošanu pie otras Puses zemes un rūpniecības ražojumu ievēšanas, izvešanas un tranzīta un pie to uzglabāšanas noliktavu telpās ;

d) uz apiešanos ar vienas Puses pasažieriem, bagāžu un precēm uz otras Puses dzelzceļiem ;

e) uz apiešanos ar jūras kuģiem, kas brauc zem vienas Puses flagas, viņu ekipāžiem, pasažieriem un kravām otras Puses ostās un ūdeņos.

2. Piešķirt otrai Līgumslēdzējai Pusei sevišķas tiesības, priekšrocības un privilēģijas, kuŗas noteiktas šinī Līgumā vai nākotnē noslēdzamos līgumos.

Šā panta 2. punkta noteikumi nekādā ziņā neierobežo 1. punkta piemērošanu tajā gadījumā, ja kādai trešai valstij tiks piešķirtas jebkādas tālākejošas tiesības, priekšrocības un privilēģijas.

3. Turpmāk pie jaunu tirdzniecības līgumu un nolīgumu noslēgšanas un agrāk noslēgtu tirdzniecības līgumu un nolīgumu pagarināšanas turpināt visos gadījumos izslēgt otrai Līgumslēdzējai Pusei piešķirto vai piešķiramo tiesību, priekšrocību un privilēģiju attiecināšanu uz trešām valstīm uz vislielākās labvēlības pamata.

Статья 1.

Каждая из Договаривающихся Сторон обязуется :

1. Предоставить другой Договаривающейся Стороне все те права, льготы и привилегии, которые первая предоставила или предоставит в будущем на основании внутреннего законодательства и международных соглашений какой-либо третьей стране в отношении :

а) условий въезда на ее территорию граждан другой Стороны, их пребывания и выезда ; приобретения, в частности путем наследования по завещанию или по закону, всякого рода имущества, владения, пользования и распоряжения им путем продажи, дарения, завещания или иным образом ; ввозе и вывозе ими личного имущества ; занятия профессиями, торговлей, промыслами и ремеслами, судебной или иной защиты их прав ; платежа налогов, а также всякого рода сборов публично-правового характера, а равно и во всех других отношениях, определяющих правовое положение и общеправовую защиту этих граждан ;

б) трактования юридических лиц одной Стороны, образованных на территории этой Стороны, в соответствии с ее законами, для осуществления торговых, промышленных, финансовых, транспортных и других хозяйственных операций, в частности в отношении признания и допущения юридических лиц одной Стороны к деятельности на территории другой, в отношении осуществления ими своей деятельности на этой территории, в том числе и в области внешней торговли, равно как в отношении правовой защиты этих юридических лиц, обложения их налогами и всякого рода сборами публично-правового характера ;

в) всего касающегося режима торговли и транзита, в частности таможенных пошлин и сборов, установления и применения правил и формальностей при ввозе, вывозе и транзите произведений почвы и промышленности другой Стороны и хранения их в складочных помещениях ;

г) трактования пассажиров, багажа и грузов одной Стороны на железнодорожных путях сообщений другой ;

д) трактования морских судов, плавающих под флагом одной Стороны, их экипажа, пассажиров и грузов в портах и водах другой.

2. Предоставить другой Договаривающейся Стороне особые права, льготы и привилегии, установленные в настоящем Договоре или в соглашениях, имеющих быть заключенными в будущем.

Постановления настоящего пункта ни в чем не ограничивают применения п. 1 настоящей Статьи в случае, если третьей стране будут предоставлены какие-либо далее идущие права, льготы и привилегии.

3. Продолжать при заключении новых торговых договоров и соглашений и при продлении ранее заключенных договаривать во всех случаях нераспространение по наибольшему благоприятствованию на другие страны прав, льгот и привилегий, предоставленных или могущих быть предоставленными ею другой Договаривающейся Стороне.

2. pants.

Šā Līguma noteikumi neattiecas uz tām tiesībām, priekšrocībām un privilēģijām, kuŗas piešķirtas vai varētu tikt piešķirtas :

- 1) no vienas Līgumslēdzējas Puses pierobežu valstīm, lai atvieglotu apmaiņu pierobežu joslā, kuŗa pēc vispārējas kārtības nepārsniedz 15 kilometrus platumā ;
- 2) no vienas Līgumslēdzējas Puses kādai trešai valstij uz jau noslēgtās vai nākotnē noslēdzamās muitas savienības pamata ;
- 3) no Latvijas — Igaunijai, Somijai un Lietuvai ;
- 4) no Padomju Sociālistisko Republiku Savienības — Igaunijai, Somijai, Lietuvai un kontinentālām pierobežu valstīm Āzijā.

3. pants.

Neatkarīgi no 1920. gada 11. augusta Miera Līguma starp Latviju un Krieviju noteikumiem attiecībā uz konsulāriem sakariem un konsulāro pārstāvju tiesībām un pienākumiem, katra Līgumslēdzēja Puse apņemas piešķirt otras Līgumslēdzējas Puses konsulāriem pārstāvjiem visas tiesības un priekšrocības, kuŗas viņa piešķir jebkādas trešās valsts konsulāriem pārstāvjiem.

Par konsulāro pārstāvību nodibināšanu vienas Līgumslēdzējas Puses vietās, kuŗas vēl neatrodas otras Puses konsulāri pārstāvji, abas Puses vienosies atsevišķi.

Konsulāriem pārstāvjiem jābūt viņu reprezentētās valsts ārlietu ministrijas štāta ierēdņiem. Viņiem nebūs tiesības nodarboties ar tirdzniecību vai rūpniecību tās valsts teritorijā, kur viņi izpilda savas funkcijas.

Pirms konsulārā pārstāvja iecelšanas valdībai, kuŗa viņu iecel, jāدابū piekrišana no tās valsts valdības, kuŗas teritorijā konsulāram pārstāvim jāizpilda savas funkcijas.

4. pants.

1. Ārējās tirdzniecības monopola izvešanai, kuŗš pēc Padomju Sociālistisko Republiku Savienības likumiem pieder Savienības valdībai, Savienības sūtniecības Latvijā sastāvā nodibina Tirdzniecības Pārstāvību ar sēdekli Rīgā.

2. Padomju Sociālistisko Republiku Savienības Tirdzniecības Pārstāvības uzdevums ir :

- a) veicināt tirdzniecisko un saimniecisko attiecību attīstību starp Latviju un Padomju Sociālistisko Republiku Savienību, kā arī pārstāvēt Savienības intereses ārējās tirdzniecības laukā ;
- b) Padomju Sociālistisko Republiku Savienības vārdā rēgulēt ārējo tirdzniecību ar Latviju ;
- c) Padomju Sociālistisko Republiku Savienības vārdā vest ārējo tirdzniecību ar Latviju.

Статья 2.

Постановления настоящего Договора не распространяются на права, льготы и привилегии, предоставленные или могущие быть предоставленными :

- 1) Одной из Договаривающихся Сторон пограничным государствам для облегчения обмена в пограничной полосе, не превышающей, по общему правилу, 15 километров ;
- 2) Одной из Договаривающихся Сторон третьему государству, вследствие уже заключенного или имеющего быть заключенным таможенного союза ;
- 3) Латвией — Эстонии, Финляндии и Литве ;
- 4) Союзом Советских Социалистических Республик — Эстонии, Финляндии, Литве и граничащим с Союзом континентальным странам Азии.

Статья 3.

Независимо от постановлений Мирного Договора между Латвией и Россией от 11 августа 1920 года, относящихся к консульским сношениям и к правам и обязанностям консульских представителей, каждая из Договаривающихся Сторон обязуется предоставлять консульским представителям другой Стороны все права и льготы, предоставляемые консульским представителям какого-либо третьего государства.

Учреждение консульских представительств в местностях одной Стороны, где еще не имеется консульских представителей другой, составит предмет соглашения между обоими Договаривающимися Сторонами.

Консульские представители должны быть штатными служащими Министерства Иностранных Дел представляемого ими государства. Они не будут иметь право вести какую-либо торговлю или заниматься каким-либо промыслом на территории страны, где они осуществляют свои функции.

До назначения консульского представителя, правительство, его назначающее, должно получить согласие того государства, на территории которого консульский представитель должен осуществлять свои функции.

Статья 4.

1. Для осуществления монополии внешней торговли, принадлежащей по законам Союза Советских Социалистических Республик Правительству Союза, в составе Полномочного Представительства Союза в Латвии учреждается Торговое Представительство, имеющее местопребывание в Риге.

2. Задачей Торгового Представительства Союза Советских Социалистических Республик в Латвии является :

- а)* содействовать развитию торговых и хозяйственных отношений между Латвией и Союзом Советских Социалистических Республик, а равно представлять интересы Союза в области внешней торговли ;
- б)* от имени Союза Советских Социалистических Республик осуществлять регулирование внешней торговли Союза с Латвией ;
- в)* от имени Союза Советских Социалистических Республик производить внешнюю торговлю с Латвией.

Tirdzniecības Pārstāvības ieviešana tirdzniecības reģistrī netiek prasīta. Personu vārdi, kuŗas pilnvarotas pārstāvēt Tirdzniecības Pārstāvību, pēdējai tekoši jāpublicē « Valdības Vēstnesī » un jāpaziņo bez tam arī citādā skaidrā formā atklātībai. Attiecībā pret trešām personām minētās personas skaitās par pilntiesīgiem pilnvarotiem līdz tam brīdim, kamēr par viņu pilnvaru izbeigšanos izsludina « Valdības Vēstnesī ».

3. Tirdzniecības Pārstāvis, viņa vietnieks un Tirdzniecības Pārstāvības padomes locekļi, kuŗu skaitu noteiks uz abu valdību vienošanās pamata, pieder pie Padomju Sociālistisko Republiku Savienības Sūtniecības Latvijā diplomātiskā personāla un bauda diplomātisko pārstāvību locekļiem piešķirtās tiesības un privilēģijas.

4. Padomju Sociālistisko Republiku Savienības Tirdzniecības Pārstāvības Centrālās valdes un daļu dienesta telpas Rīgā, kā arī viņas nodaļu dienesta telpas bauda eksterritoriālīti.

Ja rastos vajadzība atvērt Tirdzniecības Pārstāvības nodaļas, punktus, kuŗos viņas atradīsies, noteiks abu Līgumslēdzēju Pusu vienošanās ceļā.

5. Tirdzniecības Pārstāvībai un viņas nodaļām ir tiesība lietot šifru.

6. Padomju Sociālistisko Republiku Savienība atzīst par saistošu priekš sevis Tirdzniecības pārstāvja vai pārējo personu, kas pilnvarotas pārstāvēt Tirdzniecības Pārstāvību vai viņas nodaļas (šā panta 2. punkts), vai no viņiem pilnvaroto personu tiesisko rīcību. Padomju Sociālistisko Republiku Savienība uzņemas atbildību par augšminēto personu noslēgtiem darījumiem.

7. Tirdzniecības Pārstāvības Latvijā izdarītai priekš Padomju Sociālistisko Republiku Savienības saistošai tiesiskai rīcībai un viņas saimnieciskiem rezultātiem piemēros Latvijas likumus, un tie padoti Latvijas jurisdikcijai. Tomēr, ņemot vērā šā panta 6. punktā noteikto Padomju Sociālistisko Republiku Savienības atbildību par Tirdzniecības Pārstāvības darījumiem, pret Tirdzniecības Pārstāvības un viņas nodaļu īpašumu nespers nedz iepriekšēja rakstura soļus no tiesu puses, nedz administratīva rakstura soļus.

Likumīgā spēkā gājušu tiesu lēmumu izpildīšana piespiedu kārtībā pret Tirdzniecības Pārstāvības īpašumu netiks pielaista tanīs gadījumos, ja šis īpašums nozīmēts valsts suverēnitātes tiesību izlietošanai, saskaņā ar starptautisko tiesību vispārējām normām, vai Tirdzniecības Pārstāvības oficiālai darbībai.

5. pants.

Padomju Sociālistisko Republiku Savienības valdība neuzņemsies uz sevīm nekādu atbildību par to Savienības valsts saimniecisko organizāciju rīcību, kuŗas pēc Savienības likumiem atbild pašas par savu rīcību, ja tikai tādu atbildību, skaidrā formā, nav uzņēmusies — it sevišķi ar garantijas izsniegšanu — Savienības Tirdzniecības Pārstāvība, kas darbojas Savienības valdības vārdā, saskaņā at šā Līguma 4. pantu. Tirdzniecības Pārstāvības atļaujai vien, ciktāl tāda vajadzīga, nav garantijas nozīmes.

Savienības valsts saimnieciskās organizācijas, kas organizētas Savienībā kā patstāvīgas juridiskas personas, neatkarīgi no viņu nodibināšanas formas (akciju sabiedrības, tresti, valsts

Внесение Торгового Представительства в торговый реестр не требуется. Имена лиц, уполномоченных представлять Торговое Представительство, должны непрерывно публиковаться им в «Valdības Vēstnesis» и кроме того, оповещаться иным образом в ясной для публики форме. По отношению к третьим лицам эти лица считаются уполномоченными на представительство до тех пор, пока о прекращении силы их полномочий не будет объявлено в «Valdības Vēstnesis».

3. Торговый Представитель, его Заместитель и Члены Совета Торгового Представительства, число которых будет установлено соглашением обоих правительств, принадлежат к дипломатическому персоналу Полномочного Представительства Союза Советских Социалистических Республик в Латвии и пользуются правами и привилегиями, предоставленными членам дипломатических миссий.

4. Служебные помещения центрального управления и отделов Торгового Представительства Союза Советских Социалистических Республик в городе Риге, а равно его отделений, пользуются экстерриториальностью.

В случае надобности в открытии отделений Торгового Представительства, пункты, где будут находиться таковые, устанавливаются по соглашению Сторон.

5. Торговое Представительство и его отделения имеют право пользоваться шифром.

6. Союз Советских Социалистических Республик признает для себя обязательными все правовые действия, совершенные Торговым Представителем или прочими лицами, уполномоченными представлять Торговое Представительство или его отделения (п. 2 настоящей Статьи), или уполномоченными ими лицами. Союз Советских Социалистических Республик принимает на себя ответственность по сделкам, заключенным перечисленными выше лицами.

7. Совершенные в Латвии обязательные для Союза Советских Социалистических Республик правовые действия Торгового Представительства и хозяйственные результаты этих действий будут трактоваться по латвийским законам и будут подлежать латвийской юрисдикции. Однако, принимая во внимание установленную в п. 6 настоящей Статьи ответственность Союза за сделки Торгового Представительства, к имуществу Торгового Представительства и его отделений не будут применяться судебные меры предварительного характера и меры административного характера.

Применение принудительного исполнения судебных решений, вошедших в законную силу, не будет допускаться к имуществу Торгового Представительства в тех случаях, когда это имущество предназначено для осуществления прав государственного суверенитета, согласно общих норм международного права, или для официальной деятельности Торгового Представительства.

Статья 5.

Правительство Союза Советских Социалистических Республик не примет на себя никакой ответственности за действия государственных хозяйственных организаций Союза, которые по законам Союза одни отвечают за свои собственные действия, если только такая ответственность не принята на себя в ясной форме, в частности путем дачи гарантий, Торговым Представительством Союза, действующим от имени Правительства Союза в соответствии со Статьей 4 настоящего Договора. Одно лишь разрешение Торгового Представительства, поскольку таковое требуется, не имеет значения гарантии.

Государственные хозяйственные организации Союза Советских Социалистических Республик, организованные в Союзе в качестве самостоятельных юридических лиц,

tirdzniecības organizācijas, apvienības u. t. t.), atbild pašas par savu rīcību savu kapitālu robežās. Par viņu rīcību neatbild nedz Padomju Sociālistisko Republiku Savienības valdība, nedz Tirdzniecības Pārstāvība; tāpat arī neviena Padomju valsts saimnieciska organizācija neatbild par citu valsts saimniecisku organizāciju, vai Savienības, vai Tirdzniecības Pārstāvības rīcību.

Šo organizāciju tiesiskai rīcībai Latvijā un tās saimnieciskiem rezultātiem piemēros Latvijas likumus, un tie padoti Latvijas jurisdikcijai un tiesas lēmumu izpildīšanai piespiedu kārtībā. Uz Latvijā atrodošos šo organizāciju īpašumu gulstas neaprobežota atbildība.

Savus statusus, nodaļu bilances Latvijā un personu vārdus, kuņas pilnvarotas tos pārstāvēt, šīs organizācijas tekoši publicēs, pat tanī laikā, kad viņas vēl nav ievestas tirdzniecības reģistrī.

6. pants.

1. Dažāda veida preces, kā arī pasažieru bagaža, kuņas pārvadā tranzītā caur vienas Līgumslēdzējas Puses teritoriju, atbrīvotas no visādu ievēšanas, izvēšanas un tranzīta nodokļu maksāšanas, neatkarīgi no tā, vai viņas pārvadā tiešā ceļā vai ceļā izkrauj, pārkrauj noliktavās un atkal iekrauj, pie kam zem noliktavām saprotamas telpas, kuņas atrodas zem muitas organu uzraudzības.

2. Preču, preču-bagažas, pasažieru un bagažas pārvadāšana starp Latviju un Padomju Sociālistisko Republiku Savienību notiks uz sevišķu nolīgumu pamata par tiešu dzelzceļu satiksmi, kuŗi jau noslēgti val nākotnē tiks noslēgti starp Latvijas Dzeizceļu Virsvaldi un Padomju Sociālistisko Republiku Savienības Satiksmes Komisariātu, ar vai bez trešo valstu piedalīšanās.

3. Līgumslēdzējas Puses pie veduma maksu un papildu nodevu ņemšanas uz dzelzceļiem, kā arī attiecībā uz pārvadājumu termiņiem un veidiem netaisīs izšķirību starp abu Līgumslēdzēju Pusu pilsoņiem vai juridiskām personām.

It sevišķi no precēm, kuņas sūta no Padomju Sociālistisko Republiku Savienības uz kādu Latvijas staciju vai no kādas Latvijas stacijas uz Padomju Sociālistisko Republiku Savienību vai tranzītā caur Latviju, uz Latvijas dzelzceļiem neņems augstākas veduma maksas un papildu nodevas nekā tās, kuņas tanī pašā virzienā un tanī pašā ceļa posmā ņem no vienlīdzīgām Latvijas precēm.

Tie paši noteikumi piemērojami arī uz Padomju Sociālistisko Republiku Savienības dzelzceļiem attiecībā uz precēm, kuņas sūta no Latvijas uz kādu Padomju Sociālistisko Republiku Savienības staciju vai no kādas Padomju Sociālistisko Republiku Savienības stacijas uz Latviju vai transitā caur Padomju Sociālistisko Republiku Savienību.

7. pants.

Abas Līgumslēdzējas Puses apņemas visdrīzākā laikā noslēgt konvencijas: veterināri-sanitāro, kuģniecības, konsulāro, par rūpniecības īpašumu aizsardzību, par preču zīmju aizsardzību, tarifu un tranzīta nolīgumu un nolīgumu par koku pludināšanu pa Daugavu.

независимо от формы их образования (акционерные общества, тресты, государственные торговые организации, объединения и т. п.), отвечают сами за свои действия в пределах своих капиталов. Ни Правительство Союза, ни Торговое Представительство не несут ответственности за их действия; равным образом одни государственные хозяйственные организации Союза не отвечают за действия других государственных хозяйственных организаций или за действия Союза или Торгового Представительства.

Совершенные в Латвии правовые действия этих организаций и их хозяйственные результаты будут трактоваться по латвийским законам и будут подлежать латвийской юрисдикции и принудительному исполнению судебных решений. На находящееся в Латвии имущество этих организаций ложится неограниченная ответственность.

Их уставы, балансы их отделений в Латвии и имена лиц, уполномоченных представлять их, будут ими непрерывно публиковаться, даже и в то время, когда еще не состоялось их внесение в торговый реестр.

Статья 6.

1. Грузы всякого рода, а также пассажирский багаж, проходящие транзитом через территорию одной из Договаривающихся Сторон, освобождаются от уплаты всяких ввозных, вывозных и транзитных пошлин, независимо от того, провозятся ли они прямо или же разгружаются в пути, сгружаются в складах и вновь погружаются, причем под складами понимаются помещения, находящиеся под надзором таможенных властей.

2. Перевозка грузов, товаро-багажа, пассажиров и багажа между Латвией и Союзом Советских Социалистических Республик будет производиться на основании особых соглашений о прямых железнодорожных сообщениях, заключенных или впредь имеющих быть заключенными между Главным Управлением Латвийских Железных Дорог и Народным Комиссариатом Путей Сообщения Союза Советских Социалистических Республик с участием или без участия третьих стран.

3. При взимании Договаривающимися Сторонами провозных плат и дополнительных сборов на железных дорогах, а равно в отношении сроков и способов перевозки, не будет делаться различие между гражданами Договаривающихся Сторон, а равно и их юридическими лицами.

В частности, с грузов, отправляемых из Союза Советских Социалистических Республик на какую-либо латвийскую станцию или с какой-либо латвийской станции в Союз или транзитом через Латвию, на латвийских железных дорогах не будет взиматься провозных плат и дополнительных сборов в размере, превышающем платы и сборы, взимаемые в том же направлении и на том же протяжении пути с однородных латвийских грузов.

Те же правила будут применяться и на железных дорогах Союза по отношению к грузам, отправляемым из Латвии на какую-либо станцию железных дорог Союза или с какой-либо станции железных дорог Союза в Латвию или транзитом через Союз.

Статья 7.

Обе Договаривающиеся Стороны обязуются в кратчайший срок заключить конвенции: ветеринарно-санитарную, о мореплавании, о консульских сношениях, о защите промышленной собственности, о защите товарных знаков, тарифно-транзитное соглашение и соглашение о сплаве леса по реке Западной Двине (Даугава).

8. pants.

Šis Līgums ratificējams. Ratifikācijas dokumentu apmaiņai jānotiek Rīgā.

Līgums paliks spēkā uz diviem gadiem, skaitot no ratifikācijas dokumentu apmaiņas dienas.

Ja neviena no Līgumslēdzējām Pusēm neuzteic Līgumu sešus mēnešus pirms minēto divu gadu termiņa notecēšanas, Līgums skaitās automātiski pagarināts uz sekojošiem divpadsmit mēnešiem un tā joprojam, kamēr to neuzteic viena no Pusēm vismaz sešus mēnešus pirms Līguma iepriekšējā divpadsmit mēnešu termiņa notecēšanas.

9. pants.

Šis Līgums sastādīts latviešu un krievu valodā, pie kam Līguma iztulkošanai abi teksti skaitās par autentiskiem.

Šo apliecinot, augšā minētie pilnvarotie parakstījuši šo Līgumu un tam uzspieduši savus zīmogus.

Sastādīts Maskavā, divos eksemplāros, 1933. gada 4. decembrī.

(paraksts) Dr. Alfr. BILMANIS,

(paraksts) V. MUNTERS,

(paraksts) E. OZOLIŅŠ.

(paraksts) B. STOMOŅAKOVŠ,

(paraksts) Š. DVOLAICKIS,

(paraksts) I. LORENCS.

BEIGU PROTOKOLS.

Pie 1. panta.

1. punkta burts a).

1. panta 1. punkta burta a) noteikumi, kuŗi attiecas uz mantošanu, neaizskar 1920. gada 11. augusta Miera Līguma starp Latviju un Krieviju XVII panta 3. punkta noteikumus.

1. punkta burts b).

1. 1. panta 1. punkta burts b) neizšķir jautājumu, vai vienas Puses juridiskām personām ir tiesība tikt pieļaiņām pie operatīvas darbības otras Puses teritorijā. Šo tiesību nokārto katras Līgumslēdzējas Puses iekšējā likumdošana, pie kam pats par sevi saprotams, ka šinī ziņā vislielākās labvēlības princips paliek pilnā spēkā.

2. Ciktāl vienā no Līgumslēdzējām Pusēm saimnieciskās dzīves funkcijas izpilda vai izpildīs valsts saimnieciski organi (tresti, valsts tirdznieciskas organizācijas u. t. t.), kuŗi pēc savas struktūras atšķiras no lielākā daļā citu valstu pieņemtām juridisko personu formām (akciju sabiedrības, tirdzniecības sabiedrības u. t. t.), Līgumslēdzējas Puses apstiprina, ka priekšrocības, kuŗas viena no viņām piešķir vislielāko labvēlību baudošas valsts visāda veida akciju sabiedrībām,

Статья 8.

Настоящий Договор подлежит ратификации. Обмен ратификационными грамотами будет иметь место в городе Риге.

Настоящий Договор останется в силе в течение двух лет со дня обмена ратификационными грамотами.

Если за шесть месяцев до окончания указанного двухлетнего срока не последует отказа одной из Договаривающихся Сторон, то настоящий Договор почитается продленным на следующие двенадцать месяцев впредь до того, как от одной из Сторон не последует отказа, не менее чем за шесть месяцев до истечения предыдущего двенадцатимесячного срока.

Статья 9.

Настоящий Договор составлен на латышском и русском языках, причем при толковании Договора оба текста почитаются аутентичными.

В удостоверение чего, поименованные выше уполномоченные подписали настоящий Договор и приложили к нему свои печати.

Учинено в городе Москве, в двух экземплярах, 4 декабря 1933 года.

(*paraksts*) Dr. Alfr. VĪLMANIS,

(*paraksts*) V. MUNTERS,

(*paraksts*) E. OZOLIŅŠ.

(*paraksts*) Б. Стомоняков,¹

(*paraksts*) Ш. Дволайцкий.

(*paraksts*) И. Лоренц.

ЗАКЛЮЧИТЕЛЬНЫЙ ПРОТОКОЛ.

*К Статье Первой.**Литера а) пункта 1.*

Постановления литеры *а)* пункта 1 Статьи 1, касающиеся наследования, не затрагивают постановлений пункта 3 Статьи XVII Мирного Договора между Латвией и Россией от 11 августа 1920 года.

Литера б) пункта 1.

1. Литера *б)* пункта 1 Статьи 1 не предрешает вопроса о том, имеют ли юридические лица одной Стороны право быть допущенными к оперативной деятельности на территории другой. Такое право регулируется внутренним законодательством каждой из Договаривающихся Сторон, причем само собой разумеется, что и в данном отношении принцип наибольшего благоприятствования сохраняет полную силу.

2. Поскольку в одной из Договаривающихся Сторон функции хозяйственной жизни осуществляются или будут осуществляться через государственные хозяйственные организации (тресты, государственные торговые организации, объединения и т. п.), по своей структуре отличающиеся от принятых в большинстве других стран форм юридических лиц (акционерные общества, торговые товарищества и т. п.), Договари-

tirdzniecības sabiedrībām un citām juridiskām personām, tiek attiecinātas arī uz visām otras Puses valsts saimnieciskām organizācijām, kuŗas nodibinātas pēc šās Puses likumiem.

1. punkta burts c).

Katra Līgumslēdzēja Puse atstāj sev tiesību pie otras Puses zemes un rūpniecības ražojumu ieviešanas prasīt izcelšanās apliecības uzrādīšanu, kuŗa apliecinātu, ka ievadamā prece ražota šās otrās Puses teritorijā.

Zīmējoties uz jēlvielām, šā vārda šaurā nozīmē, un zemes ražojumiem, kā arī uz pusfabrikātiem un fabrikātiem, kas izgatavoti no Līgumslēdzēju Pusu jēlvielām, apliecībās jāaizrāda, ka tie ražoti otras Puses teritorijā. Zīmējoties uz pusfabrikātiem un fabrikātiem, ciktāl tie nav izgatavoti no Līgumslēdzēju Pusu jēlvielām, apliecībās jāaizrāda, ka viņu vērtība caur pārstrādāšanu pieaugusi ne mazāk kā par 35 %.

Izcelšanās apliecības Latvijas precēm izdos Latvijā Latvijas Finanču ministrija, Latvijas Zemkopības ministrija un viņu pilnvarotie valsts organi, kā arī citas organizācijas pēc abu Pusu vienošanās.

Izcelšanās apliecības Padomju Sociālistisko Republiku Savienības precēm izdos Padomju Sociālistisko Republiku Savienībā Ārējās Tirdzniecības Tautas Komisāriāts un viņa organi un Vissavienības Tirdzniecības Palāta un viņas filiāles.

Izcelšanās apliecību formu kā precēm, kuŗas izved no Latvijas uz Padomju Sociālistisko Republiku Savienību, tā precēm, kuŗas izved no Padomju Sociālistisko Republiku Savienības uz Latviju, noteiks uz abu Pusu savstarpējas vienošanās pamata.

Augšminētās izcelšanās apliecības vizēs un legalizēs attiecīgās Puses kompetentie organi saskaņā ar tās Puses noteikumiem, uz kuŗu izved apliecībā norādītās preces, pie kam šinī ziņā Puses sev savstarpēji garantē vislielākās labvēlības baudošās valsts režīmu.

1. punkta burts e).

1. panta 1. punkta burta *e)* noteikumi neattiecas uz kabotažu, ar kuŗu nodarboties ir tiesība vienīgi katras Līgumslēdzējas Puses nacionālai flotei.

Pie 5. panta.

1. Pats par sevi saprotams, ka vieslielākās labvēlības princips paliek pilnā spēkā attiecībā uz priekšnoteikumiem un nosacījumiem, uz kuŗiem pamatojas Padomju Sociālistisko Republiku Savienības vai Tirdzniecības Pārstāvības atbildība par valsts saimniecisko organizāciju tiesisko rīcību.

2. Padomju Sociālistisko Republiku Savienības valsts saimniecisko organizāciju nepelaīšanu pie operātivās darbības Latvijā nemotivēs ar to, ka tiem trūkst Latvijas konsula apliecības par to, ka Latvijas juridiskās personas Padomju Sociālistisko Republiku Savienībā bauda tās pašas tiesības, kādas Savienības juridiskās personas bauda Latvijā.

Pie 7. panta.

Līdz šā Līguma 7. pantā paredzētā Tarifu un Tranzita Nolīguma noslēgšanai, bet ne vēlāk kā līdz 1934. gada 1. aprīlim, dzelzceļu tarifus uz Padomju Sociālistisko Republiku Savienības

вающиеся Стороны подтверждают, что льготы, предоставляемые одною из них всякого рода акционерным обществам, торговым товариществам и иным юридическим лицам наиболее благоприятствуемой нации, распространяются также на все государственные хозяйственные организации другой Стороны, учрежденные по законам этой Стороны.

Литера в) пункта 1.

Каждая из Договаривающихся Сторон оставляет за собой право требовать при ввозе произведений почвы и промышленности другой Стороны представления свидетельства о происхождении, удостоверяющего, что ввозимый продукт произведен на территории этой Стороны.

Относительно как сырья в тесном смысле этого слова и произведений почвы, так и полуфабрикатов и фабрикатов, изготовленных из сырья Договаривающихся Сторон, в свидетельствах этих должно быть указано, что они произведены на территории другой Стороны. Относительно же полуфабрикатов или фабрикатов, поскольку таковые изготовлены не из сырья Договаривающихся Сторон, в свидетельствах этих должно быть указано, что ценность их от переработки возросла не менее чем на 35 %.

Свидетельства о происхождении латвийских товаров будут выдаваться в Латвии Министерством Финансов, Министерством Земледелия и уполномоченными ими государственными органами, а также другими организациями по соглашению Сторон.

Свидетельства о происхождении товаров Союза Советских Социалистических Республик будут выдаваться в Союзе Народным Комиссариатом Внешней Торговли и его органами и Всесоюзной Торговой Палатой и ее филиалами.

Форма свидетельств о происхождении товаров, как вывозимых из Латвии в Союз Советских Социалистических Республик, так и вывозимых из Союза в Латвию, будет установлена по взаимному соглашению Сторон.

Визирование и легализация свидетельств о происхождении будет производиться компетентными органами подлежащих Сторон в соответствии с правилами Стороны, куда ввозятся товары, указанные в этих свидетельствах. Стороны гарантируют друг другу в этом отношении режим наиболее благоприятствуемой нации.

Литера д) пункта 1.

Постановление литеры *д)* пункта 1 Статьи 1 не относится к каботажу, осуществление которого составляет исключительное право национального флота каждой из Сторон.

К Статье 5.

1. Само собой разумеется, что в отношении предпосылок и условий для обоснования ответственности Союза Советских Социалистических Республик или Торгового Представительства за правовые действия государственных хозяйственных организаций принцип наибольшего благоприятствования сохраняет полную силу.

2. Отказ в допущении в Латвии к оперативной деятельности государственных хозяйственных организаций Союза Советских Социалистических Республик не будет мотивироваться отсутствием у них удостоверений латвийского консула о том, что в Союзе латвийские юридические лица пользуются теми же правами, какими пользуются в Латвии юридические лица Союза.

К Статье 7.

Впредь до заключения предусмотренного в Статье 7 настоящего Договора Тарифно-Транзитного Соглашения, однако не позже, чем до 1 апреля 1934 года,

dzelzceļu līnijām, kas ved uz Latvijas ostām un atpakaļ, attiecībā uz tranzītu caur Latviju uzturēs spēkā, pie līdzvērtīgiem nosacījumiem, uz tikpat labvēlīgiem pamatiem, kādi pastāv uz Padomju Sociālistisko Republiku Savienības dzelzceļu līnijām virzienā uz trešo valstu Baltijas ostām.

Pie 8. panta.

Gadījumā, ja viena no Pusēm Līgumu uzteiktu saskaņā ar 8. panta nosacījumiem, tad Līgums skaitās spēkā vēl divu mēnešu laikā pēc pēdējā Līguma gada notecēšanas.

Gadījumā, ja šo divu mēnešu laikā saskaņā ar 3. Beigu Protokolu pie Saimnieciskā Nolīguma¹ 1. panta izdarītā pārbaudē noskaidrotos, ka pastāv starpība starp Savienības eksportu uz Latviju un viņas importu no Latvijas, tad minētās starpības izlīdzināšanai Līgums skaitās pagarināts uz diviem papildu mēnešiem.

Sastādīts Maskavā, divos eksemplāros, latviešu un krievu valodā, 1933, gada 4. decembrī.

(*paraksts*) Dr. Alfr. BILMANIS,

(*paraksts*) V. MUNTERS,

(*paraksts*) E. OZOLIŅŠ.

(*paraksts*) B. STOMOŅAKOVŠ,

(*paraksts*) Š. DVOLAICKIS,

(*paraksts*) I. LORENCŠ.

Pour copie certifiée conforme :

W. Munter,
Secrétaire général.

Riga, le 16 avril 1934.

¹ Voir page 180 de ce volume.

железнодорожные тарифы на железнодорожных линиях Союза Советских Социалистических Республик, ведущих к латвийским портам и обратно, будут в отношении транзита через Латвию сохраняться, при равноценных условиях, на одинаково благоприятных началах, что и на железнодорожных линиях Союза, ведущих в Балтийские порты третьих государств.

К Статье 8.

В случае отказа одной из Сторон от Договора, в соответствии с постановлениями Статьи 8, Договор считается сохраняющим силу еще в течение двух месяцев следующих за истечением последнего договорного года.

В случае, если произведенная в течение этих двух месяцев проверка товаро-оборота между Латвией и Союзом Советских Социалистических Республик, на основе Заключительного Протокола 3 к Статье первой Хозяйственного Соглашения¹, выявит наличие разницы между экспортом Союза в Латвию и импортом Союза из Латвии, то Договор считается продленным на дополнительные два месяца, в целях выравнивания указанной разницы.

Учинено в Москве, в двух экземплярах, на латышском и русском языках, 4 декабря 1933 года.

(*paraksts*) Dr. Alfr. BILMANIS,

(*paraksts*) V. MUNTERS,

(*paraksts*) E. OZOLIŅŠ.

(*paraksts*) Б. Стомоняков.,

(*paraksts*) Ш. Дволайцкий,

(*paraksts*) И. Лоренц.

Pour copie certifiée conforme :

W. Munter,

Secrétaire général.

Riga, le 16 avril 1934.

¹ See page 181 of this Volume.

¹ TRADUCTION.N^o 3410. — TRAITÉ DE COMMERCE ENTRE LA LETTONIE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES. SIGNÉ A MOSCOU, LE 4 DÉCEMBRE 1933.

LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE et L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES, désireuses de contribuer par tous les moyens au renforcement des bases solides sur lesquelles ont été établies les relations économiques entre les deux pays et d'assurer un plus grand développement de ces relations, ont décidé de donner une application plus étendue aux dispositions de l'article XVII du Traité de paix signé le 11 août 1920 entre la Lettonie et la Russie en procédant à la conclusion d'un traité de commerce et ont désigné à cet effet leurs plénipotentiaires, à savoir :

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

Le D^r Alfred BĪLMANIS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République de Lettonie auprès de l'Union des Républiques soviétistes socialistes ;
M. Vilhelm MUNTERS, secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères ; et
M. Ernest OZOLIŅŠ, directeur de la Banque de Lettonie ;

LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES :

M. Boris Spiridonovitch STOMONIAKOV, membre du Conseil du Commissariat du Peuple pour les Affaires étrangères ;
M. Cholom Moiseïevitch DVOLAÏTSKY, membre du Conseil du Commissariat du Peuple pour le Commerce extérieur ; et
M. Ivan Leopoldovitch LORENTS, directeur adjoint du secteur de la Politique commerciale au Commissariat du Peuple pour le Commerce extérieur ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Chacune des Parties contractantes s'engage :

1^o A faire bénéficier l'autre Partie contractante de tous les droits, avantages et privilèges dont elle fait bénéficier ou fera bénéficier à l'avenir, en vertu de sa législation interne et d'accords internationaux, tout tiers pays en ce qui concerne :

a) Les conditions d'entrée sur son territoire, de séjour et de sortie, des citoyens de l'autre Partie ; l'acquisition, notamment par voie d'héritage, de testament ou conformément à la loi, de toutes sortes de biens ; la possession, l'utilisation et la disposition de ces biens par voie de vente, donation, legs ou de toute autre manière ; l'importation et l'exportation, par lesdits citoyens, de leurs biens personnels ; l'exercice de professions, du commerce, d'industries et de métiers ; la protection par-devant les tribunaux ou de toute autre manière de leurs droits ; le paiement des impôts et de toutes autres contributions ayant un caractère de droit public ; ainsi qu'en ce qui concerne toutes les autres circonstances déterminant la situation juridique et la protection juridique générale desdits citoyens ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3410. — TREATY OF COMMERCE BETWEEN LATVIA AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS. SIGNED AT MOSCOW, DECEMBER 4TH, 1933.

THE REPUBLIC OF LATVIA and THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS, being desirous of helping in every way to strengthen the solid foundations on which the economic relations between the two countries are established, and to extend those relations further, have decided to develop the provisions of Article XVII of the Peace Treaty between Latvia and Russia of August 11th, 1920, by concluding a Commercial Treaty, and have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries:

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA :

Dr. Alfred BĪLMANIS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic of Latvia in the Union of Soviet Socialist Republics ;
M. Vilhelm MUNTERS, Secretary-General of the Ministry of Foreign Affairs; and
M. Ernest OZOLIŅŠ, Director of the Bank of Latvia ;

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS :

M. Boris Spiridonovitch STOMONIAKOV, Member of the Council of the People's Commissariat for Foreign Affairs ;
M. Cholom Moiseievitch DVOLAITSKI, Member of the Council of the People's Commissariat for Foreign Trade ; and
M. Ivan Leopoldovitch LORENTS, Deputy Head of the Section for Commercial Policy in the People's Commissariat for Foreign Trade ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following :

Article I.

Each of the Contracting Parties undertakes :

(1) To grant to the other Contracting Party all rights, immunities and privileges which it has granted or may hereafter grant to any third country in virtue of its internal legislation and international agreements, as regards :

(a) The conditions under which nationals of the other Party may enter, reside in and leave its territory ; the acquisition, in particular by inheritance, under a will or in accordance with the law, of any kind of property ; the possession, utilisation and disposal of such property by sale, gift, legacy or any other manner ; the import and export of their personal possessions ; the practice of professions, commerce, industries and trades ; the protection of their rights before the courts or in any other manner ; the payment of taxes and all kinds of dues having a character of public law ; and also as regards all other matters by which the legal position and general legal protection of such nationals are determined ;

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

b) Le traitement des personnes morales de l'une des Parties, constituées sur le territoire de cette Partie, conformément aux lois de cette dernière, pour effectuer des opérations commerciales, industrielles, financières, des opérations de transport et des autres opérations de caractère économique, en particulier la reconnaissance des personnes morales de l'une des Parties et leur admission à exercer une activité sur le territoire de l'autre Partie, la réalisation par lesdites personnes morales de leur activité sur ledit territoire, notamment dans le domaine du commerce extérieur, ainsi que la protection juridique desdites personnes morales, et leur assujétissement aux impôts et autres contributions de toute sorte ayant un caractère de droit public ;

c) Tout ce qui a trait au régime du commerce et du transit, en particulier les droits et taxes de douane, l'établissement et l'application des règlements et formalités à l'importation, à l'exportation et au transit des produits du sol et des produits industriels de l'autre Partie ainsi que l'entreposage de ces produits ;

d) Le traitement des passagers, des bagages et des marchandises de l'une des Parties sur les voies ferrées de l'autre Partie ;

e) Le traitement des navires battant pavillon de l'une des Parties, de leurs équipages, passagers et cargaisons dans les ports et eaux de l'autre Partie.

2° A faire bénéficier l'autre Partie contractante des droits, avantages et privilèges spéciaux stipulés dans le présent traité ou dans des accords à conclure à l'avenir.

Les dispositions du présent point n'affectent en rien l'application du point 1 du présent article au cas où des droits, avantages et privilèges plus étendus seraient accordés à un pays tiers.

3° A continuer, lors de la conclusion de nouveaux traités et accords commerciaux ainsi que lors de la prolongation des traités et accords conclus précédemment, à stipuler dans tous les cas que les droits, avantages et privilèges dont elle fait ou pourrait faire bénéficier l'autre Partie contractante ne s'étendront pas à d'autres pays en vertu de la clause de la nation la plus favorisée.

Article 2.

Les dispositions du présent traité ne s'appliquent pas aux droits, avantages et privilèges accordés ou pouvant être accordés :

1° Par l'une des Parties contractantes aux Etats limitrophes pour faciliter les échanges dans une zone frontière d'une largeur ne dépassant pas, en règle générale, quinze kilomètres ;

2° Par l'une des Parties contractantes à un Etat tiers, comme conséquence d'une union douanière déjà conclue ou à conclure à l'avenir ;

3° Par la Lettonie à l'Estonie, à la Finlande et à la Lithuanie ;

4° Par l'Union des Républiques soviétistes socialistes à l'Estonie, à la Finlande, à la Lithuanie et aux Etats continentaux de l'Asie limitrophes de l'Union.

Article 3.

Indépendamment des dispositions du Traité de paix du 11 août 1920 entre la Lettonie et la Russie, concernant les relations consulaires et les droits et obligations des représentants consulaires, chacune des Parties contractantes s'engage à faire bénéficier les représentants consulaires de l'autre Partie de tous les droits et privilèges accordés aux représentants consulaires de tout Etat tiers.

L'établissement de représentations consulaires dans des localités de l'une des Parties où il n'y a pas encore de représentant consulaire de l'autre Partie, fera l'objet d'un accord entre les deux Parties contractantes.

(b) The treatment of juridical persons of either of the Parties constituted in the territory of that Party in accordance with its laws for carrying on commercial, industrial, financial, transport and other economic operations, and in particular the recognition of juridical persons of one Party and the grant of permission to them to carry on their activities in the territory of the other Party, the conduct of their activities in that territory, including external trading activities, the legal protection of such juridical persons, and their liability to pay taxes and all kinds of dues having a character of public law ;

(c) Everything relating to the commercial and transit system, in particular Customs duties and charges, the establishment and application of rules and formalities on the import, export and transit of products of the soil and industrial products of the other Party and their storage in bond ;

(d) The treatment of passengers, luggage and goods of either of the Parties on the railways of the other Party ;

(e) The treatment of sea-going vessels flying the flag of either Party, their crews, passengers and cargoes, in the ports and waters of the other Party.

(2) To grant to the other Contracting Party the special rights, immunities and privileges laid down in the present Treaty or in agreements which may hereafter be concluded.

The provisions of the present paragraph shall in no way restrict the application of paragraph 1 of the present Article in case any more extensive rights, immunities and privileges are granted to a third country.

(3) When concluding new commercial treaties and agreements and prolonging previously concluded agreements, to continue to stipulate in all cases that the rights, immunities and privileges which have been or may hereafter be granted to the other Contracting Party shall not extend to other countries in virtue of the most-favoured-nation clause.

Article 2.

The provisions of the present Treaty do not apply to rights, immunities and privileges which have been or may hereafter be granted :

(1) By either of the Contracting Parties to adjacent States with a view to facilitating traffic in a frontier zone not exceeding, as a rule, 15 km. in width ;

(2) By either of the Contracting Parties to a third State as a result of a Customs union which has already been or may hereafter be concluded ;

(3) By Latvia to Estonia, Finland and Lithuania ;

(4) By the Union of Soviet Socialist Republics, to Estonia, Finland, Lithuania and the continental States of Asia bordering on the Union.

Article 3.

Independently of the provisions of the Peace Treaty between Latvia and Russia of August 11th, 1920, in respect of consular relations and of the rights and duties of consular representatives, each of the Contracting Parties undertakes to grant to the consular representatives of the other Party all rights and immunities granted to the consular representatives of any third State.

The establishment of consular representation in localities of one Party in which there are as yet no consular representatives of the other Party shall be the subject of agreement between the two Contracting Parties.

Les représentants consulaires doivent être des fonctionnaires de carrière du Ministère des Affaires étrangères de l'Etat qu'ils représentent. Ils n'auront pas le droit de faire du commerce ou de se livrer à une industrie quelconque sur le territoire du pays dans lequel ils exercent leurs fonctions.

Avant la désignation du représentant consulaire, le gouvernement qui le nomme doit obtenir le consentement du gouvernement sur le territoire duquel ledit représentant consulaire est appelé à exercer ses fonctions.

Article 4.

1. En vue de la réalisation du monopole du commerce extérieur appartenant, en vertu de la législation de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, au Gouvernement de l'Union, il est créé comme partie de la Représentation plénipotentiaire de l'Union en Lettonie, une délégation commerciale ayant son siège à Riga.

2. La Délégation commerciale de l'Union des Républiques soviétistes socialistes en Lettonie a pour mission :

a) De contribuer au développement des relations commerciales et économiques entre la Lettonie et l'Union des Républiques soviétistes socialistes, et de représenter les intérêts de l'Union dans le domaine du commerce extérieur ;

b) De réglementer, au nom de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, le commerce extérieur de l'Union avec la Lettonie ;

c) De faire, au nom de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, le commerce extérieur avec la Lettonie.

L'inscription, au registre du commerce, de la Délégation commerciale n'est pas exigée. Les noms des personnes autorisées à représenter la Délégation commerciale devront être publiés par cette dernière d'une façon continue dans le « Valdības Vēstnesis » et annoncés en outre d'une autre manière dans une forme claire pour le public. A l'égard des tiers, ces personnes sont considérées comme ayant les pouvoirs de représentation tant qu'il n'aura pas été publié dans le « Valdības Vēstnesis » que leurs pouvoirs ont pris fin.

3. Le délégué commercial, son suppléant et les membres du Conseil de la Délégation commerciale, dont le nombre sera fixé par voie d'accord entre les deux gouvernements, font partie du personnel diplomatique de la Représentation plénipotentiaire de l'Union des Républiques soviétistes socialistes en Lettonie et jouissent des droits et privilèges accordés aux membres des missions diplomatiques.

4. Les bureaux de l'administration centrale et des sections de la Délégation commerciale de l'Union des Républiques soviétistes socialistes dans la ville de Riga, ainsi que ceux de ses succursales, sont au bénéfice de l'exterritorialité.

Au cas où il serait nécessaire d'ouvrir des succursales de la Délégation commerciale, les localités où se trouveront ces succursales seront fixées par voie d'accord entre les deux Parties.

5. La Délégation commerciale et ses succursales ont le droit de faire usage d'un chiffre.

6. L'Union des Républiques soviétistes socialistes se reconnaît liée par tous les actes juridiques accomplis par le délégué commercial ou par toutes autres personnes autorisées à représenter la Délégation commerciale ou ses succursales (point 2 du présent article) ou encore par les personnes auxquelles elles auront délégué leurs pouvoirs. L'Union des Républiques soviétistes socialistes assume la responsabilité des transactions effectuées par les personnes susmentionnées.

7. Les actes juridiques de la Délégation commerciale accomplis en Lettonie et liant l'Union des Républiques soviétistes socialistes, ainsi que les conséquences économiques de ces actes, seront soumis à la législation lettone et relèveront de la juridiction des tribunaux lettons. Toutefois, eu égard à la responsabilité qui, en vertu du point 6 du présent article, incombe à l'Union pour les transactions effectuées par la Délégation commerciale, il ne sera pas pris sur les biens de la Délégation commerciale et de ses succursales de mesures conservatoires judiciaires ni de mesures administratives.

Consular representatives must be officials of the Ministry of Foreign Affairs of the State which they represent. They shall not be entitled to carry on any trade or engage in any industry in the territory of the country where they discharge their functions.

Before appointing a consular representative, the Government appointing him must obtain the consent of the State in whose territory the consular representative is to discharge his functions.

Article 4.

1. In order to give effect to the foreign trade monopoly belonging by the law of the Union of Soviet Socialist Republics to the Government of the Union, a Trade Delegation shall be established, with its headquarters at Riga, as a part of the Plenipotentiary Representation of the Union in Latvia.

2. The duties of the Trade Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics in Latvia shall be :

(a) To promote the development of commercial and economic relations between Latvia and the Union of Soviet Socialist Republics and to represent the interests of the Union in matters of foreign trade ;

(b) On behalf of the Union of Soviet Socialist Republics, to regulate the foreign trade of the Union with Latvia ;

(c) On behalf of the Union of Soviet Socialist Republics, to carry on foreign trade with Latvia.

The Trade Delegation shall not be required to be entered in the commercial register. The Trade Delegation must continually publish the names of the persons authorised to represent it in " Valdības Vēstnesis ", and must also announce them in other ways in a form which is clear to the public. In dealings with third persons, these representatives shall be deemed to possess powers of representation until it is announced in " Valdības Vēstnesis " that their powers have come to an end.

3. The Trade Delegate, his deputy and the members of the Council of the Trade Delegation, the number of whom will be fixed by agreement between the two Governments, shall form part of the diplomatic staff of the Plenipotentiary Representation of the Union of Soviet Socialist Republics in Latvia, and shall enjoy the rights and privileges granted to members of diplomatic missions.

4. The official premises of the central administration and departments of the Trade Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics at Riga, together with its branches, shall enjoy extraterritoriality.

Should it be necessary to open branches of the Trade Delegation, the places where they are to be situated shall be fixed by agreement between the Parties.

5. The Trade Delegation and its branches shall be entitled to use a cipher.

6. The Union of Soviet Socialist Republics acknowledges that it is bound by all legal acts performed by the Trade Delegate or other persons empowered to represent the Trade Delegation or its branches (paragraph 2 of the present Article) or by their attorneys. The Union of Soviet Socialist Republics accepts responsibility for contracts concluded by the above-mentioned persons.

7. Legal acts performed by the Trade Delegation in Latvia, which are binding on the Union of Soviet Socialist Republics, and the economic results of such acts, shall be subject to Latvian law and shall come under Latvian jurisdiction. Nevertheless, in view of the responsibility of the Union for the contracts of the Trade Delegation in accordance with paragraph 6 of the present Article, no judicial measures of a preliminary character and no administrative measures shall be taken against the property of the Trade Delegation and its branches.

Il ne sera pas procédé à l'exécution forcée des décisions judiciaires ayant acquis la force de chose jugée à l'égard des biens de la Délégation commerciale dans les cas où lesdits biens sont destinés à la réalisation des droits de souveraineté, conformément aux règles générales du droit international, ou à l'activité officielle de la Délégation commerciale.

Article 5.

Le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes n'assumera aucune responsabilité pour les actes des organisations économiques d'Etat de l'Union, qui, conformément aux lois de l'Union, sont seules responsables de leurs propres actes, à moins qu'une telle responsabilité n'ait été clairement assumée, en particulier par voie de garantie donnée par la Délégation commerciale de l'Union, agissant au nom du Gouvernement de l'Union conformément à l'article 4 du présent traité. Une simple autorisation de la Délégation commerciale, pour autant qu'une telle autorisation est nécessaire, n'a pas la valeur d'une garantie.

Les organisations économiques d'Etat de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, constituées dans l'Union en qualité de personnes morales indépendantes, quelle que soit la forme de leur constitution (sociétés anonymes, trusts, organisations commerciales d'Etat, groupements, etc.), sont responsables elles-mêmes de leurs propres actes jusqu'à concurrence de leurs capitaux. Ni le Gouvernement de l'Union ni la Délégation commerciale ne sont responsables des actes de ces organisations ; de même, des organisations économiques d'Etat de l'Union ne sont pas responsables des actes d'autres organisations économiques d'Etat ni des actes de l'Union ou de la Délégation commerciale.

Les actes juridiques accomplis en Lettonie par lesdites organisations ainsi que les conséquences économiques de ces actes seront soumis à la législation lettone et relèveront de la juridiction des tribunaux lettons ; ils sont sujets à l'exécution forcée des décisions judiciaires. Les biens situés en Lettonie desdites organisations portent une responsabilité illimitée.

Les statuts de ces organisations, les bilans de leurs succursales en Lettonie et les noms des personnes autorisées à les représenter seront publiés par elles d'une façon continue, même si leur inscription au registre du commerce n'a pas encore eu lieu.

Article 6.

1. Les marchandises de toute nature ainsi que les bagages transportés en transit à travers le territoire de l'une des Parties contractantes sont exemptés de toute taxe d'importation, d'exportation et de transit, qu'ils soient transportés en transit directement ou transbordés en cours de route, déchargés dans des entrepôts et chargés à nouveau, le terme entrepôts s'entendant de locaux se trouvant sous la surveillance des autorités douanières.

2. Le transport des marchandises, messageries, passagers et bagages entre la Lettonie et l'Union des Républiques soviétistes socialistes s'effectuera sur la base d'accords spéciaux sur les communications ferroviaires directes, conclus ou à conclure à l'avenir entre la Direction générale des chemins de fer de Lettonie et le Commissariat du Peuple pour les Communications de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, avec ou sans la participation de pays tiers.

3. En ce qui concerne la perception par les Parties contractantes de taxes de transport et droits additionnels sur les voies ferrées, ainsi qu'en ce qui concerne les délais et les modalités de transport, il ne sera fait aucune distinction entre les ressortissants des Parties contractantes ni entre leurs personnes morales.

En particulier, il ne sera pas perçu sur les chemins de fer lettons, sur les marchandises expédiées de l'Union des Républiques soviétistes socialistes à destination d'une gare quelconque des chemins de fer de Lettonie ou d'une gare quelconque des chemins de fer de Lettonie à destination de l'Union, ou encore en transit à travers la Lettonie, de taxes de transport ni de droits additionnels supérieurs aux taxes et droits perçus pour le même parcours et dans la même direction sur les marchandises lettones similaires.

Distrain shall not be levied upon the property of the Trade Delegation in execution of judicial decisions which have acquired force of law in cases where such property is intended to give effect to the rights of State sovereignty in accordance with the general rules of international law or is required for the official work of the Trade Delegation.

Article 5.

The Government of the Union of Soviet Socialist Republics does not accept any responsibility for the acts of State economic organisations of the Union, which, under the laws of the Union, are exclusively responsible for their own acts, except in cases where responsibility has been clearly accepted, in particular by means of guarantees given by the Trade Delegation of the Union acting on behalf of the Government of the Union in accordance with Article 4 of the present Treaty. The mere authorisation by the Trade Delegation, in so far as such authorisation is necessary, shall not have the value of a guarantee.

The State economic organisations of the Union of Soviet Socialist Republics, constituted in the Union as independent juridical persons, whatever be the form of their constitution (joint-stock companies, trusts, State trading organisations, combines, etc.), shall themselves be responsible for their acts within the limits of their capital. Neither the Government of the Union nor the Trade Delegation shall be responsible for the acts of such organisations; similarly, the individual State economic organisations of the Union shall not be responsible for the acts of other State economic organisations or for the acts of the Union or of the Trade Delegation.

The legal acts performed in Latvia by these organisations and the economic results of such acts shall be subject to Latvian law and shall come under Latvian jurisdiction and may give rise to distraint in execution of judicial decisions. The property of these organisations in Latvia bears unlimited liability.

The statutes of these organisations, the balance-sheets of their branches in Latvia, and the names of the persons empowered to represent them, shall be continually published by them, even before they are entered in the commercial register.

Article 6.

1. Goods of all kinds and passengers' luggage sent in transit through the territory of either of the Contracting Parties shall be exempt from the payment of all import, export and transit duties, whether they are transported direct or transhipped en route, or are unloaded in warehouses and reloaded, the term "warehouses" being understood to mean premises under the supervision of the Customs authorities.

2. The transport of goods, packages, passengers and luggage between Latvia and the Union of Soviet Socialist Republics shall take place on the basis of special agreements regarding direct railway communications which have been or may hereafter be concluded between the General Administration of the Latvian Railways and the People's Commissariat for Communications of the Union of Soviet Socialist Republics, with or without the participation of third countries.

3. As regards the collection by the Contracting Parties of transport charges and accessory dues on the railways, and also as regards times and means of transport, no distinction shall be made between the nationals of the Contracting Parties nor between their juridical persons.

In particular, goods despatched from the Union of Soviet Socialist Republics to any Latvian station or from any Latvian station to the Union, or in transit through Latvia, shall not be subject on the Latvian railways to transport charges and accessory dues of an amount exceeding the charges and dues payable on similar Latvian goods despatched for the same distance by the same route.

Les mêmes règles s'appliqueront également sur les chemins de fer de l'Union en ce qui concerne les marchandises expédiées de Lettonie à destination d'une gare quelconque des chemins de fer de l'Union ou d'une gare quelconque des chemins de fer de l'Union à destination de la Lettonie, ou encore en transit à travers l'Union.

Article 7.

Les deux Parties contractantes s'engagent à conclure dans le plus bref délai possible une convention vétérinaire et sanitaire, une convention sur la navigation, une convention consulaire, une convention sur la protection de la propriété industrielle, une convention sur la protection des marques de fabrique, un accord sur les tarifs et le transit et un accord sur le flottage du bois sur la Dvina occidentale (Daugava).

Article 8.

Le présent traité sera ratifié. L'échange des instruments de ratification aura lieu à Riga.

Le présent traité restera en vigueur pendant deux ans à partir du jour de l'échange des instruments de ratification.

Au cas où, six mois avant l'expiration du délai de deux ans mentionné ci-dessus, le présent traité ne serait pas dénoncé par l'une des Parties contractantes, il sera renouvelé par tacite reconduction pour une nouvelle période de douze mois et ainsi de suite, tant que l'une des Parties ne l'aura pas dénoncé six mois au moins avant l'expiration de la période précédente de douze mois.

Article 9.

Le présent traité est établi en langues lettone et russe, les deux textes faisant également foi.

En foi de quoi les plénipotentiaires susmentionnés ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Moscou, en deux exemplaires, le 4 décembre 1933.

(Signé) D^r Alfr. BILMANIS.

(Signé) V. MUNTERS.

(Signé) E. OZOLIŅŠ.

(Signé) B. STOMONIAKOV.

(Signé) S. DVOLAĪTZKY.

(Signé) I. LORENTS.

PROTOCOLE FINAL

Ad article premier.

Point 1, litt. a).

Les dispositions du litt. a) du point 1 de l'article premier concernant les successions n'affectent pas les dispositions du point 3 de l'article XVII du Traité de paix du 11 août 1920 entre la Lettonie et la Russie.

Point 1, litt. b).

1. Le litt. b) du point 1 de l'article premier ne préjuge pas la question de savoir si les personnes morales de l'une des Parties ont le droit d'être autorisées à effectuer des opérations sur le territoire

The same rules shall also apply on the railways of the Union in respect of goods despatched from Latvia to any station on the railways of the Union or from any station on the railways of the Union to Latvia, or in transit through the Union.

Article 7.

Both Contracting Parties undertake within the shortest possible time to conclude a veterinary and sanitary convention, conventions on navigation, on consular relations, on the protection of industrial property and on the protection of trade-marks, an agreement on tariffs and transit, and an agreement on the floating of timber on the Western Dvina River (Daugava).

Article 8.

The present Treaty shall be ratified. The exchange of the instruments of ratification shall take place at Riga.

The present Treaty shall remain in force for two years from the date of the exchange of the instruments of ratification.

If the present Treaty is not denounced by either of the Contracting Parties six months before the end of the above-mentioned period of two years, it shall be deemed to be prolonged for a further period of twelve months, and so successively until a denunciation is received from one of the Parties not less than six months before the expiry of the previous period of twelve months.

Article 9.

The present Treaty is drawn up in the Latvian and Russian languages, both texts being authentic for its interpretation.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Moscow, in duplicate, December 4th, 1933.

(Signed) Dr. Alfr. BĪLMANIS.

(Signed) V. MUNTERS.

(Signed) E. OZOLIŅŠ.

(Signed) B. STOMONIAKOV.

(Signed) S. DVOLAITSKI.

(Signed) I. LORENTS.

FINAL PROTOCOL.

To *Article 1.*

Paragraph 1 (a).

The provisions of Article 1, paragraph 1 (a), relating to inheritances, shall not affect the provisions of Article XVII, paragraph 3, of the Peace Treaty between Latvia and Russia of August 11th, 1920.

Paragraph 1 (b).

1. Article 1, paragraph 1 (b), shall not prejudice the question whether the juridical persons of either Party are entitled to be authorised to carry on operations in the territory of the other

de l'autre Partie. Ce droit est réglementé par la législation interne de chacune des Parties contractantes, et il va de soi qu'à cet égard le principe de la nation la plus favorisée conserve tous ses effets.

2. Pour autant que dans l'une des Parties contractantes les fonctions de la vie économique sont exercées ou seront exercées par des organisations économiques d'Etat (trusts, organisations commerciales d'Etat, groupements, etc.) qui, par leur structure, se distinguent des formes que revêtent les personnes morales dans la plupart des autres pays (sociétés anonymes, sociétés commerciales, etc.), les Parties contractantes déclarent que les avantages accordés par l'une d'elles aux sociétés anonymes, sociétés commerciales et autres personnes morales de la nation la plus favorisée, s'étendent également à toutes les organisations économiques d'Etat de l'autre Partie constituées conformément à la législation de cette dernière.

Point 1, litt. c).

Chacune des Parties contractantes se réserve le droit d'exiger, à l'importation des produits du sol et des produits industriels de l'autre Partie, la production de certificats d'origine attestant que l'article importé a été produit sur le territoire de cette autre Partie.

Pour les matières premières, au sens strict du terme, et les produits du sol, ainsi que pour les produits semi-finis et finis fabriqués avec des matières premières des Parties contractantes, il devra être indiqué dans lesdits certificats qu'ils ont été produits sur le territoire de l'autre Partie. Pour les produits semi-finis et finis qui n'auraient pas été fabriqués avec des matières premières produites sur le territoire des Parties contractantes, il devra être indiqué dans les certificats en question que la valeur de ces produits a été augmentée d'au moins 35 % du fait du finissage.

Les certificats d'origine des marchandises lettones seront délivrés, en Lettonie, par le Ministère des Finances, le Ministère de l'Agriculture et par les organes administratifs délégués par eux à cet effet, ainsi que par d'autres organisations à désigner par voie d'accord entre les Parties.

Les certificats d'origine des marchandises de l'Union des Républiques soviétistes socialistes seront délivrés, dans l'Union, par le Commissariat du Peuple pour le Commerce extérieur et par ses organes, ainsi que par la Chambre de commerce de l'Union et par ses succursales.

La forme des certificats d'origine concernant les marchandises exportées de Lettonie dans l'Union des Républiques soviétistes socialistes et les marchandises exportées de l'Union en Lettonie sera fixée d'un commun accord par les deux Parties.

Les certificats d'origine seront visés et légalisés par les organes compétents des Parties, conformément aux règlements de la Partie sur le territoire de laquelle sont importées les marchandises spécifiées dans lesdits certificats. Les Parties se garantissent mutuellement à cet égard le régime de la nation la plus favorisée.

Point 1, litt. e).

Les dispositions du litt. e) du point 1 de l'article premier ne s'appliquent pas au cabotage, qui est un droit exclusif de la marine nationale de chacune des Parties.

Ad article 5.

1. Il va de soi qu'en ce qui concerne les circonstances et les conditions auxquelles sera subordonné l'établissement de la responsabilité de l'Union des Républiques soviétistes socialistes ou de sa Délégation commerciale pour les actes juridiques des organisations économiques d'Etat, le principe de la nation la plus favorisée conserve tous ses effets.

2. Le refus d'autoriser les organisations économiques d'Etat de l'Union des Républiques soviétistes socialistes à effectuer des opérations en Lettonie ne pourra pas être motivé par le fait que ces organisations ne possèdent pas des certificats délivrés par un consul letton attestant que, dans l'Union, les personnes morales lettones jouissent des mêmes droits que ceux dont bénéficient en Lettonie les personnes morales de l'Union.

Party. This right is regulated by the internal legislation of each of the Contracting Parties, it being of course understood that in this respect the principle of the most-favoured nation shall retain its entire effect.

2. In so far as in one of the Contracting Parties the functions of economic life are performed or may hereafter be performed by State economic organisations (trusts, State trading organisations, combines, etc.) which differ in structure from the forms of juridical person accepted in most other countries (joint-stock companies, commercial companies, etc.), the Contracting Parties confirm that the immunities granted by either of them to all kinds of joint-stock companies, commercial companies, and other juridical persons of the most-favoured nation, shall also be extended to all State economic organisations of the other Party constituted in accordance with the laws of that Party.

Paragraph 1 (c).

Each of the Contracting Parties reserves the right to demand, on the importation of products of the soil and industrial products of the other Party, the production of a certificate of origin attesting that the imported article has been produced in the territory of that Party.

As regards raw materials in the strict sense of the word and products of the soil, together with semi-manufactured and manufactured goods produced from the raw materials of the Contracting Parties, the certificates must state that they have been produced in the territory of the other Party. As regards semi-manufactured and manufactured goods not produced from the raw materials of the Contracting Parties, the certificates must state that their value has been increased through the finishing process by not less than 35 %.

Certificates of origin for Latvian goods shall be issued in Latvia by the Ministry of Finance, the Ministry of Agriculture and the State organs authorised by them, and also by other organisations according to agreement between the Parties.

Certificates of origin for goods of the Union of Soviet Socialist Republics shall be issued in the Union by the People's Commissariat for Foreign Trade and its organs, and by the Chamber of Commerce of the Union and its branches.

The form of certificates of origin for goods exported from Latvia to the Union of Soviet Socialist Republics and exported from the Union to Latvia shall be established by agreement between the Parties.

Certificates of origin shall be visa'd and legalised by the competent organs of the Parties in accordance with the regulations of the Party into whose territory the goods mentioned in the certificates are imported. The Parties guarantee each other most-favoured nation treatment in this respect.

Paragraph 1 (e).

The provisions of Article 1, paragraph 1 (e), do not apply to coasting trade, which is a right exclusively reserved to the national marine of each Party.

To Article 5.

1. It is understood that as regards the circumstances and conditions for establishing the responsibility of the Union of Soviet Socialist Republics or of the Trade Delegation for the legal acts of the State economic organisations, the principle of the most-favoured nation remains fully in force.

2. A refusal to authorise the State economic organisations of the Union of Soviet Socialist Republics to carry on operations in Latvia may not be based on the fact that these organisations do not possess certificates issued by the Latvian Consul to the effect that Latvian juridical persons in the Union enjoy the same rights as juridical persons of the Union in Latvia.

Ad article 7.

Jusqu'à la conclusion de l'accord sur les tarifs et le transit prévu à l'article 7 du présent traité, mais au plus tard jusqu'au 1^{er} avril 1934, les tarifs appliqués sur les lignes de chemin de fer de l'Union des Républiques soviétistes socialistes aboutissant à des ports lettons seront maintenus, dans des conditions égales, aussi favorables en ce qui concerne le transit à travers la Lettonie que les tarifs appliqués sur les lignes de chemin de fer de l'Union aboutissant à des ports de la Baltique appartenant à des Etats tiers.

Ad article 8.

Si l'une des Parties dénonce le traité conformément aux dispositions de l'article 8, celui-ci sera considéré comme restant en vigueur pendant deux mois encore après l'expiration de sa dernière année d'application.

Si la vérification de l'échange des marchandises entre la Lettonie et l'Union des Républiques soviétistes socialistes, à laquelle il sera procédé au cours de ces deux mois en vertu du point 3, *ad* article premier, du Protocole final de l'Accord économique, révèle une différence entre les exportations de l'Union en Lettonie et les importations de l'Union en provenance de la Lettonie, le traité sera considéré comme prolongé pour une période complémentaire de deux mois, en vue de la compensation de ladite différence.

Fait à Moscou en deux exemplaires, en langues lettone et russe, le 4 décembre 1933.

(Signé) D^r Alfr. BĪLMANIS.

(Signé) V. MUNTERS.

(Signé) E. OZOLIŅŠ.

(Signé) B. STOMONIAKOV.

(Signé) S. DVOLAĪTZKY.

(Signé) I. LORENTS.

To *Article 7.*

Until the conclusion of the agreement on tariffs and transit provided for in Article 7 of the present Treaty, but not later than April 1st, 1934, the railway tariffs on the railway lines of the Union of Soviet Socialist Republics leading to and from Latvian ports shall, as regards transit through Latvia, remain, under equal conditions, as favourable as on the railway lines of the Union leading to the Baltic ports of third States.

To *Article 8.*

Should one of the Parties denounce the Treaty in accordance with the provisions of Article 8, it shall be deemed to remain in force for a further period of two months after the expiry of the last year of its application.

If the verification of the exchange of goods between Latvia and the Union of Soviet Socialist Republics, carried out in the course of these two months on the basis of the Final Protocol, to Article 1, paragraph 3, of the Economic Agreement, shows a difference between the exports of the Union to Latvia and the imports of the Union from Latvia, the Treaty shall be deemed to be prolonged for a further period of two months in order to make up the said difference.

Done at Moscow, in duplicate, in the Latvian and Russian languages, December 4th, 1933.

(Signed) Dr. Alfr. BĪLMANIS.

(Signed) V. MUNTERS.

(Signed) E. OZOLIŅŠ.

(Signed) B. STOMONIAKOV.

(Signed) S. DVOLAITSKI.

(Signed) I. LORENTS.

N° 3411.

**LETTONIE ET
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTISTES SOCIALISTES**

Arrangement économique, avec pro-
tocol final. Signés à Moscou, le
4 décembre 1933.

**LATVIA
AND UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS**

Economic Agreement, and Final
Protocol. Signed at Moscow,
December 4th, 1933.

TEXTE LETTON. — LATVIAN TEXT.

N^o 34II. — SAIMNIECISKAIS¹ NOLĪGUMS STARP LATVIJU UN PADOMJU SOCIĀLISTISKO REPUBLIKU SAVIENĪBU. MASKAVĀ, 1933. GADA 4. DECEMBRI.

*Textes officiels letton et russe communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie.
L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 19 avril 1934.*

Apakšā parakstījušies, no savām valdībām pienācīgi pilnvarotie, vienojās par sekojošo :

I. pants.

Starp Latviju un Padomju Sociālistisko Republiku Savienību šai dienā noslēgtā Tirdzniecības² Līguma katrā pastāvēšanas gadā Tirdzniecības Pārstāvība un Padomju saimnieciskās organizācijas iepirks Latvijā, ievēšanai Padomju Sociālistisko Republiku Savienībā, Latvijā ražotas preces par tās summas vērtību, par kādu Padomju Sociālistisko Republiku Savienība izvedīs preces uz Latviju, tādējādi, lai Padomju Sociālistisko Republiku Savienības eksports uz Latviju apmēram līdzinātos viņas importam no Latvijas.

2. pants.

Katra Tirdzniecības Līguma pastāvēšanas pusgada beigās šī Nolikuma pirmā panta noteikumu izvešanu dzīvē pārbaudīs šim nolūkam no abām valdībām speciāli ieceltas personas, pa divām personām no katras Puses. Šī pārbaude jānobeidz ne vēlāk kā līdz otrā mēneša pēdējai dienai pēc Tirdzniecības Līguma pastāvēšanas attiecīgā pusgada notecēšanas.

3. pants.

Latvijā ievesto padomju preču vērtību noteiks pēc cenām franko robeža vai cif Latvijas ostas, pamatojoties uz Latvijas valsts statistikas datiem. Padomju Sociālistisko Republiku Savienībā ievesto Latvijas preču vērtību noteiks pēc cenām franko robeža vai cif padomju ostas, pamatojoties

¹ Entré en vigueur le 1^{er} janvier 1934.

² Voir page 145 de ce volume.

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

№ 3411. — ХОЗЯЙСТВЕННОЕ¹ СОГЛАШЕНИЕ МЕЖДУ ЛАТВИЕЙ И СОЮЗОМ СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК, ПОДПИСАННОЕ В ГОРОДЕ МОСКВЕ 4ого ДЕКАБРЯ 1933 ГОДА.

Latvian and Russian official texts communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place April 19th, 1934.

Нижеподписавшиеся, надлежаще уполномоченные своими Правительствами, условились о нижеследующем :

Статья 1.

В течение каждого года действия Торгового Договора², заключенного сего числа между Латвией и Союзом Советских Социалистических Республик, Торговое Представительство Союза и советские хозяйственные организации будут закупать в Латвии для ввоза в Союз Советских Социалистических Республик товары латвийского происхождения на сумму стоимости вывезенных из Союза Советских Социалистических Республик в Латвию товаров, с тем, чтобы экспорт Союза Советских Социалистических Республик в Латвию примерно равнялся его импорту из Латвии.

Статья 2.

Проверка осуществления положений Статьи 1 настоящего Соглашения будет производиться специально назначенными для этой цели обоими правительствами лицами, по два лица от каждой стороны, по истечении каждого полугодия действия Торгового Договора. Эта проверка должна быть закончена не позже чем к последнему дню второго месяца, следующего за соответствующим полугодием действия Торгового Договора.

Статья 3.

Стоимость советского ввоза в Латвию будет определяться по ценам франко граница или сиф латвийские порты, по данным латвийской государственной статистики. Стоимость латвийского ввоза в Союз Советских Социалистических Республик будет

¹ Came into force January 1st, 1934.

² See page 145 of this volume.

uz padomju valsts statistikas datiem. Abām Pusēm ir tiesība izdarīt pārlabojumus statistiskos datus uz dokumentāra materiāla pamata.

4. pants.

Ja, pārbaudot datus par preču apgrozību, noskaidrotos, ka Latvijā ievesto padomju preču vērtība ir augstāka vai zemāka par tānī pašā pusgadā Padomju Sociālistisko Republiku Savienībā ievesto Latvijas preču vērtību, tad starpība pārnesama uz nākošo pusgadu un tā jāizlīdzina šī pusgada laikā.

5. pants.

Šis Saimnieciskais Nolīgums paliek spēkā pa visu laiku, kamēr pastāv spēkā šinī dienā noslēgtais Tirdzniecības Līgums.

Sastādīts Maskavā, divos eksemplāros, latviešu un krievu valodā, 1933. gada 4. decembrī.

(paraksts) Dr. Alfr. BĪLMANIS,

(paraksts) V. MUNTERS,

(paraksts) E. OZOLIŅŠ.

(paraksts) B. STOMOŅAKOVŠ,

(paraksts) Š. DVOLAICKIS.

(paraksts) I. LORENCS.

BEIGU PROTOKOLS.

Pie 1. panta.

1. Padomju Sociālistisko Republiku Savienības dēlēģācija deklarē, ka no iepirkumiem, kas izdarāmi Latvijā uz šī Nolīguma 1. panta pamata, ne mazāk kā 50 % sastādīs lauksaimniecības ražojumu iepirkumi.

2. Latvijas Finanču Ministrijas Valūtas Komisijas atteikšanās izsniegt atļauju Latvijas rūpniecības ražojumu izvešanai uz Padomju Sociālistisko Republiku Savienību pret samaksu latos nevar būt par pamatojumu šī Nolīguma 1. pantā minētā samēra starp padomju eksportu uz Latviju un padomju importu no Latvijas neievērošanai.

Latvijas dēlēģācija deklarē, ka, zīmējoties uz atļauju izsniegšanu rūpniecības ražojumu eksportam pret samaksu latos, Padomju Sociālistisko Republiku Savienība nebūs nostādīta sliktākā stāvoklī nekā jebkāda cita valsts.

3. Starpība starp Savienības eksportu uz Latviju un Savienības importu no Latvijas katra Tirdzniecības Līguma pastāvēšanas gada beigās nedrīkst pārsniegt divi simti tūkstots (200.000) latu uz vienu vai otru pusi. Gadījumā, ja viena no Pusēm Līgumu uzteiktu, tad uz attiecīgā gada beigām atlikusies starpība jāizlīdzina četru mēnešu laikā no Tirdzniecības Līguma notecēšanas dienas, rēķinot preču apgrozības pārbaudei pēdējā pusgadā divus mēnešus un divus mēnešus starpības izlīdzināšanai.

определяться по ценам франко-граница или сиф советские порты, по данным советской государственной статистики. Стороны имеют право вносить исправления в статистические данные на основе документального материала.

Статья 4.

В случае, если при проверке данных о товарообороте выяснится, что стоимость ввезенных в Латвию советских товаров выше или ниже стоимости вывезенных за то же полугодие в Союз Советских Социалистических Республик латвийских товаров, разница переносится на следующее полугодие и должна быть выравнена в течение этого полугодия.

Статья 5.

Настоящее Хозяйственное Соглашение сохраняет свою силу на все время действия Торгового Договора от сего числа.

Учинено в Москве, в двух экземплярах, на латышском и русском языках, 4 декабря 1933 года.

(*paraksts*) Dr. Alfr. BĪLMANIS,

(*paraksts*) V. MUNTERS,

(*paraksts*) E. OŽOLIŅŠ.

(*paraksts*) В. Стомоныков,

(*paraksts*) Дволайцкий,

(*paraksts*) И. Лоренц.

ЗАКЛЮЧИТЕЛЬНЫЙ ПРОТОКОЛ.

К Статье 1.

1. Делегация Союза Советских Социалистических Республик заявляет, что из осуществляемых Союзом на основе Статьи I настоящего Соглашения в Латвии закупок не менее 50 % составят закупки продуктов сельского хозяйства.

2. Отказ Валютной Комиссии при Министерстве Финансов Латвии в разрешении на вывоз в Союз Советских Социалистических Республик промышленных товаров латвийского происхождения, за оплату в латах, не может служить обоснованием несоблюдения установленного в Статье I настоящего Соглашения соотношения между советским экспортом в Латвию и советским импортом из Латвии.

Латвийская Делегация заявляет, что в отношении предоставления разрешений на вывоз промышленных товаров латвийского происхождения, за оплату в латах, Союз Советских Социалистических Республик не будет поставлен в худшие по сравнению с любым третьим государством условия.

3. Разница между экспортом Союза в Латвию и импортом Союза из Латвии не должна в конце каждого года действия Торгового Договора превышать двухсот тысяч (200.000) лат в ту или другую сторону. В случае отказа одной из Сторон от Договора, остающаяся к концу соответствующего года разница должна быть выравнена в течение четырех месяцев со дня прекращения действия Торгового Договора, считая два месяца на проверку товарооборота последнего полугодия и два месяца на выравнивание разницы.

Pie 3. *panta.*

Puses izrādīs viena otrai savstarpēju izpalīdzību, zīmējoties uz muitas iestādēm iesniedzamo faktūru un citu dokumentu pārbaudīšanu, uz kušu pamata notiek statistiskā reģistrācija.

Pie 4. *panta.*

4. panta noteikumi neaizkar 1. panta 3. beigu protokola noteikumus.

Sastādīts Maskavā, divos eksemplāros, latviešu un krievu valodā, 1933. gada 4. decembrī.

(*paraksts*) Dr. Alfr. BĪLMANIS,

(*paraksts*) V. MUNTERS,

(*paraksts*) E. OZOLIŅŠ.

(*paraksts*) B. STOMOŅAKOVŠ,

(*paraksts*) Š. DVOLAICKIS,

(*paraksts*) I. LORENCŠ.

Pour copie certifiée conforme :

W. Munter,

Secrétaire général.

Riga, le 16 avril 1934.

К Статье 3.

Стороны будут оказывать друг другу взаимное содействие в целях проверки представляемых таможенным учреждением фактур и других документов, на основе которых производится статистическая регистрация.

К Статье 4.

Положения Статьи 4 не затрагивают положений пункта 3 Заключительного Протокола к Статье 1 настоящего Соглашения.

Учинено в Москве, в двух экземплярах, на латышском и русском языках, 4 декабря 1933 года.

(paraksts) Dr. Alfr. BILMANIS,

(paraksts) V. MUNTERS,

(paraksts) E. OŽOLIŅŠ.

(paraksts) В. Стомоняков,

(paraksts) Дволайцкий,

(paraksts) И. Лоренц.

Pour copie certifiée conforme :

W. Munter,

Secrétaire général.

Riga, le 16 avril 1934.

¹ TRADUCTION.

N^o 3411. — ARRANGEMENT ÉCONOMIQUE ENTRE LA LETTONIE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES. SIGNÉ A MOSCOU, LE 4 DÉCEMBRE 1933.

Les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Au cours de chaque année pendant laquelle sera en vigueur le Traité de commerce conclu ce jour entre la Lettonie et l'Union des Républiques soviétistes socialistes, la Délégation commerciale de l'Union et les organisations économiques soviétiques achèteront en Lettonie et importeront dans l'Union des Républiques soviétistes socialistes des marchandises d'origine lettone pour un montant égal à la valeur des marchandises exportées en Lettonie de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, de manière que les exportations de l'Union des Républiques soviétistes socialistes en Lettonie soient approximativement égales à ses importations de ce pays.

Article 2.

La vérification de l'exécution des dispositions de l'article premier du présent arrangement sera effectuée par des personnes spécialement désignées à cet effet par les deux gouvernements, à raison de deux personnes pour chaque Partie contractante, à l'expiration de chaque semestre de la durée d'application du Traité de commerce. Cette vérification devra être terminée au plus tard le dernier jour du deuxième mois qui suit le semestre correspondant de la durée d'application dudit traité.

Article 3.

La valeur des importations soviétiques en Lettonie sera déterminée sur la base des prix franco frontière ou c.i.f. un port letton, d'après les données de la statistique officielle lettone. La valeur des importations lettones dans l'Union des Républiques soviétistes socialistes sera déterminée sur la base des prix franco frontière ou c.i.f. un port soviétique, d'après les données de la statistique officielle soviétique. Les Parties ont le droit d'apporter des corrections aux données statistiques sur la base de documents.

Article 4.

Au cas où il serait établi, lors de la vérification des données concernant l'échange de marchandises, que la valeur des marchandises soviétiques importées en Lettonie est supérieure ou inférieure à celle des marchandises lettones exportées pendant le même semestre dans l'Union des Républiques soviétistes socialistes, la différence sera reportée au semestre suivant et devra être compensée au cours de ce dernier semestre.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3411. — ECONOMIC AGREEMENT BETWEEN LATVIA AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS. SIGNED AT MOSCOW, DECEMBER 4TH, 1933.

The undersigned, being duly authorised by their respective Governments, have agreed on the following :

Article 1.

In the course of each year during which the Commercial Treaty concluded this day between Latvia and the Union of Soviet Socialist Republics remains in force, the Trade Delegation of the Union and the Soviet economic organisations shall purchase in Latvia, for importation into the Union of Soviet Socialist Republics, goods of Latvian origin to the value of the goods exported from the Union of Soviet Socialist Republics to Latvia, so that the exports of the Union of Soviet Socialist Republics to Latvia shall be approximately equal to its imports from Latvia.

Article 2.

The execution of the provisions of Article 1 of the present Agreement shall be verified at the end of each half-year of the duration of the Commercial Treaty by persons specially appointed for the purpose by both Governments, two persons being appointed by each Party. This verification must be concluded not later than on the last day of the second month after the corresponding half-year of the duration of the Commercial Treaty.

Article 3.

The value of Soviet imports into Latvia shall be determined on the basis of prices for delivery free at frontier or c. i. f. Latvian ports, according to the Latvian official statistics. The value of Latvian imports into the Union of Soviet Socialist Republics shall be determined on the basis of prices for delivery free at frontier or c. i. f. Soviet ports, according to the Soviet official statistics. The Parties shall be entitled to make corrections in the statistics on the basis of documentary material.

Article 4.

If it is found, when verifying the returns regarding the exchange of goods, that the value of Soviet goods imported into Latvia is higher or lower than the value of Latvian goods exported during the same half-year to the Union of Soviet Socialist Republics, the difference shall be carried forward to the following half-year, and must be made up in the course of that half-year.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 5.

Le présent arrangement économique restera en vigueur pendant toute la durée du Traité commercial conclu ce jour.

Fait à Moscou, en deux exemplaires, en langues lettone et russe, le 4^e décembre 1933.

(Signé) D^r Alfr. BĪLMANIS.

(Signé) B. STOMOŅAKOVŠ.

(Signé) V. MUNTERS.

(Signé) Š. DVOLAICKIS.

(Signé) E. OZOLIŅŠ.

(Signé) I. LORENCS.

PROTOCOLE FINAL

Ad article premier.

1. La délégation de l'Union des Républiques soviétistes socialistes déclare que 50 % au moins des achats à effectuer par l'Union en Lettonie en vertu de l'article premier du présent arrangement consisteront en produits agricoles.

2. Le refus de la Commission des devises du Ministère des Finances de Lettonie d'autoriser l'exportation dans l'Union des Républiques soviétistes socialistes de produits industriels d'origine lettone contre paiement en lats, ne peut être invoqué pour justifier la non-observation de la relation établie à l'article premier du présent arrangement, entre les exportations soviétiques en Lettonie et les importations soviétiques de Lettonie.

La délégation lettone déclare qu'en ce qui concerne l'octroi d'autorisations pour l'exportation de produits industriels d'origine lettone contre paiement en lats, l'Union des Républiques soviétistes socialistes ne fera pas l'objet d'un traitement moins favorable que tout Etat tiers.

3. La différence entre les exportations de l'Union en Lettonie et les importations de l'Union de Lettonie ne doit pas être supérieure à deux cent mille lats (200.000) dans l'un ou dans l'autre sens, à la fin de chaque année pendant laquelle le Traité de commerce sera en vigueur. En cas de dénonciation du Traité par l'une des Parties contractantes, la différence subsistant à la fin de l'année correspondante devra être compensée au cours des quatre mois qui suivront la date à laquelle le Traité de commerce aura cessé d'être en vigueur, soit deux mois pour la vérification des échanges de marchandises du dernier semestre et deux mois pour la compensation de la différence.

Ad article 3.

Les Parties se prêteront une assistance réciproque en vue de la vérification des factures et autres documents présentés aux autorités douanières, sur la base desquels s'effectue l'enregistrement statistique.

Ad article 4.

Les dispositions de l'article 4 n'affectent en rien celles du point 3 du protocole final relatives à l'article premier du présent arrangement.

Fait à Moscou, en deux exemplaires, en langues lettone et russe, le 4 décembre 1933.

(Signé) D^r Alfr. BĪLMANIS.

(Signé) B. STOMOŅAKOVŠ.

(Signé) V. MUNTERS.

(Signé) Š. DVOLAICKIS.

(Signé) E. OZOLIŅŠ.

(Signé) I. LORENCS.

Article 5.

The present Economic Agreement shall remain in force for the entire duration of the Commercial Treaty of to-day's date.

Done at Moscow, in duplicate, in the Latvian and Russian languages, December 4th, 1933.

(Signed) Dr. Alfr. BĪLMANIS.

(Signed) B. STOMOŅAKOVŠ.

(Signed) V. MUNTERS.

(Signed) Š. DVOLAICKIS.

(Signed) E. OZOLIŅŠ.

(Signed) I. LORENCŠ.

FINAL PROTOCOL.

To Article 1.

1. The delegation of the Union of Soviet Socialist Republics states that not less than 50 % of the purchases made by the Union in Latvia on the basis of Article 1 of the present Agreement will consist of agricultural products.

2. A refusal by the Foreign Exchange Commission of the Latvian Ministry of Finance to permit the export of manufactured goods of Latvian origin to the Union of Soviet Socialist Republics against payment in lats may not serve as a justification for failure to observe the relationship established in Article 1 of the present Agreement between Soviet exports to Latvia and Soviet imports from Latvia.

The Latvian delegation states that, as regards the grant of permits to export manufactured goods of Latvian origin against payment in lats, the Union of Soviet Socialist Republics shall not be placed in a worse position than any third State.

3. The difference between exports from the Union to Latvia and imports into the Union from Latvia must not exceed two hundred thousand (200,000) lats in either direction at the end of each year during which the Commercial Treaty remains in force. Should the Treaty be denounced by either Contracting Party, the difference remaining at the end of the corresponding year must be made up in the course of four months from the date when the Commercial Treaty ceases to apply, that is to say, two months for the verification of the exchange of goods in the last half-year, and two months for making up the difference.

To Article 3.

The Parties will grant each other mutual assistance in verifying the invoices and other documents submitted to the Customs administrations, on which the statistical registration is based.

To Article 4.

The provisions of Article 4 shall not in any way affect the provisions of the Final Protocol to Article 1, paragraph 3, of the present Agreement.

Done at Moscow, in duplicate, in the Latvian and Russian languages, December 4th, 1933.

(Signed) Dr. Alfr. BĪLMANIS.

(Signed) B. STOMOŅAKOVŠ.

(Signed) V. MUNTERS.

(Signed) Š. DVOLAICKIS.

(Signed) E. OZOLIŅŠ.

(Signed) I. LORENCŠ.

N° 3412.

**UNION SUD-AFRICAINNE ET
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE**

Echange de notes comportant un
arrangement relatif à la navigation
aérienne. Pretoria, les 17 mars et
20 septembre 1933.

**UNION OF SOUTH AFRICA
AND
UNITED STATES OF AMERICA**

Exchange of Notes constituting an
Arrangement regarding Air Navi-
gation. Pretoria, March 17th and
September 20th, 1933.

No. 3412. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNION OF SOUTH AFRICA AND THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA CONSTITUTING AN ARRANGEMENT REGARDING AIR NAVIGATION. PRETORIA, MARCH 17TH, AND SEPTEMBER 20TH, 1933.

*English official text communicated by the Minister for External Affairs of the Union of South Africa.
The registration of this Exchange of Notes took place April 21st, 1934.
This Exchange of Notes was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, March 1st, 1934.*

No. 1.

MR. TOTTEN TO GENERAL HERTZOG.

LEGATION
OF THE UNITED STATES OF AMERICA.
No. 166.

PRETORIA, *March 17th*, 1933.

SIR,

I have the honor to communicate the text of the Arrangement between the United States of America and the Union of South Africa providing for navigation by aircraft of each country in the territory of the other, as understood by me to have been agreed to in the negotiations which have just been concluded between the Legation and your Ministry, as evidenced by your note of March 13th, 1933 (File No. P.M. 66/1/1).

AIR NAVIGATION ARRANGEMENT BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA
AND THE UNION OF SOUTH AFRICA.

Article 1.

Pending the conclusion of a convention between the United States of America and the Union of South Africa on the subject of air navigation, the operation of civil aircraft of the one country in the other country shall be governed by the following provisions.

¹ Came into force September 20th, 1933.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3412. — ÉCHANGE DE NOTES² ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS L'UNION SUD-AFRICAINNE ET LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A LA NAVIGATION AÉRIENNE. PRETORIA, LES 17 MARS ET 20 SEPTEMBRE 1933.

Texte officiel anglais communiqué par le ministre des Affaires étrangères de l'Union Sud-Africaine. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 21 avril 1934. Cet échange de notes a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des États-Unis d'Amérique le 1^{er} mars 1934.

N^o 1.

M. TOTTEN AU GÉNÉRAL HERTZOG.

LÉGATION
DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

N^o 166.

PRETORIA, le 17 mars 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous communiquer le texte de l'arrangement entre les États-Unis d'Amérique et l'Union Sud-Africaine concernant la navigation des aéronefs de chaque pays sur le territoire de l'autre, tel qu'à ma connaissance il a été arrêté au cours des négociations qui viennent de se terminer entre la Légation et votre Ministère, ainsi qu'il ressort de votre note du 13 mars 1933 (dossier N^o P. M. 66/1/1).

ARRANGEMENT ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET L'UNION SUD-AFRICAINNE CONCERNANT LA NAVIGATION AÉRIENNE.

Article premier.

Jusqu'à la conclusion d'une convention entre les États-Unis d'Amérique et l'Union Sud-Africaine concernant la navigation aérienne, l'exploitation d'aéronefs civils de l'un des deux pays dans l'autre sera régie par les dispositions ci-après.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Entré en vigueur le 20 septembre 1933.

Article 2.

The present Arrangement shall apply to Continental United States of America, exclusive of Alaska, and to the Union of South Africa, including the adjacent territorial waters of the two countries.

Article 3.

The term aircraft with reference to one or the other Party to this Arrangement shall be understood to mean civil aircraft, including State aircraft used exclusively for commercial purposes, duly registered in the territory of such Party.

Article 4.

Each of the Parties undertakes to grant liberty of passage above its territory in time of peace to the aircraft of the other Party, provided that the conditions set forth in the present Arrangement are observed.

It is, however, agreed that the establishment and operation of regular air routes by an air transport company of one of the Parties within the territory of the other Party or across the said territory, with or without intermediary landing, shall be subject to the prior consent of the other Party given on the principle of reciprocity and at the request of the Party whose nationality the air transport company possesses.

The Parties of this Arrangement agree that the period in which pilots may, while holding valid pilot licenses issued or rendered valid by either country, operate registered aircraft of that country in the other country for non-industrial or non-commercial purposes shall be limited to a period not exceeding six months from the time of entry for the purpose of operating aircraft, unless prior to the expiration of this period the pilots obtain from the Government of the country in which they are operating, pilot licenses authorizing them to operate aircraft for non-industrial or non-commercial purposes.

Article 5.

The aircraft of each of the Parties of this Arrangement, their crews and passengers shall, while within the territory of the other Party, be subject to the general legislation in force in that territory, as well as the regulations in force therein relating to air traffic in general, to the transport of passengers and goods and to public safety and order in so far as these regulations apply to all foreign aircraft, their crews and passengers.

Each of the Parties of this Arrangement shall permit the import or export of all merchandise which may be legally imported or exported and also the carriage of passengers, subject to any Customs, immigration and quarantine restrictions, into or from their respective territories in the aircraft of the other Party, and such aircraft, their passengers and cargoes shall enjoy the same privileges as and shall not be subjected to any other or higher duties or charges than those which the aircraft of the country, imposing such duties or charges, engaged in international commerce, and their cargoes and passengers, or the aircraft of any foreign country likewise engaged, and their cargoes and passengers, enjoy or are subjected to.

Each of the Parties to this Arrangement may reserve to its own aircraft air commerce between any two points neither of which is in a foreign country. Nevertheless, the aircraft of either Party may proceed from any aerodrome in the territory of the other Party which they are entitled to use to any other such aerodrome either for the purpose of landing the whole or part of their cargoes or

Article 2.

Le présent arrangement s'appliquera au territoire continental des Etats-Unis d'Amérique, à l'exclusion de l'Alaska, et à l'Union Sud-Africaine, y compris les eaux territoriales adjacentes des deux pays.

Article 3.

Par aéronefs de l'une ou de l'autre des Parties contractantes on entendra les aéronefs civils régulièrement immatriculés dans chaque Etat contractant, y compris les aéronefs de l'Etat servant exclusivement à des usages commerciaux.

Article 4.

Chaque Partie accorde en temps de paix aux aéronefs de l'autre Partie le droit de pratiquer la navigation aérienne au-dessus de son territoire, sous réserve de l'observation des dispositions du présent arrangement.

Toutefois, il est entendu que l'établissement et l'exploitation de lignes aériennes régulières par une entreprise de navigation aérienne de l'une des Parties dans le territoire de l'autre Partie ou à travers ce territoire, avec ou sans atterrissage intermédiaire, seront subordonnés à l'autorisation préalable de l'autre Partie, qui sera accordée selon le principe de la réciprocité et à la requête de la Partie à laquelle ressortit l'entreprise de navigation aérienne.

Les Parties au présent arrangement conviennent que la période pendant laquelle les pilotes titulaires de licences valables ou rendues valables par l'un des deux pays pourront piloter les aéronefs immatriculés de leur pays dans l'autre pour des fins non industrielles ou non commerciales sera limitée à une période de six mois au plus à partir du moment de la date d'entrée aux fins de pilotage, à moins qu'antérieurement à cette période le pilote n'obtienne du gouvernement du pays dans lequel il navigue une licence l'autorisant à piloter des aéronefs pour des fins non industrielles ou non commerciales.

Article 5.

Les aéronefs de chaque Partie contractante, leurs équipages et leurs passagers, aussi longtemps qu'ils se trouvent dans le territoire de l'autre Partie, seront assujettis à la législation générale applicable sur ce territoire, de même qu'aux prescriptions qui y régissent la navigation aérienne en général, le transport des passagers et des marchandises, ainsi que la sécurité et l'ordre publics, pour autant que ces prescriptions sont applicables à tous les aéronefs étrangers, à leurs équipages et à leurs passagers.

Chacune des deux Parties contractantes, sous réserve de toutes restrictions pouvant résulter des règlements en matière de douane, d'immigration et de quarantaine, autorisera l'importation et l'exportation de toutes marchandises qui, aux termes des dispositions légales, peuvent être importées ou exportées, ainsi que le transport de passagers, à destination ou en provenance de son territoire, par des aéronefs de l'autre Partie. Ces aéronefs, leurs passagers et leurs cargaisons auront droit aux mêmes privilèges et ne seront pas assujettis à des taxes ou redevances autres ou plus élevées que les aéronefs affectés aux transports aériens commerciaux internationaux et ressortissant au pays qui perçoit ces taxes ou redevances, ainsi que leurs passagers et cargaisons, ou que les aéronefs affectés aux transports aériens commerciaux internationaux et ressortissant à tout pays étranger, ainsi que leurs passagers et cargaisons.

Chacune des deux Parties contractantes peut réserver à ses propres aéronefs les transports aériens commerciaux entre deux points situés à l'intérieur de son pays. Toutefois, les aéronefs de chaque Partie pourront, sur le territoire de l'autre Partie, continuer leur route d'un aéroport jusqu'à un autre aéroport de même nature, afin d'y débarquer ou

passengers or of taking on board the whole or part of their cargoes or passengers, provided that such cargoes are covered by through bills of lading, and such passengers hold through tickets, issued respectively for a journey whose starting place and destination both are not points between which air commerce has been duly so reserved, and such aircraft, while proceeding as aforesaid, from one aerodrome to another, shall, notwithstanding that such aerodromes are points between which air commerce has been duly reserved, enjoy all the privileges of this Arrangement.

Article 6.

Each of the Parties to this Arrangement shall have the right to prohibit air traffic over certain areas of its territory, provided that no distinction in this matter is made between its aircraft engaged in international commerce and the aircraft of the other Party likewise engaged. The areas above which air traffic is thus prohibited by either Party must be notified to the other Party.

Each of the Parties reserves the right under exceptional circumstances in time of peace and with immediate effect temporarily to limit or prohibit air traffic above its territory on condition that in this respect no distinction is made between the aircraft of the other Party and the aircraft of any foreign country.

Article 7.

Any aircraft which finds itself over a prohibited area shall, as soon as it is aware of the fact, give the signal of distress prescribed in the Rules of the Air in force in the territory flown over and shall land as soon as possible at an aerodrome situated in such territory outside of but as near as possible to such prohibited area.

Article 8.

All aircraft shall carry clear and visible nationality and registration marks whereby they may be recognized during flight. In addition, they must bear the name and address of the owner.

All aircraft shall be provided with certificates of registration and of airworthiness and with all the other documents prescribed for air traffic in the territory in which they are registered.

The members of the crew who perform, in an aircraft, duties for which a special permit is required in the territory in which such aircraft is registered, shall be provided with all documents and in particular with the certificates and licenses prescribed by the regulations in force in such territory.

The other members of the crew shall carry documents showing their duties in the aircraft, their profession, identity and nationality.

The certificate of airworthiness, certificates of competency and licenses issued or rendered valid by one of the Parties to this Arrangement in respect of an aircraft registered in its territory or of the crew of such aircraft shall have the same validity in the territory of the other Party as the corresponding documents issued or rendered valid by the latter.

Each of the Parties reserves the right for the purpose of flight within its own territory to refuse to recognise certificates of competency and licenses issued to nationals of that Party by the other Party.

d'y embarquer tout ou partie de leur cargaison et tous leurs passagers ou quelques-uns d'entre eux, à condition que les marchandises soient accompagnées de titres de transport directs et que les passagers soient pourvus de billets directs pour des parcours dont le point initial et le point terminus ne sont pas, l'un et l'autre, des points entre lesquels les transports aériens commerciaux ont été dûment réservés aux aéronefs nationaux. Lorsque des aéronefs continuent leur route d'un aérodrome à destination d'un autre, comme il est dit ci-dessus, ils jouiront de tous les privilèges prévus par le présent arrangement, même s'il s'agit d'aérodromes entre lesquels les transports aériens commerciaux ont été dûment réservés.

Article 6.

Chacune des deux Parties contractantes aura le droit d'interdire la navigation aérienne au-dessus de certaines zones de son territoire, à condition qu'il ne soit fait à cet égard aucune discrimination entre ses aéronefs affectés aux transports internationaux et les aéronefs de l'autre Partie ayant reçu la même affectation. Chaque Partie devra faire connaître à l'autre les territoires au-dessus desquels elle a interdit la navigation aérienne en vertu de la présente disposition.

Chacune des Parties se réserve le droit, en cas de circonstances extraordinaires, de restreindre ou d'interdire en temps de paix la navigation aérienne au-dessus de son territoire, avec effet immédiat, à condition qu'à cet égard aucune discrimination ne soit faite entre les aéronefs de l'autre Partie et ceux de tout Etat étranger.

Article 7.

Le pilote de tout aéronef qui se sera engagé au-dessus d'une zone interdite devra, dès qu'il s'apercevra de ce fait, donner le signal de détresse prescrit par le règlement de navigation aérienne du territoire survolé et atterrir, aussitôt que possible, dans ce territoire, sur l'aérodrome le plus proche situé en dehors de la zone interdite.

Article 8.

Tous les aéronefs devront porter des marques de nationalité et d'immatriculation distinctes et bien visibles, permettant d'identifier l'appareil en cours de vol. Ils devront, en outre, porter le nom et l'adresse de leur propriétaire.

Tous les aéronefs devront être munis de certificats d'immatriculation et de navigabilité, ainsi que de tous les autres documents exigés pour la navigation aérienne dans le pays dans lequel les aéronefs sont immatriculés.

Les membres de l'équipage remplissant à bord d'un aéronef des fonctions dont l'exercice est subordonné à une autorisation spéciale dans le pays dans lequel l'aéronef est immatriculé, devront être munis de toutes les pièces et notamment des certificats et licences qui sont prescrits par les dispositions en vigueur dans ce pays.

Les autres membres de l'équipage devront être munis de certificats indiquant leurs fonctions à bord de l'aéronef, leur profession, leur identité et leur nationalité.

Les certificats de navigabilité, les brevets d'aptitude et les licences qui ont été délivrés ou rendus valables par l'une des Parties contractantes pour les aéronefs immatriculés sur son territoire ou pour leurs équipages, auront, sur le territoire de l'autre Partie, la même validité que les documents correspondants établis ou rendus valables dans cet Etat.

Chacune des Parties se réserve le droit de ne pas reconnaître comme valables pour la navigation aérienne à l'intérieur de son propre territoire les brevets d'aptitude et les licences délivrés à ses propres nationaux par l'autre Partie.

Article 9.

Aircraft of either of the Parties to this Arrangement may carry wireless apparatus in the territory of the other Party only if a license to install and work such apparatus shall have been issued by the competent authorities of the Party in whose territory the aircraft is registered. The use of such apparatus shall be in accordance with the regulations on the subject issued by the competent authorities of the territory within whose air space the aircraft is navigating.

Such apparatus shall be used only by such members of the crew as are provided with a special license for the purpose issued by the Government of the territory in which the aircraft is registered.

The Parties to this Arrangement reserve respectively the right, for reasons of safety, to issue regulations relative to the obligatory equipment of aircraft with wireless apparatus.

Article 10.

No arms of war, explosives of war, or munitions of war shall be carried by aircraft of either Party above the territory of the other Party or by the crew or passengers, except by permission of the competent authorities of the territory within whose air space the aircraft is navigating.

Article 11.

Upon the departure or landing of any aircraft each Party may within its own territory and through its competent authorities search the aircraft of the other Party and examine the certificates and other documents prescribed.

Article 12.

Aerodromes open to public air traffic in the territory of one of the Parties to this Arrangement shall in so far as they are under the control of the Party in whose territory they are situated be open to all aircraft of the other Party, which shall also be entitled to the assistance of the meteorological services, the wireless services, the lighting services and the day and night signalling services, in so far as the several classes of services are under the control of the Party in whose territory they respectively are rendered. Any scale of charges made, namely, landing, accommodation or other charge, with respect to the aircraft of each Party in the territory of the other Party, shall in so far as such charges are under the control of the Party in whose territory they are made be the same for the aircraft of both Parties.

Article 13.

All aircraft entering or leaving the territory of either of the Parties to this Arrangement shall land at or depart from an aerodrome open to public air traffic and classed as a Customs aerodrome at which facilities exist for enforcement of immigration regulations and clearance of aircraft, and no intermediary landing shall be effected between the frontier and the aerodrome. In special cases the competent authorities may allow aircraft to land at or depart from other aerodromes, at which Customs, immigration and clearance facilities have been arranged. The prohibition of any intermediary landing applies also in such cases.

Article 9.

Les aéronefs de chaque Partie contractante ne pourront être munis d'appareils radiotélégraphiques sur le territoire de l'autre Partie que si l'autorisation de fixer de tels appareils sur l'aéronef et d'en faire usage a été accordée par l'autorité compétente de la Partie sur le territoire de laquelle l'aéronef est immatriculé. L'utilisation de ces appareils sera régie par les prescriptions édictées à ce sujet par les autorités compétentes du territoire dans le domaine aérien duquel se trouve l'aéronef.

Ces appareils ne devront être manipulés que par des membres de l'équipage munis d'une autorisation spéciale du gouvernement du territoire dans lequel l'aéronef est immatriculé.

Les deux Parties contractantes se réservent le droit d'édicter, pour des raisons de sécurité, des prescriptions concernant l'installation obligatoire d'appareils radiotélégraphiques sur les aéronefs.

Article 10.

Les aéronefs de chaque Partie, leurs équipages et les passagers ne pourront transporter des armes, des explosifs ou des munitions de guerre au-dessus du territoire de l'autre Partie qu'avec l'autorisation spéciale des autorités compétentes du territoire dans le domaine aérien duquel se trouve l'aéronef.

Article 11.

Chaque Partie pourra, sur son territoire, au départ ou à l'atterrissage, faire procéder par ses autorités compétentes à la visite des aéronefs de l'autre Partie, ainsi qu'à l'examen des certificats et autres documents prescrits.

Article 12.

Les aérodromes ouverts à la navigation aérienne publique sur le territoire d'une Partie contractante, s'ils dépendent de la Partie sur le territoire de laquelle ils sont situés, pourront être utilisés par tous les aéronefs de l'autre Partie. Ces aéronefs pourront également faire usage des services de renseignements météorologiques, des services de radiotélégraphie et d'éclairage, ainsi que du service de signalement de jour et de nuit, pour autant que ces divers services dépendent de la Partie contractante sur le territoire de laquelle ils sont assurés. Les droits éventuels (droits d'atterrissage, de garage, etc.), applicables aux aéronefs de chacune des Parties sur le territoire de l'autre Partie, seront les mêmes pour les aéronefs des deux Parties, si leur fixation dépend de la Partie sur le territoire de laquelle ils sont perçus.

Article 13.

Les aéronefs à destination et en provenance de l'un des deux Etats contractants ne pourront atterrir ou prendre leur vol que sur un aérodrome ouvert à la navigation aérienne publique, classé comme aérodrome douanier ou pourvu des services nécessaires pour l'application des règlements concernant l'immigration et les formalités douanières. Il est interdit à ces aéronefs d'atterrir entre la frontière et l'aérodrome. Dans des cas particuliers, les autorités compétentes pourront autoriser les aéronefs à atterrir ou à prendre leur vol sur d'autres aérodromes pourvus des services nécessaires pour la visite douanière, l'application des règlements sur l'immigration et l'accomplissement des autres formalités. L'interdiction d'atterrir entre la frontière et l'aérodrome subsiste dans ces cas particuliers.

In the event of a forced landing outside the aerodromes, referred to in the first paragraph of this Article, the pilot of the aircraft, its crew and the passengers shall conform to the Customs and immigration regulations in force in the territory in which the landing has been made.

Aircraft of each Party to this Arrangement are accorded the right to enter the territory of the other Party subject to compliance with quarantine regulations in force therein.

The Parties to this Arrangement shall exchange lists of the aerodromes in their territories designated by them as ports of entry and departure.

Article 14.

Each of the Parties to this Arrangement reserves the right to require that all aircraft crossing the frontiers of its territory shall do so between certain points. Subject to the notification of any such requirements by one Party to the other Party, and to the right to prohibit air traffic over certain areas as stipulated in Article 6, the frontiers of the territories of the Parties to this Arrangement may be crossed at any point.

Article 15.

As ballast, only fine sand or water may be dropped from an aircraft.

Article 16.

No article or substance, other than ballast, may be unloaded or otherwise discharged in the course of flight unless special permission for such purpose shall have been given by the authorities of the territory in which such unloading or discharge takes place.

Article 17.

Whenever questions of nationality arise in carrying out the present Arrangement, it is agreed that every aircraft shall be deemed to possess the nationality of the Party in whose territory it is duly registered.

Article 18.

The Parties to this Arrangement shall communicate to each other the regulations relative to air traffic in force in their respective territories.

Article 19.

The present Arrangement shall be subject to termination by either Party upon sixty days' notice given to the other Party or by the enactment by either Party of legislation inconsistent therewith.

If you inform me that it is the understanding of your Government that the Arrangement agreed upon is as herein set forth, the Arrangement will be considered to be operative from the date of the receipt of your note so advising me.

I have, etc.

Ralph J. TOTTEN,
*Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of the United States of America.*

En cas d'atterrissage forcé en dehors des aérodromes mentionnés à l'alinéa premier du présent article, le pilote de l'aéronef, l'équipage et les passagers devront se conformer aux prescriptions concernant la visite douanière et l'immigration qui sont en vigueur dans le territoire dans lequel a eu lieu l'atterrissage.

Les aéronefs de chaque Partie contractante, en pénétrant sur le territoire de l'autre Partie, devront se conformer aux règlements de quarantaine qui y sont applicables.

Les deux Parties contractantes se communiqueront la liste des aérodromes situés sur leur territoire et désignés par elles comme aérodromes sur lesquels les aéronefs peuvent atterrir ou prendre leur vol.

Article 14.

Chacune des deux Parties contractantes se réserve le droit d'exiger que les aéronefs ne survolent les frontières de son territoire qu'entre des points déterminés par elle. Si aucune communication n'a été faite à ce sujet par l'une des Parties à l'autre et sous réserve du droit de chaque Partie d'interdire la navigation aérienne au-dessus de certaines zones en vertu de l'article 6, les frontières du territoire des deux Parties contractantes pourront être survolées en n'importe quel point.

Article 15.

Il ne pourra être jeté d'un aéronef d'autre lest que du sable fin ou de l'eau.

Article 16.

En cours de route, des objets ou matières autres que du lest ne pourront être jetés ou déchargés de quelque autre façon que si les autorités dont le territoire est touché ont délivré à cet effet une autorisation spéciale.

Article 17.

Pour tous les cas où l'application du présent arrangement soulèverait des questions de nationalité, il est convenu que les aéronefs possèdent la nationalité de la Partie dans le registre de laquelle ils sont régulièrement immatriculés.

Article 18.

Les Parties contractantes se communiqueront réciproquement toutes les prescriptions en vigueur sur leur territoire relativement à la navigation aérienne.

Article 19.

Le présent arrangement pourra être dénoncé à l'égard de l'autre Partie moyennant un préavis de soixante jours. En outre, il prendra fin dans le cas où l'une des deux Parties contractantes promulguerait des dispositions légales contraires au présent arrangement.

Je vous serais obligé de vouloir bien me faire savoir si le texte de l'arrangement tel qu'il est indiqué ci-dessus rencontre l'approbation de votre gouvernement. Dans l'affirmative, il sera entendu que votre gouvernement accepte que l'arrangement entre en vigueur à partir de la date de réception de votre note.

Veillez agréer, etc.

Ralph J. TOTTEN,

*Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire
des Etats-Unis d'Amérique.*

No. 2.

GENERAL HERTZOG TO MR. TOTTEN.

DEPARTMENT
OF EXTERNAL AFFAIRS.

PRETORIA, *September 20th, 1933.*

SIR,

I have the honour to refer to your letter No. 166 of the 17th March last regarding the Arrangement between the Union of South Africa and the United States of America providing for navigation by aircraft of each country in the territory of the other and to inform you that His Majesty's Government in the Union of South Africa are in accord with the terms of the Arrangement which is, word for word, as follows :

(Here follows the text of the Arrangement as in No. 1 above.)

It is further agreed that the Arrangement will be operative as from the date of this note.

I have, etc.

J. B. M. HERTZOG,
Minister of External Affairs.

Certified a true copy :

H. D. J. Bodenstein,
Secretary for External Affairs,

Capetown, 3rd April 1934.

N° 2.

LE GÉNÉRAL HERTZOG A M. TOTTEN.

DÉPARTEMENT
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

PRETORIA, le 20 septembre 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de me référer à votre lettre N° 166 du 17 mars 1933 au sujet de l'arrangement entre l'Union Sud-Africaine et les Etats-Unis d'Amérique concernant la navigation des aéronefs de chaque pays dans le territoire de l'autre et de vous informer que le Gouvernement de Sa Majesté dans l'Union Sud-Africaine accepte les termes de l'arrangement, qui est conçu textuellement comme suit :

(Suit le texte de l'arrangement tel qu'il figure au N° 1 ci-dessus.)

Il est convenu, en outre, que le présent arrangement entrera en vigueur à partir de la date de la présent note.

Veillez agréer, etc.

J. B. M. HERTZOG,
Ministre des Affaires étrangères.

N° 3413.

**UNION SUD - AFRICAINE ET
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE**

Echange de notes comportant un arrangement relatif à la délivrance par l'un des deux pays aux ressortissants de l'autre pays de brevets les autorisant à piloter des aéronefs civils. Pretoria, les 17 mars et 20 septembre 1933.

**UNION OF SOUTH AFRICA
AND
UNITED STATES OF AMERICA**

Exchange of Notes constituting an Arrangement regarding the Issuance by Each Country of Licenses to Nationals of the Other Country authorizing them to pilot Civil Aircraft. Pretoria, March 17th and September 20th, 1933.

No. 3413. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNION OF SOUTH AFRICA AND THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA CONSTITUTING AN ARRANGEMENT REGARDING THE ISSUANCE BY EACH COUNTRY OF LICENSES TO NATIONALS OF THE OTHER COUNTRY AUTHORIZING THEM TO PILOT CIVIL AIRCRAFT. PRETORIA, MARCH 17TH, AND SEPTEMBER 20TH, 1933.

*English official text communicated by the Minister for External Affairs of the Union of South Africa.
The registration of this Exchange of Notes took place April 21st, 1934.
This Exchange of Notes was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, February 15th, 1934.*

No. 1.

MR. TOTTEN TO GENERAL HERTZOG.

LEGATION
OF THE UNITED STATES OF AMERICA.

No. 167.

PRETORIA, *March 17th*, 1933.

SIR,

I have the honor to communicate the text of the Arrangement between the United States of America and the Union of South Africa providing for the issuance by each country of licenses to nationals of the other country authorizing them to pilot civil aircraft, as understood by me to have been agreed to in the negotiations which have just been concluded between the Legation and your Ministry, as evidenced by your Note of March 13th, 1933 (File No. P. M. 66/1/1).

ARRANGEMENT BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE UNION OF SOUTH AFRICA PROVIDING FOR THE ISSUANCE BY EACH COUNTRY OF LICENSES TO NATIONALS OF THE OTHER COUNTRY AUTHORIZING THEM TO PILOT CIVIL AIRCRAFT.

Article 1.

The present Arrangement between the United States of America and the Union of South Africa relates to the issuance by each country of licenses to nationals of the other country for the piloting of civil aircraft. The term "civil aircraft" shall be understood to mean aircraft used for private, industrial, commercial or transport purposes.

¹ Came into force September 20th, 1933.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3413. — ÉCHANGE DE NOTES² ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS L'UNION SUD-AFRICAINE ET LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A LA DÉLIVRANCE PAR L'UN DES DEUX PAYS AUX RESSORTISSANTS DE L'AUTRE PAYS DE BREVETS LES AUTORISANT A PILOTER DES AÉRONEFS CIVILS. PRETORIA, LES 17 MARS ET 20 SEPTEMBRE 1933.

Texte officiel anglais communiqué par le ministre des Affaires étrangères de l'Union Sud-Africaine. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 21 avril 1934. Cet échange de notes a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique le 15 février 1934.

N^o 1.

M. TOTTEN AU GÉNÉRAL HERTZOG.

LÉGATION
DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

N^o 167.

PRETORIA, le 17 mars 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous communiquer le texte de l'arrangement intervenu entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union Sud-Africaine en vue de la délivrance par chacun des deux pays aux ressortissants de l'autre pays de brevets les autorisant à piloter des aéronefs civils, tel qu'à ma connaissance il a été arrêté au cours des négociations qui viennent de se terminer entre la Légation et votre Ministère, ainsi qu'il ressort de votre note du 13 mars 1933 (dossier N^o P. M. 66/1/1).

ARRANGEMENT ENTRE LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET L'UNION SUD-AFRICAINE EN VUE DE LA DÉLIVRANCE PAR CHACUN DES DEUX PAYS AUX RESSORTISSANTS DE L'AUTRE PAYS DE BREVETS LES AUTORISANT A PILOTER DES AÉRONEFS CIVILS.

Article premier.

Le présent arrangement entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union Sud-Africaine a trait à la délivrance, par chacun des deux pays, de brevets aux ressortissants de l'autre pays pour le pilotage d'aéronefs civils. Le terme « aéronefs civils » s'entendra des aéronefs servant aux usages privés, industriels ou commerciaux, ou aux transports.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Entré en vigueur le 20 septembre 1933.

Article 2.

(a) The Department of Defence of the Union of South Africa will issue pilots' licenses to American nationals upon a showing that they are qualified under the regulations of that Department covering the licensing of pilots.

(b) The Department of Commerce of the United States of America will issue pilots' licenses to nationals of the Union of South Africa upon a showing that they are qualified under the regulations of that Department covering the licensing of pilots.

Article 3.

(a) Pilots' licenses issued by the Department of Commerce of the United States of America to nationals of the Union of South Africa shall entitle them to the same privileges as are granted by pilots' licenses issued to American nationals.

(b) Pilots' licenses issued by the Department of Defence of the Union of South Africa to American nationals shall entitle them to the same privileges as are granted by pilots' licenses issued to nationals of the Union of South Africa.

Article 4.

Pilots' licenses issued to nationals of the one country by the competent authority of the other country shall not be construed to accord to the licensees the right to register aircraft in such other country.

Article 5.

Pilots' licenses issued to nationals of the one country by the competent authority of the other country shall not be construed to accord to the licensees the right to operate aircraft in air commerce wholly within territory of such other country reserved to national aircraft, unless the aircraft have been registered under the laws of the country issuing the pilots' licenses.

Article 6.

(a) Nationals of the Union of South Africa shall while holding valid pilot licenses issued by the Department of Defence of the Union of South Africa be permitted to operate in Continental United States of America, exclusive of Alaska, for non-industrial or non-commercial purposes for a period not exceeding six months from the time of entering that country, any civil aircraft registered by the Department of Defence of the Union of South Africa, and/or any civil aircraft registered by the United States Department of Commerce. The period of validity of the licenses first mentioned in this paragraph shall, for the purpose of this paragraph, include any renewal of the license by the pilot's own Government made after the pilot has entered Continental United States of America. No person to whom this paragraph applies shall be allowed to operate civil aircraft in Continental United States of America, exclusive of Alaska, for non-industrial or non-commercial purposes for a period of more than six months from the time of entering that country, unless he shall, prior to the expiration of such period, have obtained a pilot license from the United States Department of Commerce in the manner provided for in this Arrangement.

(b) American nationals shall while holding valid pilot licenses issued by the United States Department of Commerce be permitted to operate in the Union of South Africa for non-industrial or non-commercial purposes for a period not exceeding six months from the time of entering that country, any civil aircraft registered by the United States Department of Commerce, and/or any civil aircraft registered by the Department of Defence of the Union of South Africa. The period of validity of the licenses first mentioned in this paragraph shall, for the purpose of this paragraph, include any renewal of the license by the pilot's own Government made after the pilot has entered the Union of South Africa. No person to whom this paragraph applies shall be allowed to operate

Article 2.

a) Le Ministère de la Défense de l'Union Sud-Africaine délivrera des brevets de pilote aux nationaux américains lorsque ceux-ci auront démontré qu'ils remplissent les conditions prescrites par le règlement de ce ministère relatif à la délivrance de brevets de pilote.

b) Le Département du commerce des Etats-Unis d'Amérique délivrera des brevets de pilote aux nationaux de l'Union Sud-Africaine lorsque ceux-ci auront démontré qu'ils remplissent les conditions prescrites par le règlement de ce département relatif à la délivrance de brevets de pilote.

Article 3.

a) Les brevets de pilote délivrés par le Département du commerce des Etats-Unis d'Amérique à des nationaux de l'Union Sud-Africaine leur conféreront des droits égaux à ceux que donnent les brevets de pilote délivrés aux nationaux américains.

b) Les brevets de pilote délivrés par le Ministère de la Défense de l'Union Sud-Africaine à des nationaux américains leur conféreront des droits égaux à ceux que donnent les brevets de pilote délivrés aux nationaux de l'Union Sud-Africaine.

Article 4.

Les brevets de pilote délivrés aux nationaux de l'un des deux pays par l'autorité compétente de l'autre ne devront pas être interprétés comme donnant aux titulaires le droit de faire immatriculer des aéronefs dans cet autre pays.

Article 5.

Les brevets de pilote délivrés aux nationaux de l'un des deux pays par l'autorité compétente de l'autre pays ne devront pas être interprétés comme donnant aux titulaires le droit de piloter des aéronefs sur des lignes commerciales aériennes dont le parcours se trouve entièrement dans la zone de cet autre pays réservée aux aéronefs nationaux, à moins que les aéronefs n'aient été immatriculés conformément à la législation du pays qui délivre ces brevets.

Article 6.

a) Les nationaux de l'Union Sud-Africaine titulaires de brevets de pilote valides délivrés par le Ministère de la Défense de l'Union Sud-Africaine seront autorisés à piloter, dans le territoire continental des Etats-Unis d'Amérique, sauf l'Alaska, pour des usages non industriels ou non commerciaux, pendant une période de six mois au maximum à partir de la date de l'entrée dans ce pays, tout aéronef civil immatriculé par le Ministère de la Défense de l'Union Sud-Africaine et/ou tout aéronef civil immatriculé par le Département du commerce des Etats-Unis. La période de validité des brevets mentionnée au début du présent paragraphe comprendra, aux fins de ce paragraphe, tout renouvellement du brevet effectué par l'Etat auquel ressortit le pilote, postérieurement à l'entrée de celui-ci sur le territoire continental des Etats-Unis d'Amérique. Aucune des personnes auxquelles s'appliquera cette disposition ne pourra piloter des aéronefs civils dans le territoire continental des Etats-Unis d'Amérique, sauf l'Alaska, pour des usages non industriels ou non commerciaux, pendant plus de six mois à partir de la date de l'entrée dans ce pays, à moins d'avoir obtenu, avant l'expiration de cette période, un brevet de pilote du Département du commerce des Etats-Unis, de la manière prévue dans le présent arrangement.

b) Les nationaux américains titulaires de brevets de pilote valides délivrés par le Département du commerce des Etats-Unis seront autorisés à piloter dans l'Union Sud-Africaine, pour des usages non industriels ou non commerciaux, pendant une période de six mois au maximum à partir de l'entrée dans ce pays, tout aéronef civil immatriculé par le Département du commerce des Etats-Unis et/ou tout aéronef civil immatriculé par le Ministère de la Défense de l'Union Sud-Africaine. La période de validité des brevets mentionnée au début du présent paragraphe comprendra, aux fins de ce paragraphe, tout renouvellement du brevet effectué par l'Etat auquel ressortit le pilote, postérieurement à l'entrée de celui-ci dans l'Union Sud-Africaine.

civil aircraft in the Union of South Africa for non-industrial or non-commercial purposes for a period of more than six months from the time of entering that country, unless he shall, prior to the expiration of such period, have obtained a pilot's license from the Department of Defence of the Union of South Africa in the manner provided for in this Arrangement.

(c) The conditions under which pilots of the nationality of either country may operate aircraft of their country in the other country, as provided for in this Article, shall be as stipulated in the air navigation arrangement in force between the Parties to this Arrangement for the issuance of pilot licenses ; and the conditions under which pilots of the nationality of either country may operate aircraft of the other country, as provided for in this Article, shall be in accordance with the requirements of such other country.

Article 7.

The present Arrangement shall be subject to termination by either Party upon sixty days' notice given to the other Party or by the enactment by either Party of legislation inconsistent therewith.

If you inform me that it is the understanding of your Government that the Arrangement agreed upon is as herein set forth, the Arrangement will be considered to be operative from the date of the receipt of your note so advising me.

I have, etc.

Ralph J. TOTTEN,
*Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of the United States of America.*

No. 2.

GENERAL HERTZOG TO MR. TOTTEN.

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS.

PRETORIA, *September 20th, 1933.*

SIR,

I have the honour to refer to your letter No. 167 of the 17th March last regarding the proposed Arrangement between the Union of South Africa and the United States of America providing for the issuance by each country of licences to nationals of the other country authorizing them to pilot civil aircraft, and to inform you that His Majesty's Government in the Union of South Africa are in accord with the terms of the Arrangement which is, word for word, as follows :

(Here follows the text of the Arrangement as in No. 1 above.)

It is further agreed that the Arrangement will be operative as from the date of this note.

I have, etc.

J. B. M. HERTZOG,
Minister of External Affairs.

Certified a true copy :
H. D. J. Bodenstein,
Secretary for External Affairs.
Capetown, 3rd April, 1934.

Aucune des personnes auxquelles s'applique cette disposition ne pourra piloter des aéronefs civils dans l'Union Sud-Africaine, pour des usages non industriels ou non commerciaux, pendant plus de six mois à partir de la date de l'entrée dans ce pays, à moins d'avoir obtenu, avant l'expiration de cette période, un brevet de pilote du Ministère de la Défense de l'Union Sud-Africaine, de la manière prévue dans le présent arrangement.

c) Les conditions dans lesquelles les pilotes ayant la nationalité de l'un ou l'autre des deux pays pourront piloter dans l'autre pays des aéronefs de leur propre pays, ainsi qu'il est prévu dans le présent article, seront celles que stipule l'Arrangement relatif à la navigation aérienne en vigueur entre les Parties au présent arrangement pour la délivrance de brevets de pilotage; les conditions auxquelles les pilotes ayant la nationalité de l'un ou l'autre des deux pays pourront piloter des aéronefs de l'autre pays, ainsi qu'il est prévu dans le présent article, seront conformes aux règles de cet autre pays.

Article 7.

Le présent arrangement pourra prendre fin moyennant préavis de soixante jours donné par l'une des Parties à l'autre ou à la suite de la promulgation, par l'une des Parties, de dispositions législatives incompatibles avec cet arrangement.

Si vous voulez bien me faire savoir que votre gouvernement estime que l'arrangement susmentionné est conforme au texte ci-dessus, cet arrangement sera considéré comme applicable à partir de la date de réception de votre note à cet effet.

Veuillez agréer, etc.

Ralph J. TOTTEN,

*Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
des Etats-Unis d'Amérique.*

N° 2.

LE GÉNÉRAL HERTZOG A M. TOTTEN.

DÉPARTEMENT
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

PRETORIA, le 20 septembre 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à votre lettre N° 167 du 17 mars 1933 concernant l'arrangement envisagé entre l'Union Sud-Africaine et les Etats-Unis d'Amérique en vue de la délivrance, par chacun des deux pays, aux ressortissants de l'autre pays de brevets les autorisant à piloter des aéronefs civils, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement de Sa Majesté dans l'Union Sud-Africaine accepte les termes dudit arrangement, qui est conçu textuellement comme suit :

(Suit le texte de l'arrangement tel qu'il figure au N° 1 ci-dessus.)

Il est en outre convenu que l'arrangement entrera en vigueur à partir de la date de la présente note.

Veuillez agréer, etc.

J. B. M. HERTZOG,

Ministre des Affaires étrangères.

N° 3414.

**ROUMANIE,
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTISTES SOCIALISTES,
TCHÉCOSLOVAQUIE,
TURQUIE, YOUGOSLAVIE**

Convention de définition de l'agres-
sion, avec annexe. Signées à Lon-
dres, le 4 juillet 1933.

**ROUMANIA,
UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS,
CZECHOSLOVAKIA,
TURKEY, YUGOSLAVIA**

Convention for the Definition of
Aggression, and Annex. Signed at
London, July 4th, 1933.

N° 3414. — CONVENTION ¹ DE DÉFINITION DE L'AGRESSION ENTRE LA ROUMANIE, L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES, LA TCHÉCOSLOVAQUIE, LA TURQUIE ET LA YUGOSLAVIE. SIGNÉE A LONDRES, LE 4 JUILLET 1933.

Texte officiel français communiqué par le président du Conseil permanent de la Petite Entente et le ministre des Affaires étrangères de Turquie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 26 avril 1934.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE TCHÉCOSLOVAQUIE, SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE TURQUIE, LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES et SA MAJESTÉ LE ROI DE YUGOSLAVIE,

Désireux de renforcer la paix existante entre leurs pays ;

Considérant que le Pacte Briand-Kellogg, dont ils sont signataires, interdit toute agression ;

Estimant nécessaire, dans l'intérêt de la sécurité générale, de définir de manière aussi précise que possible l'agression afin de prévenir tout prétexte pour sa justification ;

Constatant que tous les Etats ont également droit à l'indépendance, à la sécurité, à la défense de leurs territoires, et au libre développement de leurs institutions ;

Animés du désir, dans l'intérêt de la paix générale, d'assurer à tous les peuples l'inviolabilité du territoire de leur pays ;

Jugeant utile, dans l'intérêt de la paix générale, de mettre en vigueur entre leurs pays des règles précises définissant l'agression, en attendant que ces dernières deviennent universelles,

Ont décidé, dans ces buts, de conclure la présente convention et ont dûment autorisé à cet effet :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE TCHÉCOSLOVAQUIE :

M. Jan Garrigue MASARYK, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Londres ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

M. Nicolas TITULESCU, ministre des Affaires étrangères ;

¹ Ratifications déposées à Moscou :

ROUMANIE	} 17 février 1934.
UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES	
TCHÉCOSLOVAQUIE	
YUGOSLAVIE	
TURQUIE	} 23 mars 1934.

Entrée en vigueur le 17 février 1934.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3414. — CONVENTION ² FOR THE DEFINITION OF AGGRESSION
 BETWEEN ROUMANIA, THE UNION OF SOVIET SOCIALIST
 REPUBLICS, CZECHOSLOVAKIA, TURKEY AND YUGOSLAVIA.
 SIGNED AT LONDON, JULY 4TH, 1933.

*French official text communicated by the President of the Permanent Council of the Little Entente
 and by the Turkish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place
 April 26th, 1934.*

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CZECHOSLOVAKIA, HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA,
 THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF TURKEY, THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE
 UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS and HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA ;

Being desirous of consolidating the peaceful relations existing between their countries ;

Mindful of the fact that the Briand-Kellogg Pact, of which they are signatories, prohibits all
 aggression ;

Deeming it necessary, in the interest of the general security, to define aggression as specifically
 as possible in order to obviate any pretext whereby it might be justified ;

Noting that all States have an equal right to independence, security, the defence of their
 territories and the free development of their institutions ;

Desirous, in the interest of the general peace, to ensure to all peoples the inviolability of
 the territory of their countries ;

Judging it expedient, in the interest of the general peace, to bring into force, as between
 their countries, precise rules defining aggression, until such time as those rules shall become
 universal ;

Have decided, with these objects, to conclude the present Convention and have duly authorised
 for the purpose :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CZECHOSLOVAKIA :

M. Jan Garrigue MASARYK, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in London ;

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

M. Nicolas TITULESCU, Minister for Foreign Affairs ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Ratifications deposited in Moscow :

ROUMANIA	} February 17th, 1934.
UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS	
CZECHOSLOVAKIA	
YUGOSLAVIA	
TURKEY	
	} March 23rd, 1934.

Came into force February 17th, 1934.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE TURQUIE :

Mehmet MUNIR bey, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Londres ;

LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES :

M. Maxime LITVINOFF, commissaire du Peuple aux Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE :

M. le D^r Georges DIOURITCH, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Londres ;

Lesquels ont convenu des dispositions suivantes :

Article premier.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à accepter dans ses rapports mutuels avec chacune des autres et à partir du jour de la mise en vigueur de la présente convention la définition de l'agression telle qu'elle a été expliquée dans le rapport du Comité pour les questions de sécurité en date du 24 mai 1933 (Rapport Politis) à la Conférence pour la réduction et la limitation des armements, rapport fait à la suite de la proposition de la Délégation soviétique.

Article II.

En conséquence, sera reconnu comme agresseur dans un conflit international, sous réserve des accords en vigueur entre les parties en conflit, l'Etat qui, le premier, aura commis l'une des actions suivantes :

1. Déclaration de guerre à un autre Etat ;
2. Invasion par ses forces armées, même sans déclaration de guerre, du territoire d'un autre Etat ;
3. Attaque par ses forces terrestres, navales ou aériennes, même sans déclaration de guerre, du territoire, des navires, ou des aéronefs d'un autre Etat ;
4. Blocus naval des côtes ou des ports d'un autre Etat ;
5. Appui donné à des bandes armées qui, formées sur son territoire, auront envahi le territoire d'un autre Etat, ou refus, malgré la demande de l'Etat envahi, de prendre, sur son propre territoire, toutes les mesures en son pouvoir pour priver lesdites bandes de toute aide ou protection.

Article III.

Aucune considération d'ordre politique, militaire, économique ou autre ne pourra servir d'excuse ou de justification à l'agression prévue à l'article II. (A titre d'exemple voir l'Annexe.)

Article IV.

La présente convention est ouverte à l'adhésion de toutes les autres nations. L'adhésion conférera les mêmes droits et imposera les mêmes obligations que la signature initiale. L'adhésion sera communiquée au Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes qui en informera aussitôt les autres signataires.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF TURKEY :

Mehmet MUNIR Bey, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary in London ;

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS :

M. Maxime LITVINOFF, People's Commissary for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA :

Dr. Georges DIOURITCH, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in London ;

Who have agreed upon the following provisions :

Article I.

Each of the High Contracting Parties undertakes to accept in its relations with each of the other Parties, from the date of the entry into force of the present Convention, the definition of aggression as explained in the Report, dated May 24th, 1933, of the Committee on Security Questions (Politis Report) to the Conference for the Reduction and Limitation of Armaments, which Report was made in consequence of the Soviet delegation's proposal.

Article II.

Accordingly, the aggressor in an international conflict shall, subject to the agreements in force between the Parties to the dispute, be considered to be that State which is the first to commit any of the following actions :

1. Declaration of war upon another State ;
2. Invasion by its armed forces, with or without a declaration of war, of the territory of another State ;
3. Attack by its land, naval or air forces, with or without a declaration of war, on the territory, vessels or aircraft of another State ;
4. Naval blockade of the coasts or ports of another State ;
5. Provision of support to armed bands formed in its territory which have invaded the territory of another State, or refusal, notwithstanding the request of the invaded State, to take, in its own territory, all the measures in its power to deprive those bands of all assistance or protection.

Article III.

No political, military, economic or other consideration may serve as an excuse or justification for the aggression referred to in Article II. (For examples, see Annex.)

Article IV.

The present Convention is open for the accession of all other nations. Accession shall confer the same rights and impose the same obligations as initial signature. Such accession shall be notified to the Government of the Union of Soviet Socialist Republics, which shall forthwith inform the other signatories.

Article V.

La présente convention sera ratifiée par les Hautes Parties contractantes conformément à la législation de chacune d'entre elles.

Les instruments de ratification seront déposés par chacune des Hautes Parties contractantes auprès du Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes.

Aussitôt que les instruments de ratification auront été déposés par deux des Hautes Parties contractantes, la présente convention entrera en vigueur entre ces deux Parties. Elle entrera en vigueur pour toutes les autres Hautes Parties contractantes à mesure que ces dernières déposeront à leur tour leurs instruments de ratification.

Chaque dépôt des instruments de ratification sera immédiatement notifié par le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes à tous les signataires de la présente convention.

Article VI.

La présente convention a été signée en cinq exemplaires dont chacune des Hautes Parties contractantes en a reçu un.

En foi de quoi les plénipotentiaires énumérés ci-dessus ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Londres, le 4 juillet 1933.

(L. S.) Jan MASARYK.

(L. S.) N. TITULESCU.

(L. S.) Mehmet MÜNIR.

(L. S.) Maxime LITVINOFF.

(L. S.) G. DIOURITCH.

ANNEXE

A L'ARTICLE III DE LA CONVENTION RELATIVE A LA DÉFINITION DE L'AGRESSION.

Les Hautes Parties contractantes signataires de la Convention relative à la définition de l'agression,

Désirant, sous la réserve expresse de ne restreindre en rien la portée absolue de la règle posée à l'article III de ladite convention, fournir certaines indications de nature à déterminer l'agresseur,

Constatent qu'aucun acte d'agression au sens de l'article II de ladite convention ne pourra, entre autres, être justifié par l'une des circonstances suivantes :

A. La situation intérieure d'un Etat,

par exemple

sa structure politique, économique ou sociale ; les défauts allégués de son administration ; les troubles provenant de grèves, révolutions, contre-révolutions ou guerre civile.

Article V.

The present Convention shall be ratified by each of the High Contracting Parties in conformity with its laws.

The instruments of ratification shall be deposited by each of the High Contracting Parties with the Government of the Union of Soviet Socialist Republics.

As soon as the instruments of ratification have been deposited by two of the High Contracting Parties, the present Convention shall come into force as between those two Parties. It shall come into force as regards all the other High Contracting Parties according as the latter deposit in their turn their instruments of ratification.

Each deposit of instruments of ratification shall immediately be notified by the Government of the Union of Soviet Socialist Republics to all the signatories of the present Convention.

Article VI.

The present Convention has been signed in five copies, of which each of the High Contracting Parties has received one.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in London, July 4th, 1933.

(L. S.) Jan MASARYK.

(L. S.) N. TITULESCU.

(L. S.) Mehmet MÜNİR.

(L. S.) Maxime LITVINOFF.

(L. S.) G. DIOURITCH.

ANNEX

TO ARTICLE III OF THE CONVENTION RELATING TO THE DEFINITION OF AGGRESSION.

The High Contracting Parties signatories of the Convention relating to the definition of aggression,

Desiring, subject to the express reservation that the absolute validity of the rule laid down in Article III of that Convention shall be in no way restricted, to furnish certain indications for determining the aggressor,

Declare that no act of aggression within the meaning of Article II of that Convention can be justified on either of the following grounds, among others :

A. The internal condition of a State,

for example :

its political, economic or social structure ; alleged defects in its administration ; disturbances due to strikes, revolutions, counter-revolutions or civil war.

B. *La conduite internationale d'un Etat,*

par exemple

la violation ou le danger de violation des droits ou intérêts matériels ou moraux d'un Etat étranger ou de ses ressortissants ; la rupture des relations diplomatiques ou économiques ; les mesures de boycottage économique ou financier ; les différends relatifs à des engagements économiques, financiers ou autres envers des Etats étrangers ; les incidents de frontière ne rentrant pas dans un des cas d'agression indiqués dans l'article II.

Les Hautes Parties contractantes sont d'autre part d'accord pour reconnaître que la présente convention ne devra jamais servir à légitimer les violations du droit des gens qui pourraient être impliquées dans les circonstances comprises dans l'énumération ci-dessus.

(L. S.) Jan MASARYK.

(L. S.) N. TITULESCU.

(L. S.) Mehmet MÜNIR.

(L. S.) Maxime LITVINOFF.

(L. S.) G. DIOURITCH.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 12 avril 1934.

(Signature illisible.)

Directeur des Archives a. i.

(République de Turquie.)

Pour copie certifiée conforme :

Pour le Chef du Protocole :

Munir Ibrahim.

B. *The international conduct of a State,*

for example :

the violation or threatened violation of the material or moral rights or interests of a foreign State or its nationals ; the rupture of diplomatic or economic relations ; economic or financial boycotts ; disputes relating to economic, financial or other obligations towards foreign States ; frontier incidents not forming any of the cases of aggression specified in Article II.

The High Contracting Parties further agree to recognise that the present Convention can never legitimate any violations of international law that may be implied in the circumstances comprised in the above list.

(L. S.) Jan MASARYK.

(L. S.) N. TITULESCU.

(L. S.) Mehmet MÜNİR.

(L. S.) Maxime LITVINOFF.

(L. S.) G. DIOURITCH.

N° 3415.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET POLOGNE**

Traité relatif à l'extradition des
délinquants fugitifs, signé à Var-
sovie, le 11 janvier 1932, et échange
de notes y relatif de la même date.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND POLAND**

Treaty for the Surrender of Fugitive
Criminals, signed at Warsaw,
January 11th, 1932, and Exchange
of Notes relating thereto of the
Same Date.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

N^o 3415. — TRAKTAT¹ MIĘDZY PREZYDENTEM RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ I JEGO KRÓLEWSKĄ MOŚCIĄ KRÓLEM WIELKIEJ BRYTANJI, IRLANDJI I BRYTYJSKICH DOMINJÓW ZAMORSKICH, CESARZEM INDYJ, DLA ZJEDNOCZONEGO KRÓLESTWA O WYDAWANIU ZBIEGŁYCH PRZESTĘPCÓW. PODPISANY W. WARSZAWIE, DNIA 11 STYCZNIA 1932 R.

Textes officiels polonais et anglais communiqués par le chargé d'Affaires a. i. de la Délégation polonaise auprès de la Société des Nations et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 27 avril 1934.

PREZYDENT RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ

i
JEGO KRÓLEWSKA MOŚĆ KRÓL WIELKIEJ BRYTANJI, IRLANDJI I BRYTYJSKICH DOMINJÓW ZAMORSKICH, CESARZ INDYJ,

pragnąc ustalić zasady wzajemnego wydawania przestępców, postanowili zawrzeć w tym celu traktat i dla dokonania tego mianowali swymi pełnomocnikami :

PREZYDENT RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ :

Pana Augusta ZALESKIEGO, Ministra Spraw Zagranicznych i

Pana Stefana SIECZKOWSKIEGO, Podsekretarza Stanu w Ministerstwie Sprawiedliwości,

JEGO KRÓLEWSKA MOŚĆ KRÓL WIELKIEJ BRYTANJI, IRLANDJI I BRYTYJSKICH DOMINJÓW ZAMORSKICH, CESARZ INDYJ :

DLA WIELKIEJ BRYTANJI I PÓŁNOCNEJ IRLANDJI :

Jaśnie Wielmożnego Sir William Forbes ERSKINE, G.C.M.G., M.V.O., Ambasadora Nadzwyczajnego i Pełnomocnego Jego Królewskiej Brytyjskiej Mości przy Rządzie Rzeczypospolitej Polskiej ;

którzy, po wzajemnem okazaniu swych pełnomocnictw, uznanych za dobre i w należytej formie, zgodzili się na następujące postanowienia :

Artykuł I.

Wysokie Układające się Strony zobowiązują się wydawać sobie wzajemnie, w przypadkach i na warunkach ustalonych w niniejszym traktacie, osoby, które, będąc oskarżone lub skazane za jakąkolwiek ze zbrodni lub występków, wyszczególnionych w art. 3, a popełnionych w granicach jurysdykcji jednej z Układających się Stron, zostaną odszukane na terytorjum drugiej Strony

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 19 décembre 1933.
Entré en vigueur le 12 mars 1934.

No. 3415. — TREATY ¹ BETWEEN THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND AND HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA (IN RESPECT OF THE UNITED KINGDOM) FOR THE SURRENDER OF FUGITIVE CRIMINALS. SIGNED AT WARSAW, JANUARY 11TH, 1932.

Polish and English official texts communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the Polish Delegation accredited to the League of Nations and by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Treaty took place April 27th, 1934.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND

and

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA,

Desiring to make provision for the reciprocal extradition of criminals, have resolved to conclude a Treaty for that purpose, and to that end have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND :

Monsieur August ZALESKI, Minister for Foreign Affairs, and

Monsieur Stefan SIECZKOWSKI, Under-Secretary of State to the Ministry of Justice ;

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

FOR GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND :

The Right Honourable Sir William Forbes ERSKINE, G.C.M.G., M.V.O., His Majesty's Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to the Republic of Poland ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The High Contracting Parties engage to deliver up to each other, under certain circumstances and conditions stated in the present Treaty, those persons who, being accused or convicted of any of the crimes or offences enumerated in Article 3, committed within the jurisdiction of the one Party, shall be found within the territory of the other Party.

¹ The exchange of ratifications took place at Warsaw, December 19th, 1933.
Came into force March 12th, 1934.

Artykuł 2.

W rozumieniu niniejszego traktatu :

(1) Za terytorjum Jego Królewskiej Brytyjskiej Mości będą uważane Wielka Brytania i Północna Irlandja, Wyspy Kanału i Wyspa Man i wszystkie części zamorskich posiadłości Jego Królewskiej Brytyjskiej Mości, z wyjątkiem wyliczonych w art. 19, oraz terytorja wyliczone w art. 21 i wszelkie terytorja, na które na zasadzie art. 22 może być traktat niniejszy rozciągnięty. Rozumie się, że poza Wielką Brytanią i Północną Irlandją, Wyspami Kanału i Wyspą Man traktat niniejszy będzie stosowany do całego innego terytorjum Jego Królewskiej Brytyjskiej Mości (jak je wyżej określono) tylko o tyle, o ile na to ustawy pozwalają.

(2) Obywatele i krajowcy jakiegokolwiek Protektoratu Brytyjskiego albo Państwa, będącego pod opieką Wielkiej Brytanji, lub też takiego terytorjum, na którym Jego Królewska Brytyjska Mość posiada mandat z ramienia Ligi Narodów, będą uważani za poddanych brytyjskich.

(3) Obywatele gdańscy w Polsce będą traktowani narówni z obywatelami polskimi, a w razie zastosowania niniejszego traktatu do terytorjum Wolnego Miasta Gdańska zgodnie z art. 18, obywatele polscy na wspomnianem terytorjum będą traktowani narówni z obywatelami Wolnego Miasta.

Artykuł 3.

Wydanie przyznawane będzie wzajemnie z powodu następujących zbrodni lub występków, o ile są one karalne według ustaw obu Wysokich Układających się Stron (to znaczy w Polsce według ustawodawstwa przynajmniej jednej z jej dzielnic) :

1. Morderstwo (włączając w to skrytobójstwo, ojcobójstwo, matkobójstwo, zabójstwo krewnych, dzieciobójstwo, trucicielstwo) lub usiłowanie morderstwa albo spisek w celu popełnienia morderstwa.

2. Zabójstwo.

3. Podawanie leków lub użycie narzędzi w celu wywołania poronienia.

4. Zgwałcenie.

5. Czyn lubieżny, lub usiłowanie spełnienia czynu lubieżnego z dziewczęciem poniżej lat 16.

6. Gwałt (bezpośredni) na osobie w celu nierządu.

7. Porwanie człowieka albo bezprawne ograniczenie wolności osobistej.

8. Porwanie dziecka, włączając w to opuszczenie, porzucenie lub bezprawne zatrzymanie dziecka.

9. Urowadzenie.

10. Stręczycielstwo, a mianowicie przestępstwa, wyliczone w art. 1 i 2 Konwencji Międzynarodowej o zwalczaniu handlu żywym towarem, zawartej w dniu 4 maja 1910¹ w Paryżu.

11. Dwużeństwo.

12. Umysłne zadanie rany lub ciężkie uszkodzenie ciała.

13. Pogrożki pisemne lub inne w celu wymuszenia pieniędzy lub innych przedmiotów wartościowych.

14. Fałszywe zeznanie pod przysięgą lub namawianie do niego.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome VII, page 252.

Article 2.

For the purposes of the present Treaty :

(i) The territory of His Britannic Majesty shall be deemed to be Great Britain and Northern Ireland, the Channel Islands and Isle of Man, and all parts of His Britannic Majesty's dominions overseas other than those enumerated in Article 19, together with the territories enumerated in Article 21 and any territories to which it may be extended under Article 22. It is understood that in respect of all territory of His Britannic Majesty as above defined other than Great Britain and Northern Ireland, the Channel Islands and Isle of Man, the present Treaty shall be applied so far as the laws permit.

(ii) The nationals or natives of any British Protectorate or British protected State or of any territory in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations is held by His Britannic Majesty shall be deemed to be British subjects.

(iii) Danzig citizens in Poland shall be assimilated to Polish citizens, and in the event of the Treaty being applied to the territory of the Free City of Danzig under Article 18, Polish citizens in the said territory shall be assimilated to citizens of the Free City.

Article 3.

Extradition shall be reciprocally granted for the following crimes or offences when they are punishable in accordance with the laws of both the High Contracting Parties (that is to say, in Poland, in accordance with the laws of at least one of the Provinces of Poland) :

- (1) Murder (including assassination, parricide, murder of relations, infanticide, poisoning) or attempt or conspiracy to murder.
- (2) Manslaughter.
- (3) Administering drugs or using instruments with intent to procure the miscarriage of women.
- (4) Rape.
- (5) Unlawful carnal knowledge, or any attempt to have unlawful carnal knowledge, of a girl under 16 years of age.
- (6) Indecent assault.
- (7) Kidnapping or false imprisonment.
- (8) Child stealing, including abandoning, exposing or unlawfully detaining.
- (9) Abduction.
- (10) Procuration ; that is to say, the offences enumerated in Articles 1 and 2 of the International Convention¹ for the Suppression of the White Slave Traffic concluded at Paris on the 4th May, 1910.
- (11) Bigamy.
- (12) Maliciously wounding or inflicting grievous bodily harm.
- (13) Threats, by letter or otherwise, with intent to extort money or other things of value.
- (14) Perjury, or subornation of perjury.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 103, page 244.

15. Rozmyślne podpalenie.
16. Włamanie się lub wdarcie się do domu mieszkalnego, lub budynku do tegoż należącego, w nocy (burglary) lub we dnie (housebreaking) z zamiarem popełnienia zbrodni.
17. Rozbój (rabunek) z użyciem gwałtu lub pogróżek.
18. Kradzież lub sprzeniewierzenie.
19. Nadużycie zaufania przez zawiadowcę, bankiera, agenta, prokurenta, powiernika lub kuratora, dyrektora, członka lub urzędnika jakiegokolwiek spółki lub oszukańcze użycie cudzej własności.
20. Uzyskanie pieniędzy, papierów wartościowych lub innego mienia zapomocą fałszywych przedstawień (oszustwo), oraz przyjęcie pieniędzy, papierów wartościowych lub innego mienia ze świadomością, że zostały skradzione lub uzyskane wbrew prawu.
21. a) Podrabianie lub przerabianie monet lub puszczane w obieg monet podrobionych lub przerobionych.
b) Świadome i bezprawne wytworzenie lub posiadanie narzędzia, przyrządu lub maszyny, przystosowanych i przeznaczonych do podrabiania lub przerabiania monet.
22. Fałszowanie, podrabianie lub przerabianie albo puszczanie w obieg przedmiotów sfalszowanych, podrobionych lub przerobionych, obejmujące wszelkie przestępstwa, przewidziane w ustawodawstwie polskiem jako podrabianie lub fałszowanie pieniędzy papierowych, banknotów, lub innych papierów wartościowych, fałszowanie lub podrabianie innych dokumentów publicznych lub prywatnych, jak również wydawanie lub puszczanie w obieg takich papierów podrobionych, przerobionych lub sfalszowanych, oraz rozmyślne czynienie z nich użytku.
23. Przestępstwa przeciwko ustawom o bankructwie.
24. Wszelki czyn popełniony w zamiarze narażenia na niebezpieczeństwo osób podróżujących koleją, lub znajdujących się na kolei.
25. Piraterja (rozbójnictwo morskie).
26. Złośliwe zatopienie lub zniszczenie statku na morzu lub usiłowanie dokonania takiego czynu.
27. Zamach na osobę na statku, znajdującym się na pełnem morzu, z zamiarem zabicia lub ciężkiego uszkodzenia na ciele.
28. Bunt (revolt) przeciwko dowódcy statku, znajdującemu się na pełnem morzu, jeśli jest popełniony przez dwie lub więcej osób, oraz spisek w celu wywołania takiego buntu.
29. Handel niewolnikami, stanowiący zbrodnię lub występki według ustawodawstwa obu Państw.

Wydanie będzie również przyznawane w razie pomocy do jakiegokolwiek z wyżej wymienionych zbrodni lub występków, udzielonej przed, podczas lub po dokonaniu czynu, o ile taka pomoc ulega karze według ustawodawstwa obu Wysokich Układających się Stron (to znaczy w Polsce według ustawodawstwa przynajmniej jednej z jej dzielnic).

Artykuł 4.

Każda ze Stron zastrzega sobie prawo odmowy lub zgody na wydawanie drugiej Stronie swych własnych poddanych lub obywateli.

Artykuł 5.

Jeżeli osoba, której wydania zażądano, została już osądzona i uniewinniona lub skazana, albo też pozostaje jeszcze pod sądem w Państwie wezwaniem, z powodu tej samej zbrodni lub występku,

- (15) Arson.
- (16) Burglary or housebreaking.
- (17) Robbery with violence or menaces.
- (18) Larceny or embezzlement.
- (19) Fraud by a bailee, banker, agent, factor, trustee, director, member, or public officer of any company, or fraudulent conversion.
- (20) Obtaining money, valuable security, or goods by false pretences ; receiving any money, valuable security, or other property, knowing the same to have been stolen or unlawfully obtained.
- (21) (a) Counterfeiting or altering money, or bringing into circulation counterfeited or altered money.
- (b) Knowingly and without lawful authority making or having in possession any instrument, tool, or engine adapted and intended for the counterfeiting or alteration of coin.
- (22) Forgery or counterfeiting or altering, or uttering what is forged or counterfeited or altered ; comprehending all crimes designated in the Polish laws as counterfeiting or falsification of paper money, bank notes or other securities, forgery or falsification of other public or private documents, likewise the uttering or bringing into circulation, or wilfully using such counterfeited, forged or falsified papers.
- (23) Crimes against bankruptcy law.
- (24) Any malicious act done with intent to endanger the safety of any persons travelling upon a railway or being upon a railway.
- (25) Piracy.
- (26) Wrongfully sinking or destroying a vessel at sea or attempting to do so.
- (27) Assault on a person on board a ship on the high seas with intent to inflict death or do grievous bodily harm.
- (28) Revolt, or conspiracy to revolt, by two or more persons on board a ship on the high seas, against the authority of the master.
- (29) Dealing in slaves in such manner as to constitute a crime or offence against the laws of both States.

Extradition is also to be granted for participation in any of the aforesaid crimes or offences, before, during or after the crime is committed ; provided that such participation is punishable by the laws of both the High Contracting Parties (that is to say, in Poland, in accordance with the laws of at least one of the Provinces).

Article 4.

Each Party reserves the right to refuse or grant the surrender of its own subjects or citizens to the other Party.

Article 5.

The extradition shall not take place if the person claimed has already been tried and discharged or punished, or is still under trial in the State applied to, for the crime or offence for which his

z powodu których zażądano jej wydania, w takim razie osoba ta nie będzie wydana ; jednakże u niewinnienie oskarżonego tylko z tego powodu, iż zbrodnia lub występki zostały popełnione zagranicą, nie będzie stanowiło przeszkody do jego wydania.

Jeżeli osoba, której wydania zażądano, pozostaje pod śledztwem lub odbywa karę w Państwie wezwanem za popełnienie innej zbrodni lub występkę, wydanie jej zostanie odłożone do chwili ukończenia sprawy sądowej i całkowitego odbycia kary, jaka osobie tej została wymierzona.

Artykuł 6.

Wydanie nie będzie przyznane, jeżeli, zgodnie z ustawodawstwem tej części terytorjum Wysokich Układających się Stron, na której odnaleziono oskarżonego, na skutek przedawnienia nie byłoby możliwe prowadzenie postępowania karnego przeciw oskarżonemu lub wykonanie na nim orzeczonej kary za zbrodnię lub występki, za które zażądano jego wydania.

Artykuł 7.

Zbiegły przestępca nie będzie wydany, jeżeli zbrodnia lub występki, za które zażądano jego wydania, ma charakter polityczny, lub jeżeli udowodni, że żądanie wydania go postawiono faktycznie w celu oddania go pod sąd lub ukarania za zbrodnię lub występki o charakterze politycznym.

Artykuł 8.

Osoba wydana w żadnym razie nie może być w Państwie któremu ją wydano, uwięziona ani postawiona przed sąd za jakąkolwiek inną zbrodnię lub występki lub z racji jakichkolwiek innych spraw, aniżeli te, dla których nastąpiło wydanie, dopóki nie zostanie odesłana zpowrotem, lub nie będzie miała sposobności powrotu do Państwa, które ją wydało (bez względu na to, czy ze sposobności powyższej skorzystała, lub też nie), albo dopóki, powróciwszy tam, nie zjawi się zpowrotem w Państwie, któremu poprzednio została wydana.

Postanowienie niniejsze nie odnosi się do zbrodni lub występków popełnionych po wydaniu.

Artykuł 9.

Z zastrzeżeniem postanowień art. 19 i 20 żądanie wydania będzie przedstawione przez agenta dyplomatycznego Wysokiej Układającej się Strony żądającej wydania Sekretarzowi Stanu lub Ministrowi Spraw Zagranicznych Wysokiej Układającej się Strony wezwanej.

Do żądania wydania obwinionego należy dołączyć nakaz aresztowania, wydany przez właściwe władze Państwa, żądającego wydania, oraz takie dowody, które zgodnie z ustawodawstwem obowiązującym w miejscu, gdzie znaleziono obwinionego, uzasadniałyby jego aresztowanie, gdyby zbrodnia lub występki zostały tam popełnione.

Jeżeli żądanie wydania odnosi się do osoby skazanej, należy dołączyć wyrok skazujący, wydany przeciwko tej osobie przez właściwy sąd Państwa, które żąda wydania.

Wyrok wydany zaocznie (in contumaciam) nie będzie uważany za wyrok skazujący, lecz osoba w ten sposób zasądzona traktowana będzie jako osoba oskarżona.

Artykuł 10.

Jeżeli żądanie wydania jest zgodne z powyższymi przepisami, właściwe władze Państwa wezwanego przystąpią do aresztowania zbiega.

extradition is demanded ; provided that the discharge of the accused on the ground that the crime or offence was committed abroad shall constitute no hindrance to his subsequent extradition.

If the person claimed should be under examination or under punishment in the State applied to for any other crime or offence, his extradition shall be deferred until the conclusion of the trial and the full execution of any punishment awarded to him.

Article 6.

Extradition shall not be granted if the accused has by lapse of time, in accordance with the laws of that part of the territories of the High Contracting Parties in which he is found, acquired exemption from prosecution or punishment with respect to the crime or offence for which his surrender is claimed.

Article 7.

A fugitive criminal shall not be surrendered if the crime or offence in respect of which his surrender is demanded is one of a political character, or if he proves that the requisition for his surrender has, in fact, been made with a view to try or punish him for a crime or offence of a political character.

Article 8.

A person surrendered can in no case be kept in custody or be brought to trial in the State to which the surrender has been made for any other crime or offence, or on account of any other matters, than those for which the extradition shall have taken place, until he has been restored, or has an opportunity of returning to the State by which he has been surrendered (whether he has made use of this opportunity or not) or else until having returned there he reappears in the country to which he has been previously surrendered.

This stipulation does not apply to crimes or offences committed after the extradition.

Article 9.

Subject to the provisions of Articles 19 and 20, the requisition for extradition shall be presented by the diplomatic agent of the High Contracting Party requiring the extradition to the Secretary of State or Minister for Foreign Affairs of the High Contracting Party applied to.

The requisition for the extradition of an accused person must be accompanied by a warrant of arrest issued by the competent authority of the State requiring the extradition, and by such evidence as, according to the laws of the place where the accused is found, would justify his arrest if the crime or offence had been committed there.

If the requisition relates to a person already convicted, it must be accompanied by the sentence of condemnation passed against the convicted person by the competent court of the State that makes the requisition for extradition.

A sentence passed *in contumaciam* is not to be deemed a conviction, but a person so sentenced may be dealt with as an accused person.

Article 10.

If the requisition for extradition be in accordance with the foregoing stipulations, the competent authorities of the State applied to shall proceed to the arrest of the fugitive.

Artykuł 11.

W nagłych wypadkach zbiegły przestępca może być z mocy nakazu, wydanego przez sędziego (police magistrate, justice of the peace) lub inną władzę w każdym z obu Państw do tego powołaną, aresztowany na podstawie takiego doniesienia lub skargi oraz takich dowodów, lub po przeprowadzeniu takich dochodzeń, jakie zdaniem władzy, wydającej powyższy nakaz uzasadniałyby wydanie nakazu, jeśliby zbrodnia lub występki zostały popełnione, lub jeśliby dana osoba została skazana w tej części terytorjum obu Układających się Stron, w której wspomniany sędzia (police magistrate, justice of the peace) lub inna władza właściwa wykonywa jurysdykcję. Osoba taka, zgodnie z niniejszym artykułem będzie zwolniona, jeżeli w ciągu dni 30 żądanie wydania jej nie będzie przedstawione przez agenta dyplomatycznego drugiego Państwa, zgodnie z postanowieniami niniejszego traktatu.

Artykuł 12.

Wydanie nastąpi jedynie wówczas, jeżeli według ustawodawstwa Państwa wezwanego dowody zostaną uznane za dostateczne :

a) bądź to, aby usprawiedliwić wszczęcie przeciw aresztowanemu postępowania karnego w razie, gdyby dana zbrodnia lub występki były popełnione na terytorjum tego Państwa,

b) bądź też, aby udowodnić, że dany więzień jest identyczny z osobą skazaną przez sądy Państwa, żądającego wydania, oraz, że zbrodnia lub występki, za które został skazany, należą do tych, z powodu których, w chwili takiego skazania, wydanie mogłoby być przyznane przez Państwo wezwane.

Żaden przestępca nie może być wydany przed upływem 15 dni od daty odstawienia go do więzienia, w którym został umieszczony w celu oczekiwania na nakaz wydania.

Artykuł 13.

Przy badaniach, prowadzonych zgodnie z powyższymi postanowieniami, władze Państwa wezwanego będą uznawały za ważne dowody : stwierdzenia lub zeznania świadków, złożone pod przysięgą w drugim Państwie, bądź też odpisy tychże, jak również nakazy aresztowania i wyroki tamże wydane, lub odpisy tychże, oraz zaświadczenia lub dokumenty sądowe, stwierdzające fakt skazania, pod warunkiemże, że ich autentyczność stwierdzoną zostanie w sposób następujący :

1. Nakaz aresztowania lub jego odpis winien być, zależnie od okoliczności, opatrzony podpisem sędziego (judge, magistrate) lub innego urzędnika drugiego Państwa, albo własnoręcznym zaświadczeniem sędziego (judge, magistrate) lub innego urzędnika drugiego Państwa, że dokument ten jest wiernym odpisem nakazu aresztowania.

2. Stwierdzenia lub zeznania świadków albo odpisy tychże winny być zależnie od okoliczności opatrzone własnoręcznym zaświadczeniem sędziego (judge, magistrate) lub innego urzędnika drugiego Państwa, że są to oryginalne stwierdzenia lub zeznania albo wierne odpisy tychże.

3. Zaświadczenie lub dokument sądowy, stwierdzający fakt skazania, winien być opatrzony zaświadczeniem sędziego (judge, magistrate), lub innego urzędnika drugiego Państwa.

W każdym razie autentyczność takiego nakazu aresztowania, zeznań świadków, odpisu, zaświadczenia lub dokumentu sądowego winna być stwierdzona bądź przez zaprzysiężonego świadka, bądź przez przyłożenie urzędowej pieczęci Ministra Sprawiedliwości lub innego Ministra drugiego Państwa albo wreszcie innym sposobem uwierzytelnienia, dopuszczalnym w danej chwili w ustawodawstwie Państwa, do którego skierowano wezwanie o wydanie.

Article 11.

In urgent cases a criminal fugitive may be apprehended under a warrant issued by any police magistrate, justice of the peace, or other competent authority in either State, on such information or complaint and such evidence, or after such proceedings, as would, in the opinion of the authority issuing the warrant, justify the issue of a warrant if the crime or offence had been committed or the person convicted in that part of the dominions of the two Contracting Parties in which the magistrate, justice of the peace, or other competent authority exercises jurisdiction. He shall, in accordance with this Article, be discharged if within the term of thirty days a requisition for extradition shall not have been made by the diplomatic agent of the other State in accordance with the stipulations of this Treaty.

Article 12.

Extraditions shall take place only if the evidence be found sufficient, according to the laws of the State applied to :

(a) Either to justify the committal of the prisoner for trial, in case the crime or offence had been committed in the territory of the same State, or

(b) To prove that the prisoner is the identical person convicted by the courts of the State which makes the requisition, and that the crime or offence of which he has been convicted is one in respect of which extradition could, at the time of such conviction, have been granted by the State applied to.

No criminal shall be surrendered until after the expiration of fifteen days from the date of his committal to prison to await the warrant for his surrender.

Article 13.

In the examinations which they have to make in accordance with the foregoing stipulations, the authorities of the State applied to shall admit as valid evidence the sworn depositions or the affirmations of witnesses taken in the other State, or copies thereof, and likewise the warrants and sentences issued therein, or copies thereof, and certificates of, or judicial documents stating the fact of a conviction, provided the same are authenticated as follows :

(1) A warrant, or copy thereof, must purport to be signed by a judge, magistrate, or officer of the other State, or purport to be certified under the hand of a judge, magistrate or officer of the other State to be a true copy thereof, as the case may require.

(2) Depositions or affirmations, or the copies thereof, must purport to be certified, under the hand of a judge, magistrate, or officer of the other State, to be the original depositions or affirmations, or to be true copies thereof, as the case may require.

(3) A certificate of, or judicial document stating the fact of a conviction must purport to be certified by a judge, magistrate, or officer of the other State.

In every case such warrant, deposition, affirmation, copy, certificate, or judicial document must be authenticated, either by the oath of some witness, or by being sealed with the official seal of the Minister of Justice, or some other Minister of the other State, or by any other mode of authentication for the time being permitted by the law of the State to which the application for extradition is made.

Artykuł 14.

O ile wydania danej osoby domaga się jedna z Wysokich Układających się Stron na zasadzie niniejszego traktatu, a jednocześnie jej wydania żąda jedno lub więcej innych Państw, Państwo wezwane zdecyduje wyłącznie według swego uznania, któremu z danych Państw ją wydać.

Artykuł 15.

Jeżeli dowody, wystarczające do wydania, nie zostaną przedstawione w ciągu 2-ch miesięcy od daty ujęcia zbiega, lub w ciągu takiego dalszego terminu, jaki ustalą Państwo wezwane albo właściwy sąd tego Państwa, zbieg ten zostanie wypuszczony na wolność.

Artykuł 16.

Wszelkie przedmioty przejęte, które znajdowały się w posiadaniu osoby podlegającej wydaniu w chwili jej ujęcia, oraz wszelkie przedmioty, mogące służyć jako dowody zbrodni lub występku winny być oddane przy wydaniu przestępcy, o ile na to zezwala ustawodawstwo Państwa wydającego.

Artykuł 17.

Każda z Wysokich Układających się Stron pokryje koszty spowodowane zaarrestowaniem w granicach swego terytorjum, zatrzymaniem w areszcie i odstawieniem do swej granicy osób, które ta Strona zgodzi się wydać na mocy niniejszego traktatu.

Artykuł 18.

Rząd Rzeczypospolitej Polskiej na mocy artykułu 104 traktatu pokoju, podpisanego w dniu 28 czerwca 1919 r. w Wersalu, oraz artykułów 2 i 6 konwencji, zawartej między Polską a Gdańskiem w dniu 9 listopada 1920 r.¹ zastrzega sobie prawo późniejszego oświadczenia, że postanowienia niniejszego traktatu stosują się również do terytorjum Wolnego Miasta Gdańska.

Artykuł 19.

Jego Królewska Brytyjska Mość może przystąpić do niniejszego traktatu w imieniu każdego ze swych Dominjów poniżej wymienionych t. j. Dominjum Kanady, Federacji Australijskiej (włączając w tym wypadku Papuazję i wyspę Norfolk), Dominjum Nowej Zelandji, Związku Południowo Afrykańskiego, Wolnego Państwa Irlandji, Nowej Fundlandji, oraz w imieniu Indji. Takie przystąpienie będzie dokonane zapomocą oświadczenia złożonego w tym celu przez przedstawiciela Jego Królewskiej Brytyjskiej Mości w Warszawie, które określi władze, do których w danym wypadku ma być zwrócone żądanie wydania zbiegłego przestępcy, który znalazł schronienie w odnośnym Dominjum lub w Indjach. Od daty wejścia w życie takiego oświadczenia, która to data ma być wymieniona w tem oświadczeniu, terytorjum odnośnego Dominjum lub Indji będzie uważane przy stosowaniu niniejszego traktatu za terytorjum Jego Królewskiej Brytyjskiej Mości. Żądanie wydania zbiegłego przestępcy, który znalazł schronienie w jednym z wyżej wymienionych Dominjów lub w Indjach, w imieniu których Jego Królewska Brytyjska Mość przystąpił do niniejszego traktatu, winno być dokonane przez właściwego urzędnika konsularnego Rzeczypospolitej Polskiej.

¹ Vol. VI, page 189 ; et vol. CVII, page 459, de ce recueil.

Article 14.

If the extradition of an individual is claimed by one of the High Contracting Parties in pursuance of the present Treaty and his extradition is also claimed by one or more other States, the State applied to shall in its absolute discretion determine to which State the extradition shall be granted.

Article 15.

If sufficient evidence for the extradition be not produced within two months from the date of the apprehension of the fugitive, or within such further time as the State applied to, or the proper tribunal thereof, shall direct, the fugitive shall be set at liberty.

Article 16.

All articles seized which were in the possession of the person to be surrendered at the time of his apprehension, and any articles that may serve as a proof of the crime or offence shall be given up when the extradition takes place, in so far as this may be permitted by the law of the State granting the extradition.

Article 17.

Each of the High Contracting Parties shall defray the expenses occasioned by the arrest within its territories, the detention, and the conveyance to its frontier, of the persons whom it may have consented to surrender in pursuance of the present Treaty.

Article 18.

The Government of the Republic of Poland, in virtue of Article 104 of the Treaty of Peace, signed at Versailles on the 28th June, 1919, and of Articles 2 and 6 of the Convention¹ concluded between Poland and Danzig on the 9th November, 1920, reserves the right of subsequently declaring that the provisions of the present Treaty are applicable also to the territory of the Free City of Danzig.

Article 19.

His Britannic Majesty may accede to the present Treaty on behalf of any of his Dominions hereafter named — that is to say, the Dominion of Canada, the Commonwealth of Australia (including for this purpose Papua and Norfolk Island), the Dominion of New Zealand, the Union of South Africa, the Irish Free State, and Newfoundland — and India. Such accession shall be effected by a notice to that effect given by His Britannic Majesty's representative at Warsaw, which shall specify the authority to which the requisition for the surrender of a fugitive criminal who has taken refuge in the Dominion concerned, or India, as the case may be, shall be addressed. From the date when such notice comes into effect, which date shall be specified in the notice, the territory of the Dominion concerned or of India shall be deemed to be territory of His Britannic Majesty for the purposes of the present Treaty.

The requisition for the surrender of a fugitive criminal who has taken refuge in any of the above-mentioned Dominions or India, on behalf of which His Britannic Majesty has acceded, shall be made by the appropriate consular officer of the Republic of Poland.

¹ Vol. VI, page 189 ; and Vol. CVII, page 459, of this Series.

Każda z Wysokich Układających się Stron może wypowiedzieć traktat niniejszy oddzielnie w stosunku do któregokolwiek z wyżej wymienionych Dominjów lub do Indyj. Wypowiedzenie takie nastąpi przez oświadczenie złożone zgodnie z postanowieniami artykułu 23.

Wszelkie oświadczenie złożone zgodnie z ustępem I niniejszego artykułu odnośnie do jednego z Dominjów Jego Królewskiej Brytyjskiej Mości może objąć każde terytorjum, odnośnie do którego z ramienia Ligi Narodów został przyjęty mandat przez Jego Królewską Brytyjską Mość i które jest zarządzane przez Rząd danego Dominjum. Jeżeli takie terytorjum zostało w ten sposób włączone, będzie ono uważane przy stosowaniu niniejszego traktatu za terytorjum Jego Królewskiej Mości. Wszelkie oświadczenie, złożone zgodnie z ustępem trzecim niniejszego artykułu, będzie się stosowało do takiego terytorjum mandatowego.

Artykuł 20.

Żądanie wydania zbiegłego przestępcy, który schronił się na któremkolwiek terytorjum należącym do Jego Królewskiej Brytyjskiej Mości, innem niż Wielka Brytania i Północna Irlandja, Wyspy Kanału lub Wyspa Man, lub Indje albo Dominja, wymienione w artykule 19, winno być skierowane do Gubernatora lub Władzy Naczelnej takiego terytorjum przez właściwego urzędnika konsularnego Rzeczypospolitej Polskiej.

Żądanie takie będzie załatwione przez właściwe władze danego terytorjum; zastrzega się jednak, że o ile ma być wydany nakaz uwięzienia zbiegłego przestępcy w celu ekstradycji, to wyżej wymieniony Gubernator lub Władza Naczelna, zamiast sporządzenia nakazu wydania takiego zbiega, może przedstawić sprawę Rządowi Jego Królewskiej Mości w Zjednoczonym Królestwie.

Artykuł 21.

Traktat niniejszy będzie stosowany do następujących protektoratów Brytyjskich w taki sam sposób, jak gdyby one stanowiły posiadłości Jego Królewskiej Brytyjskiej Mości, a mianowicie: do protektoratu Kraju Bechuana, protektoratu Gambji, protektoratu Kenji, protektoratu Nigerji, Północnej Rodezji, Północnych Terytorjów Złotego Wybrzeża, Kraju Nyasa, Protektoratu Sierra Leone, Protektoratu Wysp Salomona, Protektoratu Kraju Somali, Kraju Swazi, Protektoratu Ugandy oraz Zanzibaru i do następujących terytorjów, co do których mandat z ramienia Ligi Narodów został przyjęty przez Jego Królewską Brytyjską Mość, to znaczy Kamerun pod mandatem Brytyjskim, Kraju Togo pod mandatem Brytyjskim i terytorjum Tanganyiki.

Artykuł 22.

Jeżeli po podpisaniu niniejszego traktatu zostanie uznane za właściwe rozciągnięcie jego postanowień na jakiegokolwiek Protektoraty Brytyjskie poza wymienionymi w poprzednim artykule albo na jakiegokolwiek Państwo będące pod opieką brytyjską lub na jakiegokolwiek terytorjum, co do którego mandat Ligi Narodów został przyjęty przez Jego Królewską Brytyjską Mość, poza terytorjami mandatowymi wymienionymi w art. 19 i 21, postanowienia art. 19 i 20 znajdują zastosowanie do takich Protektoratów lub Państw lub terytorjów mandatowych od daty i w sposób określony w notach, wymienionych w celu takiego rozciągnięcia.

Artykuł 23.

Traktat niniejszy uzyskuje moc obowiązującą w 10 dni po jego ogłoszeniu w sposób przewidziany przez ustawodawstwa Wysokich Układających się Stron. Może być wypowiedziany przez

Either High Contracting Party may terminate this Treaty separately in respect of any of the above-mentioned Dominions or India. Such termination shall be effected by a notice given in accordance with the provisions of Article 23.

Any notice given under the first paragraph of this Article in respect of one of His Britannic Majesty's Dominions may include any territory in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty, and which is being administered by the Government of the Dominion concerned ; such territory shall, if so included, be deemed to be territory of His Britannic Majesty for the purpose of the present Treaty. Any notice given under the third paragraph of this Article shall be applicable to such mandated territory.

Article 20.

The requisition for the surrender of a fugitive criminal who has taken refuge in any territory of His Britannic Majesty other than Great Britain and Northern Ireland, the Channel Islands, or Isle of Man, or the Dominions or India mentioned in Article 19, shall be made to the Governor, or chief authority of such territory by the appropriate consular officer of the Republic of Poland.

Such requisition shall be dealt with by the competent authorities of such territory ; provided, nevertheless, that if an order for the committal of the fugitive criminal to prison to await surrender shall be made, the said Governor or chief authority may, instead of issuing a warrant for the surrender of such fugitive, refer the matter to His Majesty's Government in the United Kingdom.

Article 21.

This Treaty shall apply in the same manner as if they were Possessions of His Britannic Majesty to the following British Protectorates, that is to say, the Bechuanaland Protectorate, Gambia Protectorate, Kenya Protectorate, Nigeria Protectorate, Northern Rhodesia, Northern Territories of the Gold Coast, Nyasaland, Sierra-Leone Protectorate, Solomon Islands Protectorate, Somaliland Protectorate, Swaziland, Uganda Protectorate and Zanzibar, and to the following territories in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty, that is to say, Cameroons under British mandate, Togoland under British mandate, and the Tanganyika Territory.

Article 22.

If after the signature of the present Treaty it is considered advisable to extend its provisions to any British Protectorates other than those mentioned in the preceding Article or to any British-protected State, or to any territory in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty, other than those mandated territories mentioned in Articles 19 and 21, the stipulations of Articles 19 and 20 shall be deemed to apply to such Protectorates or States or mandated territories from the date and in the manner prescribed in the notes to be exchanged for the purpose of effecting such extension.

Article 23.

The present Treaty shall come into force ten days after its publication, in conformity with the forms prescribed by the laws of the High Contracting Parties. It may be terminated by

którkolwiek z Wysokich Układających się Stron w drodze notyfikacji w terminie nieprzekraczającym jednego roku i nie krótszym niż 6 miesięcy.

W braku wyraźnego pod tym względem zastrzeżenia wypowiedzenie, uskutecznione według pierwszego ustępu niniejszego artykułu, nie wpłynie na obowiązywanie traktatu między Rzeczpospolitą Polską a jakimkolwiek terytorjum, co do którego nastąpiło zgłoszenie przystąpienia zgodnie z art. 19.

Traktat niniejszy będzie ratyfikowany i dokumenty ratyfikacyjne zostaną wymienione w Warszawie w możliwie najkrótszym czasie.

Na dowód czego wyżej wymienieni pełnomocnicy podpisali niniejszy traktat i wycisnęli na nim swoje pieczęcie.

Sporządzono w dwóch egzemplarzach w języku polskim i angielskim w Warszawie, dnia 11 stycznia 1932 r.

August ZALESKI.

Stefan SIECZKOWSKI.

William ERSKINE.

either of the High Contracting Parties by a notice not exceeding one year and not less than six months.

In the absence of an express provision to that effect, a notice given under the first paragraph of this Article shall not affect the operation of the Treaty as between the Republic of Poland and any territory in respect of which notice of accession has been given under Article 19.

The present Treaty shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Warsaw as soon as possible.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate in Polish and English at Warsaw this 11th day of January, in the year 1932.

August ZALESKI.
Stefan SIECZKOWSKI.
William ERSKINE.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3415. — TRAITÉ ENTRE SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES (POUR LE ROYAUME-UNI) ET LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, RELATIF A L'EXTRADITION DES DÉLINQUANTS FUGITIFS. SIGNÉ A VARSOVIE, LE 11 JANVIER 1932.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE

et

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES,

Désirant régler l'extradition réciproque des malfaiteurs, ont décidé de conclure un traité à cet effet et ont désigné comme leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

Monsieur August ZALESKI, ministre des Affaires étrangères ;

Monsieur Stefan SIECZKOWSKI, sous-secrétaire d'Etat au Ministère de la Justice ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD :

Le très honorable sir William Forbes ERSKINE, G.C.M.G., M.V.O., ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sa Majesté auprès de la République de Pologne ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se livrer réciproquement, dans les circonstances et conditions établies par le présent traité, les individus poursuivis ou condamnés pour l'un des crimes ou délits indiqués à l'article 3, commis sur un territoire soumis à la juridiction de l'une des Parties, qui se seraient réfugiés sur le territoire de l'autre Partie.

Article 2.

Aux fins du présent traité :

1^o Le territoire de Sa Majesté britannique désigne la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, les îles anglo-normandes et l'île de Man, tous les territoires de Sa Majesté britannique au delà des mers, à l'exception de ceux indiqués à l'article 19, ainsi que les

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

territoires énumérés à l'article 21, et tous les territoires auxquels l'application du présent traité peut s'étendre en vertu de l'article 22. Il est convenu que, sauf pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, les îles anglo-normandes et l'île de Man, le présent traité s'appliquera aux autres territoires de Sa Majesté britannique ci-dessus définis, dans la mesure où la législation le permet.

2° Les ressortissants ou indigènes de tous les protectorats britanniques ou Etats placés sous la protection britannique, ainsi que de tous territoires pour lesquels Sa Majesté britannique a reçu un mandat de la Société des Nations, seront réputés sujets britanniques.

3° Les ressortissants dantziens en Pologne seront assimilés aux ressortissants polonais ; au surplus, si le traité est appliqué au territoire de la Ville libre de Dantzig conformément à l'article 18, les ressortissants polonais dans ce territoire seront assimilés aux ressortissants de la Ville libre.

Article 3.

L'extradition sera réciproquement accordée pour les crimes et délits ci-après définis, pour autant que ces infractions sont qualifiées de crimes ou de délits par la législation des deux Hautes Parties contractantes (pour la Pologne, il faut que l'infraction soit punissable d'après la législation d'au moins une des régions de la Pologne) :

1° Meurtre (y compris l'assassinat, le parricide, le meurtre de parents, l'infanticide et l'empoisonnement), ainsi que la tentative de meurtre ou la préparation concertée d'un meurtre.

2° Homicide.

3° Administration de drogues ou usage d'instruments dans le dessein de provoquer l'avortement.

4° Viol.

5° Commerce charnel, consommé ou tenté, avec une jeune fille de moins de 16 ans.

6° Attentat à la pudeur (avec violence).

7° Enlèvement ou privation illégale de la liberté individuelle.

8° Enlèvement de mineur, ainsi que l'abandon, l'exposition ou la séquestration illégale d'un mineur.

9° Rapt.

10° Proxénétisme ; c'est-à-dire les délits indiqués aux articles 1 et 2 de la Convention internationale conclue à Paris le 4 mai 1910 pour la suppression de la traite des blanches.

11° Bigamie.

12° Blessures et coups volontaires ayant eu des suites graves.

13° Menaces faites, par écrit ou autrement, dans le dessein d'extorquer de l'argent ou d'autres objets de valeur.

14° Faux témoignage, ou incitation au faux témoignage.

15° Incendie volontaire.

16° Pénétration, par effraction ou escalade, dans une maison habitée ou dans ses dépendances, pendant la nuit ou pendant le jour, dans une intention criminelle.

17° Vol avec violence ou menaces.

18° Vol non autrement qualifié ou détournement.

19° Abus de confiance commis par un administrateur de biens, un banquier, un mandataire, un commissionnaire, un fidéicommissaire, un curateur, un administrateur, membre ou fonctionnaire d'une association ; appropriation frauduleuse de biens d'autrui.

20° Obtention d'argent, de valeurs ou d'autres biens par usage de manœuvres frauduleuses (escroquerie) ; recel d'argent, de valeurs ou d'autres biens que l'on sait avoir été volés ou obtenus d'une manière frauduleuse.

21° a) Fabrication de fausse monnaie ou altération de monnaies ; mise en circulation de fausse monnaie ou de monnaies altérées ;

b) Fabrication ou possession, illicite et en connaissance de cause, de tous instruments, outils ou machines adaptés et destinés à la fabrication de fausse monnaie ou à l'altération de monnaies.

22° Faux, contrefaçon, altération, usage de faux, d'objets contrefaits ou altérés, y compris toutes les infractions qualifiées, par la législation polonaise, de contrefaçon ou de falsification de papier-monnaie, de billets de banque ou d'autres papiers de valeur, de faux ou de falsification d'autres documents, authentiques ou privés, ainsi que l'émission, l'exposition ou l'usage fait sciemment de ces pièces contrefaites, fausses ou falsifiées.

23° Infractions à la législation sur les faillites.

24° Tous actes commis dans le dessein d'attenter à la sûreté des personnes voyageant en chemin de fer ou se trouvant sur la voie ferrée.

25° Piraterie.

26° Submersion ou destruction, dans une intention coupable, d'un navire à la mer ou tentative de cette infraction.

27° Attaque sur une personne, à bord d'un navire en haute mer, dans le dessein de la tuer ou de lui infliger des coups ou blessures graves.

28° Insurrection, perpétrée ou préparée de concert, à bord d'un navire en haute mer, par deux ou plusieurs personnes contre l'autorité du commandant ou du patron.

29° Actes qualifiés de crimes ou de délits par la législation des deux Etats sur la traite des esclaves.

L'extradition sera également accordée pour la complicité des crimes ou délits susmentionnés, en raison d'une participation avant, pendant ou après le crime, lorsque la complicité est punie par les législations des deux Parties contractantes (soit, en Pologne, par la législation d'au moins une des régions).

Article 4.

Chacune des Parties se réserve le droit de refuser ou d'accorder la remise à l'autre Partie de ses propres sujets ou ressortissants.

Article 5.

L'extradition n'aura pas lieu si l'individu réclamé a déjà été acquitté ou condamné après jugement ou poursuivi dans l'Etat requis pour le crime ou délit en raison duquel son extradition est demandée ; toutefois, lorsque le prévenu aura été acquitté pour la raison que le crime ou délit a été commis à l'étranger, l'aquittement ne pourra faire obstacle à son extradition ultérieure.

Si l'individu dont on demande l'extradition est poursuivi ou purge une peine en raison d'un autre crime ou délit dans l'Etat requis, son extradition sera différée jusqu'à l'achèvement de la procédure en cours et l'accomplissement intégral des peines à lui infligées.

Article 6.

L'extradition n'aura pas lieu si, d'après la législation de la partie des territoires des Hautes Parties contractantes où le prévenu est découvert, la prescription de l'action judiciaire ou de la peine est acquise pour le crime ou le délit en raison duquel l'extradition est demandée.

Article 7.

Un malfaiteur en fuite ne pourra être extradé si le crime ou le délit en raison duquel l'extradition est demandée présente un caractère politique ou si l'intéressé prouve que la demande d'extradition a été, en fait, introduite en vue de le juger ou de le punir pour un crime ou un délit politique.

Article 8.

Un individu extradé ne pourra, en aucun cas, être retenu en prison ou jugé dans l'Etat auquel il a été remis pour un crime, un délit ou une affaire autres que ceux pour lesquels l'extradition a été accordée, à moins que l'individu en question n'ait été reconduit dans l'Etat par lequel il a été extradé ou bien n'ait eu la faculté de retourner dans cet Etat — qu'il ait ou non fait usage de cette faculté —, ou que, après être retourné dans cet Etat, il ne soit revenu dans le pays auquel il a été antérieurement remis.

Cette disposition ne s'applique pas aux crimes ou délits commis après l'extradition.

Article 9.

Sous réserve des dispositions des articles 19 et 20, les demandes d'extradition seront présentées par l'agent diplomatique de la Haute Partie contractante requérante au secrétaire d'Etat ou au ministre des Affaires étrangères de la Haute Partie contractante requise.

La demande d'extradition d'un individu inculpé devra être accompagnée d'un mandat d'arrêt émanant de l'autorité compétente de l'Etat requérant ainsi que de toutes les pièces qui, d'après la législation du lieu où l'accusé est découvert, justifieraient son arrestation si le crime ou délit y avait été commis.

Si la demande vise un individu déjà condamné, elle doit être accompagnée de la sentence de condamnation prononcée contre lui par le tribunal compétent de l'Etat qui demande l'extradition.

Un jugement rendu par contumace ne doit pas être considéré comme une condamnation ; toutefois, un individu ainsi jugé peut être traité comme un inculpé.

Article 10.

Si la demande d'extradition est recevable selon les dispositions précédentes, les autorités compétentes de l'Etat requis procéderont à l'arrestation du fugitif.

Article 11.

Dans les cas urgents, le malfaiteur en fuite peut être appréhendé en vertu d'un mandat délivré par une autorité judiciaire (tribunal de police, juge de paix) ou toute autre autorité qualifiée à cet effet dans l'un ou l'autre Etat, en raison d'une dénonciation ou d'une plainte, d'un autre moyen de preuve ou d'un acte de procédure qui, de l'avis de l'autorité délivrant le mandat susvisé, justifierait l'émission de ce mandat si le crime ou le délit avait été commis sur la partie du territoire des deux Parties contractantes qui rentre dans la compétence de l'autorité judiciaire (tribunal

de police, juge de paix) ou autrement qualifiée, ou si l'individu y avait été condamné. Conformément au présent article, le criminel sera relâché si une demande d'extradition n'est pas présentée dans un délai de trente jours par l'agent diplomatique de l'autre Etat, dans les formes prévues par le présent traité.

Article 12.

L'extradition ne sera accordée que si, d'après la législation de l'Etat requis, les preuves sont jugées suffisantes :

a) Soit pour justifier la mise en jugement du prisonnier dans le cas où le crime ou le délit aurait été commis sur le territoire dudit Etat ;

b) Soit pour établir que le prisonnier est bien la personne condamnée par les tribunaux de l'Etat requérant et que le crime ou le délit pour lequel il a été condamné rentre parmi les infractions pour lesquelles l'extradition pouvait être accordée par l'Etat requis au moment où la condamnation a été prononcée.

Aucun malfaiteur ne sera livré avant l'expiration d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle il aura été écroué pour attendre le mandat d'extradition.

Article 13.

Dans les enquêtes qu'elles doivent effectuer conformément aux dispositions ci-dessus, les autorités de l'Etat requis reconnaîtront comme preuves valables les déclarations ou dépositions faites sous serment par des témoins dans l'autre Etat, les copies de ces attestations ou dépositions, les mandats et jugements délivrés ou rendus dans ledit Etat, les copies de ces jugements, ainsi que les certificats ou pièces judiciaires établissant le fait de la condamnation, à condition que l'authenticité de ces pièces soit établie comme suit :

1^o Un mandat d'arrêt, ou une copie de mandat, doit, suivant le cas, être revêtu de la signature d'un juge, magistrat ou autre fonctionnaire de l'autre Etat, ou bien être certifié, copie conforme de la main d'un juge, magistrat ou autre fonctionnaire de l'autre Etat.

2^o Les dépositions, déclarations ou leurs copies doivent être, selon le cas, accompagnées d'une attestation de la main d'un juge, magistrat ou autre fonctionnaire de l'autre Etat, certifiant que ce sont les dépositions ou affirmations originales ou des copies conformes desdites.

3^o Le certificat ou la pièce judiciaire établissant le fait d'une condamnation doit être certifié par un juge, un magistrat ou un autre fonctionnaire de l'autre Etat.

Dans tous les cas, l'authenticité de ces mandats d'arrêt, dépositions de témoins, copies, certificats ou pièces judiciaires, doit être garantie, soit par le serment d'un témoin, soit par l'apposition du sceau officiel du ministre de la Justice ou d'un autre ministre de l'autre Etat, soit par toute autre méthode admise par la législation de l'Etat requis pour authentifier des documents.

Article 14.

Si un individu dont l'extradition est demandée par l'une des Hautes Parties contractantes conformément au présent traité est également réclamé par un ou plusieurs autres Etats, l'Etat requis décidera, en toute liberté de cause, à quel Etat il accordera l'extradition de cet individu.

Article 15.

Si, dans les deux mois qui suivront la date de l'arrestation du fugitif ou la prolongation de ce délai fixée par l'Etat requis ou le tribunal compétent dudit Etat, il n'est pas fourni de preuves suffisantes pour justifier l'extradition, le fugitif sera remis en liberté.

Article 16.

Tous les objets en la possession de l'individu à extraditer au moment de son arrestation qui ont été saisis ainsi que tous les objets pouvant servir de pièces à conviction pour établir le crime ou le délit seront remis en même temps que l'individu extradité, si la législation de l'Etat accordant l'extradition le permet.

Article 17.

Chacune des Hautes Parties contractantes prendra à sa charge les frais occasionnés par l'arrestation, sur son territoire, la détention et le transport jusqu'à la frontière des individus dont elle aura accordé l'extradition aux termes du présent traité.

Article 18.

Conformément à l'article 104 du Traité de paix signé à Versailles le 28 juin 1919 ainsi qu'aux articles 2 et 6 de la Convention conclue le 9 novembre 1920 entre la Pologne et Dantzig, le Gouvernement de la République de Pologne se réserve le droit de déclarer ultérieurement que les dispositions du présent traité s'appliquent également au territoire de la Ville libre de Dantzig.

Article 19.

Sa Majesté britannique a la faculté d'adhérer au présent traité au nom de l'un ou de plusieurs de ses territoires ci-après désignés, à savoir : le Dominion du Canada, le Commonwealth d'Australie (y compris, dans ce cas, la Papouasie et l'île Norfolk), le Dominion de Nouvelle-Zélande, l'Union Sud-Africaine, l'Etat libre d'Irlande, Terre-Neuve, ainsi qu'au nom de l'Inde. Cette adhésion prendra la forme d'une déclaration qui sera adressée à cet effet par le représentant de Sa Majesté britannique à Varsovie et qui indiquera les autorités à qui devront être adressées, le cas échéant, les demandes d'extradition de malfaiteurs en fuite qui se seraient réfugiés dans le Dominion en question ou bien dans l'Inde. Dès l'entrée en vigueur de cette déclaration — date qui devra être fixée par la déclaration même —, le territoire du Dominion intéressé ou de l'Inde sera considéré, aux fins d'application du présent traité, comme territoire de Sa Majesté britannique.

La demande d'extradition du criminel en fuite, réfugié dans l'un des territoires (soit l'un des Dominions susvisés, soit l'Inde) au nom duquel Sa Majesté britannique aura adhéré au présent traité, sera adressée par l'agent consulaire compétent de la République de Pologne.

Chacune des Hautes Parties contractantes a le droit de dénoncer le présent traité, séparément, pour chacun des Dominions susvisés ou pour l'Inde. Cette dénonciation prendra la forme d'une déclaration adressée conformément aux dispositions de l'article 23.

Toute déclaration adressée en vertu de l'alinéa premier du présent article pour l'un des Dominions de Sa Majesté britannique peut englober tout territoire pour lequel Sa Majesté britannique a accepté un mandat de la Société des Nations et qui est administré par le gouvernement dudit Dominion. Tout territoire ainsi visé par ladite déclaration sera considéré, aux fins d'application du présent traité, comme territoire de Sa Majesté britannique. Toute déclaration adressée en vertu du troisième alinéa du présent article s'appliquera audit territoire sous mandat.

Article 20.

La demande d'extradition d'un malfaiteur en fuite, réfugié sur un territoire de Sa Majesté britannique autre que la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, les îles anglo-normandes, l'île de Man, l'Inde ou les Dominions énumérés à l'article 19, sera adressée au gouverneur ou à l'autorité suprême dudit territoire par l'agent consulaire compétent de la République de Pologne.

Cette demande sera examinée par les autorités compétentes dudit territoire ; toutefois, si un mandat de dépôt doit être décerné contre le malfaiteur en fuite en vue de l'extradition, ledit gouverneur ou ladite autorité suprême pourra renvoyer l'affaire au Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, au lieu de délivrer un mandat pour extraire le fugitif.

Article 21.

Le présent traité s'applique aux protectorats britanniques ci-après désignés, dans les mêmes conditions que s'ils étaient des possessions de Sa Majesté britannique, à savoir le Protectorat du Betchouanaland, le Protectorat de la Gambie, le Protectorat du Kénia, le Protectorat du Nigéria, la Rhodésie du Nord, les Territoires septentrionaux de la Côte de l'Or, le Nyassaland, le Protectorat du Sierra-Leone, le Protectorat des îles Salomon, le Protectorat du Somaliland, le Swasiland, le Protectorat de l'Ouganda et Zanzibar. Il en sera de même des territoires suivants, pour lesquels Sa Majesté britannique a accepté un mandat de la Société des Nations, à savoir le Cameroun sous mandat britannique, le Togo sous mandat britannique et le Territoire du Tanganyika.

Article 22.

Si, après la signature du présent traité, il est reconnu opportun d'étendre ses dispositions à des protectorats britanniques autres que les protectorats énumérés ci-dessus, à des Etats placés sous la protection britannique ou bien à des territoires pour lesquels Sa Majesté britannique a accepté un mandat de la Société des Nations autres que ceux visés aux articles 19 et 21, les dispositions des articles 19 et 20 seront réputées s'appliquer auxdits protectorats, Etats ou territoires sous mandat, à la date et dans les conditions fixées dans les notes échangées en vue d'élargir l'application du présent traité.

Article 23.

Le présent traité entrera en vigueur dix jours après sa publication dans les formes prescrites par la législation des Hautes Parties contractantes. Il pourra être dénoncé par l'une ou l'autre des Parties contractantes moyennant un préavis de six mois au moins et d'un an au plus.

A défaut d'une réserve expresse à cet effet, la dénonciation adressée conformément à l'alinéa premier du présent article sera inopérante à l'égard de l'application du traité entre la République de Pologne et tout territoire au nom duquel il y aura été adhéré dans les formes prescrites à l'article 19.

Le présent traité sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Varsovie dans le plus bref délai.

En foi de quoi les plénipotentiaires susmentionnés ont signé le présent traité et y ont apposé leur cachet.

Fait en double exemplaire rédigé en langues polonaise et anglaise, à Varsovie, le onze janvier mil neuf cent trente-deux.

August ZALESKI.
Stefan SIECZKOWSKI.
William ERSKINE.

EXCHANGES OF NOTES

WYMIANA NOT

REGARDING THE APPLICATION (1) TO PALESTINE (EXCLUDING TRANSJORDAN) AND (2) TO TRANSJORDAN OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE-MENTIONED TREATY. WARSAW, JANUARY 11th, 1932.

W SPRAWIE STOSOWANIA : 1. DO PALESTYNY (Z WYŁĄCZENIEM TRANSJORDANJI) I 2. DO TRANSJORDANJI POSTANOWIEŃ WYŻEJ WYMIENIONEGO TRAKTATU, PODPISANEGO W WARSZAWIE DNIA 11-go STYCZNIA, 1932 r.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, June 20th, 1934.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 20 juin 1934.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 14.
(28/2/32).

WARSAW, January 11th, 1932.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to Article 22 of the Extradition Treaty between His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas and the President of the Republic of Poland, signed at Warsaw on the 11th January, 1932, I have the honour, in accordance with instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to inform Your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom desire that the provisions of the above-mentioned Treaty shall, as from the date of its entry into force, be applicable to Palestine (excluding Transjordan).

2. I have accordingly the honour to enquire whether the Polish Government agree with this proposal. In this event the present Note and Your Excellency's reply to that effect will be regarded as placing on record the agreement arrived at in the matter.

3. I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

William ERSKINE.

His Excellency
Monsieur Auguste Zaleski.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

II.

II.

MINISTERSTWO
SPRAW ZAGRANICZNYCH.MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

Nr. P.V. 995/2/32.

Nr. P.V. 995/2/32.

WARSZAWA, dn. 11 stycznia 1932 r.

WARSAW, 11th January, 1932.

PANIE AMBASADORZE,

MONSIEUR L'AMBASSEUR,

W odpowiedzi na notę Waszej Ekscelencji Nr. 14 z dnia 11-go stycznia 1932 w sprawie zastosowania do Palestyny (wyłączając Transjordanię) postanowień Traktatu między Prezydentem Rzeczypospolitej Polskiej a Jego Królewską Mością Królem Wielkiej Brytanji o wydawaniu zbiegłych przestępców, podpisanego w Warszawie dnia 11 stycznia 1932 r. mam zaszczyt zakomunikować, że Rząd Polski wyraża zgodę na stosowanie do Palestyny (wyłączając Transjordanię) postanowień tego Traktatu od daty jego wejścia w życie.

In reply to Your Excellency's Note No. 14 of the 11th January, 1932, regarding the application to Palestine (excluding Transjordan) of the provisions of the Treaty between the President of the Republic of Poland and His Majesty the King of Great Britain for the Surrender of Fugitive Criminals, signed at Warsaw on the 11th January, 1932, I have the honour to inform you that the Polish Government express their agreement to the application to Palestine (excluding Transjordan) of the provisions of this Treaty as from the date of its entry into force.

Wspomniana wyżej nota i niniejsza odpowiedź stanowią porozumienie, jakie nastąpiło między Polską a Wielką Brytanią zgodnie z art. 22 wymienionego wyżej Traktatu.

The above-mentioned note and this reply constitute the agreement arrived at between Poland and Great Britain in accordance with Article 22 of the above-mentioned Treaty.

Zechce Pan przyjąć, Panie Ambasadorku, zapewnienia mego najwyższego poważania.

Please accept, Monsieur l'Ambassadeur, the assurance of my highest consideration.

August ZALESKI.

Auguste ZALESKI.

Jego Ekscelencja
Sir William Augustus Forbes Erskine,
Ambasador Nadzwyczajny i Pełnomocny,
Jego Brytyjskiej Mości,
w Warszawie.

His Excellency
Sir William Augustus Forbes Erskine,
Ambassador Extraordinary
and Plenipotentiary,
of His Britannic Majesty,
in Warsaw.

III.

BRITISH EMBASSY.

No. 15.
(28/3/32).

WARSAW, January 11th, 1932.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to Article 22 of the Extradition Treaty between His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas and the President of the Republic of Poland, signed at Warsaw on the 11th January 1932, I have the honour, in accordance with

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to inform Your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom desire that the provisions of the above-mentioned Treaty shall, as from the date of its entry into force, be applicable to Transjordan.

2. I have accordingly the honour to enquire whether the Polish Government agree with this proposal. In this event the present Note and Your Excellency's reply to that effect will be regarded as placing on record the agreement arrived at in the matter.

3. I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

William ERSKINE.

His Excellency
Monsieur Auguste Zaleski.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

IV.

MINISTERSTWO
SPRAW ZAGRANICZNYCH.

Nr. P.V. 995/3/32.

WARSZAWA, dn. 11 stycznia 1932 r.

PANIE AMBASADORZE,

W odpowiedzi na notę Waszej Ekszelencji Nr. 15 z dnia 11-go stycznia 1932 w sprawie zastosowania do Transjordanji postanowień Traktatu między Prezydentem Rzeczypospolitej Polskiej a Jego Królewską Mością Królem Wielkiej Brytanji o wydawaniu zbiegłych przestępców, podpisanego w Warszawie dnia 11 stycznia 1932 r. mam zaszczyt zakomunikować, że Rząd Polski wyraża zgodę na stosowanie do Transjordanji postanowień tego Traktatu od daty jego wejścia w życie.

Wspomniana wyżej nota i niniejsza odpowiedź stanowią porozumienie, jakie nastąpiło między Polską a Wielką Brytanią zgodnie z art. 22 wymienionego wyżej Traktatu.

Zechce Pan przyjąć, Panie Ambasadorze, zapewnienia mego najwyższego poważania.

August ZALESKI.

Jego Ekszelencja
Sir William Augustus Forbes Erskine
Ambasador Nadzwyczajny i Pełnomocny,
Jego Brytyjskiej Mości,
w Warszawie.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

IV.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

Nr. P.V. 995/3/32.

WARSAW, 11th January, 1932.

MONSIEUR L'AMBADEUR,

In reply to Your Excellency's Note No. 15 of the 11th January, 1932, regarding the application to Transjordan of the provisions of the Treaty between the President of the Republic of Poland and His Majesty the King of Great Britain for the Surrender of Fugitive Criminals signed at Warsaw on the 11th January, 1932, I have the honour to inform you that the Polish Government express their agreement to the application to Transjordan of the provisions of this Treaty as from the date of its entry into force.

The above-mentioned note and this reply constitute the agreement arrived at between Poland and Great Britain in accordance with Article 22 of the above-mentioned Treaty.

Please accept, Monsieur l'Ambassadeur, the assurance of my highest consideration.

Auguste ZALESKI.

His Excellency,
Sir William Augustus Forbes Erskine,
Ambassador Extraordinary and
Plenipotentiary,
of His Britannic Majesty,
in Warsaw.

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

ÉCHANGES DE NOTES

RELATIFS A L'APPLICATION DES DISPOSITIONS DU TRAITÉ CI-DESSUS : 1^o A LA PALESTINE (A L'EXCLUSION DE LA TRANSJORDANIE) ; ET 2^o A LA TRANSJORDANIE. VARSOVIE, LE 11 JANVIER 1932.

I.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

N^o 14.
(28/2/32.)

VARSOVIE, le 11 janvier 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à l'article 22 du Traité d'extradition conclu entre Sa Majesté le roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers et le président de la République de Pologne, et signé à Varsovie le 11 janvier 1932, j'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères, de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni désire voir les dispositions du traité susmentionné s'appliquer, à dater de l'entrée en vigueur dudit traité, à la Palestine (à l'exclusion de la Transjordanie).

2. En conséquence, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir me faire connaître si le Gouvernement polonais accepte cette proposition. Dans l'affirmative, la présente note et votre réponse à cet effet seront considérées comme enregistrant l'accord intervenu en la matière.

3. Je saisis cette occasion, etc.

William ERSKINE.

Son Excellence
Monsieur Auguste Zaleski.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N^o P.V. 995/2/32.

VARSOVIE, le 11 janvier 1932.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

En réponse à votre note N^o 14 du 11 janvier 1932, concernant l'application à la Palestine (à l'exclusion de la Transjordanie) des dispositions du traité conclu entre le président de la République de Pologne et Sa Majesté le roi de Grande-Bretagne pour la remise des malfaiteurs fugitifs, et signé à Varsovie le 11 janvier 1932, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Gouvernement polonais accepte que les dispositions dudit traité, à dater de l'entrée en vigueur de ce dernier, soient appliquées à la Palestine (à l'exception de la Transjordanie).

La note susmentionnée et la présente réponse constituent l'accord intervenu entre la Pologne et la Grande-Bretagne, conformément à l'article 22 du traité susmentionné.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, etc.

Auguste ZALESKI.

Son Excellence

Sir William Augustus Forbes Erskine,
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique
à Varsovie.

III.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE.

N^o 15.
(28/3/32.)

VARSOVIE, le 11 janvier 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à l'article 22 du Traité d'extradition conclu entre Sa Majesté le roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers et le président de la République de Pologne, et signé à Varsovie le 11 janvier 1932, j'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères, de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni désire voir les dispositions du traité susmentionné s'appliquer, à dater de l'entrée en vigueur dudit traité, à la Transjordanie.

2. En conséquence, j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir me faire connaître si le Gouvernement polonais accepte cette proposition. Dans l'affirmative, la présente note et votre réponse dans ce sens seront considérées comme enregistrant l'accord intervenu en la matière.

3. Je saisis cette occasion, etc.

William ERSKINE.

Son Excellence

Monsieur Auguste Zaleski.

IV.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N^o P.V. 995/3/32.

VARSOVIE, le 11 janvier 1932.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

En réponse à votre note N^o 15 du 11 janvier 1932, concernant l'application à la Transjordanie des dispositions du traité conclu entre le président de la République de Pologne et Sa Majesté le roi de Grande-Bretagne pour la remise des malfaiteurs fugitifs, et signé à Varsovie le 11 janvier 1932, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement polonais accepte que les dispositions dudit traité, à dater de l'entrée en vigueur de ce dernier, soient appliquées à la Transjordanie.

La note susmentionnée et la présente réponse constituent l'accord intervenu entre la Pologne et la Grande-Bretagne, conformément à l'article 22 du traité susmentionné.

Veillez agréer, etc.

Auguste ZALESKI.

Son Excellence

Sir William Augustus Forbes Erskine,
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique
à Varsovie.

N° 3416.

ALLEMAGNE ET ESTONIE

Accord concernant les échanges
réciproques de marchandises, avec
protocole final. Signés à Berlin, le
29 mars 1934.

GERMANY AND ESTONIA

Agreement regarding the Reciprocal
Exchange of Goods, and Final
Protocol. Signed at Berlin, March
29th, 1934.

TEXTE ESTONIEN. — ESTONIAN TEXT.

N^o 3416. — EESTI-SAKSA KOKKULEPE¹ VASTASTIKU KAUBAVAHE-
TUSE KOHTA 29. MÄRTSIST 1934.

*Textes officiels allemand et estonien communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie.
L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 27 avril 1934.*

Allakirjutanud Eesti ja Saksa Valitsuste Täisvolinikud leppisid vastastiku kaubavahetuse asjus kokku järgmises :

Artikkel 1.

Eesti ja Saksa Valitsused, juhitud püüdest edendada võimalust mööda mõlemapoolset kaubavahetust, leppisid kokku astuda eriti rasketel juhtudel teineteisega läbirääkimistesse, et vastastikuses arusaamises püüda leida rahuldavat lahendust.

Artikkel 2.

Eesti Valitsus, kellel praegusel momendil puudub võimalus kaotada ära deviiside kontrolli, hoolitseb selle eest, et deviiside kontrolli teostamisel jääks ära igasugune Saksa kaupade erandline käsitlemine sisseveol.

Artikkel 3. (Lisa.)

Loetelus nimetatud Eesti saadustelt ei võeta nende sisseveol Saksa tollipiirkonda kõrgemaid kui loetelus ettenähtud sisseveotolle.

Artikkel 4.

Käesolev kokkulepe jääb maksuma kuni 31. detsembrini 1934, kuid mitte kauem kui 7. detsembri 1928. a.² Eesti-Saksa kaubandus- ja laevandusleping. Kuni 1. septembrini 1934. a. võib kokkulepet igal ajal üles öelda ühekuulise etteteatamisega.

Juhul, kui Eesti-Saksa 7. detsembri 1928. a. Kaubandus- ja laevandusleping on veel jõus, astuvad mõlemad Valitsused aegsasti enne 31. detsembrist 1934 või, varem ülesütleamise juhul,

¹ Entré en vigueur le 15 avril 1934.

² Volume XCIX, page 259, de ce recueil.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 3416. — DEUTSCH-ESTNISCHES ABKOMMEN ¹ ÜBER DEN GEGENSEITIGEN WARENVERKEHR. GEZEICHNET IN BERLIN, AM 29. MÄRZ 1934.

*German and Estonian official texts communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs.
The registration of this Agreement took place April 27th, 1934.*

Die unterzeichneten Bevollmächtigten der Deutschen und der Estnischen Regierung haben über den gegenseitigen Warenverkehr folgendes Abkommen getroffen:

Artikel 1.

Die Deutsche und die Estnische Regierung sind, geleitet von dem Bestreben, den beiderseitigen Warenaustausch nach Möglichkeit zu fördern, übereingekommen, in Fällen besonderer Schwierigkeiten miteinander in Verhandlungen zu treten, um in gegenseitiger Verständigung eine befriedigende Lösung zu suchen.

Artikel 2.

Die Estnische Regierung, die zur Zeit nicht in der Lage ist, ihre Devisenkontrolle aufzuheben, wird dafür sorgen, dass in der Durchführung dieser Devisenkontrolle jegliche unterschiedliche Behandlung der deutschen Wareneinfuhr unterbleibt.

Artikel 3. (Anlage.)

Von den in der Anlage bezeichneten estnischen Erzeugnissen sollen bei ihrer Einfuhr in das deutsche Zollgebiet keine höheren als die in der Anlage bestimmten Eingangszölle erhoben werden.

Artikel 4.

Dieses Abkommen gilt bis zum 31. Dezember 1934, jedoch nicht länger als der deutsch-estnische Handels- und Schifffahrtsvertrag² vom 7. Dezember 1928. Es kann bis zum 1. September 1934 jederzeit mit einer Frist von einem Monat gekündigt werden.

Sofern der deutsch-estnische Handels- und Schifffahrtsvertrag vom 7. Dezember 1928 noch in Wirksamkeit sein wird, werden die beiden Regierungen rechtzeitig vor dem 31. Dezember 1934

¹ Came into force April 15th, 1934.

² Volume XCIX, page 259, of this Series.

kohe peale ülesütlemit läbirääkimistesse, et jõuda kokkuleppele Eesti-Saksa kaubavahetuse korraldamise kohta peale kokkuleppe lõppemist.

Artikkel 5.

Käesolev kokkulepe ratifitseeritakse. Ratifikatsioonikirjad vahetatakse Tallinnas. Kokkulepe astub jõusse 15-dal päeval peale ratifikatsioonikirjade vahetamist.

Mõlemad Valitsused leppisid kokku, et käesolev kokkulepe pannakse maksma esialgselt juba alates 15. aprillist 1934.

Tehtud kahes eksemplaris Eesti ja Saksa keeles, Berliinis 29. märtsil 1934.

Karl RITTER.
Dr. Alex WALTER.

Fr. AKEL.

LISA.

Tariifi nr.	Kauba nimetus	Tollimäär Doppelzent- nerilt Riigi- markades
Ex 115	Koha, elus ja elutu, värske, ka külmutatud, koguses mitte üle 600 dz kalendriaastas <i>Märkus.</i> — Tollivabadus on maksev tingimusel, et seda võib nõuda 300 dz ületavale kogusele ainult sel juhul, kui see lisakvantum veetakse sisse külmutatud seisukorras.	tollita
Ex 625	Toolipõhjad ja tooliseljad kasepuust : Töötlemata Töötletud <i>Märkus.</i> — Kokkuleppes ettenähtud tollimäärad on maksvad ainult koguse kohta, mis vastaks 75 protsendile Eestist Saksa ametliku statistika järgi 1933. aastal tariifi nr. 625 all Saksa tollipiirkonda sisseveetud kaupadest.	16 21

LÖPP-PROTOKOLL.

Täna sel päeval Eesti ja Saksa valitsuse vahel sõlmitud kokkuleppe allakirjutamisel lepitati kokku järgmises :

Artikkel 3-da lisa juurde.

Tollitariifi nr.nr. 115, 625 juurde :

Tollivormaliteetide õiendamine nende numbrite alla langevatelt kaupadelt vabaks kauplemiseks Saksa tollipiirkonnas leping-tollimäärade alusel on lubatud kõige enam kahe mõlema valitsuse kokkuleppel määratud tolliasutise kaudu ehk teatud tolliasutistega piiramata, kui esitatakse

oder, im Falle vorheriger Kündigung, alsbald nach der Kündigung in Verhandlungen eintreten, um sich über eine Regelung des deutsch-estnischen Warenverkehrs nach Ablauf des Abkommens zu verständigen.

Artikel 5.

Dieses Abkommen soll ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden sollen in Tallinn ausgetauscht werden. Das Abkommen tritt am fünfzehnten Tage nach dem Tage in Kraft, an dem der Austausch der Ratifikationsurkunden stattgefunden hat.

Die beiden Regierungen sind sich darüber einig, dass dieses Abkommen schon vom 15. April 1934 ab vorläufig angewendet werden soll.

Geschehen in doppelter Ausfertigung in deutscher und estnischer Sprache in Berlin am 29. März 1934.

Karl RITTER.

Fr. AKEL.

Dr. Alex WALTER.

ANLAGE

Tarifnummer	Benennung der Gegenstände	Zollsatz für 1 Doppelzentner RM
aus 115	Zander, lebend und nicht lebend, frisch, auch gefroren, in einer Höchstmenge vom 600 dz im Kalenderjahr <i>Anmerkung.</i> — Die Zollfreiheit gilt mit der Massgabe, dass sie für die 300 dz übersteigenden Mengen im Rahmen des Zollkontingents nur in Anspruch genommen werden kann, wenn diese Mehrmengen in gefrorenem Zustand eingeführt werden.	frei
aus 625	Stuhlsitze und Stuhllehnen aus Birkenholz : roh bearbeitet <i>Anmerkung.</i> — Die Vertragszollsätze gelten nur für eine Gesamtmenge, die 75 v. H. derjenigen Menge an Waren der Tarifnr. 625 entspricht, die nach der amtlichen deutschen Einfuhrstatistik im Jahre 1933 aus Estland in das deutsche Zollgebiet eingeführt worden ist.	16 21

SCHLUSSPROTOKOLL.

Bei der Unterzeichnung des heute zwischen der Deutschen und der Estnischen Regierung geschlossenen Abkommens ist folgendes vereinbart :

Zur Anlage zu Art. 3.

Zu den Nrs. aus : 115, 625.

Die Abfertigung der unter diese Nummern fallenden Waren zum freien Verkehr des deutschen Zollgebiets zu den Vertragszollsätzen ist nur zulässig entweder bei höchstens zwei im Einvernehmen beider Regierungen zu bestimmenden Zollstellen oder, ohne Beschränkung auf bestimmte Zollstellen,

kontingenditunnistused, mis antud ehk kinnitatud mõne Saksa tolliasutise poolt. Kui tollivormaliteetide õiendamine piirdub teatavate tolliasutistega, on Saksa valitsus nõus, et arvuliselt kindlaksmääratavad osad tollikontingendist eraldatakse ja tollitakse teiste eriti määratavate Saksa tolliasutiste poolt, kusjuures mõlemale valitsusele jääb õigus vajaduse korra leppida kokku eraldatud osade muudatustes. Ka siis, kui tollivormaliteetide õiendamine sünnib ainult teatavates Saksa tolliasutistes, tuleb esitada Eesti valitsuse sellekohasel nõudel kontingenditunnistused, millistest selgub, et saadeti tuleb arvata kontingendi hulka.

Eesti valitsus teatab Saksa valitsusele, millise korralduse ta valib.

Mõlemad valitsused lepivad kokku Saksa tolliasutiste, samuti kontingenditunnistusi andvate Eesti asutiste ja silmaspeetava toimingu korra üle.

Tehtud kahes eksemplaris eesti- ja saksakeeles, Berliinis, 29. märtsil 1934.

Karl RITTER.

Fr. AKEL.

Dr. Alex WALTER.

wenn Kontingentsbescheinigungen vorgelegt werden, die von einer deutschen Zollstelle ausgestellt oder bestätigt sind. Im Falle der Beschränkung der Zollabfertigung auf bestimmte Zollstellen ist die Deutsche Regierung damit einverstanden, dass ziffermässig zu bezeichnende Teilmengen von dem Zollkontingent abgezweigt und bei weiteren zu vereinbarenden deutschen Zollstellen abgefertigt werden, wobei beide Regierungen sich vorbehalten, erforderlichenfalls hinsichtlich der abgezweigten Teilmengen Änderungen zu vereinbaren. Ferner sind auch bei Beschränkung der Zollabfertigung auf bestimmte Zollstellen auf Verlangen der Estnischen Regierung Kontingentsbescheinigungen vorzulegen, aus denen sich ergibt, dass die Sendung auf das Kontingent angerechnet werden soll.

Die Estnische Regierung wird der Deutschen Regierung mitteilen, welche Regelung sie wählt.

Die beiden Regierungen werden sich über die deutschen Zollstellen sowie über die estnischen Stellen, die Kontingentsbescheinigungen erteilen, und über das zu beachtende Verfahren verständigen.

Geschehen in doppelter Ausfertigung in deutscher und estnischer Sprache zu Berlin am 29. März 1934.

Karl RITTER.

Fr. AKEL.

Dr. Alex WALTER.

¹ TRADUCTION.

N^o 3416. — ACCORD ENTRE L'ALLEMAGNE ET L'ESTONIE CONCERNANT LES ÉCHANGES RÉCIPROQUES DE MARCHANDISES. SIGNÉ A BERLIN, LE 29 MARS 1934.

Les plénipotentiaires soussignés du Gouvernement allemand et du Gouvernement estonien sont convenus des dispositions suivantes relatives aux échanges réciproques de marchandises :

Article premier.

Le Gouvernement allemand et le Gouvernement estonien, animés du désir de favoriser, autant que possible, les échanges réciproques de marchandises, sont convenus d'engager, dans les cas présentant des difficultés particulières, des négociations en vue de chercher une solution satisfaisante par voie d'entente réciproque.

Article 2.

Le Gouvernement estonien, qui n'est pas actuellement en mesure de supprimer son contrôle des changes, veillera à ce que ce contrôle soit appliqué sans aucune discrimination à l'égard des importations de marchandises allemandes.

Article 3. (Annexe.)

Les produits estoniens désignés à l'annexe ne seront pas assujettis, à leur importation dans le territoire douanier allemand, à des droits d'entrée plus élevés que ceux qui sont fixés à l'annexe.

Article 4.

Le présent accord restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1934, sans que sa validité puisse toutefois dépasser celle du Traité de commerce et de navigation germano-estonien du 7 décembre 1928. Jusqu'au 1^{er} septembre 1934, il pourra être dénoncé à tout moment, moyennant un préavis d'un mois.

Si le Traité de commerce et de navigation germano-estonien du 7 décembre 1928 est encore en vigueur, les deux gouvernements engageront en temps utile, avant le 31 décembre 1934 ou, en cas de dénonciation antérieure, immédiatement après la dénonciation, des négociations en vue de s'entendre au sujet de la réglementation des échanges germano-estoniens de marchandises après l'expiration du présent accord.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3416. — AGREEMENT BETWEEN GERMANY AND ESTONIA
REGARDING THE RECIPROCAL EXCHANGE OF GOODS. SIGNED
AT BERLIN, MARCH 29TH, 1934.

The undersigned Plenipotentiaries of the German and Estonian Governments have agreed on the following provisions concerning the reciprocal exchange of goods :

Article 1.

The German and Estonian Governments, desirous of promoting the reciprocal exchange of goods as far as possible, have agreed that in cases presenting exceptional difficulties they will initiate negotiations for the purpose of seeking satisfactory solution by mutual agreement.

Article 2.

The Estonian Government, which is not at present in a position to abolish its control of foreign exchange, will see to it that the said control is applied without any discrimination against German goods imported.

Article 3. (Annex.)

The Estonian products designated in the Annex shall not, when imported into German Customs territory, be subject to any import duties higher than those laid down in the Annex.

Article 4.

The present Agreement shall remain in force until December 31st, 1934. Its duration shall not, however, exceed that of the German-Estonian Treaty of Commerce and Navigation of December 7th, 1928. It may be denounced at any time before September 1st, 1934, provided one month's notice is given.

Should the German-Estonian Treaty of Commerce and Navigation of December 7th, 1928, be still in force, the two Governments will enter into negotiations a sufficient time before December 31st, 1934, or, in the event of previous denunciation, immediately after the said denunciation, with a view to regulating German-Estonian exchanges of goods after the expiry of the present Agreement.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 5.

Le présent accord sera ratifié. Les instruments de ratification seront échangés à Tallinn. L'accord entrera en vigueur le quinzième jour après la date à laquelle aura eu lieu l'échange des instruments de ratification.

Les deux gouvernements conviennent d'appliquer le présent accord à titre provisoire dès le 15 avril 1934.

Fait en double expédition, en langue allemande et en langue estonienne, à Berlin, le 29 mars 1934.

Karl RITTER.

Fr. AKEL.

D^r Alex WALTER.

ANNEXE

Numéro du tarif	Désignation des marchandises	Droit de douane par quintal métrique RM.
ex 115	Sandres, vivantes ou non, fraîches, même congelées, jusqu'à concurrence d'une quantité maximum de 600 quintaux métriques par année civile <i>Note.</i> — Il est entendu que la franchise douanière ne pourra être réclamée pour les quantités dépassant 300 quintaux métriques, dans le cadre du contingent douanier, que si l'excédent est importé à l'état congelé.	exemptes
ex 625	Sièges et dossiers de chaises en bouleau : Bruts Ouvrés <i>Note.</i> — Les droits conventionnels ne s'appliquent qu'à une quantité totale correspondant à 75 % de la quantité de marchandises de la position 625 du tarif qui, d'après la statistique officielle allemande des importations pour l'année 1933, a été importée d'Estonie dans le territoire douanier allemand.	16 21

PROTOCOLE FINAL

Lors de la signature de l'accord conclu ce jour entre le Gouvernement allemand et le Gouvernement estonien, il a été convenu ce qui suit :

Ad Annexe à l'article 3.

Ad numéros ex 115, ex 625.

Les articles rentrant dans ces positions ne peuvent être dédouanés en vue de leur libre circulation dans le territoire douanier allemand qu'à deux bureaux de douane au maximum, qui seront désignés d'un commun accord par les deux gouvernements, ou sans restriction quant aux bureaux de douane, s'il est produit des licences établies ou confirmées par un bureau de douane allemand. Au cas où le

Article 5.

The present Agreement shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged at Tallinn. The Agreement shall come into force on the fifteenth day after the date on which the exchange of ratifications takes place.

Both Governments agree to put the present Agreement into force provisionally as from April 15th, 1934.

Done in duplicate, in the German and Estonian languages, at Berlin, March 29th, 1934.

Karl RITTER.

Fr. AKEL.

Dr. Alex WALTER.

ANNEX.

Tariff Number	Description of Goods	Rate of duty per metric quintal RM.
ex 115	Pike-perch, living or dead, fresh or frozen, in quantities not exceeding 600 metric quintals per calendar year	Free
	<i>Note.</i> — Freedom from Customs duties may be granted for quantities exceeding 300 metric quintals coming within the present Customs quota only on condition that the excess quantity is imported in a frozen condition.	
ex 625	Chair-seats and chair-backs of birchwood : Rough Wrought	16 21
	<i>Note.</i> — The conventional duties only apply to a quantity corresponding to 75 % of the amount of goods coming under No. 625 of the tariff shown in the German official import statistics for the year 1933, as imported from Estonia to the German Customs territory.	

FINAL PROTOCOL.

At the time of the signing of the Agreement concluded this day between the German and Estonian Governments, it has been agreed as follows :

To Annex to Article 3.

To Nos. ex 115, ex 625.

Customs clearance of the goods covered by these numbers for free traffic in the German Customs territory at the conventional rates of duty may only be allowed at not more than two Customs offices to be designated by agreement between the two Governments, or, without restriction to certain specified Customs offices, if quota certificates drawn up or certified by a German Customs

dédouanement serait limité à certains bureaux de douane, le Gouvernement allemand accepte que des quantités partielles, dont la quotité devra être indiquée, soient séparées du contingent douanier et dédouanées à d'autres bureaux de douane allemands fixés d'un commun accord, étant entendu que les deux gouvernements se réservent le droit de convenir, au besoin, de certaines modifications relativement aux quantités partielles séparées. En outre, même si le dédouanement est limité à certains bureaux douaniers, il devra être produit, sur la demande du Gouvernement estonien, des certificats attestant que l'envoi doit être imputé sur le contingent.

Le Gouvernement estonien fera connaître au Gouvernement allemand la réglementation qu'il choisit.

Les deux gouvernements s'entendront au sujet des bureaux de douane allemands ainsi que des bureaux estoniens délivrant des certificats, ainsi que sur la procédure à suivre.

Fait en double expédition, en langue allemande et en langue estonienne, à Berlin, le 29 mars 1934.

Karl RITTER.
Dr Alex WALTER.

Fr. AKEL.

office be produced. Should the Customs clearance be limited to certain Customs offices, the German Government agrees that partial quantities, the amount of which is to be stated, may be separated from the Customs quota and cleared from other German Customs offices to be agreed on, it being understood that the two Governments reserve the right to agree, if necessary, on certain modifications concerning the partial quantities to be dealt with separately. Furthermore, even if clearance is limited to certain Customs offices, should the Estonian Government so require, quota certificates must be produced attesting that the consignment is to be reckoned as part of the quota.

The Estonian Government will inform the German Government which method of regulation it chooses.

The two Governments will agree as to the German Customs offices, and as to the Estonian offices delivering quota certificates, and also on the procedure to be followed.

Done in duplicate, in the German and Estonian languages, at Berlin, March 29th, 1934.

Karl RITTER.

Fr. Akel.

Dr Alex WALTER.

N° 3417.

**AUTRICHE
ET GRANDE-BRETAGNE,
FRANCE, ITALIE ET JAPON
(Conférence des Ambassadeurs).**

Accord aéronautique en vue d'assurer
l'application de l'article 144 du
Traité de Saint-Germain-en-Laye,
comportant un protocole signé à
Paris, le 27 octobre 1927, avec
pièces jointes A, B, C, D et E,
et annexes N^{os} 1 à 7.

**AUSTRIA
AND GREAT BRITAIN,
FRANCE, ITALY AND JAPAN
(Conference of Ambassadors).**

Agreement on Aerial Navigation with
a View to the Application of
Article 144 of the Treaty of Saint-
Germain-en-Laye, including a Pro-
tocol signed at Paris, October 27th,
1927, with Documents A, B, C,
D and E, and Annexes Nos. 1 to 7

N° 3417. — ACCORD ¹ AÉRONAUTIQUE ENTRE LES GOUVERNEMENTS BRITANNIQUE, FRANÇAIS, ITALIEN ET JAPONAIS (CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS) ET LE GOUVERNEMENT AUTRICHIEN, EN VUE D'ASSURER L'APPLICATION DE L'ARTICLE 144 DU TRAITÉ DE SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. FAIT A PARIS, LE 27 OCTOBRE 1927.

Texte officiel français communiqué par le secrétaire général de la Conférence des Ambassadeurs. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 27 avril 1934.

French official text communicated by the Secretary-General of the Conference of Ambassadors. The registration of this Agreement took place April 27th, 1934.

I.

PROTOCOLE

1. Les soussignés constatent leur accord sur les documents ci-après énumérés qu'ils ont paraphés. Ils déclarent vouloir attirer l'attention de leurs gouvernements respectifs sur les liens étroits qui existent entre ces différents documents dont, par conséquent, ils recommanderont à ces gouvernements l'acceptation sans réserves et sans modifications :

a) Lettre du président de la Conférence des Ambassadeurs au ministre d'Autriche à Paris, au sujet du régime à appliquer à l'avenir à la navigation aérienne autrichienne (pièce A) ;

b) Lettre du ministre d'Autriche à Paris au président de la Conférence des Ambassadeurs, au sujet du régime à appliquer à l'avenir à la navigation aérienne autrichienne (pièce B) ;

c) et *d)* Annexes aux deux lettres précitées (pièces C et D) ;

e) Lettre du ministre d'Autriche à Paris au président de la Conférence des Ambassadeurs, au sujet du stockage des pièces détachées d'aéronefs (pièce E).

2. Les soussignés sont d'accord pour préciser que la mise en vigueur des mesures d'application que le Gouvernement fédéral autrichien doit prendre en vue d'assurer l'exécution de l'accord ci-dessus visé impliquera l'abrogation des dispositions actuellement en vigueur afin d'assurer l'exécution de l'article 144 du Traité de Saint-Germain-en-Laye, ainsi que la cessation immédiate des fonctions actuellement exercées en matière aéronautique par l'Organe de liquidation de la Commission de contrôle. Les mesures d'application ci-dessus visées (Ordonnances, etc.) font l'objet des sept annexes au présent protocole.

Si les mesures ainsi édictées pour l'application de l'accord intervenu se révèlent insuffisantes dans la pratique, il appartiendra au Gouvernement fédéral autrichien, dont l'attention aura été attirée sur ces insuffisances, d'y remédier dans la mesure où l'expérience en aura montré la nécessité.

Il en sera ainsi, en particulier, si, en ce qui concerne la formation du personnel, le développement en Autriche de l'aviation à voile (*Segelflug*), par ses répercussions sur la situation générale de l'aviation autrichienne, affecte l'application de l'article 144 du Traité de Saint-Germain-en-Laye.

¹ Entré en vigueur le 18 février 1929.

¹ Came into force February 18th, 1929.

Les listes des pilotes et élèves-pilotes de vol à voile seront tenues à jour. Elles seront mises éventuellement à la disposition de la Société des Nations en cas d'application de l'article 159 du Traité de Saint-Germain-en-Laye dans l'hypothèse prévue à l'alinéa précédent.

3. Il est entendu que les noms des membres de l'armée visés à l'article V, paragraphe c) 2, de l'annexe I aux pièces A et B, qui sont en possession d'un certificat de pilote délivré antérieurement au 1^{er} juillet 1927, seront communiqués à la Conférence des Ambassadeurs à la date de la mise en vigueur des mesures d'application visées au paragraphe 2 ci-dessus.

Les autorisations accordées et les radiations effectuées conformément aux dispositions de l'article V, paragraphe c), de l'annexe I précitée seront publiées annuellement au *Journal officiel*, les radiations visées au dernier alinéa dudit article V, paragraphe c), étant publiées à part.

4. Les prescriptions concernant les pilotes et élèves-pilotes doivent être entendues comme s'appliquant en général à toute personne susceptible de conduire un aéronef, quelle qu'en soit la catégorie.

5. Les dispositions concernant la tenue des listes de matériel et de personnel ne visent ni les ballons sans moteur ni les cerfs-volants employés pour des fins purement civiles.

6. Il sera procédé à l'échange de lettres visé au paragraphe 1 ci-dessus, et, par conséquent, l'accord constitué par le présent protocole entrera en vigueur, dès que le Gouvernement fédéral autrichien aura obtenu les pouvoirs exigés à cet effet par la Constitution fédérale.

Fait à Paris, en double exemplaire, le vingt-sept octobre mil neuf cent vingt-sept.

(Signé) A. HOLMAN. A. GRUNBERGER.
 R. MASSIGLI.
 G. MANZONI.
 C. MIYAKOSHI.

Pour copie conforme :

Le Secrétaire général
de la Conférence des Ambassadeurs,
 R. Massigli.

PIÈCE A

LETRE DU PRÉSIDENT DE LA CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS A M. LE MINISTRE D'AUTRICHE A PARIS.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Au nom des Gouvernements britannique, français, italien et japonais, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance la communication suivante :

1^o « Les négociations qui se sont poursuivies à Paris entre les délégués des gouvernements ci-dessus énumérés, d'une part, et les délégués du Gouvernement fédéral autrichien, d'autre part, sur le régime à appliquer à l'avenir à l'aéronautique civile autrichienne, afin d'assurer l'exécution de l'article 144 du Traité de Saint-Germain-en-Laye ont abouti à un accord sur les bases suivantes :

« Le Gouvernement fédéral autrichien mettra en application la réglementation dont le détail est prévu dans les annexes ci-jointes ; il prendra, sans délai, à cet effet, les mesures nécessaires. Dès que le Gouvernement fédéral autrichien aura mis en vigueur lesdites mesures, l'Organe de liquidation de la Commission militaire de contrôle cessera d'exercer les fonctions qu'il remplit actuellement en matière aéronautique.

« Dès ce moment, les dispositions de l'article 159 du Traité de Saint-Germain-en-Laye s'appliqueront aux engagements ci-dessus mentionnés et, en général, aux engagements pris par le Gouvernement fédéral autrichien, en exécution dudit traité en matière aéronautique.

« Les listes d'enregistrement seront tenues à la disposition de la Société des Nations dans les conditions que celle-ci fixera conformément à l'article 159.

« Les notes échangées comme conclusion des négociations et leurs annexes, ainsi que la réglementation édictée par le Gouvernement fédéral autrichien, seront communiquées au Conseil de la Société des Nations en vue de l'application de l'article 159 du Traité de Saint-Germain-en-Laye. »

2^o J'ai l'honneur de vous faire savoir que les Gouvernements britannique, français, italien et japonais approuvent, en ce qui les concerne, l'accord ci-dessus visé et qu'ils déclarent dès maintenant accepter que la mise en vigueur des mesures convenues implique l'abrogation des dispositions actuellement appliquées afin d'assurer l'exécution de l'article 144 du Traité de Saint-Germain-en-Laye. D'autre part, il reste naturellement entendu que, conformément audit article 144, les forces militaires autrichiennes ne comporteront aucune aéronautique militaire ou navale.

Veuillez agréer, etc.

A. H.

A. G.

R. M.

G. M.

Pour copie conforme :

C. M.

*Le Secrétaire général
de la Conférence des Ambassadeurs,*
R. Massigli.

PIÈCE B

LETTRE DE M. LE MINISTRE D'AUTRICHE A PARIS AU PRÉSIDENT DE LA CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS.

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence la communication suivante :

1^o « Les négociations qui se sont poursuivies à Paris entre les délégués de mon gouvernement, d'une part, et les délégués des Gouvernements britannique, français, italien et japonais, d'autre part, sur le régime à appliquer à l'avenir à l'aéronautique civile autrichienne, afin d'assurer l'exécution de l'article 144 du Traité de Saint-Germain-en-Laye ont abouti à un accord sur les bases suivantes :

« Le Gouvernement fédéral autrichien mettra en application la réglementation dont le détail est prévu dans les annexes ci-jointes ; il prendra, sans délai, à cet effet, les mesures nécessaires. Dès que le Gouvernement fédéral autrichien aura mis en vigueur lesdites mesures, l'Organe de liquidation de la Commission militaire de contrôle cessera d'exercer les fonctions qu'il remplit actuellement en matière aéronautique.

« Dès ce moment, les dispositions de l'article 159 du Traité de Saint-Germain-en-Laye s'appliqueront aux engagements ci-dessus mentionnés et, en général, aux engagements pris par le Gouvernement fédéral autrichien, en exécution dudit traité, en matière aéronautique.

« Les listes d'enregistrement seront tenues à la disposition de la Société des Nations dans les conditions que celle-ci fixera conformément à l'article 159.

« Les notes échangées comme conclusion des négociations et leurs annexes, ainsi que la réglementation édictée par le Gouvernement fédéral autrichien, seront communiquées au Conseil de la Société des Nations en vue de l'application de l'article 159 du Traité de Saint-Germain-en-Laye. »

2^o En confirmant à la conférence, d'ordre de mon gouvernement, que, conformément à l'article 144 du Traité de Saint-Germain-en-Laye, les forces militaires de l'Autriche ne comporteront aucune aéronautique militaire ou navale, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement fédéral autrichien approuve, en ce qui le concerne, l'accord visé ci-dessus et qu'il est prêt à exécuter les obligations qui en résultent pour lui.

Il est d'autre part entendu que, dans l'esprit des Gouvernements britannique, français, italien et japonais, la mise en vigueur des mesures convenues impliquera l'abrogation des dispositions actuellement appliquées afin d'assurer l'exécution de l'article 144 du Traité de Saint-Germain-en-Laye.

Veillez agréer, etc.

A. H.

A. G.

R. M.

G. M.

C. M.

Pour copie conforme :

Le Secrétaire général
de la Conférence des Ambassadeurs,
R. Massigli.

PIÈCE C

ANNEXE I (aux pièces A et B).

MESURES DESTINÉES A ASSURER L'EXÉCUTION DE L'ARTICLE 144 DU TRAITÉ DE SAINT-GERMAIN-EN-LAYE.

I.

Le Gouvernement fédéral autrichien promulguera et mettra en vigueur l'ordonnance dont la teneur suit :

1^o Sont interdites la construction, la détention, l'importation ou la mise en circulation d'aéronefs blindés ou protégés d'une façon quelconque, ou aménagés pour recevoir un engin de guerre quelconque tel que canon, mitrailleuse, torpille, bombe, ou des instruments de visée ou de lancement pour de tels engins.

2^o Toute contravention au paragraphe premier ci-dessus sera punie d'une amende allant jusqu'à 10.000 schillings et d'une peine d'emprisonnement allant jusqu'à 3 mois ou de l'une ou l'autre de ces peines. Les appareils seront saisis et rendus inutilisables.

3^o Les dispositions des ordonnances du 27 décembre 1926 et du 29 mars 1927, destinées à assurer l'application des articles 122 et 128 du Traité de Saint-Germain-en-Laye s'appliquent à toute association contrevenant au paragraphe premier ci-dessus.

II.

Le Gouvernement fédéral autrichien veillera à ce que l'aéronautique civile autrichienne soit maintenue dans les limites répondant à un développement normal, tant en ce qui concerne l'aéronautique commerciale, qui ne pourra être subventionnée que dans une mesure correspondant à ce développement, qu'en ce qui concerne les appareils utilisés dans les écoles et, en ce qui concerne l'aviation de sport, sous réserve des limitations résultant des dispositions ci-après.

III.

a) Sera subordonnée à une autorisation spéciale délivrée par le Gouvernement fédéral autrichien, la construction ou l'importation d'avions qui posséderaient les caractéristiques techniques d'avions de chasse modernes, en ce qui concerne le poids mort, le rapport du poids mort à la puissance du moteur, la disposition des sièges, le coefficient de sécurité, la vitesse d'ascension, la vitesse et le plafond.

b) L'autorisation spéciale visée ci-dessus sera accordée exclusivement pour participer à des courses ou compétitions internationales annoncées publiquement ou à des records contrôlés officiellement, ainsi que pour les préparatifs que nécessiterait cette participation. En aucun cas, ces préparatifs ne pourront comporter d'exercice dans les écoles. Le nombre d'avions de cette nature se maintiendra, pour les fins indiquées ci-dessus, dans les limites du nombre d'avions civils de même nature employés dans un autre pays d'Europe, de superficie et de population analogues, et où l'aviation de sport est pratiquée.

c) Le nombre des pilotes autorisés à piloter de tels avions ne pourra pas excéder le cadre des besoins définis au paragraphe b) ci-dessus.

IV.

Les autorités autrichiennes ne pourront accorder de subventions d'aucune sorte ni aux organisations, sociétés ou individus se consacrant à l'aviation de sport ou dont l'activité aurait pour objet, à titre principal ou accessoire, l'instruction ou l'entraînement d'élèves-pilotes dans l'aviation de sport, ni en général aux personnes se livrant à l'aviation, à l'exception du personnel destiné au fonctionnement de lignes commerciales en service, ou nécessaire aux besoins normaux des usines.

De telles subventions ne pourront pas non plus être accordées par aucune autre administration publique ayant la gestion de deniers publics, sans excepter les administrations municipales.

Les prix en espèces, offerts à l'occasion de compétitions aéronautiques, ainsi que les allocations accordées pour l'organisation préparatoire de telles compétitions, ne devront, ni par leur importance, ni par leur nombre, présenter le caractère de subventions. Ces prix ou allocations ne pourront être attribués que pour des compétitions officiellement reconnues.

V.

a) Seront interdits tout entraînement et toute instruction dans l'aviation ayant, contrairement aux engagements visés à l'article 144 du Traité de Saint-Germain, un caractère ou un but militaire.

b) Il sera interdit à toute administration publique, ou à son personnel, s'occupant de l'organisation ou de l'administration d'une force armée, d'entretenir dans un but militaire, contrairement aux engagements visés à l'article 144 du Traité de Saint-Germain, des rapports quelconques avec l'aviation, quelle qu'en soit la catégorie. Il reste entendu que les dispositions ci-dessus visées ne concernent pas les mesures qui seraient nécessaires pour assurer la défense antiaérienne à terre.

c) 1. Seront interdites dans l'aviation, quelle qu'en soit la catégorie, toute instruction et toute activité des membres de l'armée, isolés ou en groupes.

2. A titre exceptionnel, des membres de l'armée qui en feraient la demande pourront être autorisés à apprendre à piloter ou à piloter à titre privé, mais en ce qui concerne l'aviation de sport seule et à leurs propres frais ; il ne leur sera accordé à cet effet par les autorités autrichiennes ni subventions ni congés spéciaux.

Il est entendu que ces autorisations exceptionnelles excluront pour les titulaires, conformément au paragraphe *a)* ci-dessus, toute instruction et tout entraînement aériens ayant un caractère ou un but militaire.

Ces autorisations pourront être accordées jusqu'à concurrence d'un chiffre total de 12, ce maximum ne pouvant être atteint qu'au bout d'une période de 6 ans, à compter du 1^{er} juillet 1927 et à raison de 2 autorisations par an.

Ce maximum de 12, une fois atteint, pourra être maintenu par l'octroi d'autorisations nouvelles qui seront accordées jusqu'à concurrence de 3 par an.

Toutefois, les titulaires d'autorisations qui viendraient à être rayés des cadres de l'armée par suite de décès ou de réforme pourront toujours être remplacés au début de l'année qui suivra leur radiation, en plus du contingent normalement fixé pour l'année.

Les noms des bénéficiaires des autorisations seront portés sur une liste dressée au début de chaque année.

Les membres de l'armée, titulaires d'un brevet de pilote délivré avant le 1^{er} juillet 1927, pourront jusqu'à concurrence de 6, continuer à piloter. Ces 6 pilotes, qui ne seront pas remplacés et dont les noms seront portés sur une liste spéciale, ne sont pas compris dans le nombre des pilotes visés aux alinéas précédents.

VI.

Seront enregistrés :

- a)* Toutes les fabriques construisant du matériel aéronautique ;
- b)* Tous les aéronefs et moteurs, terminés ou en cours de construction, les appareils et moteurs destinés à l'exportation étant enregistrés à part ;
- c)* Tous les pilotes et élèves-pilotes, les pilotes aptes à conduire les avions visés à l'article III ci-dessus étant enregistrés à part ;
- d)* Toutes les entreprises exploitant une ligne aérienne ;
- e)* Toutes les organisations, sociétés ou individus s'occupant d'aéronautique ou employant des aéronefs ;
- f)* Tous autres propriétaires d'aéronefs.

Ces listes d'enregistrement seront constamment tenues à jour.

VII.

Les avions sans pilote sont interdits.

A. H.
R. M.
G. M.
C. M.

A. G.

Pour copie conforme :

Le Secrétaire général
de la Conférence des Ambassadeurs,
R. MASSIGLI.

PIÈCE D

ANNEXE II (aux pièces A et B).

DISPOSITIONS CONCERNANT LA POLICE.

Les prescriptions générales visées à l'article V, paragraphes *a)*, *b)* et *c)* alinéa premier, s'appliquent également à la police.

Toutefois, à titre exceptionnel, 12 fonctionnaires de la police pourront recevoir une instruction aéronautique et être titulaires d'un brevet de pilote.

Il est entendu que les brevets de pilote ne sont pas accordés aux fonctionnaires de la police pour leur permettre de pratiquer l'aviation, mais seulement pour compléter les connaissances techniques qui leur sont nécessaires afin d'exercer en toute connaissance de cause le contrôle de l'aviation commerciale.

Ces 12 brevets de pilotes, ainsi accordés, ne pourront être renouvelés que dans le cas où leurs titulaires seraient rayés des contrôles de la police ou auraient atteint l'âge de 48 ans.

Les 12 fonctionnaires titulaires de brevets seront répartis entre les différents aérodromes.

Les organisations de la police ne pourront disposer d'aucun aéronef.

A. H.

A. G.

R. M.

G. M.

C. M.

Pour copie conforme :

Le Secrétaire général
de la Conférence des Ambassadeurs,
R. Massigli.

PIÈCE E

LETTRE DE M. LE MINISTRE D'AUTRICHE A PARIS
AU PRÉSIDENT DE LA CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Il résulte de l'accord intervenu en date de ce jour, entre la Conférence des Ambassadeurs et le Gouvernement fédéral autrichien que, dès qu'auront été mises en vigueur les dispositions législatives prévues par ledit arrangement, tous les types d'aéronefs qui sont interdits aux termes dudit accord, toutes les machines de guerre qui peuvent être employées pour l'armement aérien, ne pourront être ni fabriqués en Autriche, ni importés en Autriche, ni exportés d'Autriche.

Il reste entendu, d'autre part, que l'engagement pris par le Gouvernement fédéral autrichien de veiller à ce que l'aéronautique autrichienne soit maintenue dans les limites répondant à un développement normal implique le seul stockage des pièces détachées d'aéronefs nécessitées par les besoins normaux de l'aviation commerciale.

Veuillez agréer, etc.

A. H.

A. G.

R. M.

G. M.

C. M.

Pour copie conforme :

Le Secrétaire général
de la Conférence des Ambassadeurs,
R. Massigli.

ANNEXE I AU PROTOCOLE

ORDONNANCE DU 1927 CONCERNANT LA CONSTRUCTION D'AÉRONEFS.

En vertu du Protocole en date du 27 octobre 1927, publié au *Bulletin des Lois fédérales* N°....., et en vue d'assurer l'exécution des articles 122, 128 et 144 du Traité de Saint-Germain-en-Laye, il est ordonné ce qui suit :

I.

Il est interdit de construire, de détenir, d'importer ou de mettre en circulation des aéronefs blindés ou protégés d'une façon quelconque, ou aménagés pour recevoir des engins quelconques de guerre tels que canons, mitrailleuses, torpilles, bombes, ou munis d'appareils de visée ou de lancement pour de tels engins.

2.

Toute contravention au paragraphe premier de la présente ordonnance sera punie, par les autorités administratives du district ou par les autorités fédérales dans les localités où la police est exercée directement par celles-ci, d'une amende allant jusqu'à 10.000 schillings et d'une peine d'emprisonnement allant jusqu'à trois mois ou de l'une ou l'autre de ces peines.

3.

Les aéronefs visés au paragraphe premier ci-dessus seront déclarés saisis suivant la procédure pénale. Les aéronefs déclarés saisis seront rendus inutilisables.

4.

L'article 3 de l'Ordonnance N° 379 du 27 décembre 1926, destinée à assurer l'exécution de l'article 128 du Traité de Saint-Germain-en-Laye, modifiée par l'Ordonnance N° 103 du 29 mars 1927, s'applique à toute association qui contreviendrait au paragraphe premier de la présente ordonnance.

A. H.

A. G.

R. M.

G. M.

C. M.

Pour copie conforme :

Le Secrétaire général
de la Conférence des Ambassadeurs,

R. Massigli.

ANNEXE 2 AU PROTOCOLE

ORDONNANCE DU 1927 CONCERNANT LES AVIONS SANS PILOTE ET LES AVIONS AYANT LES CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DES AVIONS DE CHASSE MODERNES.

En vertu du Protocole en date du 27 octobre 1927, publié au *Bulletin des Lois fédérales* N°....., et en vue d'assurer l'exécution des articles 122, 128 et 144 du Traité de Saint-Germain-en-Laye, il est ordonné ce qui suit :

1.

Les avions sans pilote sont interdits.

2.

Les avions qui possèdent les caractéristiques techniques d'avions de chasse modernes, en ce qui concerne le poids mort et le rapport du poids mort à la puissance du moteur, la disposition des sièges, le coefficient de sécurité, la vitesse d'ascension, la vitesse et le plafond, ne peuvent être construits ou importés qu'avec l'assentiment du Ministère du Commerce et des Communications, qui jugera s'il y a lieu ou non d'accorder les autorisations nécessaires.

3.

Les avions mentionnés au paragraphe 2 ne peuvent être conduits que par les pilotes qui ont reçu à cet effet du Ministère du Commerce et des Communications une autorisation spéciale.

4.

Dans les écoles d'aviation, les exercices sur les avions visés au paragraphe 2 sont interdits.

5.

Les infractions aux paragraphes 1 à 4 de la présente ordonnance seront punies, par les autorités administratives du district, ou par les autorités fédérales dans les localités où la police est exercée directement par celles-ci, d'une amende allant jusqu'à 10.000 schillings et d'une peine d'emprisonnement allant jusqu'à 3 mois ou de l'une ou l'autre de ces peines.

6.

Les avions visés au paragraphe premier ainsi que les avions des types visés au paragraphe 2, qui auront été construits ou importés sans l'autorisation exigée, seront déclarés saisis suivant la procédure pénale. Les aéronefs déclarés saisis seront rendus inutilisables.

A. H.

A. G.

R. M.

G. M.

C. M.

Pour copie conforme :

Le Secrétaire général
de la Conférence des Ambassadeurs,
R. Massigli.

ANNEXE 3 AU PROTOCOLE

ORDONNANCE DU 1927 EN VUE DE LIMITER LA FORMATION DES PILOTES.

En vertu du Protocole en date du 27 octobre 1927, publié au *Bulletin des Lois fédérales* N^o....., et en vue d'assurer l'exécution des articles 122, 128 et 144 du Traité de Saint-Germain-en-Laye, il est ordonné ce qui suit :

I.

L'instruction et l'entraînement dans le pilotage, ayant un caractère ou un but militaire contrairement aux engagements contenus dans l'article 144 du Traité de Saint-Germain-en-Laye, sont interdits.

2.

Quiconque contrevient aux prescriptions du paragraphe premier de la présente ordonnance sera puni par les autorités administratives du district, ou par les autorités fédérales dans les localités où la police est exercée directement par celles-ci, d'une amende allant jusqu'à 10.000 schillings et d'une peine d'emprisonnement allant jusqu'à 3 mois ou de l'une ou de l'autre de ces peines.

3.

L'article 3 de l'Ordonnance N^o 379 du 27 décembre 1926 destinée à assurer l'exécution de l'article 128 du Traité de Saint-Germain-en-Laye, modifiée par l'Ordonnance N^o 103 du 29 mars 1927, s'applique à toute association qui contreviendrait au paragraphe premier de la présente ordonnance.

A. H.

A. G.

R. M.

G. M.

C. M.

Pour copie conforme :

Le Secrétaire général
de la Conférence des Ambassadeurs,

R. Massigli.

ANNEXE 4 AU PROTOCOLE

ORDONNANCE DU 1927 SUR LA TENUE DES CONTRÔLES DE L'AÉRONAUTIQUE.

En vertu du Protocole en date du 27 octobre 1927, publié au *Bulletin des Lois fédérales* N^o....., et en vue d'assurer l'exécution des articles 122, 128 et 144 du Traité de Saint-Germain-en-Laye, il est ordonné ce qui suit :

I.

Les usines construisant du matériel aéronautique doivent faire une déclaration au Ministère du Commerce et des Communications.

2.

Les aéronefs et moteurs d'aéronefs, en voie de construction ou terminés, seront portés sur des listes conformes au modèle donné à l'annexe 1 de la présente ordonnance.

3.

Quiconque forme des pilotes doit tenir des listes portant le nom, la profession et le domicile de l'élève ainsi que les dates auxquelles a commencé et s'est terminée l'instruction.

4.

Toute personne exploitant un aérodrome, doit tenir des listes sur lesquelles sont portés le nom, la profession et le domicile des personnes qui ont piloté un aéronef sur l'aérodrome.

5.

Les associations, sociétés ou individus qui se livrent à l'aéronautique ou emploient des aéronefs, ainsi que tous autres propriétaires d'aéronefs, doivent en faire la déclaration au Ministère du Commerce et des Communications.

La déclaration doit contenir : 1^o le nom, le siège ou domicile de l'association, de la société ou du particulier ; 2^o le type et le numéro d'enregistrement de l'aéronef.

6.

Les déclarations visées aux paragraphes 1 et 5 doivent être faites avant la fin du mois qui suit celui dans lequel se trouve réalisée la condition prévue pour cette déclaration.

Les usines, associations, sociétés ou individus, qui, lors de la mise en vigueur de la présente ordonnance, remplissent déjà les conditions pour lesquelles une déclaration est prévue, devront faire cette déclaration avant la fin du mois qui suivra le mois de la promulgation de la présente ordonnance.

7.

Les copies des listes visées aux paragraphes 2, 3 et 4 devront être remises au Ministère du Commerce et des Communications deux fois par an, le 31 juillet pour le premier semestre, le 31 janvier pour le deuxième semestre et, pour la première fois, à la fin du troisième mois qui suivra la mise en vigueur de la présente ordonnance.

8.

Quiconque contrevient aux prescriptions des paragraphes 1 à 7 de la présente ordonnance sera puni, par les autorités administratives du district, ou par les autorités fédérales dans les localités où la police est exercée directement par celles-ci, d'une amende allant jusqu'à 200 schillings et d'une peine d'emprisonnement ou de l'une ou l'autre de ces peines.

A. H.

A. G.

R. M.

G. M.

C. M.

Pour copie conforme :

Le Secrétaire général
de la Conférence des Ambassadeurs,

R. Massigli.

ANNEXE 5 AU PROTOCOLE

LETTRE DE M. LE MINISTRE D'AUTRICHE A PARIS
AU PRÉSIDENT DE LA CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Me référant aux lettres échangées à la date du, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence, d'ordre de mon gouvernement, que mon gouvernement s'est engagé à n'accorder de subvention ni aux organisations, sociétés ou individus se consacrant à l'aviation de sport, ou dont l'activité aurait pour objet, à titre principal ou accessoire, l'entraînement ou l'instruction d'élèves-pilotes ou de pilotes dans l'aviation de sport ni, en général, aux personnes se livrant à l'aviation, exception faite pour le personnel destiné au fonctionnement des lignes commerciales en service ou nécessaire aux besoins normaux des usines.

De telles subventions ne pourront non plus être accordées par aucune administration publique ayant la gestion de deniers publics, sans excepter les administrations municipales.

Mon gouvernement s'est de même engagé à ne subventionner l'aviation commerciale que dans une mesure correspondant à son développement normal et à prendre les mesures appropriées pour assurer l'observation des obligations résultant du troisième alinéa de l'article IV de l'annexe I à la lettre N°

A. H.

A. G.

R. M.

G. M.

C. M.

Pour copie conforme :

Le Secrétaire général
de la Conférence des Ambassadeurs,

° R. Massigli.

ANNEXE 6 AU PROTOCOLE

INSTRUCTIONS DESTINÉES A ASSURER L'APPLICATION, DANS L'ARMÉE FÉDÉRALE AUTRICHIENNE,
DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE V DE LA PIÈCE C.

(Annexe I aux pièces A et B).

Première instruction.

Il est interdit à tous les groupements (*Teile*) ou membres de l'armée fédérale d'entretenir dans un but militaire, contrairement aux obligations stipulées à l'article 144 du Traité de Saint-Germain-en-Laye, des rapports quelconques avec l'aviation, quelle qu'en soit la catégorie. Toutefois, les mesures nécessaires pour assurer la défense antiaérienne à terre ne tombent pas sous le coup de cette interdiction.

Toute instruction ou toute activité, individuelle ou collective, dans l'aviation, quelle qu'en soit la catégorie, est interdite aux personnes appartenant à l'armée.

Des personnes appartenant à l'armée peuvent obtenir, à titre exceptionnel et sur leur demande, l'autorisation d'apprendre à piloter ou de piloter des aéronefs, mais seulement en ce qui concerne l'aviation de sport et à leurs propres frais. Il ne leur sera accordé, à cet effet, par les autorités

autrichiennes ni subventions ni congés spéciaux. Ces autorisations ne portent pas atteinte à l'Ordonnance fédérale comportant l'interdiction de toute instruction et entraînement dans l'aviation ayant un caractère ou un but militaire.

L'octroi de telles autorisations se fera selon les principes suivants :

A.

Le nombre des autorisations ne pourra dépasser 12, ce chiffre pouvant être atteint après 6 ans, à compter du 1^{er} janvier 1927 et à raison de 2 autorisations par an.

Une fois atteint, ce chiffre maximum de 12 pourra être maintenu par l'octroi de 3 autorisations au plus par an.

Les titulaires d'autorisation qui viendraient à être rayés des cadres par suite de décès ou de réforme, pourront être remplacés, au début de l'année qui suivra leur radiation, en plus du chiffre normalement fixé pour l'année.

Le Ministère fédéral des Affaires militaires dressera au début de chaque année civile une liste des membres de l'armée titulaires d'une autorisation.

B.

Les membres de l'armée munis d'un certificat de pilote délivré avant le 1^{er} juillet 1927 peuvent continuer à pratiquer l'aviation jusqu'à concurrence de 6. Ces 6 pilotes, qui ne seront pas remplacés et qui ne sont pas compris dans le nombre des pilotes visés au paragraphe A, seront portés sur une liste spéciale par le Ministère fédéral des Affaires militaires.

Toute infraction aux dispositions qui précèdent, commise par le titulaire d'une autorisation ou en sa faveur, entraînera le retrait immédiat de l'autorisation accordée.

Une instruction spéciale réglera la forme dans laquelle les demandes devront être introduites.

Deuxième instruction.

Les membres de l'armée fédérale désirant faire de l'aviation de sport dans les conditions arrêtées par l'instruction N° doivent en demander l'autorisation, par écrit, au Ministère fédéral des Affaires militaires. Les demandes doivent être introduites par la voie hiérarchique et parvenir audit Département, pour l'année 1928 aussitôt que possible, pour les années suivantes au début de novembre de l'année précédente.

Pour que l'octroi de telles autorisations à des personnes physiquement inaptes à l'exercice du sport aéronautique soit évité, les candidats doivent, dans leurs demandes, mentionner expressément qu'ils ont passé avec succès l'examen médical prescrit pour les élèves-pilotes par le Ministère fédéral du Commerce et des Communications.

Les noms des membres de l'armée admis à l'exercice du sport aéronautique seront publiés au début de chaque année au *Bulletin de l'armée (Heeresverordnungsblatt)*. Seront publiés de la même façon les noms des membres de l'armée dont les autorisations auront pris fin ou auront été retirées.

A. H.

A. G.

R. M.

G. M.

C. M.

Pour traduction conforme :

*Le Secrétaire général
de la Conférence des Ambassadeurs,*

R. Massigli.

ANNEXE 7 AU PROTOCOLE

PROJET D'INSTRUCTIONS DESTINÉES A ASSURER L'APPLICATION PAR LA POLICE AUTRICHIENNE
DES DISPOSITIONS DE LA PIÈCE D.

(Annexe II aux pièces A et B).

A { l'Office du Gouvernement (*Landesregierung*) de
la Direction de la police de Vienne.

En vertu de, il est ordonné ce
qui suit :

Il est interdit aux autorités policières, ainsi qu'à leur personnel, d'entretenir dans un but militaire, contrairement aux obligations stipulées à l'article 144 du Traité de Saint-Germain-en-Laye, des rapports quelconques avec l'aviation, quelle qu'en soit la catégorie. Toute instruction ou toute activité, individuelle ou collective, dans l'aviation, quelle qu'en soit la catégorie, est interdite au personnel de la police.

A titre exceptionnel, douze fonctionnaires de police peuvent recevoir une instruction aéronautique et être titulaires d'un brevet de pilote.

Toutefois, ces brevets ne sont pas délivrés afin de permettre aux fonctionnaires de police de pratiquer l'aviation, mais exclusivement afin de perfectionner les connaissances techniques qui leur sont nécessaires pour exercer, en toute connaissance de cause, le contrôle de l'aéronautique commerciale.

Les douze brevets ainsi délivrés ne pourront être renouvelés que lorsque leurs titulaires seront rayés des contrôles de la police ou lorsqu'ils auront atteint l'âge de 48 ans.

Les fonctionnaires de police munis de brevets de pilote seront répartis sur les différents ports d'aviation.

Il est enfin bien entendu que les organismes policiers ne pourront disposer d'aucun avion.

A. H.

A. G.

R. M.

G. M.

C. M.

Pour traduction conforme :

Le Secrétaire général
de la Conférence des Ambassadeurs,

R. Massigli.

II.

COPIE DES DOCUMENTS ULTÉRIEUREMENT ÉTABLIS A LEURS DATES
RESPECTIVES EN EXÉCUTION DU PROTOCOLE

PIÈCE A

LETTRE DU PRÉSIDENT DE LA CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS
A M. LE MINISTRE D'AUTRICHE A PARIS.

PARIS, le 18 février 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Au nom des Gouvernements britannique, français, italien et japonais, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance la communication suivante :

1^o « Les négociations qui se sont poursuivies à Paris entre les délégués des gouvernements ci-dessus énumérés, d'une part, et les délégués du Gouvernement fédéral autrichien, d'autre part, sur le régime à appliquer à l'avenir à l'aéronautique civile autrichienne, afin d'assurer l'exécution de l'article 144 du Traité de Saint-Germain-en-Laye, ont abouti à un accord sur les bases suivantes :

« Le Gouvernement fédéral autrichien mettra en application la réglementation dont le détail est prévu dans les annexes ci-jointes : il prendra, sans délai, à cet effet, les mesures nécessaires.

« Dès que le Gouvernement fédéral autrichien aura mis en vigueur lesdites mesures, l'Organe de liquidation de la Commission militaire de contrôle cessera d'exercer les fonctions qu'il remplit actuellement en matière aéronautique.

« Dès ce moment, les dispositions de l'article 159 du Traité de Saint-Germain-en-Laye s'appliqueront aux engagements ci-dessus mentionnés et, en général, aux engagements pris par le Gouvernement fédéral autrichien, en exécution dudit traité en matière aéronautique.

« Les listes d'enregistrement seront tenues à la disposition de la Société des Nations dans les conditions que celle-ci fixera conformément à l'article 159.

« Les notes échangées comme conclusion des négociations et leurs annexes, ainsi que la réglementation édictée par le Gouvernement fédéral autrichien, seront communiquées au Conseil de la Société des Nations en vue de l'application de l'article 159 du Traité de Saint-Germain-en-Laye. »

2^o J'ai l'honneur de vous faire savoir que les Gouvernements britannique, français, italien et japonais approuvent, en ce qui les concerne, l'accord ci-dessus visé et qu'ils déclarent dès maintenant accepter que la mise en vigueur des mesures convenues implique l'abrogation des dispositions actuellement appliquées afin d'assurer l'exécution de l'article 144 du Traité de Saint-Germain-en-Laye. D'autre part, il reste naturellement entendu que, conformément audit article 144, les forces militaires autrichiennes ne comporteront aucune aéronautique militaire ou navale.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) Jules CAMBON.

Pour copie conforme :

Le Secrétaire général
de la Conférence des Ambassadeurs,
R. Massigli.

PIÈCE B

LETTRE DE M. LE MINISTRE D'AUTRICHE A PARIS AU PRÉSIDENT DE LA CONFÉRENCE DES
AMBASSADEURS.

PARIS, le 18 février 1929.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence la communication suivante :

1^o « Les négociations qui se sont poursuivies à Paris entre les délégués de mon gouvernement, d'une part, et les délégués des Gouvernements britannique, français, italien et japonais, d'autre part, sur le régime à appliquer à l'avenir à l'aéronautique civile autrichienne, afin d'assurer l'exécution de l'article 144 du Traité de Saint-Germain-en-Laye ont abouti à un accord sur les bases suivantes :

« Le Gouvernement fédéral autrichien mettra en application la réglementation dont le détail est prévu dans les annexes ; il prendra, sans délai, à cet effet les mesures nécessaires.

« Dès que le Gouvernement fédéral autrichien aura mis en vigueur lesdites mesures, l'Organe de liquidation de la Commission militaire de contrôle cessera d'exercer les fonctions qu'il remplit actuellement en matière aéronautique.

« Dès ce moment, les dispositions de l'article 159 du Traité de Saint-Germain-en-Laye s'appliqueront aux engagements ci-dessus mentionnés et, en général, aux engagements pris par le Gouvernement fédéral autrichien en exécution dudit traité en matière aéronautique.

« Les listes d'enregistrement seront tenues à la disposition de la Société des Nations dans les conditions que celle-ci fixera conformément à l'article 159.

« Les notes échangées comme conclusion des négociations et leurs annexes, ainsi que la réglementation édictée par le Gouvernement fédéral autrichien, seront communiquées au Conseil de la Société des Nations en vue de l'application de l'article 159 du Traité de Saint-Germain-en-Laye. »

2^o En confirmant à la Conférence, d'ordre de mon gouvernement, que, conformément à l'article 144 du Traité de Saint-Germain-en-Laye, les forces militaires de l'Autriche ne comporteront aucune aéronautique militaire ou navale, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement fédéral autrichien approuve, en ce qui le concerne, l'accord visé ci-dessus et qu'il est prêt à exécuter les obligations qui en résultent pour lui.

Il est, d'autre part, entendu que, dans l'esprit des Gouvernements britannique, français, italien et japonais, la mise en vigueur des mesures convenues impliquera l'abrogation des dispositions actuellement appliquées afin d'assurer l'exécution de l'article 144 du Traité de Saint-Germain-en-Laye.

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Le Ministre d'Autriche,
(Signé) GRUNBERGER.

Pour copie conforme :

Le Secrétaire général
de la Conférence des Ambassadeurs,
R. Massigli.

PIÈCE C

ANNEXE I (aux pièces A et B).

MESURES DESTINÉES A ASSURER L'EXÉCUTION DE L'ARTICLE 144
DU TRAITÉ DE SAINT-GERMAIN-EN-LAYE.

I.

Le Gouvernement fédéral autrichien promulguera et mettra en vigueur l'ordonnance dont la teneur suit :

1^o Sont interdites la construction, la détention, l'importation ou la mise en circulation d'aéronefs blindés ou protégés d'une façon quelconque, ou aménagés pour recevoir un engin de guerre quelconque tel que canon, mitrailleuse, torpille, bombe, ou des instruments de visée ou de lancement pour de tels engins.

2^o Toute contravention au paragraphe premier ci-dessus sera punie d'une amende allant jusqu'à 10.000 schillings et d'une peine d'emprisonnement allant jusqu'à 3 mois ou de l'une ou l'autre de ces peines. Les appareils seront saisis et rendus inutilisables.

3^o Les dispositions des ordonnances du 27 décembre 1926 et du 29 mars 1927, destinées à assurer l'application des articles 122 et 128 du Traité de Saint-Germain-en-Laye s'appliquent à toute association contrevenant au paragraphe premier ci-dessus.

II.

Le Gouvernement fédéral autrichien veillera à ce que l'aéronautique civile autrichienne soit maintenue dans les limites répondant à un développement normal, tant en ce qui concerne l'aéronautique commerciale, qui ne pourra être subventionnée que dans une mesure correspondant à ce développement, qu'en ce qui concerne les appareils utilisés dans les écoles et, en ce qui concerne l'aviation de sport, sous réserve des limitations résultant des dispositions ci-après.

III.

a) Sera subordonnée à une autorisation spéciale délivrée par le Gouvernement fédéral autrichien la construction ou l'importation d'avions qui posséderaient les caractéristiques techniques d'avions de chasse modernes, en ce qui concerne le poids mort, le rapport du poids mort à la puissance du moteur, la disposition des sièges, le coefficient de sécurité, la vitesse d'ascension, la vitesse et le plafond.

b) L'autorisation spéciale visée ci-dessus sera accordée exclusivement pour participer à des courses ou compétitions internationales annoncées publiquement ou à des records contrôlés officiellement, ainsi que pour les préparatifs que nécessiteraient cette participation. En aucun cas, ces préparatifs ne pourront comporter d'exercice dans les écoles. Le nombre d'avions de cette nature se maintiendra pour les fins indiquées ci-dessus, dans les limites du nombre des avions civils de même nature employés dans un autre pays d'Europe, de superficie et de population analogues, et où l'aviation de sport est pratiquée.

c) Le nombre des pilotes autorisés à piloter de tels avions ne pourra pas excéder le cadre des besoins définis au paragraphe c) ci-dessus.

IV.

Les autorités autrichiennes ne pourront accorder des subventions d'aucune sorte aux organisations, sociétés ou individus se consacrant à l'aviation de sport ou dont l'activité aurait

pour objet, à titre principal ou accessoire, l'instruction ou l'entraînement d'élèves-pilotes dans l'aviation de sport, ni en général aux personnes se livrant à l'aviation, à l'exception du personnel destiné au fonctionnement de lignes commerciales en service, ou nécessaire aux besoins normaux des usines.

De telles subventions ne pourront pas non plus être accordées par aucune autre administration publique ayant la gestion de deniers publics, sans excepter les administrations municipales.

Les prix en espèces, offerts à l'occasion de compétitions aéronautiques, ainsi que les allocations accordées pour l'organisation préparatoire de telles compétitions, ne devront, ni par leur importance, ni par leur nombre, représenter le caractère de subvention. Ces prix ou allocations ne pourront être attribués que pour des compétitions officiellement reconnues.

V.

a) Seront interdits tout entraînement et toute instruction dans l'aviation ayant, contrairement aux engagements visés à l'article 144 du Traité de Saint-Germain-en-Laye, un caractère ou un but militaire.

b) Il sera interdit à toute administration publique, ou à son personnel, s'occupant de l'organisation ou de l'administration d'une force armée, d'entretenir dans un but militaire, contrairement aux engagements visés à l'article 144 du Traité de Saint-Germain, des rapports quelconques avec l'aviation, quelle qu'en soit la catégorie. Il reste entendu que les dispositions ci-dessus visées ne concernent pas les mesures qui seraient nécessaires pour assurer la défense antiaérienne à terre.

c) 1. Seront interdites dans l'aviation, quelle qu'en soit la catégorie, toute instruction et toute activité des membres de l'armée, isolés ou en groupes.

2. A titre exceptionnel, des membres de l'armée qui en feraient la demande pourront être autorisés à apprendre à piloter ou à piloter à titre privé, mais en ce qui concerne l'aviation de sport seule et à leurs propres frais ; il ne leur sera accordé à cet effet par les autorités autrichiennes ni subventions, ni congés spéciaux.

Il est entendu que ces autorisations exceptionnelles excluront pour les titulaires, conformément au paragraphe a) ci-dessus, toute instruction et tout entraînement aériens ayant un caractère ou un but militaire.

Ces autorisations pourront être accordées jusqu'à concurrence d'un chiffre total de 12, ce maximum ne pouvant être atteint qu'au bout d'une période de 6 ans, à compter du 1^{er} juillet 1927 et à raison de 2 autorisations par an.

Ce maximum de 12, une fois atteint, pourra être maintenu par l'octroi d'autorisations nouvelles qui seront accordées jusqu'à concurrence de 3 par an.

Toutefois, les titulaires d'autorisations qui viendraient à être rayés des cadres de l'armée par suite de décès ou de réforme pourront toujours être remplacés au début de l'année qui suivra leur radiation, en plus du contingent normalement fixé pour l'année.

Les noms des bénéficiaires des autorisations seront portés sur une liste dressée au début de chaque année.

Les membres de l'armée, titulaires d'un brevet de pilote délivré avant le 1^{er} juillet 1927, pourront jusqu'à concurrence de 6, continuer à piloter. Ces 6 pilotes, qui ne seront pas remplacés et dont les noms seront portés sur une liste spéciale, ne sont pas compris dans le nombre des pilotes visés aux alinéas précédents.

VI.

Seront enregistrés :

- a) Toutes les fabriques construisant du matériel aéronautique ;
- b) Tous les aéronefs et moteurs, terminés ou en cours de construction, les appareils et moteurs destinés à l'exportation étant enregistrés à part ;
- c) Tous les pilotes et élèves pilotes, les pilotes aptes à conduire les avions visés à l'article III ci-dessus étant enregistrés à part ;

- d) Toutes les entreprises exploitant une ligne aérienne ;
- e) Toutes les organisations, sociétés ou individus s'occupant d'aéronautique ou employant des aéronefs ;
- f) Tous autres propriétaires d'aéronefs.

Ces listes d'enregistrement seront constamment tenues à jour.

VII.

Les avions sans pilote sont interdits.

Pour copie conforme :

Le Secrétaire général
de la Conférence des Ambassadeurs,
R. Massigli.

PIÈCE D

ANNEXE II (aux pièces A et B).

DISPOSITIONS CONCERNANT LA POLICE.

Les prescriptions générales visées à l'article V, paragraphes a), b) et c) alinéa premier, s'appliquent également à la police.

Toutefois, à titre exceptionnel, 12 fonctionnaires de la police pourront recevoir une instruction aéronautique et être titulaires d'un brevet de pilote.

Il est entendu que les brevets de pilote ne sont pas accordés aux fonctionnaires de la police pour leur permettre de pratiquer l'aviation, mais seulement pour compléter les connaissances techniques qui leur sont nécessaires afin d'exercer en toute connaissance de cause le contrôle de l'aviation commerciale.

Ces 12 brevets de pilotes, ainsi accordés, ne pourront être renouvelés que dans le cas où leurs titulaires seraient rayés des contrôles de la police ou auraient atteint l'âge de 48 ans.

Les 12 fonctionnaires titulaires de brevets seront répartis entre les différents aérodromes.

Les organisations de la police ne pourront disposer d'aucun aéronef.

Pour copie conforme :

Le Secrétaire général
de la Conférence des Ambassadeurs,
R. Massigli.

PIÈCE E

LETTRE DE M. LE MINISTRE D'AUTRICHE A PARIS AU PRÉSIDENT DE LA CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS.

18 février 1929.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Il résulte de l'accord intervenu en date de ce jour entre la Conférence des Ambassadeurs et le Gouvernement fédéral autrichien que, dès qu'auront été mises en vigueur les dispositions législatives

prévues par ledit arrangement, tous les types d'aéronefs qui sont interdits aux termes dudit accord, toutes les machines de guerre qui peuvent être employées pour l'armement aérien, ne pourront être ni fabriqués en Autriche, ni importés en Autriche, ni exportés d'Autriche.

Il reste entendu, d'autre part, que l'engagement pris par le Gouvernement fédéral autrichien de veiller à ce que l'aéronautique autrichienne soit maintenue dans les limites répondant à un développement normal implique le seul stockage des pièces détachées d'aéronefs nécessitées par les besoins normaux de l'aviation commerciale.

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Le Ministre d'Autriche,
(Signé) GRUNBERGER.

Pour copie conforme :

Le Secrétaire général
de la Conférence des Ambassadeurs,
R. Massigli.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

ANLAGE 1 ZUM PROTOKOLL.

317. VERORDNUNG DER BUNDESREGIERUNG
VOM 30. SEPTEMBER 1929 ÜBER DEN BAU VON
LUFTFAHRZEUGEN.

Auf Grund des im Protokolle vom 27. Oktober 1927 samt dessen Beilagen, kundgemacht im B. G. Bl. Nr. 137 vom Jahre 1929, enthaltenen Staatsvertrages über Massnahmen zur Sicherung der Durchführung der Artikel 122, 128 und 144 des Staatsvertrages von Saint-Germain-en-Laye wird verordnet :

§ 1.

Es ist untersagt, Luftfahrzeuge zu bauen, zu halten, einzuführen oder in Verkehr zu setzen, welche gepanzert oder in irgendeiner Weise geschützt sind oder die mit Einrichtungen zur Aufnahme von Kriegsgeräten irgendwelcher Art, wie Kanonen, Maschinengewehren, Torpedos, Bomben oder mit Visier- oder Abwurfrichtungen für solche Geräte versehen sind.

§ 2.

Übertretungen des § 1 dieser Verordnung werden von der politischen Bezirksbehörde oder in Orten, die im örtlichen Wirkungsbereiche einer Bundespolizeibehörde gelegen sind, von dieser mit Geld bis zu 10.000 S und mit Arrest

ANNEXE 1 AU PROTOCOLE

ORDONNANCE 317 DU 30 SEPTEMBRE 1929,
CONCERNANT LA CONSTRUCTION D'AÉRONEFS.

En vertu du Protocole en date du 27 octobre 1929, publié au *Bulletin des Lois fédérales* N^o....., et en vue d'assurer l'exécution des articles 122, 128 et 144 du Traité de Saint-Germain-en-Laye, il est ordonné ce qui suit :

1.

Il est interdit de construire, de détenir, d'importer ou de mettre en circulation des aéronefs blindés ou protégés d'une façon quelconque, ou aménagés pour recevoir des engins quelconques de guerre tels que canons, mitrailleuses, torpilles, bombes, ou munis d'appareils de visée ou de lancement pour de tels engins.

2.

Toute contravention au paragraphe premier de la présente ordonnance sera punie, par les autorités administratives du district ou par les autorités fédérales dans les localités où la police est exercée directement par celles-ci, d'une

bis zu drei Monaten oder mit einer dieser beiden Strafen bestraft.

§ 3.

Im Strafverfahren ist auch der Verfall der in § 1 erwähnten Luftfahrzeuge auszusprechen. Die verfallen erklärten Luftfahrzeuge sind unbrauchbar zu machen.

§ 4.

Artikel 3 der zur Sicherung der Durchführung des Artikels 128 des Staatsvertrages von Saint-Germain-en-Laye erlassenen Verordnung vom 27. Dezember 1926, B. G. Bl. Nr. 379, abgeändert durch die Verordnung vom 29. März 1927, B. G. Bl. Nr. 103, findet auf jede Vereinigung Anwendung, die dem § 1 dieser Verordnung zuwiderhandelt.

SCHOBER.
BAUGOIN.
SLAMA.
INNITZER.

FÖDERMAYR.
HAINISCH.
SCHUMY.

ANLAGE 2 ZUM PROTOKOLL.

318. VERORDNUNG DER BUNDESREGIERUNG VOM 30. SEPTEMBER 1929 ÜBER FÜHRERLOSE FLUGZEUGE UND ÜBER FLUGZEUGE MIT DEN TECHNISCHEN MERKMALEN NEUZEITLICHER JAGDFLUGZEUGE.

Auf Grund des im Protokolle vom 27. Oktober 1927 samt dessen Beilagen, kundgemacht im B. G. Bl. Nr. 137 vom Jahre 1929, enthaltenen Staatsvertrages über Massnahmen zur Sicherung der Durchführung der Artikel 122, 128 und 144 des Staatsvertrages von Saint-Germain-en-Laye wird verordnet :

§ 1.

Führerlose Flugzeuge sind untersagt.

§ 2.

Flugzeuge, welche die technischen Merkmale neuzeitlicher Jagdflugzeuge hinsichtlich des

amende allant jusqu'à 10.000 schillings et d'une peine d'emprisonnement allant jusqu'à trois mois ou de l'une ou l'autre de ces peines.

3.

Les aéronefs visés au paragraphe premier ci-dessus seront déclarés saisis suivant la procédure pénale. Les aéronefs déclarés saisis seront rendus inutilisables.

4.

L'article 3 de l'Ordonnance N° 379 du 27 décembre 1926, destinée à assurer l'exécution de l'article 128 du Traité de Saint-Germain-en-Laye, modifiée par l'Ordonnance N° 103 du 29 mars 1927, s'applique à toute association qui contreviendrait au paragraphe premier de la présente ordonnance.

Pour copie conforme :

Le Secrétaire général
de la Conférence des Ambassadeurs,
R. Massigli.

ANNEXE 2 AU PROTOCOLE

ORDONNANCE N° 318 DU 30 SEPTEMBRE 1929, CONCERNANT LES AVIONS SANS PILOTE ET LES AVIONS AYANT LES CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DES AVIONS DE CHASSE MODERNES.

En vertu du Protocole en date du 27 octobre 1927, publié au *Bulletin des Lois fédérales* N°....., et en vue d'assurer l'exécution des articles 122, 128 et 144 du Traité de Saint-Germain-en-Laye, il est ordonné ce qui suit :

1.

Les avions sans pilote sont interdits.

2.

Les avions qui possèdent les caractéristiques d'avions de chasse modernes, en ce qui concerne

Leergewichtes, des Verhältnisses des Leergewichtes zur Motorenleistung, der Sitzanordnung, der Bausicherheit, der Steiggeschwindigkeit, der Geschwindigkeit und der Gipfelhöhe besitzen, dürfen nur mit Bewilligung des Bundesministeriums für Handel und Verkehr gebaut oder eingeführt werden, welches nach freiem Ermessen beurteilt, ob die erforderlichen Bewilligungen zu gewähren sind oder nicht.

§ 3.

3.

Die in § 2 bezeichneten Flugzeuge dürfen nur von solchen Flugzeugführern gelenkt werden, denen das Bundesministerium für Handel und Verkehr eine besondere Bewilligung hiefür erteilt hat.

le poids mort voir le rapport du poids mort à la puissance du moteur, la disposition des sièges, le coefficient de sécurité, la vitesse d'ascension, la vitesse et le plafond, ne peuvent être construits ou importés qu'avec l'assentiment du Ministère du Commerce et des Communications qui jugera s'il y a lieu ou non d'accorder les autorisations nécessaires.

Les avions mentionnés au paragraphe 2 ne peuvent être conduits que par les pilotes qui ont reçu à cet effet du Ministère du Commerce et des Communications une autorisation spéciale.

§ 4.

4.

In den Luftfahrtschulen sind Übungen auf den in § 2 bezeichneten Flugzeugen untersagt.

Dans les écoles d'aviation, les exercices sur les avions visés au paragraphe 2 sont interdits.

§ 5.

5.

Übertretungen der §§ 1 bis 4 dieser Verordnung werden von der politischen Bezirksbehörde oder in Orten, die im örtlichen Wirkungsbereiche einer Bundespolizeibehörde gelegen sind, von dieser mit Geld bis zu 10.000 S und mit Arrest bis zu drei Monaten oder mit einer dieser beiden Strafen bestraft.

Les infractions aux paragraphes 1 à 4 de la présente ordonnance seront punies, par les autorités administratives du district, ou par les autorités fédérales dans les localités où la police est exercée directement par celles-ci, d'une amende allant jusqu'à 10.000 schillings et d'une peine d'emprisonnement allant jusqu'à 3 mois ou de l'une ou l'autre de ces peines.

§ 6.

6.

Im Strafverfahren ist auch der Verfall der in § 1 bezeichneten Flugzeuge sowie der Flugzeuge der in § 2 bezeichneten Typen, welche ohne die erforderliche Bewilligung gebaut oder eingeführt worden sind, auszusprechen. Die verfallen erklärten Luftfahrzeuge sind unbrauchbar zu machen.

Les avions visés au paragraphe premier ainsi que les avions des types visés au paragraphe 2, qui auront été construits ou importés sans l'autorisation exigée, seront déclarés saisis suivant la procédure pénale. Les aéronefs déclarés saisis seront rendus inutilisables.

SCHÖBER.
BAUGOIN.
SLAMA.
INNITZER.

FÖDERMAYR.
HAINISCH.
SCHUMY.

Pour copie conforme :

Le Secrétaire général
de la Conférence des Ambassadeurs,
R. Massigli.

ANLAGE 3 ZUM PROTOKOLL.

319. VERORDNUNG DER BUNDESREGIERUNG VOM 30. SEPTEMBER 1929 ÜBER BESCHRÄNKUNG DER FLUGAUSBILDUNG.

Auf Grund des im Protokolle vom 27. Oktober 1927, kundgemacht im B. G. Bl. Nr. 137 vom Jahre 1929, enthaltenen Staatsvertrages über Massnahmen zur Sicherung der Durchführung der Artikel 122, 128 und 144 des Staatsvertrages von Saint-Germain-en-Laye wird verordnet :

§ 1.

Die Ausbildung und Fortbildung in der Flugzeugführung, die einen militärischen Charakter oder Zweck entgegen den im Artikel 144 des Staatsvertrages von Saint-Germain-en-Laye enthaltenen Verpflichtungen hat, ist verboten.

§ 2.

Übertretungen des § 1 dieser Verordnung werden von der politischen Bezirksbehörde oder an Orten, die im örtlichen Wirkungsbereich einer Bundespolizeibehörde gelegen sind, von dieser mit Geld bis zu 10.000 S und mit Arrest bis zu drei Monaten oder mit einer dieser beiden Strafen bestraft.

§ 3.

Artikel 3 der zur Sicherung der Durchführung des Artikels 128 des Staatsvertrages von Saint-Germain-en-Laye erlassenen Verordnung vom 27. Dezember 1926, B. G. Bl. Nr. 379, abgeändert durch die Verordnung vom 29. März 1927, B. G. Bl. Nr. 103, findet auf jede Vereinigung Anwendung, die dem § 1 dieser Verordnung zuwiderhandelt.

SCHOBER.
BAUGOIN.
SLAMA.
INNITZER.

FÖDERMAYR.
HAINISCH.
SCHUMY.

ANNEXE 3 AU PROTOCOLE

ORDONNANCE 319 DU 30 SEPTEMBRE 1929 EN VUE DE LIMITER LA FORMATION DES PILOTES.

En vertu du Protocole en date du 27 octobre 1927, publié au *Bulletin des Lois fédérales* N°....., et en vue d'assurer l'exécution des articles 122, 128 et 144 du Traité de Saint-Germain-en-Laye, il est ordonné ce qui suit :

I.

L'instruction et l'entraînement dans le pilotage ayant un caractère ou un but militaire contrairement aux engagements contenus dans l'article 144 du Traité de Saint-Germain-en-Laye, sont interdits.

2.

Quiconque contrevient aux prescriptions du paragraphe premier de la présente ordonnance sera puni, par les autorités administratives du district, ou par les autorités fédérales dans les localités où la police est exercée directement par celles-ci, d'une amende allant jusqu'à 10.000 schillings et d'une peine d'emprisonnement allant jusqu'à 3 mois ou de l'une ou de l'autre de ces peines.

3.

L'article 3 de l'Ordonnance N° 379 du 27 décembre 1926, destinée à assurer l'exécution de l'article 128 du Traité de Saint-Germain-en-Laye, modifiée par l'Ordonnance N° 103 du 29 mars 1927, s'applique à toute association qui contreviendrait au paragraphe premier de la présente ordonnance.

Pour copie conforme :
Le Secrétaire général
de la Conférence des Ambassadeurs,
R. Massigli.

ANLAGE 4 ZUM PROTOKOLL.

320. VERORDNUNG DER BUNDESREGIERUNG VOM 30. SEPTEMBER 1929 ÜBER DIE LISTENFÜHRUNG IN DER LUFTFAHRT.

Auf Grund des im Protokolle vom 27. Oktober 1927, kundgemacht in B. G. Bl. Nr. 137 vom Jahre 1929, enthaltenen Staatsvertrages über Massnahmen zur Sicherung der Durchführung der Artikel 122, 128 und 144 des Staatsvertrages von Saint-Germain-en-Laye wird verordnet :

§ 1.

Fabriken, die Luftfahrgeräte herstellen, haben dies dem Bundesministerium für Handel und Verkehr anzuzeigen.

§ 2.

Über die in Bau befindlichen oder fertiggestellten Luftfahrzeuge und Luftfahrzeugmotoren sind Listen zu führen, die dem Muster in Anlage I dieser Verordnung entsprechen.

§ 3.

Wer Flugschüler ausbildet, hat Listen zu führen, aus denen Name, Beruf und Wohnort des Schülers sowie der Zeitpunkt des Beginnes und der Beendigung der Ausbildung ersichtlich sind.

§ 4.

Der Unternehmer eines Flughafens hat Listen zu führen, aus denen Name, Beruf und Wohnort derjenigen Personen ersichtlich sind, welche ein Flugzeug über den Flughafen geführt haben.

§ 5.

(1) Die Vereinigungen, Gesellschaften oder Einzelpersonen, welche Luftfahrt treiben oder Luftfahrzeuge verwenden, sowie alle sonstigen Eigentümer von Luftfahrzeugen haben hievon dem Bundesministerium für Handel und Verkehr Anzeige zu machen.

ANNEXE 4 AU PROTOCOLE

ORDONNANCE N° 320 DU 30 SEPTEMBRE 1929 SUR LA TENUE DES CONTRÔLES DE L'AÉRONAUTIQUE.

En vertu du Protocole en date du 27 octobre 1927, publié au *Bulletin des Lois fédérales* N° ..., et en vue d'assurer l'exécution des articles 122, 128 et 144 du Traité de Saint-Germain-en-Laye, il est ordonné ce qui suit :

I.

Les usines construisant du matériel aéronautique doivent faire une déclaration au Ministère du Commerce et des Communications.

2.

Les aéronefs et moteurs d'aéronefs, en voie de construction ou terminés, seront portés sur des listes conformes au modèle donné à l'annexe I de la présente ordonnance.

3.

Quiconque forme des pilotes doit tenir des listes portant le nom, la profession et le domicile de l'élève ainsi que les dates auxquelles a commencé et s'est terminée l'instruction.

4.

Toute personne exploitant un aérodrome, doit tenir des listes sur lesquelles sont portés le nom, la profession et le domicile des personnes qui ont piloté un aéronef sur l'aérodrome.

5.

Les associations, sociétés ou individus qui se livrent à l'aéronautique ou emploient des aéronefs, ainsi que tous autres propriétaires d'aéronefs, doivent en faire la déclaration au Ministère du Commerce et des Communications.

(2) Die Anzeige hat zu enthalten : 1. den Namen, Sitz oder Wohnort der Vereinigung, Gesellschaft oder Einzelperson, 2. die Type und die Zulassungsnummer des Luftfahrzeuges.

§ 6.

(1) Die in den §§ 1 und 5 bezeichneten Anzeigen sind bis zum Ende desjenigen Monats zu machen, der auf den Monat folgt, in dem der Anzeigefall eingetreten ist.

(2) Die Fabriken, Vereinigungen, Gesellschaften oder Einzelpersonen, bei denen im Zeitpunkt des Inkrafttretens dieser Verordnung der Anzeigefall bereits vorliegt, haben die Anzeige bis zum Ende desjenigen Monats zu machen, der auf den Monat folgt, in welchem diese Verordnung kundgemacht worden ist.

§ 7.

Abschriften der in den §§ 2, 3 und 4 bezeichneten Listen sind dem Bundesministerium für Handel und Verkehr jährlich zweimal, am 31. Juli für das erste und am 31. Jänner für das zweite Halbjahr, erstmalig am Ende des dritten auf die Inkraftsetzung dieser Verordnung folgenden Monats, vorzulegen.

§ 8.

Übertretungen der §§ 1 bis 7 dieser Verordnung werden von der politischen Bezirksbehörde oder an Orten, die im örtlichen Wirkungsbereiche einer Bundespolizeibehörde gelegen sind, von dieser mit Geld bis zu 200 S und mit Arrest oder mit einer dieser beiden Strafen bestraft.

SCHOBER.

BAUGOIN.

SLAMA.

INNITZER.

FÖDERMAYR.

HAINISCH.

SCHUMY.

La déclaration doit contenir : 1° le nom, le siège ou domicile de l'association, de la société ou du particulier ; 2° le type et le numéro d'enregistrement de l'aéronef.

6.

Les déclarations visées aux paragraphes 1 et 5 doivent être faites avant la fin du mois qui suit celui dans lequel se trouve réalisée la condition prévue pour cette déclaration.

Les usines, associations, sociétés ou individus, qui, lors de la mise en vigueur de la présente ordonnance, remplissent déjà les conditions pour lesquelles une déclaration est prévue, devront faire cette déclaration avant la fin du mois qui suivra le mois de la promulgation de la présente ordonnance.

7.

Les copies des listes visées aux paragraphes 2, 3 et 4 devront être remises au Ministère du Commerce et des Communications deux fois par an, le 31 juillet pour le premier semestre, le 31 janvier pour le deuxième semestre et, pour la première fois, à la fin du troisième mois qui suivra la mise en vigueur de la présente ordonnance.

8.

Quiconque contrevient aux prescriptions des paragraphes 1 à 7 de la présente ordonnance sera puni, par les autorités administratives du district, ou par les autorités fédérales dans les localités où la police est exercée directement par celles-ci, d'une amende allant jusqu'à 200 schillings et d'une peine d'emprisonnement ou de l'une ou l'autre de ces peines.

Pour copie conforme :

*Le Secrétaire général
de la Conférence des Ambassadeurs,*

R. Massigli.

ANNEXE 5 AU PROTOCOLE

N° 859/3.

LETTRE DE M. LE MINISTRE D'AUTRICHE A PARIS
AU PRÉSIDENT DE LA CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS.

1^{er} mars 1929.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Me référant aux lettres échangées à la date du 18 février 1929, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence, d'ordre de mon gouvernement, que mon gouvernement s'est engagé à n'accorder de subvention ni aux organisations, sociétés ou individus se consacrant à l'aviation de sport, ou dont l'activité aurait pour objet, à titre principal ou accessoire, l'entraînement ou l'instruction d'élèves-pilotes ou de pilotes dans l'aviation de sport, ni, en général, au personnel destiné au fonctionnement des lignes commerciales en service ou nécessaire aux besoins normaux des usines.

De telles subventions ne pourront non plus être accordées par aucune administration publique ayant la gestion de deniers publics, sans excepter les administrations municipales.

Mon gouvernement s'est de même engagé à ne subventionner l'aviation commerciale que dans une mesure correspondant à son développement normal et à prendre les mesures appropriées pour assurer l'observation des obligations résultant du troisième alinéa de l'article IV de l'annexe I à la lettre N° 859/1 du 18 février 1929.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

GRUNBERGER.

Pour copie conforme :

Le Secrétaire général
de la Conférence des Ambassadeurs,
R. Massigli.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

1¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

ANLAGE 6 ZUM PROTOKOLL.

ANNEXE 6 AU PROTOCOLE

75. REGELUNG DER AUSÜBUNG DES FLUGSPORTS
DURCH HEERESANGEHÖRIGE.INSTRUCTIONS DESTINÉES A ASSURER L'APPLI-
CATION DANS L'ARMÉE FÉDÉRALE AUTRI-
CHENNE DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE V
DE LA PIÈCE C (annexe I aux pièces A et B).

(Erlass 20.599—I vom 27. April 1929.)

27 avril 1929.

Im Sinne des am 27. Oktober 1927 in Paris unterfertigten Abkommens mit den alliierten Hauptmächten, betreffend die Begriffsbestimmungen für die Unterscheidung der zivilen und militärischen Luftfahrzeuge (Bundesgesetzblatt Nr. 137 von 1929, 33. Stück), wird ver-
fügt :

1. Weisung.

Es ist allen Teilen oder Personen des Bundesheeres verboten, zu einem militärischen Zweck

Première instruction.

Il est interdit à tous les groupements (*Teile*) ou membres de l'armée fédérale d'entretenir

1¹ Traduction de la Conférence des Ambassadeurs.1¹ Translation of the Conference of Ambassadors.

entgegen den im Artikel 144 des Staatsvertrages von Saint-Germain enthaltenen Verpflichtungen irgendwie geartete Beziehungen zum Flugwesen jedweder Gattung zu unterhalten. Die für die Luftverteidigung vom Boden aus notwendigen Massnahmen fallen jedoch nicht unter dieses Verbot.

Heeresangehörigen ist sowohl einzeln als auch in Gruppen jedwede Ausbildung und jedwede Betätigung in der Luftfahrt, welcher Art sie auch sei, verboten.

Ausnahmsweise können Heeresangehörige auf ihre Bitte die Bewilligung erhalten, privat die Führung von Luftfahrzeugen zu erlernen oder auszuüben, jedoch nur soweit das Sportfliegen in Betracht kommt und auf ihre Kosten. Es wird ihnen hiezu von den österreichischen Behörden weder eine Subvention noch ein besonderer Urlaub gewährt werden. Diese Bewilligungen heben das in der Verordnung der Bundesregierung vom 18. Februar 1929, B. G. Bl. Nr. 137 von 1929, 33. Stück, Anlage 3 zum Protokoll, enthaltene Verbot jedweder Ausbildung und Fortbildung im Fliegen, das einen militärischen Charakter oder Zweck hat, nicht auf.

Für die Erteilung solcher Bewilligungen gelten folgende Grundsätze :

A.

Bewilligungen werden bis zur Höchstzahl 12 erteilt, wobei diese Höchstzahl nach Ablauf von sechs Jahren, gerechnet vom 1. Jänner 1927 und mit der Massgabe, dass jährlich zwei Bewilligungen gegeben werden, erreicht werden darf.

Nach Erreichung dieser Höchstzahl 12 kann sie durch Erteilung von höchstens 3 Bewilligungen jährlich aufrechterhalten werden.

Scheiden Inhaber von Bewilligungen durch Tod oder Superarbitrierung aus, so können sie zu Beginn des ihrem Ausscheiden folgenden Jahres über die festgesetzte Normaljahresanzahl hinaus ersetzt werden.

Das Bundesministerium für Heereswesen wird zu Beginn eines jeden Kalenderjahres eine Liste jener Heeresangehörigen anlegen, die mit Bewilligungen beteuert sind.

B.

Heeresangehörige, die Inhaber eines vor dem 1. November 1927 ausgestellten Flug-

dans un but militaire, contrairement aux obligations stipulées à l'article 144 du Traité de Saint-Germain-en-Laye, des rapports quelconques avec l'aviation quelle qu'en soit la catégorie. Toutefois, les mesures nécessaires pour assurer la défense antiaérienne à terre ne tombent pas sous le coup de cette interdiction.

Toute instruction ou toute activité, individuelle ou collective, dans l'aviation, quelle qu'en soit la catégorie, est interdite aux personnes appartenant à l'armée.

Des personnes appartenant à l'armée peuvent obtenir à titre exceptionnel et sur leur demande, l'autorisation d'apprendre à piloter ou de piloter des aéronefs, mais seulement en ce qui concerne l'aviation de sport et à leurs propres frais. Il ne leur sera accordé à cet effet, par les autorités autrichiennes, ni subvention ni congés spéciaux.

Ces autorisations ne portent pas atteinte à l'Ordonnance fédérale comportant l'interdiction de toute instruction et entraînement dans l'aviation ayant un caractère ou but militaire.

L'octroi de telles autorisations se fera selon les principes suivants :

A.

Le nombre des autorisations ne pourra dépasser 12, ce chiffre pouvant être atteint après 6 ans à compter du 1^{er} janvier 1927 et à raison de 2 autorisations par an.

Une fois atteint, ce chiffre maximum de 12 pourra être maintenu par l'octroi de 3 autorisations au plus par an.

Les titulaires d'autorisation qui viendraient à être rayés des cadres par suite de décès ou de réforme, pourront être remplacés, au début de l'année qui suivra leur radiation, en plus du chiffre normalement fixé pour l'année.

Le Ministère fédéral des Affaires militaires dressera au début de chaque année civile une liste des membres de l'armée titulaires d'une autorisation.

B.

Les membres de l'armée munis d'un certificat de pilote délivré avant le 1^{er} juillet

zeugführerscheines sind, können sich bis zu einer Höchstzahl von sechs weiterhin in der Flugzeugführung betätigen. Diese sechs Flugzeugführer, die nicht ersetzt werden und nicht auf die unter A angeführten Flugzeugführer zählen, werden vom Bundesministerium für Heereswesen in einer besonderen Liste geführt.

Jede Verletzung der hier verlautbarten Bedingungen durch den Inhaber einer Bewilligung oder zu dessen Gunsten hat die sofortige Zurückziehung der erteilten Bewilligung zur Folge.

Für die Art und Weise der Gesuchsvorlage gilt die folgende 2. Weisung.

2. Weisung.

Jene Heeresangehörigen des Bundesheeres, die unter den mit Erlass 20.599—I v. 1929 verlautbarten Bedingungen Flugsport betreiben wollen, haben um die Bewilligung hiezu beim Bundesministerium für Heereswesen schriftlich anzusuchen. Die Gesuche sind im Dienstwege vorzulegen und haben für die Jahre 1928 und 1929 so bald als möglich, für die folgenden Jahre anfangs November des vorhergehenden Jahres beim Bundesministerium für Heereswesen einzutreffen.

Um die Erteilung solcher Bewilligungen an zur Ausübung des Flugsports körperlich untaugliche Personen zu vermeiden, ist in dem Gesuche ausdrücklich anzuführen, dass die vom Bundesministerium für Handel und Verkehr für Flugzeugführeranwärter vorgeschriebene ärztliche Untersuchung mit Erfolg bestanden wurde.

Die Namen jener Heeresangehörigen, denen die Teilnahme am Flugsport bewilligt wurde, werden zu Beginn jedes Jahres im Heeresverordnungsblatt verlautbart werden. Auf gleiche Weise werden die Namen jener Heeresangehörigen, deren Bewilligungen erloschen oder zurückgezogen worden sind, bekanntgemacht.

1927 peuvent continuer à pratiquer l'aviation jusqu'à concurrence de 6. Ces 6 pilotes, qui ne seront pas remplacés et qui ne sont pas compris dans le nombre des pilotes visés au paragraphe A, seront portés sur une liste spéciale par le Ministère fédéral des Affaires militaires.

Toute infraction aux dispositions qui précèdent, commise par le titulaire d'une autorisation ou en sa faveur, entraînera le retrait immédiat de l'autorisation accordée.

Une instruction spéciale réglera la forme dans laquelle les demandes devront être introduites.

Deuxième instruction.

Les membres de l'armée fédérale désirant faire de l'aviation de sport dans les conditions arrêtées par l'instruction N° 20.599 doivent en demander l'autorisation, par écrit, au Ministère fédéral des Affaires militaires. Les demandes doivent être introduites par la voie hiérarchique et parvenir audit département, pour l'année 1928 aussitôt que possible, pour les années suivantes au début de novembre de l'année précédente.

Pour que l'octroi de telles autorisations à des personnes physiquement inaptes à l'exercice du sport aéronautique soit évité, les candidats doivent, dans leurs demandes, mentionner expressément qu'ils ont passé avec succès l'examen médical prescrit pour les élèves-pilotes par le Ministère fédéral du Commerce et des Communications.

Les noms des membres de l'armée admis à l'exercice du sport aéronautique seront publiés au début de chaque année au *Bulletin de l'armée* (*Heeresverordnungsblatt*). Seront publiés de la même façon les noms des membres de l'armée dont les autorisations auront pris fin ou auront été retirées.

A. H. A. G.
R. M.
G. M.
C. M.

Pour traduction conforme :

Le Secrétaire général
de la Conférence des Ambassadeurs,
R. Massigli.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

ANLAGE 7 ZUM PROTOKOLL.

ANNEXE 7 AU PROTOCOLE

BUNDESKANZLERAMT.
INNERES.
Zl. 128577/8.

N^o 128577/8.

WIEN, 20 März 1930.

20 mars 1930.

PROJET D'INSTRUCTIONS DESTINÉES A ASSURER
L'APPLICATION PAR LA POLICE AUTRICHIENNE
DES DISPOSITIONS DE LA PIÈCE D (annexe II
aux pièces A et B).

An { 1. Alle Landesregierungen.
2. Polizeidirektion in Wien.

A { l'Office du Gouvernement (*Landesregierung*)
de
la Direction de la police de Vienne.

Auf Grund des im Protokolle vom 27. Oktober 1927 samt dessen Beilagen, kundgemacht im B. G. Bl. Nr. 137 vom Jahre 1929, enthaltenen Staatsvertrages über Massnahmen zur Sicherung der Durchführung der Artikel 122, 128 und 144 des Staatsvertrages von Saint-Germain-en-Laye wird verfügt :

Es ist den Polizeibehörden und ihren Angehörigen verboten, zu einem militärischen Zweck entgegen den im Artikel 144 des Staatsvertrages von Saint-Germain-en-Laye enthaltenen Verpflichtungen irgendwie geartete Beziehungen zur Luftfahrt jedeweder Gattung zu unterhalten. Den Angehörigen der Polizeibehörden ist sowohl einzel als auch in Gruppen jedwede Ausbildung und jedwede Betätigung in der Luftfahrt, welcher Art sie auch sei, verboten.

Ausnahmsweise können zwölf Polizeibeamte eine Luftfahrtausbildung erhalten und Inhaber eines Flugfahrerscheines sein.

Die Flugzeugführerscheine werden jedoch nicht erteilt, um den Polizeibeamten zu ermöglichen, Luftfahrt zu treiben, sondern nur, um die technischen Kenntnisse zu vervollkommen, die sie benötigen, um die Beaufsichtigung der Handelsluftfahrt mit voller Sachkenntnis durchführen zu können.

En vertu de, il est ordonné ce qui suit :

Il est interdit aux autorités policières, ainsi qu'à leur personnel, d'entretenir dans un but militaire, contrairement aux obligations stipulées à l'article 144 du Traité de Saint-Germain-en-Laye, des rapports quelconques avec l'aviation, quelle qu'en soit la catégorie. Toute instruction ou toute activité, individuelle ou collective, dans l'aviation, quelle qu'en soit la catégorie, est interdite au personnel de la police.

A titre exceptionnel, douze fonctionnaires de police peuvent recevoir une instruction aéronautique et être titulaires d'un brevet de pilote.

Toutefois, ces brevets ne sont pas délivrés afin de permettre aux fonctionnaires de police de pratiquer l'aviation, mais exclusivement afin de perfectionner les connaissances techniques qui leur sont nécessaires pour exercer, en toute connaissance de cause, le contrôle de l'aéronautique commerciale.

¹ Traduction de la Conférence des Ambassadeurs.

¹ Translation of the Conference of Ambassadors.

Die so erteilten zwölf Flugzeugführerscheine können nur ersetzt werden, wenn ihre Inhaber aus dem Aktivstand (Evidenz) der Polizei ausscheiden oder das Alter von 48 Jahren erreicht haben.

Die mit Führerscheinen beteiligten Polizeibeamten werden auf die einzelnen Flughäfen verteilt werden.

Schliesslich wird festgestellt, dass die Organisationen der Polizei über kein Flugzeug verfügen dürfen.

Les douze brevets ainsi délivrés ne pourront être renouvelés que lorsque leurs titulaires seront rayés des contrôles de la police ou lorsqu'ils auront atteint l'âge de 48 ans.

Les fonctionnaires de police munis de brevets de pilotes seront répartis sur les différents ports d'aviation.

Il est enfin bien entendu que les organismes policiers ne pourront disposer d'aucun avion.

A. H.

A. G.

R. M.

G. M.

C. M.

Pour traduction conforme :

Le Secrétaire général
de la Conférence des Ambassadeurs,

R. Massigli.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3417. — AGREEMENT ON AERIAL NAVIGATION BETWEEN THE BRITISH, FRENCH, ITALIAN AND JAPANESE GOVERNMENTS (CONFERENCE OF AMBASSADORS) AND THE AUSTRIAN GOVERNMENT WITH A VIEW TO THE APPLICATION OF ARTICLE 144 OF THE TREATY OF SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. DONE AT PARIS, OCTOBER 27TH, 1927.

I.

PROTOCOL.

1. The undersigned record their agreement upon the documents hereinafter enumerated, which they have initialled. They express their desire to draw the attention of their respective Governments to the close connection between these different documents, which they consequently recommend to those Governments to accept without reservation or modification :

(a) Letter from the President of the Conference of Ambassadors to the Austrian Minister in Paris regarding the regime to be applied in future to Austrian civil aviation (Document A) ;

(b) Letter from the Austrian Minister in Paris to the President of the Conference of Ambassadors regarding the regime to be applied in future to Austrian civil aviation (Document B) ;

(c) and (d) Annexes to the two letters mentioned above (Documents C and D) ;

(e) Letter from the Austrian Minister in Paris to the President of the Conference of Ambassadors with regard to storage of the component parts of aircraft (Document E).

2. The undersigned agree in stating that the putting into force of the measures of application to be taken by the Austrian Federal Government in order to ensure the execution of the above-mentioned Agreement will imply the cancelling of the provisions at present in force for the purpose of ensuring the execution of Article 144 of the Treaty of Saint-Germain-en-Laye, and the immediate cessation of the duties at present exercised in the matter of aircraft by the Liquidation Board of the Commission of Control. The measures of application referred to above (Decrees, etc.) are contained in the seven Annexes to the present Protocol.

If the measures thus enacted in application of the Agreement concluded prove insufficient in practice, it will be for the Austrian Federal Government, when its attention has been drawn to this deficiency, to supply the remedy whenever experience shows the necessity of doing so.

This shall apply in particular if, as regards the training of personnel, the development of motorless flight (*Segelflug*) in Austria, through its effects upon the general situation of Austrian aviation, affects the application of Article 144 of the Treaty of Saint-Germain-en-Laye.

The lists of pilots and cadet pilots in motorless flying shall be kept up to date. These lists shall, if necessary, be placed at the disposal of the League of Nations in the event of the application of Article 159 of the Treaty of Saint-Germain-en-Laye in the circumstances provided for in the previous paragraph.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

3. It is understood that the names of the members of the army mentioned in Article V, paragraph (c), 2, of Annex I to Documents A and B, who are in possession of pilots' certificates issued before July 1st, 1927, shall be communicated to the Conference of Ambassadors at the time when the measures of application mentioned in paragraph 2 above come into force.

The licences granted and the cancellations effected in conformity with the provisions of Article V, paragraph (c), of Annex I above mentioned shall be published annually in the *Official Journal*, the cancellations referred to in the last paragraph of Article V (c) being published separately.

4. The provisions concerning pilots and cadet pilots must be understood as applying in general to any person capable of flying an aircraft, whatever its category.

5. The provisions concerning the keeping of lists of material and personnel shall not refer to balloons without engines or to kites employed for purely civilian purposes.

6. The exchange of letters to which paragraph 1 above relates shall take place, and the Agreement constituted by the present Protocol shall thereby come into force, as soon as the Austrian Federal Government has obtained the powers required for the purpose under the Federal Constitution.

Done in Paris, in duplicate, on October twenty-seventh, one thousand nine hundred and twenty-seven.

<i>(Signed)</i>	A. HOLMAN.	A. GRUNBERGER.
	R. MASSIGLI.	
	G. MANZONI.	
	C. MIYAKOSHI.	

DOCUMENT A.

LETTER FROM THE PRESIDENT OF THE CONFERENCE OF AMBASSADORS TO THE AUSTRIAN MINISTER IN PARIS.

SIR,

On behalf of the British, French, Italian and Japanese Governments, I have the honour to bring to your notice the following communication :

1. " The negotiations which have taken place at Paris between the delegates of these Governments, of the one part, and the delegates of the Austrian Federal Government, of the other part, with regard to the regime to be applied in future to Austrian civil aviation with a view to the execution of Article 144 of the Treaty of Saint-Germain-en-Laye have resulted in an Agreement on the following basis :

" The Austrian Federal Government shall apply the regulations given in detail in the attached Annexes and shall take the measures requisite to this end without delay. As soon as the Austrian Federal Government has put these measures into force, the Liquidation Board of the Military Commission of Control shall cease to perform the duties which it at present performs in regard to aeronautical matters.

" From that date, the provisions of Article 159 of the Treaty of Saint-Germain-en-Laye shall apply to the obligations mentioned above and in general to the obligations entered into by the Austrian Federal Government in air matters in pursuance of the Treaty of Saint-Germain-en-Laye.

" The registration lists shall be held at the disposal of the League of Nations in conformity with the conditions to be fixed by the latter in pursuance of Article 159.

" The notes exchanged at the conclusion of negotiations and their Annexes, together with the regulations enacted by the Austrian Federal Government, shall be communicated to the Council of the League of Nations, with a view to the application of Article 159 of the Treaty of Saint-Germain-en-Laye. "

2. I have the honour to inform you that the British, French, Italian and Japanese Governments approve these Agreements and that they hereby recognise that the application of the measures agreed upon will involve the abrogation of the provisions at present applied to ensure the execution of Article 144 of the Treaty of Saint-Germain-en-Laye.

Furthermore, it is, of course, understood that, in pursuance of Article 144 of that Treaty, the armed forces of Austria will not include any military or naval air forces.

We have the honour to be, etc.

A. H.

A. G.

R. M.

G. M.

C. M.

DOCUMENT B.

LETTER FROM THE AUSTRIAN MINISTER IN PARIS TO THE PRESIDENT OF THE CONFERENCE OF AMBASSADORS.

SIR,

I am instructed by my Government to forward to you the following communication :

1. " The negotiations which have taken place in Paris between the delegates of the Austrian Federal Government and the delegates of the British, French, Italian and Japanese Governments with regard to the regime to be applied in future to Austrian civil aviation with a view to the execution of Article 144 of the Treaty of Saint-Germain-en-Laye have resulted in an Agreement on the following basis :

" The Austrian Federal Government shall apply the regulations given in detail in the attached Annexes and shall take the measures requisite to this end without delay. As soon as the Austrian Federal Government has put these measures into force, the Liquidation Board of the Commission of Control shall cease to perform the duties which it at present performs in regard to aeronautical matters.

" From that date, the provisions of Article 159 of the Treaty of Saint-Germain-en-Laye, shall apply to the obligations mentioned above and in general to the obligations entered into by the Austrian Federal Government in air matters in pursuance of the Treaty of Saint-Germain-en-Laye.

" The registration lists shall be held at the disposal of the League of Nations in conformity with the conditions to be fixed by the latter in pursuance of Article 159.

" The notes exchanged at the conclusion of negotiations and their Annexes, together with the regulations enacted by the Austrian Federal Government, shall be communicated to the Council of the League of Nations with a view to the application of Article 159 of the Treaty of Saint-Germain-en-Laye. "

2. I am instructed by my Government to confirm the fact that, in pursuance of Article 144 of the Treaty of Saint-Germain-en-Laye, the armed forces of Austria will not include any military or naval air forces, and I have the honour to inform you that the Austrian Federal Government approves the Agreement referred to above and that it is prepared to execute the obligation which this Agreement imposes upon it.

It is further understood that the British, French, Italian and Japanese Governments recognise that the application of the measures agreed upon will involve the abrogation of the provisions at present applied to ensure the execution of Article 144 of the Treaty of Saint-Germain-en-Laye.

We have the honour to be, etc.

A. H.

A. G.

R. M.

G. M.

C. M.

DOCUMENT C.

ANNEX I (to Documents A and B).

MEASURES FOR ENSURING THE EXECUTION OF ARTICLE 144 OF THE TREATY
OF SAINT-GERMAIN-EN-LAYE.

I.

The Austrian Federal Government shall issue and put into force a Decree to the following effect :

1. No aircraft armoured or protected in any way whatsoever or equipped to receive any engine of war such as guns, machine-guns, torpedoes, bombs or parts for the sighting or discharge of those engines of war shall be built, maintained, imported or introduced in traffic.

2. Offences against Article 1 above shall be punished by a fine not exceeding 10,000 schillings and a term of imprisonment not exceeding three months, or by either of these penalties. The aircraft shall be seized and rendered useless.

3. The provisions of the Decrees of December 27th, 1926, and March 29th, 1927, for ensuring the execution of Articles 122 and 128 of the Treaty of Saint-Germain-en-Laye shall be applicable to any association offending against paragraph 1 above.

II.

The Austrian Federal Government shall see that Austrian civil aviation is kept within the limits of normal development both in regard to commercial aviation, which shall not be subsidised in excess of these requirements, and in regard to aircraft employed in flying schools, and, further, in regard to amateur aviation, subject to the limitations arising out of the following provisions.

III.

(a) The construction or importation of aircraft having the technical characteristics of modern fighting aeroplanes as regards dead weight, ratio of dead weight to engine power, seating accommodation, factor of safety, climbing speed, air speed and maximum attainable altitude shall be made dependent upon a special licence issued by the Austrian Federal Government.

(b) Such special licenses shall be issued to such aircraft exclusively for the purpose of taking part in international races or competitions, publicly announced, or of establishing records officially checked and for such preparation as may be necessary for taking part in the competitions. Such preparation shall not include practising in flying schools. The number of aircraft of this kind shall not exceed the number of civil aircraft of the same kind which are in use for these purposes in any other European country of similar size and population where amateur aviation is practiced.

(c) The number of air pilots who are licensed to fly these aircraft shall not exceed the requirements mentioned in paragraph (b) above.

IV.

The Austrian authorities shall not grant subsidies, either to associations or societies, or individuals who engage in amateur aviation, or whose main or subsidiary occupation consists in the elementary or advanced training of cadet pilots in amateur aviation, nor, in general, to persons who are engaged in flying, with the exception of the personnel employed by air lines or for the normal requirements of aircraft factories.

Such subsidies shall not be granted by other public administrative bodies which have public funds to administer, not excepting communal authorities.

Money prizes offered in flying competitions and appropriations made for the preparatory organisation of such competitions shall not, either as regards their amount or their number, bear the

character of subsidies. These prizes and appropriations shall be granted for officially recognised competitions only.

V.

(a) Training and instruction in flying which is of a military character or for a military purpose, contrary to the undertaking given under Article 177 of the Treaty of Saint-Germain, shall be prohibited.

(b) All public administrations and their staffs concerned with the organisation or administration of armed forces shall be prohibited from having any dealings for a military purpose in contravention of Article 144 of the Treaty of Saint-Germain in regard to aircraft of any category whatever. These provisions shall not, however, be applicable to such measures as may be necessary for anti-aircraft defence from the ground.

(c) 1. Members of the army may not, either individually or collectively, receive any instruction in or engage in any activities in connection with aviation in any form.

2. As an exceptional measure, members of the army may, at their own request, be authorised to fly or to learn to fly as private persons, but only in connection with amateur aviation and at their own expense. The Austrian authorities shall not grant them any special subsidies or special leave for the purpose.

It is to be understood that these exceptional authorisations shall, in conformity with paragraph (a) above, exclude all training in flying of a military character or for a military purpose.

Such authorisations may be granted up to a maximum of twelve. This maximum may only be reached in six years as from July 1st, 1927, with the proviso that not more than two authorisations may be granted each year.

When the maximum number of twelve has been reached, it may be maintained by the grant of fresh authorisations, not more than three being granted each year.

If the holder of any such authorisation ceases to be a member of the army, either through death or by retirement, a fresh authorisation may be issued at the beginning of the following year over and above the normal number for that year in place of the one which has lapsed.

A list of persons holding such authorisations shall be drawn up at the beginning of each year.

Members of the army who hold a pilot's licence issued before July 1st, 1927, may continue to act as pilots if they do not exceed the maximum number of six. These six pilots, who may be replaced and whose names shall appear on a special list, are not included in the number of pilots referred to in the above paragraph.

VI.

Lists shall be kept of :

- (a) All factories manufacturing aviation material ;
- (b) All aircraft or aero-engines completed or in process of construction, a separate list being kept of all aircraft or aero-engines intended for export ;
- (c) All air pilots and cadet pilots (air pilots qualified to fly aircraft of the kind specified under the heading III above shall be entered on a separate list) ;
- (d) All organisations which own air transport lines ;
- (e) All associations or companies or individuals engaged in aviation or using aircraft ;
- (f) All other owners of aircraft.

These lists shall always be kept up to date.

VII.

Aircraft without pilots are prohibited.

A. H.
R. M.
G. M.
C. M.

A. G.

DOCUMENT D.

ANNEX II (to Documents A and B).

PROVISIONS REGARDING POLICE.

The general provisions laid down in Article V, Sections (a), (b) and (c), paragraph 1, also apply to the police.

Nevertheless, as an exceptional measure, twelve police officers may be given aeronautical training and hold the pilot's certificate.

It is agreed that these pilots' certificates will not be issued to the police officers to enable them to engage in aviation, but solely to enable them to acquire the technical knowledge required for the efficient supervision of commercial aviation.

The twelve pilots' certificates thus issued may only be replaced when their holders retire from the police force or reach their forty-eighth year.

The twelve holders of these pilots' certificates shall be distributed among the different aerial ports.

The police may not possess aircraft.

A. H.

A. G.

R. M.

G. M.

C. M.

DOCUMENT E.

LETTER FROM THE AUSTRIAN MINISTER IN PARIS TO THE PRESIDENT
OF THE CONFERENCE OF AMBASSADORS.

SIR,

In accordance with the Agreement of to-day's date between the Conference of Ambassadors and the Austrian Federal Government to the effect that, as soon as the legislative provisions referred to in the said Agreement have been put into force, all types of aircraft which are prohibited under the terms of the said Agreement, all war machines which might be used for air armaments, may neither be manufactured in Austria, nor imported into Austria, nor exported from Austria.

It is understood, further, that the undertaking given by the Austrian Federal Government to keep Austrian aviation within the limits of normal development involves the storage only of detached portions of aircraft essential for the normal requirements of commercial aviation.

We have the honour to be, etc.

A. H.

A. G.

R. M.

G. M.

C. M.

ANNEX 1 TO THE PROTOCOL.

DECREE OF 1927 REGARDING THE CONSTRUCTION OF AIRCRAFT.

In virtue of the Protocol dated October 27th, 1927, published in the *Federal Legal Gazette (Bundesgesetzblatt)* No. . . . , and with a view to ensuring the application of Articles 122, 128 and 144 of the Treaty of Saint-Germain-en-Laye, it is hereby decreed as follows :

1.

No aircraft armoured or protected in any way whatsoever or equipped to receive any engine of war, such as guns, machine-guns, torpedoes, bombs or apparatus for tube sighting or discharge of these engines of war shall be built, maintained, imported or introduced in traffic.

2.

Any person contravening the provisions of paragraph 1 of the present Decree shall be punished by the local administrative authorities, or by the Federal authorities where the police are directly subject to the latter, by a fine not exceeding 10,000 schillings and by a term of imprisonment not exceeding three months or by one or other of these penalties.

3.

The aircraft referred to in paragraph 1 above shall be declared confiscate in accordance with criminal procedure. Aircraft so confiscated shall be rendered useless.

4.

Article 3 of Decree No. 379 of December 27th, 1926, for ensuring the execution of Article 128 of the Treaty of Saint-Germain-en-Laye, as amended by Decree No. 103 of March 29th, 1927, shall apply to any association contravening paragraph 1 of the present Decree.

A. H.

A. G.

R. M.

G. M.

C. M.

ANNEX 2 TO THE PROTOCOL.

DECREE OF 1927 REGARDING AIRCRAFT WITHOUT PILOTS AND AIRCRAFT WITH THE TECHNICAL CHARACTERISTICS OF MODERN FIGHTER AEROPLANES.

In virtue of the Protocol dated October 27th, 1927, published in the *Federal Legal Gazette (Bundesgesetzblatt)* No. . . . , and with a view to ensuring the application of Articles 122, 128 and 144 of the Treaty of Saint-Germain-en-Laye, it is hereby decreed as follows :

1.

Aircraft without pilots are prohibited.

2.

Aircraft possessing the technical characteristics of modern fighter aeroplanes in respect of dead weight, ratio of dead weight to engine power, arrangement of seats, factor of safety, climbing speed, air speed and maximum attainable altitude may only be constructed or imported with the consent of the Ministry of Commerce and Communications, which shall decide whether or not the requisite licences shall be granted.

3.

The aircraft mentioned in paragraph 2 may only be flown by pilots holding a special licence issued by the Ministry of Commerce and Communications.

4.

Flying schools are forbidden to carry out exercises with the aircraft described in paragraph 2.

5.

Infringements of paragraphs 1 to 4 of the present Decree shall be punished by the local administrative authorities, or by the Federal authorities where the police are directly subject to the latter, by a fine not exceeding 10,000 schillings and a term of imprisonment not exceeding three months or by one or other of these penalties.

6.

Aircraft of the kind described in paragraph 1 and of the kind described in paragraph 2, if constructed or imported without the necessary licence, shall be declared confiscate in accordance with the criminal procedure. Aircraft so confiscated shall be rendered useless.

A. H.

A. G.

R. M.

G. M.

C. M.

ANNEX 3 TO THE PROTOCOL.

DECREE OF 1927 REGARDING THE RESTRICTION OF AIR TRAINING.

In virtue of the Protocol dated October 27th, 1927, published in the *Federal Legal Gazette (Bundesgesetzblatt)* No. . . . , and with a view to ensuring the application of Articles 122, 128 and 144 of the Treaty of Saint-Germain-en-Laye, it is hereby decreed as follows :

1.

All air training of a military character or serving a purpose contrary to the undertaking contained in Article 144 of the Treaty of Saint-Germain-en-Laye is prohibited.

2.

Any person contravening the provisions of paragraph 1 of the present Decree shall be punished by the local administrative authorities, or by the Federal authorities where the police are directly

subject to the latter, by a fine not exceeding 10,000 schillings and by a term of imprisonment not exceeding three months or by one or other of these penalties.

3.

Article 3 of Decree No. 379 of December 27th, 1926, for ensuring the execution of Article 128 of the Treaty of Saint-Germain-en-Laye, as amended by Decree No. 103 of March 29th, 1927, shall apply to any association contravening paragraph 1 of the present Decree.

A. H.

A. G.

R. M.

G. M.

C. M.

ANNEX 4 TO THE PROTOCOL.

DECREE OF 1927 REGARDING THE KEEPING OF AVIATION LISTS.

In virtue of the Protocol dated October 27th, 1927, published in the *Federal Legal Gazette (Bundesgesetzblatt)* No....., and with a view to ensuring the application of Articles 122, 128 and 144 of the Treaty of Saint-Germain-en-Laye, it is hereby decreed as follows :

1.

Factories manufacturing aviation material must notify the fact to the Ministry of Commerce and Communications.

2.

Aircraft and aero-engines, whether completed or in process of construction, shall be entered in registers on the model given in Annex 1 to the present Decree.

3.

Every person who trains flying pupils must keep a list showing the names, occupations and residences of the pupils and the dates on which training began and ended.

4.

The manager of an aerodrome must keep lists showing the names, occupations and residences of all persons who have flown aircraft at the aerodrome.

5.

Associations, companies or individuals engaged in aviation or employing aircraft, as well as all other owners of aircraft, must notify the Ministry of Commerce and Communications.

The notification must contain :

- (1) Name, address or residence of the association, company or individual ;
- (2) Type and registration number of the aircraft.

6.

The notifications referred to in paragraphs 1 and 5 must be made before the end of the month following the month in which the case for notification arises.

Factories, associations, companies or individuals in whose case the conditions entailing notification are already fulfilled at the time when the present Decree comes into force must make such notification before the end of the month following the month in which the present Decree is promulgated.

7.

Copies of the lists in paragraphs 2, 3 and 4 must be submitted to the Ministry of Commerce and Communications twice yearly, on July 31st in respect of the first half-year and on January 31st in respect of the second half-year, starting from the end of the third month following the coming into force of the present Decree.

8.

Any person contravening paragraphs 1 to 7 of the present Decree shall be punished by the local administrative authorities, or by the Federal authorities where the police is directly subject to the latter, by a fine not exceeding 200 schillings and a term of imprisonment or one or other of these penalties.

A. H.

A. G.

R. M.

G. M.

C. M.

ANNEX 5 TO THE PROTOCOL.

LETTER FROM THE AUSTRIAN MINISTER IN PARIS TO THE PRESIDENT
OF THE CONFERENCE OF AMBASSADORS.

With reference to the exchange of letters of..... I am instructed by my Government to inform you that my Government has given an undertaking not to grant subsidies to any organisations, societies or individuals engaged in amateur flying, or whose main or subsidiary occupation consists in the elementary or advanced training of cadet pilots or pilots for amateur flying, nor in general to persons who are engaged in flying, with the exception of the personnel employed by commercial air lines or for the normal requirements of aircraft factories.

Such subsidies shall also not be granted by other public administrative bodies which have public funds at their disposal, not excluding municipal authorities.

My Government has further undertaken not to subsidise commercial aviation in excess of the requirements of normal development, and to take the necessary measures to ensure the fulfilment of the undertakings arising out of the third paragraph of Article IV of Annex 1 to letter No.....

A. H.

A. G.

R. M.

G. M.

C. M.

ANNEX 6 TO THE PROTOCOL.

INSTRUCTIONS FOR ENSURING THE APPLICATION BY THE AUSTRIAN FEDERAL ARMY
OF THE PROVISIONS OF ARTICLE V OF DOCUMENT C.

(Annex I to Documents A and B.)

First Instruction.

All units (*Teile*) or members of the Federal Army are prohibited from maintaining any connection whatsoever with aviation in any form for a military purpose, in contravention of Article 144 of the Treaty of Saint-Germain-en-Laye. Nevertheless, the above prohibitions shall not apply to the necessary measures undertaken for ground anti-aircraft defence.

Members of the army may not, either individually or collectively, receive any instruction in or engage in any activities in connection with aviation in any form.

As an exceptional measure, members of the army may, at their own request, be authorised to fly or learn to fly aircraft, but only in connection with amateur aviation and at their own expense. The Austrian authorities shall not grant them any special subsidies or special leave for the purpose. Federal Decree No. prohibiting all training in flying of a military character or for a military purpose shall not be affected by such authorisations.

The grant of such authorisations shall be based on the following principles :

A.

The number of authorisations may not exceed twelve, this maximum being reached after six years as from January 1st, 1927, with the proviso that not more than two authorisations may be granted a year.

When the maximum number of twelve has been reached, it may be maintained by the grant of not more than three authorisations a year.

If the holder of any such authorisation ceases to be a member of the army, either through death or by retirement, a fresh authorisation may be issued at the beginning of the following year over and above the normal number for that year in place of the one which has lapsed.

At the beginning of each calendar year, the Federal Ministry of Defence shall draw up a list of members of the army holding such authorisations.

B.

Members of the army who hold a pilot's licence issued before July 1st, 1927, may continue to fly, if they do not exceed the maximum number of six. These six pilots, who may not be replaced and whose names are not included in the number of pilots referred to in paragraph A, shall be entered in a special list by the Federal Ministry of Defence.

Any offence against the above regulations committed by the holder of an authorisation or in his behalf shall entail the immediate cancellation of the authorisation granted.

The form in which requests for such authorisations are to be submitted shall be regulated by special instructions.

Second Instruction.

Members of the Federal Army who desire to practise amateur flying under the conditions laid down by Instruction No. must apply for authorisation to do so in writing to the Federal

Ministry of Defence. Applications must be submitted through their superior officers, and reach the Federal Ministry of Defence as soon as possible in respect of the year 1928, and in respect of subsequent years at the beginning of November of the preceding year.

In order to avoid the grant of such authorisations to persons physically unfit to engage in amateur flying, candidates must explicitly state in their applications that they have passed the medical examination for cadet pilots prescribed by the Federal Ministry of Commerce and Communications.

The names of members of the army allowed to engage in amateur flying shall be published at the beginning of each year in the *Army Gazette (Heeresverordnungsblatt)*. The names of the members of the army whose authorisations have expired or been withdrawn shall similarly be published.

A. H.	A. G.
R. M.	
G. M.	
C. M.	

ANNEX 7 TO THE PROTOCOL.

DRAFT INSTRUCTIONS FOR ENSURING THE APPLICATION BY THE AUSTRIAN POLICE OF THE PROVISIONS OF DOCUMENT D.

(Annex II to Documents A and B.)

To { Office of the Provincial Government (*Landesregierung*) of
 { Police Headquarters, Vienna.

In virtue of it is hereby decreed as follows :

Police authorities, as well as their personnel, are prohibited from maintaining any connection whatsoever with aviation in any form for a military purpose in contravention of Article 144 of the Treaty of Saint-Germain-en-Laye. Members of the police force may not, either individually or collectively, receive any instruction in or engage in any activities in connection with aviation in any form.

As an exceptional measure, twelve police officials may receive instruction in aviation and be given pilots' licences.

Nevertheless, such licences shall not be issued in order to enable the police officials to engage in aviation, but solely to enable them to acquire the technical knowledge required for the efficient supervision of commercial aviation.

The twelve licences thus issued may not be renewed until their holders cease to be members of the police or attain the age of forty-eight.

The police officials holding pilots' licences shall be distributed among the different air ports. It is clearly understood that police organisations may not possess any aircraft.

A. H.	A. G.
R. M.	
G. M.	
C. M.	

II.

COPY OF DOCUMENTS SUBSEQUENTLY DRAWN UP ON THEIR RESPECTIVE DATES
IN EXECUTION OF THE PROTOCOL.

DOCUMENT A.

LETTER FROM THE PRESIDENT OF THE CONFERENCE OF AMBASSADORS
TO THE AUSTRIAN MINISTER IN PARIS.PARIS, *February* 18th, 1929.

SIR,

On behalf of the British, French, Italian and Japanese Governments, I have the honour to bring to your notice the following communication :

I. " The negotiations which have taken place at Paris between the delegates of these Governments and the delegates of the Austrian Federal Government with regard to the regime to be applied in future to Austrian civil aviation with a view to the execution of Article 144 of the Treaty of Saint-Germain-en-Laye have resulted in an Agreement on the following basis :

" The Austrian Federal Government shall apply the regulations given in detail in the attached Annexes and shall take the measures requisite to this end without delay.

" As soon as the Austrian Federal Government has put these measures into force, the Liquidation Board of the Military Commission of Control shall cease to perform its present duties in air matters.

" From that date, the provisions of Article 159 of the Treaty of Saint-Germain-en-Laye shall apply to the obligations mentioned above and in general to the obligations entered into by the Austrian Federal Government in air matters in pursuance of the aforesaid Treaty.

" The registration lists shall be held at the disposal of the League of Nations in conformity with the conditions to be fixed by the latter in pursuance of Article 159.

" The notes exchanged at the conclusion of negotiations and their Annexes, together with the regulations enacted by the Austrian Federal Government, shall be communicated to the Council of the League of Nations, with a view to the application of Article 159 of the Treaty of Saint-Germain-en-Laye."

2. I have the honour to inform you that the British, French, Italian and Japanese Governments approve this Agreement and that they hereby recognise that the application of the measures agreed upon will involve the abrogation of the provisions at present applied to ensure the execution of Article 144 of the Treaty of Saint-Germain-en-Laye. Furthermore, it is of course understood that, in pursuance of Article 144 of that Treaty, the armed forces of Austria will not include any military or naval air forces.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Jules CAMBON.

DOCUMENT B.

LETTER FROM THE AUSTRIAN MINISTER IN PARIS
TO THE PRESIDENT OF THE CONFERENCE OF AMBASSADORS.PARIS, *February* 18th, 1929.

SIR,

I am instructed by my Government to bring to your notice the following communication :

I. " The negotiations which have taken place in Paris between the delegates of my Government and the delegates of the British, French, Italian and Japanese Governments

with regard to the regime to be applied in future to Austrian civil aviation with a view to the execution of Article 144 of the Treaty of Saint-Germain-en-Laye have resulted in an Agreement on the following basis :

“ The Austrian Federal Government shall apply the regulations given in detail in the Annexes and shall take the measures requisite to this end without delay.

“ As soon as the Austrian Federal Government has put these measure into force, the Liquidation Board of the Military Commission of Control shall cease to perform its present duties in air matters.

“ From that date, the provisions of Article 159 of the Treaty of Saint-Germain-en-Laye shall apply to the obligations mentioned above and in general to the obligations entered into by the Austrian Federal Government in air matters in pursuance of the aforesaid Treaty.

“ The registration lists shall be held at the disposal of the League of Nations in conformity with the conditions to be fixed by the latter in pursuance of Article 159.

“ The notes exchanged at the conclusion of negotiations and their Annexes, together with the regulations enacted by the Austrian Federal Government, shall be communicated to the Council of the League of Nations, with a view to the application of Article 159 of the Treaty of Saint-Germain-en-Laye.”

2. I am instructed by my Government to confirm the fact that, in pursuance of Article 144 of the Treaty of Saint-Germain-en-Laye, the armed forces of Austria will not include any military or naval air forces, and I have the honour to inform you that the Austrian Federal Government approves the Agreement referred to above and that it is prepared to execute the obligation which this Agreement imposes upon it.

It is further understood that the British, French, Italian and Japanese Governments recognise that the application of the measures agreed upon will involve the abrogation of the provisions hitherto applied to ensure the execution of Article 144 of the Treaty of Saint-Germain-en-Laye.

I have the honour to be, etc.

(Signed) GRUNBERGER,
Austrian Minister.

DOCUMENT C.

ANNEX I (to Documents A and B).

MEASURES FOR ENSURING THE EXECUTION OF ARTICLE 144 OF THE TREATY OF SAINT-GERMAIN-EN-LAYE.

I.

The Austrian Federal Government shall issue and put into force a Decree to the following effect :

(1) No aircraft armoured or protected in any way whatsoever or equipped to receive any engine of war such as guns, machine-guns, torpedoes, bombs or apparatus for the sighting or discharge of those engines of war shall be built, maintained, imported or introduced in traffic.

(2) Any infringement of paragraph 1 above shall be punishable by a fine not exceeding 10,000 schillings and by a term of imprisonment not exceeding three months, or by the one or other of these penalties. The aircraft shall be seized and rendered useless.

(3) The provisions of the Decrees of December 27th, 1926, and March 29th, 1927, for ensuring the execution of Articles 122 and 128 of the Treaty of Saint-Germain-en-Laye shall be applicable to any association offending against paragraph 1 above.

II.

The Austrian Federal Government shall see that Austrian civil aviation is kept within the limits of normal development both in regard to commercial aviation, which shall not be subsidised in excess of these requirements, and in regard to aircraft employed in flying schools, and, further, in regard to amateur aviation, subject to the limitations arising out of the following provisions.

III.

(a) The construction or import of aircraft having the technical characteristics of modern fighting aeroplanes as regards dead weight, ratio of dead weight to engine power, arrangement of seats, factor of safety, climbing speed, air speed and maximum attainable altitude shall be made dependent upon a special licence issued by the Austrian Federal Government.

(b) These licences shall be issued to such aircraft exclusively for the purpose of taking part in international races or competitions, publicly announced, or of establishing records officially checked and for such preparation as may be necessary for taking part in the competitions. Such preparation shall not include practising in flying schools. The number of aircraft of this kind shall not exceed the number of civil aircraft of the same kind which are in use for the purpose in any other European country of similar size and population where amateur aviation is practised.

(c) The number of air pilots who are licensed to fly these aircraft shall not exceed the requirements mentioned in paragraph (b) above.

IV.

The Austrian authorities shall not grant subsidies, either to associations or societies or individuals who devote themselves to amateur aviation, or whose main or subsidiary occupation consists in the elementary or advanced training of cadet pilots or pilots in amateur aviation, nor, in general, to persons who are engaged in flying, with the exception of the personnel employed by air lines or for the normal requirements of aircraft factories.

Such subsidies shall not be granted by other public administrative bodies which have public funds to administer, not excepting municipal authorities.

Money prizes offered in flying competitions and appropriations made for the preparatory organisation of such competitions shall not, either as regards their amount or their number, bear the character of subsidies. These prizes and appropriations shall be granted for officially recognised competitions only.

V.

(a) Training and instruction in flying which is of a military character or for a military purpose contrary to the undertaking given under Article 144 of the Treaty of Saint-Germain-en-Laye shall be prohibited.

(b) All public administrations and their staff concerned with the organisation or administration of armed forces shall be prohibited from having any connection with any form of aviation for a military purpose in contravention of Article 144 of the Treaty of Saint-Germain-en-Laye. These provisions shall not, however, be applicable to such measures as may be necessary for anti-aircraft defence from the ground.

(c) 1. Members of the army may not, either individually or collectively, receive any instruction in or engage in any activities in connection with aviation in any form.

2. As an exceptional measure, members of the army may, at their own request, be authorised to fly or to learn to fly as private persons, but only in connection with amateur aviation and at their own expense. The Austrian authorities shall not grant them any special subsidies or special leave for the purpose.

It is to be understood that these exceptional authorisations shall, in conformity with paragraph (a) above, exclude all training in flying of a military character or for a military purpose.

Such authorisations may be granted up to a maximum of twelve. This maximum may only be reached in six years as from July 1st, 1927, with the proviso that not more than two authorisations may be granted each year.

When the maximum number of twelve has been reached, it may be maintained by the grant of fresh authorisations, not more than three being granted each year.

If the holder of any such authorisation ceases to be a member of the army, either through death or by retirement, a fresh authorisation may be issued at the beginning of the following year over and above the normal number for that year in place of the one which has lapsed.

A list of persons holding such authorisations shall be drawn up at the beginning of each year.

Members of the army who hold a pilot's licence issued before July 1st, 1927, may continue to act as pilots if they do not exceed the maximum number of six. These six pilots, who may not be replaced and whose names shall appear on a special list, are not included in the number of pilots referred to in the above paragraphs.

VI.

Lists shall be kept of :

- (a) All factories manufacturing aviation material ;
- (b) All aircraft or aero-engines completed or in process of construction, a separate list being kept of all aircraft or aero-engines intended for export ;
- (c) All air pilots and cadet pilots (air pilots qualified to fly aircraft of the kind specified under Article III above shall be entered on a separate list) ;
- (d) All organisations which own air transport lines ;
- (e) All associations or companies or individuals engaged in aviation or using aircraft ;
- (f) All other owners of aircraft.

These lists shall always be kept up to date.

VII.

Aircraft without pilots are prohibited.

DOCUMENT D.

ANNEX II (to Documents A and B).

PROVISIONS REGARDING THE POLICE.

The general provisions laid down in Article V, Sections (a), (b) and (c), paragraph 1, also apply to the police.

Nevertheless, as an exceptional measure, twelve police officers may be given aeronautical training and hold a pilot's certificate.

It is agreed that pilots' certificates will not be issued to police officers to enable them to engage in aviation, but solely to enable them to acquire the technical knowledge required for the efficient supervision of commercial aviation.

The twelve pilots' certificates thus issued may only be replaced when their holders cease to be members of the police force or reach their forty-eighth year.

The twelve holders of these pilot's certificates shall be distributed among the different air ports.

Police organisations may not possess aircraft.

DOCUMENT E.

LETTER FROM THE AUSTRIAN MINISTER IN PARIS
TO THE PRESIDENT OF THE CONFERENCE OF AMBASSADORS.PARIS, *February* 18th, 1929.

SIR,

In accordance with the Agreement of to-day's date between the Conference of Ambassadors and the Austrian Federal Government to the effect that, as soon as the legislative provisions referred to in the said Agreement have been put into force, all types of aircraft which are prohibited under the said Agreement, all war machines which might be used for air armaments, may neither be manufactured in Austria, nor imported into Austria, nor exported from Austria.

It is understood, further, that the undertaking given by the Austrian Federal Government to keep Austrian aviation within the limits of normal development involves the storage only of component parts of aircraft essential for the normal requirements of commercial aviation.

I have the honour to be, etc.

(Signed) GRUNBERGER,
Austrian Minister.

ANNEX I TO THE PROTOCOL.

DECREE NO. 317 DATED SEPTEMBER 30TH, 1929, REGARDING THE CONSTRUCTION OF AIRCRAFT.

In virtue of the Protocol dated October 27th, 1929, published in the *Federal Legal Gazette* No. . . . and with a view to ensuring the execution of Articles 122, 128 and 144 of the Treaty of Saint-Germain-en-Laye, it is hereby decreed as follows :

1.

No aircraft armoured or protected in any way whatsoever or equipped to receive any engines of war such as guns, machine-guns, torpedoes, bombs or apparatus for the sighting or discharge of these engines of war shall be built, maintained, imported or introduced in traffic.

2.

Offences against paragraph 1 above shall be punished, by the local administrative authorities, or by the Federal authorities where the police are directly subject to the latter, by a fine not exceeding 10,000 schillings and a term of imprisonment not exceeding three months or by one or other of these penalties.

3.

Aircraft of the kind referred to in paragraph 1 above shall be declared confiscate in accordance with the penal procedure and shall be rendered useless.

4.

Article 3 of Decree No. 379 dated December 27th, 1926, to secure the execution of Article 128 of the Treaty of Saint-Germain-en-Laye, as amended by Decree No. 103 dated March 29th, 1927, shall be applicable to any association offending against paragraph 1 above.

ANNEX 2 TO THE PROTOCOL.

DECREE No. 318 DATED SEPTEMBER 30TH, 1929, REGARDING AIRCRAFT WITHOUT PILOTS AND AIRCRAFT WITH THE TECHNICAL CHARACTERISTICS OF MODERN FIGHTER AEROPLANES.

In virtue of the Protocol dated October 27th, 1927, published in the *Federal Legal Gazette* No. . . . and with a view to ensuring the execution of Articles 122, 128 and 144 of the Treaty of Saint-Germain-en-Laye, it is hereby decreed as follows :

1.

Aircraft without pilots are prohibited.

2.

Aircraft possessing the technical characteristics of modern fighter aeroplanes in respect of dead weight, ratio of dead weight to engine power, seating accommodation, factor of safety, climbing speed, air speed and maximum attainable altitude may only be constructed or imported with the consent of the Ministry of Commerce and Communications, which shall decide whether the necessary licences shall or shall not be granted.

3.

The aircraft mentioned in paragraph 2 may only be flown by pilots holding a special licence issued by the Ministry of Commerce and Communications.

4.

Flying schools are forbidden to carry out exercises with the aircraft described in paragraph 2.

5.

Offences against paragraphs 1 to 4 of the present Decree shall be punished by the local administrative authorities, or by the Federal authorities where the police are directly subject to the latter, by a fine not exceeding 10,000 schillings and a term of imprisonment not exceeding three months or by the one or other of these penalties.

6.

Aircraft of the kind described in paragraph 1 and of the kind described in paragraph 2, if constructed or imported without the necessary licence, shall be declared confiscate in accordance with the penal procedure and shall be rendered useless.

ANNEX 3 TO THE PROTOCOL.

DECREE NO. 319 DATED SEPTEMBER 30TH, 1929, REGARDING THE RESTRICTION OF AIR TRAINING.

In virtue of the Protocol dated October 27th, 1927, published in the *Federal Legal Gazette* No. and with a view to ensuring the execution of Articles 122, 128 and 144 of the Treaty of Saint-Germain-en-Laye, it is hereby decreed as follows :

I.

All air training of a military character or serving a purpose contrary to the undertaking contained in Article 144 of the Treaty of Saint-Germain-en-Laye is prohibited.

2.

Any person contravening the provisions of paragraph 1 of the present Decree shall be punished by the local administrative authorities, or by the Federal authorities where the police are directly subject to the latter, by a fine not exceeding 10,000 schillings and a term of imprisonment not exceeding three months of by one or other of these penalties.

3.

Article 3 of Decree No. 379 dated December 27th, 1926, to ensure the execution of Article 128 of the Treaty of Saint-Germain-en-Laye, as amended by Decree No. 103 dated March 29th, 1927, shall be applicable to any association offending against paragraph 1 above.

ANNEX 4 TO THE PROTOCOL.

DECREE NO. 320 DATED SEPTEMBER 30TH, 1929, REGARDING THE KEEPING OF AVIATION REGISTRATION LISTS.

In virtue of the Protocol dated October 27th, 1927, published in the *Federal Legal Gazette* No. and with a view to ensuring the execution of Articles 122, 128 and 144 of the Treaty of Saint-Germain-en-Laye, it is hereby decreed as follows :

I.

Factories manufacturing aviation material must notify the fact to the Ministry of Commerce and Communications.

2.

Aircraft and aero-engines, whether completed or in process of construction, shall be entered in registers on the model given in Annex 1 to the present Decree.

3.

Every person who trains flying pupils must keep a list showing the names, occupations and residences of the pupils and the dates on which training began and ended.

4.

The manager of an aerodrome must keep lists showing the names, occupations and residences of those persons who have piloted aircraft at that aerodrome.

5.

Associations, companies or individuals engaged in aviation or employing aircraft, as well as all other owners of aircraft, must notify the Ministry of Commerce and Communications.

The notifications must contain :

- (1) Name, address or residence of the association, company or individual ;
- (2) Type and registration number of the aircraft.

6.

The notifications referred to in paragraphs 1 and 5 must be made before the end of the month following the month in which the case for notification arises.

Factories, associations, companies or individuals in respect of whom notification is already due at the time when the present Decree comes into force, must make such notification before the end of the month following the month in which the present Decree is promulgated.

7.

Copies of the lists mentioned in paragraphs 2, 3 and 4 must be submitted to the Ministry of Commerce and Communications twice yearly, on July 31st in respect of the first half year, and on January 31st in respect of the second half year, starting from the end of the third month following the coming into force of the present Decree.

8.

Any person contravening the provisions of paragraphs 1 to 7 of the present Decree shall be punished by the local administrative authorities, or by the Federal authorities where the police are directly subject to the latter, by a fine not exceeding 200 schillings and a term of imprisonment, or by one or other of these penalties.

ANNEX 5 TO THE PROTOCOL.

859/3.

LETTER FROM THE AUSTRIAN MINISTER IN PARIS TO THE PRESIDENT
OF THE CONFERENCE OF AMBASSADORS.

March 1st, 1929.

SIR,

With reference to the exchange of Notes on February 18th, 1929, I am instructed by my Government to inform you that it has given an undertaking not to grant subsidies to any organisations, associations or individuals engaged in amateur flying, or whose main or subsidiary occupation consists in the training or instruction of cadet pilots, or pilots for amateur flying, nor in general to the personnel employed by commercial air lines, or for the normal requirements of aircraft factories.

Neither may such subsidies be granted by any public administrative bodies which have public funds to administer, not excluding municipal authorities.

My Government has further undertaken not to subsidise commercial aviation in excess of the requirements of normal development and to take the necessary measures to ensure the fulfilment of the undertakings arising out of the third paragraph of Article IV, Annex I to Letter 859/I, dated February 18th, 1929.

I have the honour, etc.

GRUNBERGER.

ANNEX 6 TO THE PROTOCOL.

INSTRUCTIONS TO ENSURE THE APPLICATION IN THE AUSTRIAN FEDERAL ARMY OF THE PROVISIONS OF ARTICLE V OF DOCUMENT C (Annex I to Documents A and B).

April 27th, 1929.

First Instruction.

All units (*Teile*) or members of the Federal Army are prohibited from maintaining any connection whatsoever with aviation of whatever category for a military purpose in contravention of Article 144 of the Treaty of Saint-Germain-en-Laye. Nevertheless, the above prohibition shall not apply to the necessary measures undertaken for ground anti-aircraft defence.

Members of the army may not be trained or take part in aviation of any category whatever, whether individually or collectively.

As an exceptional measure, members of the army may, at their own request, be authorised to fly or to learn to fly aircraft, but only in connection with amateur aviation and at their own expense. The Austrian authorities shall not grant them any special subsidies or special leave for the purpose.

Federal Decree No. prohibiting all training in flying of a military character or for a military purpose shall not be affected by such authorisations.

The grant of such authorisations shall be based on the following principles :

A.

The number of authorisations may not exceed twelve, this maximum to be reached after six years as from July 1st, 1927, and at the rate of two authorisations each year.

When the maximum number of twelve has been reached, it may be maintained by the grant of not more than three authorisations each year.

If the holder of any such authorisation ceases to be a member of the army, either through death or by retirement, a fresh authorisation may be issued at the beginning of the following year over and above the normal number for that year in place of the one which has lapsed.

The Federal Ministry of Defence shall draw up at the beginning of each calendar year a list of members of the army holding such authorisations.

B.

Members of the army who hold a pilot's licence issued before July 1st, 1927, may continue to practise flying if they do not exceed the maximum number of six. The names of these six pilots, who may not be replaced, and who are not included in the number of pilots referred to in paragraph A, shall be entered in a special list drawn up by the Federal Ministry of Defence.

Any infringement of the foregoing provisions committed by the holder of the authorisation or on his behalf shall entail the immediate cancellation of the authorisation.

The form in which requests for such authorisations are to be submitted shall be regulated by special instructions.

Second Instruction.

Members of the Federal Army desirous of practising amateur flying under the conditions laid down in instruction No. 20 599 must apply in writing for an authorisation to the Federal Ministry of Defence. Applications must be submitted through their superior officers and must reach the said Department in respect of the year 1928 as soon as possible and in respect of the following years at the beginning of November of the preceding year.

In order to avoid the grant of such authorisations to persons physically unfit to engage in amateur flying, candidates must explicitly state in their applications that they have passed the medical examination for cadet pilots prescribed by the Federal Ministry of Commerce and Communications.

The names of the members of the army allowed to engage in amateur flying shall be published at the beginning of each year in the *Army Gazette (Heeresverordnungsblatt)*. The names of members of the army whose authorisations have expired or been withdrawn shall similarly be published therein.

ANNEX 7 TO THE PROTOCOL.

No. 128577/8.

DRAFT INSTRUCTIONS FOR ENSURING THE APPLICATION BY THE AUSTRIAN POLICE OF THE PROVISIONS OF DOCUMENT D (Annex to Documents A and B).

March 20th, 1930.

To { Office of the Provincial Government (*Landesregierung*) of
 { The Police Headquarters, Vienna.

In virtue of it is hereby decreed as follows :

Police authorities as well as their personnel are prohibited from maintaining any connection whatsoever with aviation of whatever category for a military purpose in contravention of Article 144 of the Treaty of Saint-Germain-en-Laye. Members of the police force may not, either individually or collectively, receive any instruction in or engage in any activities in connection with aviation in any form.

As an exceptional measure, twelve police officials may receive instruction in aviation and be granted pilots' licences.

Nevertheless, such licences shall not be issued to enable the police officials to engage in aviation, but solely to enable them to acquire the technical knowledge required for the efficient supervision of commercial aviation.

The twelve licences thus issued may not be renewed until their holders cease to be members of the police force or attain the age of forty-eight.

The police officials holding a pilot's licence shall be distributed among the different air ports. Lastly, it is clearly understood that police organisations may not possess any aircraft.

N° 3418.

**ITALIE ET
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTISTES SOCIALISTES**

**Pacte d'amitié, de non-agression et
de neutralité. Signé à Rome, le
2 septembre 1933.**

**ITALY
AND UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS**

**Pact of Friendship, Non-Aggression
and Neutrality. Signed at Rome,
September 2nd, 1933.**

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 3418. — PATTO ¹ DI AMICIZIA, NON AGGRESSIONE E NEUTRALITÀ
FRA L'ITALIA E L'UNIONE DELLE REPUBBLICHE SOVIETICHE
SOCIALISTE. FIRMATO A ROMA, IL 2 SETTEMBRE 1933.

*Textes officiels italien et russe communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Italie.
L'enregistrement de ce Pacte a eu lieu le 2 mai 1934.*

SUA MAESTÀ IL RE D'ITALIA e il COMITATO CENTRALE ESECUTIVO DELL'UNIONE DELLE
REPUBBLICHE SOVIETICHE SOCIALISTE

animati dal desiderio di contribuire con tutte le loro forze al mantenimento della pace generale,

tenendo conto della continuità degli amichevoli rapporti che uniscono i due Paesi,
decisi a continuare la loro politica di astensione la più assoluta da ogni ingerenza nei rispettivi
affari interni,

hanno convenuto di consolidare, con la conclusione del presente Trattato, le relazioni esistenti
fra l'Italia e l'Unione delle Repubbliche Sovietiche Socialiste, ed hanno, a tal fine, nominato in
qualità di loro Plenipotenziari :

S. M. IL RE D'ITALIA :

S. E. Benito MUSSOLINI, Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, Ministro
Segretario di Stato per gli Affari Esteri ;

IL COMITATO CENTRALE ESECUTIVO DELL'UNIONE DELLE REPUBBLICHE SOVIETICHE SOCIALISTE :

il Sig. Wladimiro POTEKINE, Ambasciatore dell'U. R. S. S. in Roma,

i quali, dopo avere riconosciuto i rispettivi pieni poteri in buona e debita forma, hanno stipulato
le disposizioni seguenti :

Articolo I.

Ciascuna delle Alte Parti contraenti si impegna nei riguardi dell'altra a non ricorrere in nessun
caso contro di lei, sia isolatamente, sia congiuntamente a una o più terze Potenze, nè alla guerra
nè ad alcuna aggressione per terra, per mare, o per aria, e a rispettare l'inviolabilità dei territori
posti sotto la sua sovranità.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Moscou, le 15 décembre 1933.

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

№ 3418. — ДОГОВОР¹ О ДРУЖБЕ, НЕНАПАДЕНИИ И НЕЙТРАЛИТЕТЕ МЕЖДУ ИТАЛИЕЙ И СОЮЗОМ СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК ПОДПИСАННЫЙ В РИМЕ, 2-ого СЕНТЯБРЯ 1933 ГОДА.

Italian and Russian official texts communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Pact took place May 2nd, 1934.

ЦЕНТРАЛЬНЫЙ ИСПОЛНИТЕЛЬНЫЙ КОМИТЕТ СОЮЗА СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК и ЕГО ВЕЛИЧЕСТВО КОРОЛЬ ИТАЛИИ,
воодушевленные желанием всеми силами способствовать сохранению всеобщего мира,

в учете непрерывности дружественных отношений, соединяющих обе страны, в решимости следовать и впредь политике полнейшего воздержания от всякого вмешательства в обоюдные внутренние дела,

согласились закрепить существующие между Союзом Советских Социалистических Республик и Италией отношения заключением настоящего договора и назначили для этой цели в качестве уполномоченных :

ЦЕНТРАЛЬНЫЙ ИСПОЛНИТЕЛЬНЫЙ КОМИТЕТ СОЮЗА СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК
г. Владимира Потемкина, Чрезвычайного и Полномочного Посла Союза Советских Социалистических Республик в Риме,

ЕГО ВЕЛИЧЕСТВО КОРОЛЬ ИТАЛИИ :

Е. П. Бенито Муссолини, Главу Правительства, Первого Министра Статс-Секретаря, Министра Статс-Секретаря Иностранных дел,

которые, после признания соответствующих полномочий находящимися в добром и надлежащем виде, пришли к соглашению о нижеследующих постановлениях :

Статья 1-ая.

Каждая из Высоких Договаривающихся Сторон обязуется перед другою не прибегать ни в каком случае против нее, ни отдельно, ни совместно с одной или несколькими третьими державами, ни к войне, ни к какому либо нападению на суше, на море или в воздухе, и уважать неприкосновенность территорий, находящихся под ее суверенитетом.

¹ The exchange of ratifications took place at Moscow, December 15th, 1933.

Articolo 2.

Se l'una delle Alte Parti contraenti è oggetto di una aggressione da parte di una o di più terze Potenze, l'altra Alta Parte contraente si impegna a mantenere la neutralità per tutta la durata del conflitto.

Se l'una delle Alte Parti contraenti ricorre ad una aggressione contro una Potenza, l'altra Alta Parte contraente potrà senza preavviso alcuno denunciare il presente Trattato.

Articolo 3.

Ciascuna delle Alte Parti contraenti si impegna, per la durata del presente Trattato, a non prendere parte ad alcuna intesa internazionale avente praticamente per effetto di impedire l'acquisto o la vendita di merci o la concessione di crediti all'altra Parte, e a non prendere alcuna misura avente per effetto di escluderla da ogni partecipazione al suo commercio estero.

Articolo 4.

Ciascuna delle Alte Parti contraenti si impegna a non entrare in nessuna intesa di ordine politico o economico ed in nessuna combinazione che siano dirette contro l'una di esse.

Articolo 5.

Gli impegni enunciati nei precedenti articoli non possono in alcun modo limitare o modificare i diritti e gli obblighi derivanti per ciascuna della Alte Parti contraenti dagli accordi da essa conclusi prima dell'entrata in vigore del presente Trattato, ciascuna Parte dichiarando d'altronde con il presente articolo di non essere legata da alcun accordo comportante per essa l'obbligo di partecipare ad una aggressione intrapresa da un terzo Stato.

Articolo 6.

Le Alte Parti contraenti si impegnano a sottomettere ad una procedura di conciliazione le questioni che potessero sorgere fra di loro e che non avessero potuto essere risolte per le ordinarie vie diplomatiche.

Articolo 7.

Il presente Trattato, per il quale faranno egualmente fede il testo italiano e quello russo, sarà ratificato e le ratifiche saranno scambiate a Mosca. Avrà effetto a datare da tale scambio di ratifiche e resterà in vigore fino allo spirare del termine di un anno a partire dal giorno in cui l'una delle Alte Parti contraenti avrà notificato all'altra la sua intenzione di denunciarlo.

Статья 2-ая.

Если одна из Высоких Договаривающихся Сторон явится предметом нападения со стороны одной или нескольких третьих держав, то другая Высокая Договаривающаяся Сторона обязуется соблюдать нейтралитет в течение всего времени конфликта.

Если одна из Высоких Договаривающихся Сторон прибегнет к нападению против третьей державы, то другая Высокая Договаривающаяся Сторона будет иметь возможность денонсировать без предупреждения настоящий договор.

Статья 3-я.

Каждая из Высоких Договаривающихся Сторон обязуется в течение действия настоящего договора не участвовать ни в каком международном соглашении, которое имело бы практическим последствием запрещение покупки у другой стороны или продажи ей товаров, или представления ей кредитов, и не принимать никакой меры, которая имела бы последствием исключение другой стороны из всякого участия в ее внешней торговле.

Статья 4-я.

Каждая из Высоких Договаривающихся Сторон обязуется не входить ни в какое соглашение политического или экономического порядка и ни в какую комбинацию, направленные против одной из них.

Статья 5-ая.

Обязательства, изложенные в предшествующих статьях, не могут никаким образом ограничить или изменить права и обязанности, вытекающие для каждой из Высоких Договаривающихся Сторон из соглашений, заключенных ею ранее вступления в силу настоящего договора, причем каждая из сторон заявляет настоящей статьей, что она не связана никаким соглашением, налагающим на нее обязательство участвовать в нападении, предпринятом третьим государством.

Статья 6-ая.

Высокие Договаривающиеся Стороны обязуются подвергать согласительной процедуре вопросы, по которым между ними возникли бы расхождения, и которые не могли бы быть разрешены обычным дипломатическим путем.

Статья 7-ая.

Настоящий договор, коего русский и итальянский тексты будут иметь одинаковую силу, будет ратификован и его ратификации будут обменены в Москве. Он вступит в действие начиная со сказанного обмена и будет оставаться в силе в течение годичного срока со дня, когда одна из Высоких Договаривающихся Сторон известит другую

Questa notifica non potrà tuttavia aver luogo prima dello spirare del termine di cinque anni a partire dal giorno dell'entrata in vigore del presente Trattato.

In fede di che i Plenipotenziari hanno firmato il presente Patto e vi hanno apposto il loro sigillo.

Fatto in duplice esemplare, uno in lingua italiana ed uno in lingua russa, in Roma, il 2 settembre 1933.

(L. S.) B. MUSSOLINI.

(L. S.) W. POTEMKINE.

Per copia conforme :

p. Il *Ministro degli Affari Esteri*,
Suvich.

о своем намерении его денонсировать. Это извещение, однако, не может иметь места прежде истечения пятилетнего срока, считая со дня вступления в силу настоящего договора.

В удостоверение чего, уполномоченные подписали настоящий договор и приложили к нему свои печати.

Совершено в двух экземплярах, один на русском языке и один на итальянском языке, в Риме, 2 сентября 1933 года.

(Л. С.) В. Потемкин.

(Л. С.) Б. Муссолини.

Per copia conforme :

p. Il Ministro degli Affari Esteri,
Suvich.

¹ TRADUCTION.

N° 3418. — PACTE D'AMITIÉ, DE NON-AGRESSION ET DE NEUTRALITÉ
ENTRE L'ITALIE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES
SOCIALISTES. SIGNÉ A ROME, LE 2 SEPTEMBRE 1933.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE et LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTIQUES SOCIALISTES,

Animés du désir de contribuer de toutes leurs forces au maintien de la paix générale ;

Tenant compte de la continuité des rapports amicaux qui unissent les deux pays ;

Décidés à poursuivre leur politique d'abstention la plus absolue de toute ingérence dans les
affaires intérieures de leurs pays respectifs,

Sont convenus de consolider, par la conclusion du présent traité, les relations existant entre
l'Italie et l'Union des Républiques soviétiques socialistes et ont, à cette fin, nommé en qualité de
plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence M. Benito MUSSOLINI, chef du Gouvernement, premier ministre
secrétaire d'Etat, ministre secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères ;

LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES :

M. Wladimir POTEKINE, ambassadeur de l'Union des Républiques soviétiques socialistes
à Rome ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont
convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage vis-à-vis de l'autre à ne recourir en aucun
cas contre elle, soit isolément, soit conjointement avec une ou plusieurs tierces Puissances, ni à la
guerre ni à aucune agression terrestre, maritime ou aérienne, et à respecter l'inviolabilité des
territoires placés sous sa souveraineté.

Article 2.

Si l'une des Hautes Parties contractantes est l'objet d'une agression de la part d'une ou de
plusieurs tierces Puissances, l'autre Haute Partie contractante s'engage à observer la neutralité
pendant toute la durée du conflit.

Si l'une des Hautes Parties contractantes recourt à une agression contre une Puissance, l'autre
Haute Partie contractante pourra sans aucun préavis dénoncer le présent traité.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3418. — PACT OF FRIENDSHIP, NON-AGGRESSION AND NEUTRALITY BETWEEN ITALY AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS. SIGNED AT ROME, SEPTEMBER 2ND, 1933.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY and THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS,

Animated by the desire to contribute by all means in their power to the maintenance of general peace,

Having regard to the continuity of the friendly relations which unite the two countries,
Being resolved to continue to follow their policy of the most complete abstention from any interference in the internal affairs of their respective countries,

Have agreed to consolidate the relations existing between Italy and the Union of Soviet Socialist Republics by the conclusion of the present Treaty and have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency M. Benito MUSSOLINI, Head of the Government, Prime Minister Secretary of State, Minister Secretary of State for Foreign Affairs ;

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS :

M. Vladimir POTEMKINE, Ambassador of the Union of Soviet Socialist Republics in Rome;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

Each of the High Contracting Parties undertakes with regard to the other not to resort in any case, whether alone or jointly with one or more third Powers, either to war or to any aggression by land, sea or air against that other Party, and to respect the inviolability of the territories placed under that Party's sovereignty.

Article 2.

Should either High Contracting Party be the object of aggression on the part of one or more third Powers, the other High Contracting Party undertakes to maintain neutrality throughout the duration of the conflict.

Should either High Contracting Party resort to aggression against any Power, the other High Contracting Party may denounce the present Treaty without notice.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 3.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage, pour la durée du présent traité, à ne prendre part à aucune entente internationale ayant pratiquement pour effet d'empêcher l'achat ou la vente de marchandises ou l'octroi de crédits à l'autre Partie et à ne prendre aucune mesure ayant pour effet de l'exclure de toute participation à son commerce extérieur.

Article 4.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à ne prendre part à aucune entente d'ordre politique ou économique et à aucune combinaison qui soient dirigées contre l'une d'elles.

Article 5.

Les engagements énoncés dans les articles précédents ne peuvent en aucune façon limiter ou modifier les droits et obligations dérivant pour chacune des Hautes Parties contractantes des accords conclus par elle avant l'entrée en vigueur du présent traité, chaque Partie déclarant d'ailleurs par le présent article n'être liée par aucun accord comportant pour elle l'obligation de participer à une agression entreprise par une tierce Puissance.

Article 6.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre à une procédure de conciliation les questions qui pourraient surgir entre elles et qui n'auraient pu être résolues par les voies diplomatiques ordinaires.

Article 7.

Le présent traité, dont le texte italien et le texte russe feront également foi, sera ratifié, et les ratifications seront échangées à Moscou. Il prendra effet à dater du jour de l'échange des ratifications et restera en vigueur jusqu'à l'expiration du délai d'un an à compter du jour où l'une des Hautes Parties contractantes aura notifié à l'autre son intention de le dénoncer.

Toutefois, cette notification ne pourra avoir lieu avant l'expiration d'un délai de cinq ans à partir du jour de l'entrée en vigueur du présent traité.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent Pacte et y ont apposé leur sceau.

Fait en double exemplaire, l'un en langue italienne et l'autre en langue russe, à Rome, le 2 septembre 1933.

(L. S.) B. MUSSOLINI.

(L. S.) W. POTEMKINE.

Article 3.

Each of the High Contracting Parties undertakes, for the duration of the present Treaty, not to become a party to any international agreement of which the effect in practice would be to prevent the purchase of goods from or the sale of goods or granting of credits to the other Party, and not to take any measure which would result in the exclusion of the other Party from any participation in its foreign trade.

Article 4.

Each of the High Contracting Parties undertakes not to become a party to any agreement of a political or economic character or any combination directed against either Party.

Article 5.

The undertakings set forth in the preceding Articles shall not in any way limit or modify the rights and obligations of either High Contracting Party resulting from agreements concluded by that Party prior to the entry into force of the present Treaty, and each Party declares by the present Article that it is not bound by any agreement under which it is obliged to participate in an aggression undertaken by a third State.

Article 6.

The High Contracting Parties undertake to submit to a procedure of conciliation any questions which may arise between them and which it may not have been possible to settle through the ordinary diplomatic channel.

Article 7.

The present Treaty, of which the Italian and Russian texts shall both be authentic, shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Moscow. It shall enter into effect as from the date of the exchange of ratifications, and shall remain in force for the period of one year as from the date on which either High Contracting Party shall have notified the other of its intention to denounce it.

Such notification may, however, not be given before the expiration of a period of five years from the date of the entry into force of the present Treaty.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Pact and have thereto affixed their seals.

Done in two copies, one in Italian and the other in Russian, at Rome, September 2nd, 1933.

(L. S.) B. MUSSOLINI.

(L. S.) V. POTEMKINE.

N° 3419.

DANEMARK ET NORVÈGE

Echange de notes comportant un accord au sujet de l'importation en franchise, à titre de réciprocité, d'échantillons de films cinématographiques. Copenhague, les 11 et 21 avril 1934.

DENMARK AND NORWAY

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Reciprocal Free Importation of Specimens of Cinematographic Films. Copenhagen, April 11th and 21st, 1934.

N^o 3419. — NOTEVEKSLING MEL-
LEM DEN NORSKE OG DANSKE
REGJERING ANGAAENDE
OVERENSKOMST OM GJEN-
SIDIG TOLLFRIHET FOR
PRØVEFILM. KJØBENHAVN,
11. OG 21. APRIL 1934.

N^o 3419. — NOTEVEKSLING MEL-
LEM DEN DANSKE OG DEN
NORSKE REGERING ANGAA-
ENDE EN OVERENSKOMST OM
GENSIDIG TOLDFRIHED FOR
PRØVEFILM. KØBENHAVN,
DEN 11. OG 21. APRIL 1934.

*Textes officiels norvégien et danois communiqués
par le délégué permanent du Danemark auprès
de la Société des Nations. L'enregistrement
de cet échange de notes a eu lieu le 5 mai 1934.*

*Norwegian and Danish official texts communicated
by the Permanent Delegate of Denmark accred-
ited to the League of Nations. The registration
of this Exchange of Notes took place May 5th,
1934.*

I.

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

LÉGATION DE NORVÈGE.

KØBENHAVN, 11. april 1934.

HERR UTENRIKSMINISTER,

Efter opdrag av min Regjering har jeg den ære å meddele at den Kgl. norske Regjering under forutsetning av gjensidighet vil innrømme tollfrihet for danske prøvefilmer som innføres til Norge fra Danmark for å fremvises for eventuelle kjøpere eller vedkommende censurmyndighet, på betingelse av at filmen gjenutføres senest innen 3 uker efter fortollingen samt at der ved innførselen optas nøiaktig spesifikasjon over titlene (navnene på filmene), at filmene ved gjenutførselen forevises tollvesenet, idet bemerkes at gjenutførselen også kan foregå over annet tollsted enn inførselstollstedet, og at der ved utførselen avgis såvel identitetsforsikring som forsikring på tro og lover om at filmen ikke har været benyttet til almindelig (offentlig tilgjengelig) forevisning; dog skal avgivelse av identitetsforsikring ikke utelukke annen av de norske tollmyndigheter hittil benyttet kontroll med hensyn til filmenes identitet.

I anledning herav har jeg den ære å forhøre, hvorvidt den Kgl. danske Regjering er villig til å anvende tilsvarende behandling på film som fra Norge innføres til Danmark.

For det tilfelle at den Kgl. danske Regjering skulde være villig hertil, tillater jeg mig å foreslå at denne note og det svar jeg har den ære å motta herpå, skal utgjøre en overenskomst mellem de to Regjeringer.

Motta, Herr Utenriksminister, forsikringen om min mest utmerkede høiaktelse.

(Sign.) Emil HUITFELDT.

Hans Excellence

Herr Utenriksminister Dr. phil. P. Munch,
etc. etc. etc.
København.

II.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

UDENRIGSMINISTERIET.

Ø.P.I. Journal Hr. 72.D.57.

KØBENHAVN, den 21. april 1934.

HR. MINISTER,

Under Henvisning til Deres Note af 11. d.M. har jeg den Ære at meddele Dem, at den kgl. danske Regering paa Betingelse af Gensidighed vil indrømme Toldfrihed for norske Prøvefilm, der indføres her til Landet fra Norge for at forevises eventuelle Købere eller den paagældende Censurmyndighed, paa Betingelse af *at* Filmen genudføres senest tre Uger efter Fortoldningen, samt *at* der ved Indførslen optages nøjagtig Specifikation over Titlerne (Navnene paa Filmene) *at* Filmene ved Genudførslen forevises Toldvæsenet, hvorved bemærkes, at Genudførslen ogsaa kan ske over andet Toldsted end Indførselstoldstedet, og *at* der ved Udførslen gives saavel Identitetsforsikring som Forsikring paa Tro og Love om, at Filmen ikke har været benyttet til almindelig (offentligt tilgængelig) Forevisning.

Jeg skal tilføje, at den kgl. Regering er indforstaaet med, at ovennævnte Krav om Identitetsforsikring ikke udelukker anden Kontrol, som hidtil har været udøvet af Toldvæsenet i Norge.

Den kgl. Regering erklærer sig samtidigt indforstaaet med Forslaget om, at Deres ovenanførte Note og dette Svar skal udgøre en Overenskomst mellem de to Regeringer.

Modtag, Hr. Minister, Forsikringen om min udmærkede Højagtelse.

(Sign.) P. MUNCH.

Hr. Minister E. Huitfeldt,
Kgl. norsk Gesandt.

Pour copie conforme :

Copenhague, le 26 avril 1934.

H. A. Bernhoft,

Secrétaire général du Ministère des
Affaires étrangères.

¹ TRADUCTION.

N^o 3419. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET NORVÉGIEN COMPORTANT UN ACCORD CONCERNANT L'IMPORTATION EN FRANCHISE, A TITRE DE RÉCIPROCITÉ, D'ÉCHANTILLONS DE FILMS CINÉMATOGRAPHIQUES. COPENHAGUE, LES 11 ET 21 AVRIL 1934.

I.

LÉGATION DE NORVÈGE.

COPENHAGUE, *le 11 avril 1934.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de porter à votre connaissance que le Gouvernement norvégien, sous condition de réciprocité, accordera la franchise douanière pour les spécimens de films danois importés en Norvège du Danemark pour être présentés à des acheteurs éventuels ou au service de censure compétent, à condition que le film soit réexporté au plus tard trois semaines après son dédouanement et que, lors de l'importation, il soit pris note exactement des titres (noms des films), que les films soient présentés à la douane lors de la réexportation — celle-ci pouvant s'effectuer par un autre bureau de douane que le bureau d'importation — et que, lors de l'exportation, l'on fournisse des assurances quant à l'identité du film, ainsi que la déclaration faite sur l'honneur que le film n'a pas servi à une présentation générale (accessible au public). Les assurances fournies concernant l'identité du film

¹ TRANSLATION.

No. 3419. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE DANISH AND NORWEGIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE RECIPROCAL FREE IMPORTATION OF SPECIMENS OF CINEMATOGRAPHIC FILMS. COPENHAGEN, APRIL 11TH AND 21ST, 1934.

I.

NORWEGIAN LEGATION.

COPENHAGEN, *April 11th, 1934.*

YOUR EXCELLENCY,

Under instructions from my Government, I have the honour to state that the Royal Norwegian Government will grant, subject to reciprocity, exemption from duty on specimens of Danish films imported into Norway from Denmark for the purpose of exhibition to possible purchasers or to the competent censorship authorities, provided that the film is re-exported not later than three weeks after being cleared through the Customs, that at the time of importation exact details are recorded as to the titles (names of the films), that the films are submitted to the Customs authorities on re-exportation — which may also take place through a Customs office other than that of importation — and that on exportation a certificate of identity is given together with a solemn declaration that the film has not been shown publicly (at an exhibition to which the public is admitted); the fact that a certificate of

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

n'excluront pas, toutefois, l'application d'un autre mode de contrôle employé jusqu'ici par l'administration douanière norvégienne concernant l'identité des films.

J'ai l'honneur, en conséquence, de vous demander si le Gouvernement danois est disposé à appliquer un régime analogue aux films importés de Norvège en Danemark.

Au cas où le Gouvernement danois y serait disposé, je me permets de proposer que la présente note et la réponse que j'aurai l'honneur de recevoir à cette note constituent un accord entre les deux gouvernements.

Veillez agréer, etc.

(Signé) Emil HUITFELDT.

Son Excellence
Monsieur P. Munch,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.,
Copenhague.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
Ø.P.I. Journal N° 72. D. 57.

COPENHAGUE, le 21 avril 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à votre note du 11 de ce mois, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement danois, sous condition de réciprocité, accordera la franchise douanière aux spécimens de films norvégiens importés de Norvège en Danemark pour être présentés à des acheteurs éventuels ou au service de censure compétent, à condition que le film soit réexporté au plus tard trois semaines après son dédouanement et que, lors de l'importation, il soit pris note exactement des titres (noms des films), que les films soient présentés à la douane lors de la réexportation — celle-ci pouvant s'effectuer par un autre bureau de douane que le bureau d'importation — et que, lors de l'exportation, l'on fournisse des assurances quant à l'identité du film, ainsi que la déclaration faite sur l'honneur que le film n'a pas servi à une présentation générale (accessible au public).

No. 3419

identity is given shall not preclude any other method of control hitherto practised by the Norwegian Customs authorities in respect of the identity of the films.

In this connection I have the honour to enquire whether the Royal Danish Government is willing to apply corresponding treatment to films imported from Norway into Denmark.

Should the Royal Danish Government be prepared to do so, I venture to propose that the present Note and the reply which I may have the honour to receive shall form an agreement between the two Governments.

I have the honour, etc.

(Signed) Emil HUITFELDT.

His Excellency Dr. P. Munch,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.,
Copenhagen.

II.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.
Ø.P.I. Journal, No. 72.D.57.

COPENHAGEN, April 11th, 1934.

SIR,

With reference to your Note of the 11th instant, I have the honour to inform you that the Royal Danish Government will grant, subject to reciprocity, exemption from duty on specimens of Norwegian films imported into the country from Norway for the purpose of exhibition to possible purchasers or to the competent censorship authorities, provided that the film is re-exported not later than three weeks after being cleared through the Customs, that at the time of importation exact details are recorded as to the titles (names of the films), that the films are submitted to the Customs authorities on re-exportation — which may also take place through a Customs office other than that of importation — and that on exportation a certificate of identity is given together with a solemn declaration that the film has not been shown publicly (at an exhibition to which the public is admitted).

J'ajouterai que le Gouvernement royal est d'accord pour que la susdite condition, relative aux assurances à fournir concernant l'identité du film, n'exclue pas l'application d'un autre mode de contrôle exercé jusqu'ici par l'administration des douanes de Norvège.

Le Gouvernement royal déclare également accepter la proposition tendant à ce que votre note précitée et la présente réponse constituent un accord entre les deux gouvernements.

Veillez agréer, etc.

(Signé) P. MUNCH.

Monsieur E. Huitfeldt,
Ministre de Norvège.

I may add that the Royal Government agrees that the above-mentioned requirements in respect of a certificate of identity shall not preclude any other control hitherto practised by the Customs authorities in Norway.

The Royal Government at the same time expresses its agreement with the proposal that your above-mentioned Note and the present reply shall form an agreement between the two Governments.

I have the honour, etc.

(Signed) P. MUNCH.

Monsieur E. Huitfeldt,
Norwegian Minister.

N° 3420.

ESTONIE ET LITHUANIE

Convention commerciale, avec annexes et protocole. Signés à Tallinn, le 13 janvier 1934.

ESTONIA AND LITHUANIA

Commercial Convention, with Annexes and Protocol. Signed at Tallinn, January 13th, 1934.

N^o 3420. — CONVENTION ¹ COMMERCIALE ENTRE L'ESTONIE ET LA LITHUANIE. SIGNÉE A TALLINN, LE 13 JANVIER 1934.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 12 mai 1934.

LE CHEF DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE,
d'une part, et
LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE,
d'autre part,

Animés d'un égal désir de favoriser et de développer les relations économiques entre les deux pays, ont décidé de conclure une convention et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE CHEF DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE :

M. J. SELJAMAA, ministre des Affaires étrangères d'Estonie ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE :

M. B. DAILIDE, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Lithuanie à Tallinn ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes, admis sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante, y jouiront, en se conformant à ses lois et règlements, de la même liberté de circulation, de séjour, d'établissement, de choix de résidence et de déplacement que les ressortissants de la nation la plus favorisée, sans être soumis à des conditions ou prescriptions autres que celles auxquelles, pour chacune desdites libertés, sont soumis les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Ces ressortissants seront assimilés aux ressortissants de la nation la plus favorisée en ce qui concerne l'exercice de toute activité commerciale et industrielle.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, dans le territoire de l'autre Haute Partie contractante, de la protection légale et judiciaire de leur personne, de leurs biens, de leurs intérêts à l'égal des ressortissants de la nation la plus favorisée.

¹ Entrée en vigueur le 6 avril 1934.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 3420. — COMMERCIAL CONVENTION ² BETWEEN ESTONIA AND LITHUANIA. SIGNED AT TALLINN, JANUARY 13TH, 1934.

French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place May 12th, 1934.

THE HEAD OF THE REPUBLIC OF ESTONIA,
of the one part, and
THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA,
of the other part,

Being equally desirous of promoting and extending the economic relations between the two countries, have decided to conclude an agreement, and for this purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

THE HEAD OF THE REPUBLIC OF ESTONIA :

M. J. SELJAMAA, Minister for Foreign Affairs of Estonia ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA :

M. B. DAILIDE, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Lithuania at Tallinn,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

Nationals of each of the High Contracting Parties, admitted into the territory of the other High Contracting Party, shall enjoy therein, provided they comply with the laws and regulations of that Party, the same rights to travel, sojourn, settle, choose their place of residence, and move from place to place, as nationals of the most-favoured nation, without being subject to any conditions or regulations other than those to which nationals of the most-favoured nation are subject in respect of each of the said rights.

Such nationals shall be on an equal footing with the nationals of the most-favoured nation as regards the exercise of all commercial and industrial activities.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall enjoy, in the territory of the other High Contracting Party, the same treatment as the nationals of the most-favoured nation as regards the legal and judicial protection of their persons, property and interests.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Came into force April 6th, 1934.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront traités à l'égal des ressortissants de la nation la plus favorisée en ce qui concerne le droit de posséder des biens immeubles, ainsi que d'en disposer aux mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

En ce qui concerne le droit d'acquérir des biens immeubles, les Hautes Parties contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée.

Article 2.

En matière d'impôts et de taxes de toute sorte, ainsi que de toutes autres charges de caractère fiscal, sans égard pour le compte de qui ils sont perçus, les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, sous tous les rapports, sur le territoire de l'autre Partie contractante, du même traitement et de la même protection auprès des autorités et juridictions fiscales que les ressortissants de la nation la plus favorisée, tant pour leurs personnes que pour leurs biens, droits et intérêts, y compris leur commerce et leur industrie.

Article 3.

Les ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes bénéficieront sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante, sur la base d'égalité avec les ressortissants de la nation la plus favorisée, des lois et règlements relatifs à la protection du travail et aux assurances sociales. Ont droit aux prestations, réparations des accidents du travail, ainsi que d'assurance contre l'incapacité du travail et en cas de vieillesse et de décès, les ressortissants des Hautes Parties contractantes et, éventuellement, leurs familles, sans égard aux pays où la victime d'un accident (l'assuré) a émigré après avoir acquis le droit aux prestations et sans égard où réside sa famille.

Article 4.

Les sociétés par actions et les autres sociétés commerciales, industrielles ou financières, régulièrement constituées conformément à la législation de l'une des Hautes Parties contractantes et y ayant leur siège, seront reconnues par l'autre Haute Partie contractante comme régulièrement constituées. La reconnaissance des sociétés susvisées de l'une des Hautes Parties contractantes n'implique pas leur admission à l'établissement et au fonctionnement sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante et, en général, à l'exercice des actes visés par leurs statuts.

Les sociétés ci-dessus mentionnées jouiront, après leur admission, des mêmes droits qui sont ou seront accordés aux sociétés de même nature de la nation la plus favorisée.

En tout ce qui concerne la protection légale, ainsi que les impôts et autres droits de quelque nature qu'ils soient, le traitement de la nation la plus favorisée sera réciproquement appliqué auxdites sociétés.

Article 5.

Les produits énumérés à la liste « A » ci-annexée, originaires et en provenance d'Estonie, bénéficieront à leur importation en Lithuanie des pourcentages de réduction, des droits de douane consolidés, ainsi que des contingents d'importation indiqués à ladite liste.

Les produits énumérés à la liste « B » ci-annexée, originaires et en provenance de Lithuanie, bénéficieront à leur importation en Estonie des pourcentages de réduction, des droits de douane consolidés, ainsi que des contingents d'importation indiqués à ladite liste.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall receive the same treatment as nationals of the most-favoured nation as regards the right to own immovable property, and shall be entitled to dispose of such property on the same conditions as nationals of the most-favoured nation.

With regard to the right to acquire immovable property, the High Contracting Parties reciprocally guarantee most-favoured-nation treatment.

Article 2.

In the matter of taxes and duties of every kind, and any other charges of a fiscal nature, no matter on whose behalf they are levied, the nationals of each of the High Contracting Parties shall enjoy in every respect, in the territory of the other Contracting Party, the same treatment and the same protection by the fiscal authorities and courts dealing with fiscal matters as nationals of the most-favoured nation, both for their persons and their property, rights and interests, including their trade and industry.

Article 3.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall enjoy, in the territory of the other High Contracting Party, the same treatment as nationals of the most-favoured nation as regards the laws and regulations relating to the protection of labour and social insurance. The nationals of the High Contracting Parties, and their families when affected, shall be entitled to benefits, compensation for industrial accidents, and insurance in respect of disablement, old age and death, irrespective of the country to which the victim of the accident (the insured person) emigrated after having acquired the right to such benefit, and of the place of residence of his family.

Article 4.

Joint-stock companies and other commercial, industrial or financial companies properly constituted in conformity with the legislation of one of the High Contracting Parties and having their head offices in the territory of that Party shall be recognised by the other High Contracting Party as being properly constituted. The recognition of such companies by one of the High Contracting Parties shall not imply the right for such companies to establish themselves or operate in the territory of the other High Contracting Party or in general carry out the transactions provided for in their Articles of Association.

After admission, such companies shall enjoy the same rights as are or may in future be accorded to similar companies of the most-favoured nation.

With regard to legal protection and taxes and other duties of whatever nature, most-favoured-nation treatment shall be applied reciprocally to such companies.

Article 5.

The products originating in and coming from Estonia enumerated in List A annexed hereto shall, on their importation into Lithuania, enjoy the benefit of the percentage reductions, consolidated Customs duties and import quotas indicated in the said list.

The products originating in and coming from Lithuania enumerated in List B annexed hereto shall, on their importation into Estonia, enjoy the benefit of the percentage reductions, consolidated Customs duties and import quotas indicated in the said list.

Article 6.

Sans préjudice des dispositions de l'article 5, les Hautes Parties contractantes conviennent de s'accorder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits de douane et tous droits accessoires, le mode de perception des droits, ainsi que pour les règles, formalités et charges auxquelles les opérations de dédouanement pourraient être soumises.

En conséquence, les produits naturels ou fabriqués, originaires de chacune des Hautes Parties contractantes, ne seront en aucun cas assujettis, sous les rapports susvisés, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés, ni à des règles ou formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits de même nature originaires d'un pays tiers quelconque.

De même, les produits naturels ou fabriqués, exportés du territoire de chacune des Hautes Parties contractantes, à destination du territoire de l'autre Haute Partie contractante, ne seront en aucun cas assujettis, sous les mêmes rapports, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés, ni à des règles ou formalités plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les mêmes produits destinés au territoire d'un autre pays quelconque.

Tous les avantages, faveurs, privilèges et immunités qui sont ou seront accordés à l'avenir par l'une des Hautes Parties contractantes, dans la matière susdite, aux produits naturels ou fabriqués, originaires d'un autre pays quelconque ou destinés au territoire d'un autre pays quelconque, seront immédiatement et sans compensation appliqués aux produits de la même nature originaires de l'autre Partie contractante ou destinés au territoire de cette Partie.

Sont exceptés toutefois des engagements formulés au présent article :

1^o Les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement aux Etats limitrophes, pour faciliter le trafic frontalier ;

2^o Les faveurs résultant d'une union douanière déjà conclue ou qui pourrait être conclue à l'avenir par l'une des Hautes Parties contractantes ;

3^o Les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées par la Lithuanie à la Lettonie ;

4^o Les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées par l'Estonie à la Lettonie, à la Finlande et à l'Union des R. S. S.

Article 7.

Les taxes intérieures qui, sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, frappent ou frapperont à l'avenir les marchandises — sans égard pour le compte de qui elles sont perçues — ne pourront sous aucun prétexte comporter pour les produits de l'autre Haute Partie contractante des charges fiscales plus onéreuses que celles auxquelles sont soumis les produits nationaux similaires.

Article 8.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de s'accorder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée, en tout ce qui concerne le régime des commis-voyageurs et des échantillons.

Article 9.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à n'entraver leur commerce réciproque par aucune prohibition ou restriction à l'importation ou à l'exportation.

Article 6.

Without prejudice to the provisions of Article 5, the High Contracting Parties agree to grant each other unconditional and unrestricted most-favoured-nation treatment in respect of all matters relating to Customs duties and all accessory duties, and the method of collecting the duties, and also in respect of the rules, formalities and charges to which Customs clearing operations may be subjected.

Accordingly, natural or manufactured products originating in the territory of either High Contracting Party shall in no case be subject, in the above-mentioned respects, to other or higher duties, dues or charges, or to other or more burdensome rules and formalities, than those which are or may in future be applied to products of the same kind originating in any third country whatsoever.

Similarly, natural or manufactured products exported from the territory of either High Contracting Party to the territory of the other High Contracting Party shall in no case be subject, in the same respects, to other or higher duties, dues or charges, or to more burdensome rules and formalities, than those which are or may in future be applied to the same products consigned to the territory of any other country whatsoever.

Any advantages, favours, privileges and immunities, which either Contracting Party has granted or may in future grant in the aforesaid respects to natural or manufactured products originating in any other country or consigned to the territory of any other country, shall be extended immediately and without compensation to products of the same kind originating in the territory of the other Contracting Party or consigned to the territory of that Party.

The following shall, however, be excepted from the engagements laid down in the present Article :

- (1) Privileges which are or may hereafter be granted to other contiguous States with the object of facilitating frontier traffic ;
- (2) Privileges in virtue of a Customs union already existing or concluded hereafter by one of the High Contracting Parties ;
- (3) Privileges which are or may hereafter be granted by Lithuania to Latvia ;
- (4) Privileges which are or may hereafter be granted by Estonia to Latvia, Finland and the Union of Soviet Socialist Republics.

Article 7.

Internal taxes which are levied or which may in future be levied on goods — no matter on whose behalf they are collected — in the territory of one of the High Contracting Parties, may not on any grounds be so levied on the products of the other High Contracting Party as to involve fiscal charges more burdensome than those imposed on national products of the same nature.

Article 8.

The High Contracting Parties agree to grant each other unconditional and unrestricted most-favoured-nation treatment in respect of commercial travellers and samples.

Article 9.

The High Contracting Parties undertake not to hinder trade between the two countries by means of import or export prohibitions or restrictions.

Sont exceptées de cette règle les prohibitions ou restrictions ci-dessous énumérées, en tant qu'elles sont applicables à tous les pays ou aux pays se trouvant dans des conditions identiques :

- 1° Prohibitions ou restrictions relatives à la sécurité publique ;
- 2° Prohibitions ou restrictions concernant le trafic des armes, des munitions et des matériels de guerre ou, dans des circonstances exceptionnelles, de tous autres approvisionnements de guerre ;
- 3° Prohibitions ou restrictions édictées en vue de protéger la santé publique ou d'assurer la protection des animaux et des plantes contre les maladies, les insectes et les parasites nuisibles ;
- 4° Prohibitions ou restrictions ayant pour but d'étendre aux produits étrangers le régime établi à l'intérieur du pays, en ce qui concerne la production, le commerce, le transport et la consommation des produits nationaux similaires ;
- 5° Prohibitions ou restrictions appliquées à des produits qui font ou feront à l'intérieur du pays, en ce qui concerne la production ou le commerce, l'objet du monopole d'Etat ou de monopoles exercés sous le contrôle d'Etat.

Article 10.

Il est réservé aux navires battant pavillon d'une des Hautes Parties contractantes ainsi qu'à leurs cargaisons dans les eaux territoriales et les ports de l'autre Haute Partie contractante, sous tous les rapports, le même traitement qu'aux navires nationaux et à leurs cargaisons, quelles que soient leur provenance ou leur destination.

Toutefois, il est fait exception aux stipulations du présent article, en ce qui concerne l'exercice de la pêche, du cabotage, du pilotage et du service intérieur des ports, la navigation sur les voies navigables intérieures, ainsi que les facilités, détaxes ou ristournes que les Hautes Parties contractantes pourraient consentir à leurs ressortissants comme prime à la construction navale nationale.

Article 11.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Kaunas aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur le dixième jour après l'échange des ratifications, en remplaçant à la même date l'Accord¹ provisoire conclu par un échange de notes à Kaunas, le 15 janvier 1931.

La présente convention est conclue pour la durée de deux années, ce délai commençant à courir à partir de la date de sa mise en vigueur. Elle sera prorogée par voie de tacite reconduction pour une période indéterminée, si elle n'est dénoncée par une des Hautes Parties contractantes trois mois au moins avant l'expiration du terme des deux années. En cas de prorogation par voie de tacite reconduction, chacune des Hautes Parties contractantes se réserve la faculté de dénoncer la présente convention à tout moment pour prendre fin trois mois après.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention.

Fait à Tallinn, en double expédition, le 13 janvier 1934.

(Signé) Jul. SELJAMAA.

(Signé) Br. DAILIDE.

¹ Volume CXIV, page 141, de ce recueil.

The following prohibitions or restrictions shall be excepted from this rule, so far as they are applicable to all countries or to countries in an identical situation :

- (1) Prohibitions or restrictions relating to public security ;
- (2) Prohibitions or restrictions regarding traffic in arms, ammunition and implements of war, or, in exceptional circumstances, any other military supplies ;
- (3) Prohibitions or restrictions imposed for the protection of public health or for the protection of animals or plants against disease, insects and harmful parasites ;
- (4) Prohibitions or restrictions designed to extend to foreign products the régime established within the country in respect of the production of, trade in and transport and consumption of national products of the same kind ;
- (5) Prohibitions and restrictions applied to products which, as regards production or trade, are or may in future be subject within the country to State monopolies or to monopolies exercised under State control.

Article 10.

Ships flying the flag of one of the High Contracting Parties and their cargoes shall in all respects enjoy the same treatment as national vessels and their cargoes in the territorial waters and ports of the other High Contracting Party, whatever their origin or destination.

Fishing, the coasting trade, pilotage and the internal services of ports, navigation on inland waterways, and facilities, rebates or reductions, which the High Contracting Parties may grant to their nationals by way of a bounty for national shipbuilding, shall, however, be excepted from the provisions of the present Article.

Article 11.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Kaunas as soon as possible.

It shall come into force on the tenth day after the exchange of ratifications, replacing on the same date the provisional Agreement¹ concluded by an exchange of notes at Kaunas on January 15th, 1931.

The present Convention is concluded for a period of two years from the date on which it is put into force. It shall be prolonged by tacit consent for an indefinite period, unless it is denounced by one of the High Contracting Parties at least three months before the expiry of the two-year period. In the event of the Convention's being prolonged by tacit consent, each of the High Contracting Parties reserves the right to denounce it at any time with effect as from three months after the date of denunciation.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Tallinn, in duplicate, the thirteenth of January 1934.

(Signed) Jul. SELJAMAA.

(Signed) Br. DAILIDE.

¹ Volume CXIV, page 141, of this Series.

LISTE « A »

PRODUITS ESTONIENS.

Positions du tarif douanier lithuanien	Désignation des marchandises	Contingents annuels	Dé-taxes	Droits de douane consolidés	Droits de douane en vigueur au moment de la signature du traité
ex § 40 p. 1 c)	Bovidés de race pure Fries ou Angler pour reproduction <i>Remarque : L'admission en franchise ne s'applique aux bovidés désignés au présent numéro que moyennant l'autorisation du Ministère de l'Agriculture.</i>			en franchise	
ex § 61	Fonds de sièges en bois de placage			Lt. 1,50	
ex § 66 p. 1	Calcite	8000 to			
ex § 68 p. 3	Lactonite		50%		
ex § 77 p. 6 a)	Verres de vitrage d'une épaisseur jusqu'à 3,5 mm.	150 to	50%		
ex § 77 p. 6 b)	Verres de vitrage d'une épaisseur de 3,6 mm. jusqu'à 5 mm.		25%		
ex § 80 p. 2	Huiles brutes provenant des schistes bitumeux		50%		
ex § 81	Carbolinéum, phénolates et huiles pour imprégner le bois non raffinés.		50%		
ex § 83 p. 1	Bitumes, durs ou en pâte, asphalt-mastic		50%		
ex § 83 p. 2	Huiles liquides provenant des schistes bitumeux		75%		
ex § 150 p. 2 a)	Manchons d'accouplement de câbles en fonte (<i>Kabelmuffen</i>)				Lt. 0,60
ex § 150 p. 2 b)	Boîtes de jonction en fonte pour maisons (<i>Hausanschlusskasten</i>)				Lt. 0,75
ex § 150 p. 6	Chaudières de chauffage central				Lt. 0,30
ex § 150 p. 8	Tuyaux en fonte de haute pression pour canalisation d'eau et leurs parties façonnées	100 to	50%		
ex § 167 p. 1	Installations frigorifiques				Lt. 0,10
ex § 167 p. 1	Machines pour construction de routes y compris rabots pour routes				Lt. 0,10
ex § 167 p. 1	Broyeurs de pierre				Lt. 0,10
ex § 167 p. 5	Machines agricoles n. s. d.				en franchise
ex § 167 p. 10 a)	Batteuses de trèfle				Lt. 0,20
ex § 169 p. 2 c)	Appareils de téléphonie				Lt. 2,00
ex § 177 p. 1 et 2	Carton dit Bristol, papiers pour dessin et autres papiers non fabriqués en Lithuanie	100 to			
ex § 183 p. 1 a) et b)	Fils de coton non retors, écrus, non blanchis, jusqu'à N° 18	60 to	30%		
§ 199 p. 1 a)	Tissus de laine ne dépassant pas 2 m ² par kg.	1 to			

LIST "A".

ESTONIAN PRODUCTS.

Numbers of the Lithuanian Customs tariff	Designation of goods	Annual quotas	Rebates	Consolidated Customs duty	Customs duties in force at the moment of signature of the Treaty
ex § 40 p. 1 (c)	Neat cattle for breeding purposes . <i>Note</i> : The neat cattle enumerated in this number are only allowed to be imported subject to a permit from the Ministry of Agriculture.			Free of duty	
ex § 61	Chair seats of veneered wood . . .			Lt. 1 50	
ex § 66 p. 1	Calcite	8000 t.			
ex § 68 p. 3	Lactonite		50%		
ex § 77 p. 6 (a)	Window glass of a thickness not exceeding 3.5 mm.	150 t.	50%		
ex § 77 p. 6 (b)	Window glass of a thickness from 3.6 mm. up to 5 mm.		25%		
ex § 80 p. 2	Crude oil extracted from bituminous shale		50%		
ex § 81	Carbolineum, phenol and unrefined oils for impregnating wood . . .		50%		
ex § 83 p. 1	Bitumen, hard or in cakes, asphalt-mastic		50%		
ex § 83 p. 2	Liquid oils derived from bituminous shale		75%		
ex § 150 p. 2 (a)	Cable sleeves of cast iron (<i>Kabelmuffen</i>)				Lt. 0.60
ex § 150 p. 2 (b)	Cast iron junction boxes for dwellings (<i>Hausanschlusskasten</i>) . . .				Lt. 0.75
ex § 150 p. 6	Central heating boilers				Lt. 0.30
ex § 150 p. 8	High pressure water supply pipes and specially worked parts of same	100 t.	50%		
ex § 167 p. 1	Cold storage installations				Lt. 0.10
ex § 167 p. 1	Road-building machines, including planes for road-building				Lt. 0.10
ex § 167 p. 1	Stone-crushers				Lt. 0.10
ex § 167 p. 5	Agricultural machines n. s. d.				Free of duty
ex § 167 p. 10 (a)	Thrashing machines for clover . . .				Lt. 0.20
ex § 169 p. 2 (c)	Telephonic apparatus				Lt. 2.00
ex § 177 p. 1 and 2	Bristol board, drawing paper, and other paper not manufactured in Lithuania	100 t.			
ex § 183 p. 1 (a) and (b)	Cotton threads non-twisted, unbleached, unwashed, up to No. 18	60 t.	30%		
§ 199 p. 1 (a)	Woollen tissues not exceeding 2 m ² per kg.	1 t.			

LISTE « B »

PRODUITS LITHUANIENS.

Positions du tarif douanier estonien	Désignation des marchandises	Contingents annuels	Dé-taxes	Droits de douane consolidés
ex § I p. 2	Orge	5000 to		c. est. 0,075
ex § 41	Superphosphate			en franchise
ex § 46 ex p. I	Soies de porc, crins	2 to	50% 25%	en franchise
ex § 54	Peaux brutes, non tannées ; de bœuf, de taureau, de vache, de veau, de cheval			en franchise
ex § 55 ex rem. 4	Peaux de mouton épilées	2 to		en franchise
ex § 55 p. 4	Chevreau et chevrette			en franchise
ex § 58 ex p. 2	Cuir pour semelles			en franchise
ex p. 3	Bois de chêne en bloc et en rondins			en franchise
ex p. 5	Bois de chêne en planches de plus de 9 cm. d'épaisseur	500 to		en franchise
ex § 59 ex p. I	Bois de chêne en planches de plus de 0,5 jusqu'à 9 cm. d'épaisseur			en franchise
ex § 61 ex p. I a)	Troncs de chêne de 10 à 100 mm. d'épaisseur, de 55 à 250 mm. de largeur et de 250 à 2.000 mm. de longueur	500 to	75%	en franchise
ex § 61 ex p. I b)	Parquet achevé, raboté			en franchise
et ex 3	Parties de meubles, corniches et frises	500 to	50%	en franchise
ex § 62 ex p. 4 a)	Pois frais, vesce, pois chiches			en franchise
ex § 62 p. b)	Graines de lin			en franchise
ex § 62 ex p. 4 d)	Trèfle bâtard Trèfle blanc Fléole			en franchise
ex § 125 ex p. 2 a)	Ocre, ambre, oxyde noir de fer (<i>caput mortuum</i>)	500 to		en franchise
ex § 151 p. 4	Rivets, non spécialement dénommés			en franchise
ex § 153 ex p. I	Chaînes à chaînons tordus, ressorts à chaînes Cadenas et serrures de toute sorte et leurs clefs			en franchise
p. 2	Vis en fer à bois et chevilles pour pianos, n.s.d.			en franchise
p. 3	Ecrous, boulons filetés, non polis, non nickelés, non bronzés ou non ouvrés d'une autre manière analogue	75%		en franchise
p. 4	Tubes Bergman			en franchise
ex § 154 ex p. 2	Seaux et vaisselles, zingués			en franchise
ex § 156	Rivets, goupilles et chevilles pour pianos			en franchise
ex § 156 p. I c)	Fil barbelé, même zingué	75%		en franchise
ex § 176 p. I	Chiffons : a) De lin, de coton et de toute sorte, autres que de laine et de soie ; déchets de cordes, de fils et de filets b) De laine, y compris les bandes et rognures de tissus de laine neufs, non importés comme échantillons (N° 218) et ne pouvant être employés comme tissus			c. est. 0,15
				c. est. 0,20

LIST " B ".

LITHUANIAN PRODUCTS.

Numbers of the Estonian Customs tariff	Designation of goods	Annual quotas	Re-bates	Consolidated Customs duty
ex § 1 p. 2	Barley	5000 t.		Est. c. 0.075
ex § 41	Superphosphates			Free of duty
ex § 46 ex p. 1	Pigs' bristles, horsehair			Free of duty
ex § 54	Hides and skins, undressed, of ox, bull, cow, calf, horse			Free of duty
ex § 55 ex rem. 4	Sheepskins, depillated	2 t.	50% 25%	
ex § 55 p. 4	Kid and chevrette			
ex § 58 ex p. 2	Sole leather			Free of duty
ex § 58 ex p. 3	Oak, in beams and logs			Free of duty
ex p. 5	Oak, in planks of more than 0.5 up to 9 cm. of thickness			Free of duty
ex § 59 ex p. 1	Oak logs, of a thickness between 10 to 100 mm., 55 to 250 mm. broad, and 250 to 2,000 mm. long.			Free of duty
ex § 61 ex p. 1 (a)	Parquet flooring, finished and planed	500 t.	75% 50%	
ex § 61 ex p. 1 (b) and ex 3	Parts of furniture, cornices and friezes			
ex § 62 ex p. 4 (a)	Fresh peas, vetches, dried peas	500 t.		Free of duty
ex § 62 p. (b)	Linseed			Free of duty
ex § 62 ex p. 4 (d)	Common clover			} Free of duty
ex § 62 ex p. 4 (d)	White clover			
ex § 125 ex p. 2 (a)	Timothy grass			
	Ochre, umber, black oxyde of iron (<i>caput mortuum</i>)			Free of duty
ex § 151 p. 4	Rivets, not specially mentioned			Free of duty
ex § 153 ex p. 1	Chains with twisted links, springs with chains			Free of duty
	Padlocks and locks of all kinds, and keys for same			Free of duty
	Iron-wood screws and piano keys, n.s.d.			Free of duty
	Nuts, threaded bolts, unpolished, unnickelled, unbronzed, and not worked up in any similar manner			Free of duty
ex § 154 ex p. 2	Bergman tubes	75%		
ex § 154 ex p. 2	Zinc-plated buckets and hardware			Free of duty
ex § 156	Rivets, pins and pegs for pianos			Free of duty
ex § 156 p. 1 (c)	Barbed wire, even when zinc-plated			Free of duty
ex § 176 p. 1	Rags : (a) Linen, cotton, and all kinds other than wool and silk; pieces of rope, threads and nets			Est. c. 0.15
	(b) Of wool, including strips and cuttings of new woollen fabrics, not being imported as patterns (No. 218) and not being suitable for use as material			Est. c. 0.20

PROTOCOLE

I.

Il est entendu que la présente convention ne touche en rien aux obligations conventionnelles existantes entre les deux États qui garantissent éventuellement des traitements plus favorables que ceux prévus dans les articles de cette convention.

II.

Les dispositions de l'article 10 de la convention, qui prévoient expressément l'octroi du traitement national, impliquent l'octroi inconditionnel du traitement de la nation la plus favorisée.

III.

La question de transit ainsi que celle des tarifs de transit sera réglée par un accord spécial entre les deux Hautes Parties contractantes.

IV.

Les réductions et consolidations des tarifs douaniers réciproques pour les produits énumérés aux listes « A » et « B », annexées à cette convention, ayant des contingents fixés, ne peuvent être appliquées que dans les limites de ces contingents.

V.

Ad Articles 5 et 6.

Pour réserver aux produits originaires de leurs pays respectifs le bénéfice des dispositions des articles 5 et 6, les Hautes Parties contractantes exigent que les produits et marchandises importés sur leur territoire soient accompagnés d'un certificat d'origine.

VI.

Ad Articles 5 et II.

Les listes des marchandises « A » et « B », mentionnées à l'article 5 de la convention pourront être révisées ou dénoncées séparément de la présente convention. La révision des listes ne peut avoir lieu qu'une fois par an, après des périodes annuelles à compter de l'entrée en vigueur de la convention. La révision doit aboutir à un accord nouveau dans un délai de trois mois. En cas contraire les listes seront considérées comme abolies.

En ce qui concerne les droits de douane de certains produits et notamment de ceux désignés dans la liste A sous les positions 150 p. 2 a), p. 2 b), p. 6, 167 p. 1, p. 5, p. 10 a) et 169 p. 2 c), le Gouvernement lithuanien se réserve le droit de les dénoncer soit en partie soit *in toto* sans préjudice de la validité des autres dispositions de la convention.

Le même droit est réservé au Gouvernement estonien en ce qui concerne les droits de douane prévus dans la liste « B » sous les positions 1 p. 2 et 176 p. 1.

VII.

La Lithuanie déclare que pendant la durée de la présente convention, elle n'a pas en vue d'accorder, relativement aux positions de son tarif douanier, énumérées à la liste « D » ci-dessous, à un Etat tiers y compris la Lettonie des réductions sur les taux du tarif qui ne seraient pas étendues à l'Estonie.

PROTOCOL.

I.

It is understood that the present Convention in no way affects any conventional obligations existing between the two States which may guarantee treatment more favourable than that provided in the Articles of this Convention.

II.

The provisions of Article 10 of the present Convention which expressly provide for the granting of national treatment imply the unconditional granting of most-favoured-nation treatment.

III.

The question of transit as well as that of transit rates shall be settled by a special agreement between the two High Contracting Parties.

IV.

The reciprocal reductions and consolidations of Customs tariffs in respect of those products enumerated in Lists A and B annexed to the present Convention, which have fixed quotas, can only be applied within the limits of the said quotas.

V.

Ad Articles 5 and 6.

In order to reserve to the products originating in their respective countries the benefits of the provisions of Articles 5 and 6, the High Contracting Parties may require the products and goods imported into their territory to be accompanied by a certificate of origin.

VI.

Ad Articles 5 and II.

The lists of goods "A" and "B" to which Article 5 of the Convention relates may be revised or denounced separately, without affecting the present Convention. The lists may only be revised once a year; such annual periods to date from the coming into force of the Convention. Revision to be followed by a new agreement within three months; failing which, the lists shall be regarded as cancelled.

As regards Customs duties on certain products, particularly those designated in List "A" under Nos. 150 p. 2 (a), p. 2 (b), p. 6, 167, p. 1, p. 5, p. 10 (a) and 169 p. 2 (c), the Lithuanian Government reserves the right to denounce them either partly or *in toto* without prejudice to the validity of the other provisions of the Convention.

The Estonian Government reserves the same right in respect of the Customs duties provided for in List "B" under Nos. 1 p. 2 and 178 p. 1.

VII.

Lithuania declares that for the duration of the present Convention she has no intention of granting to any third State, including Latvia, in respect of the items of her Customs tariff enumerated in List "D" below, reductions on the tariff rates which would not be extended to Lithuania.

LISTE « D »

Paragraphes du tarif lithuanien.

§ 55, 3, 4, 5, 6	§ 177, 2
§ 57, 1, 2	§ 183
§ 61, 2	§ 186
§ 65, 3	§ 187
§ 169, 2	§ 188

L'Estonie déclare que pendant la durée de la présente convention, elle n'a pas en vue d'accorder relativement aux positions de son tarif douanier, énumérées à la liste « C » ci-dessous, à un Etat tiers (y compris la Lettonie, la Finlande et l'Union des R. S. S.) des réductions sur les taux du tarif qui ne seraient pas étendues à la Lithuanie.

LISTE « C »

Paragraphes du tarif estonien.

§ 1	§ 36, 5
§ 3	§ 37, 1
§ 4	§ 40
§ 5, 1, 4	§ 43
§ 6, 1, 5, 6	§ 55
§ 13	§ 62, 3
§ 14, 1, 2	§ 161
§ 32	§ 176, 1 a), 1 b)
§ 34	

Fait à Tallinn, le 13 janvier 1934.

(Signé) Jul. SELJAMAA.

(Signé) Br. DAILIDE.

LIST " D ".

Sections of the Lithuanian Tariff.

§ 55, 3, 4, 5, 6	§ 177, 2
§ 57, 1, 2	§ 183
§ 61, 2	§ 186
§ 65, 3	§ 187
§ 169, 2	§ 188

Estonia declares that for the duration of the present Convention she has no intention of granting to any third State (including Latvia, Finland and the Union of Soviet Socialist Republics) in respect of the items of her Customs tariff enumerated in List " C " below, reductions on the tariff rates which would not be extended to Lithuania.

LIST " C ".

Sections of the Estonian Tariff.

§ 1	§ 36, 5
§ 3	§ 37, 1
§ 4	§ 40
§ 5, 1, 4	§ 43
§ 6, 1, 5, 6	§ 55
§ 13	§ 62, 3
§ 14, 1, 2.	§ 161
§ 32	§ 176, 1 (a), 1 (b).
§ 34	

Done at Tallinn on January 13th, 1934.

(Signed) Jul. SELJAMAA.

(Signed) Br. DAILIDE.

N° 3421.

**RÉPUBLIQUE ARGENTINE
ET PAYS-BAS**

Echange de notes comportant un accord provisoire réglant les relations commerciales entre les deux pays. Buenos-Aires, le 31 janvier 1934.

**ARGENTINE REPUBLIC
AND THE NETHERLANDS**

Exchange of Notes constituting a Provisional Agreement regulating Commercial Relations between the Two Countries. Buenos Aires, January 31st, 1934.

N° 3421. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE ET DES PAYS-BAS COMPORTANT UN ACCORD PROVISOIRE RÉGLANT LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LES DEUX PAYS. BUENOS-AIRES, LE 31 JANVIER 1934.

N° 3421. — CANJE DE NOTAS ENTRE LOS GOBIERNOS DE LA REPUBLICA ARGENTINA Y DE LOS PAISES BAJOS CONSTI-TUYENDO UN ACUERDO PRO-VISIONAL PARA REGULAR LAS RELACIONES COMERCIALES ENTRE LOS DOS PAISES. BUE-NOS AIRES, 31 DE ENERO DE 1934.

Textes officiels français et espagnol communiqués par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 16 mai 1934.

French and Spanish official texts communicated by the Netherlands Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place May 16th, 1934.

I.

LÉGATION DES PAYS-BAS.

N° 280.

BUENOS-AIRES, 31 janvier 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que, en attendant la conclusion et la mise en vigueur d'un traité de commerce et de navigation, dont les négociations seront entamées dès la signature de cet accord, le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas est disposé à régler les relations commerciales entre la République Argentine et le Royaume des Pays-Bas par un accord provisoire de la teneur suivante :

1) Les Hautes Parties contractantes s'accordent réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne le commerce, l'industrie, l'agriculture et le fournissement de devises, étant entendu que ce traitement se rapporte tant aux ressortissants qu'aux sociétés ou associations, y compris les entreprises financières, industrielles et de navigation, des Hautes Parties contractantes, ainsi qu'aux produits naturels et fabriqués originaires de chacune des Hautes Parties contractantes tant à leur importation sur le territoire de l'autre Partie qu'à leur exportation vers ce territoire.

Sont exceptées, toutefois, des engagements formulés ci-dessus les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à des Etats limitrophes pour faciliter le trafic frontière.

2) Chacune des Hautes Parties contractantes accordera à la navigation de l'autre sous tous les rapports le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée, étant entendu que le cabotage aux Indes néerlandaises reste exclusivement soumis aux lois et règlements en vigueur dans ce territoire et que le cabotage dans les eaux argentines est réservé à la marine marchande de la République Argentine en conformité avec les lois et règlements argentins.

Le Gouvernement de la République Argentine prendra les mesures nécessaires pour ratifier, dans les premières sessions législatives, le présent accord ; à titre provisoire, en ce qui concerne ses effets dans le domaine administratif, il entrera en vigueur immédiatement à la date de la signature. Il cessera de produire ses effets le jour de la mise en vigueur d'un traité de commerce et de navigation définitif. Au cas où le traité de commerce et de navigation n'entrera pas en vigueur une année après la conclusion du présent *modus vivendi*, celui-ci pourra être dénoncé par chacune des deux Hautes Parties contractantes à tout temps moyennant préavis de trois mois.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, de renouveler à Votre Excellence les assurances de ma plus haute considération.

P. E. TEPPEMA.

Son Excellence

Monsieur le Dr Carlos Saavedra Lamas,
Ministre des Affaires étrangères
et du Culte de la République Argentine,
Buenos-Aires.

II.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTERIO
DE RELACIONES EXTERIORES
Y CULTO

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU CULTE.

BUENOS AIRES, 31 de enero de 1934.

BUENOS-AIRES, le 31 janvier 1934.

SEÑOR MINISTRO,

MONSIEUR LE MINISTRE,

Con relación á su nota de la fecha cuyos términos reproduzco, tengo el agrado de informar á V. E. que, á la espera de la celebración y la entrada en vigor de un Tratado de Comercio y Navegación cuyas negociaciones se iniciarán una vez firmado el presente Convenio, el Gobierno Argentino está dispuesto á regular las relaciones comerciales entre la República Argentina y el Reino de los Países Bajos, por un Convenio Comercial provisional del tenor siguiente :

Me référant à votre note en date de ce jour dont je reproduis les termes, j'ai l'honneur de vous faire savoir que, en attendant la conclusion et la mise en vigueur d'un traité de commerce et de navigation dont les négociations seront entamées dès la signature du présent accord, le Gouvernement argentin est disposé à régler les relations commerciales entre la République Argentine et le Royaume des Pays-Bas par un accord commercial provisoire de la teneur suivante :

1) — Las Altas Partes Contratantes convienen en concederse recíprocamente el tratamiento incondicional e ilimitado de la Nación más favorecida para todo lo que concierne al comercio, la industria, la agricultura y la provisión de divisas, siendo entendido que este tratamiento se refiere tanto á los nacionales como á las sociedades ó asociaciones, incluso las empresas financieras, industriales y de navegación, de las Altas Partes Contratantes, así como á

1) Les Hautes Parties contractantes s'accordent réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne le commerce, l'industrie, l'agriculture et la fourniture de devises, étant entendu que ce traitement se rapporte tant aux ressortissants qu'aux sociétés ou associations, y compris les entreprises financières, industrielles et de navigation, des Hautes Parties contractantes, ainsi qu'aux pro-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

los productos naturales y fabricados, originarios de cada una de la Altas Partes Contratantes tanto á su importación en el territorio de la otra Parte como á su exportación hacia ese territorio.

2) — Se exceptúan, sin embargo, del compromiso arriba formulado los favores actualmente concedidos ó que pudieran ser concedidos ulteriormente á Estados limítrofes para facilitar el tráfico fronterizo.

3) — Cada una de las Partes Contratantes concederá á la navegación de la otra, bajo todos los conceptos, el tratamiento incondicional e ilimitado de la nación más favorecida, siendo entendido que el cabotaje en las Indias Neerlandesas queda exclusivamente sometido á las leyes y reglamentos en vigor en ese territorio, y que el cabotaje en las aguas argentinas es reservado á la marina mercante de la Republica Argentina de conformidad con las leyes y reglamentos argentinos.

4) — El Gobierno de la República Argentina tomará las medidas necesarias para la ratificación del presente acuerdo en las primeras sesiones legislativas. A título provisorio, en lo que concierne á sus efectos del dominio administrativo, entrará en vigor inmediatamente en la fecha de su firma. Cesará de producir sus efectos el día de la puesta en vigencia de un Tratado de Comercio y Navegación definitivo. En caso que el Tratado de Comercio y Navegación no entrara en vigor un año despues de la conclusión del presente «*Modus Vivendi*», este podrá ser denunciado por cada una de las Altas Partes Contratantes en cualquier tiempo previo aviso de tres meses.

Aprovecho esta oportunidad para renovar al Señor Ministro las expresiones de mi más alta consideración.

Carlos SAAVEDRA LAMAS.

A Su Excelencia el Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de los Países Bajos, Señor P. E. Teppema.

Certifié pour copie conforme :

*Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,*

A. M. Snouck Hurgronje.

duits naturels et fabriqués originaires de chacune des Hautes Parties contractantes, tant à leur importation sur le territoire de l'autre Partie qu'à leur exportation vers ce territoire.

2) Sont exceptées, toutefois, des engagements formulés ci-dessus les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à des Etats limitrophes pour faciliter le trafic frontière.

3) Chacune des Hautes Parties contractantes accordera à la navigation de l'autre sous tous les rapports le traitement incondicional et illimité de la nation la plus favorisée, étant entendu que le cabotage aux Indes néerlandaises reste exclusivement soumis aux lois et règlements en vigueur dans ce territoire et que le cabotage dans les eaux argentines est réservé à la marine marchande de la République Argentine en conformité avec les lois et règlements argentins.

4) Le Gouvernement de la République Argentine prendra les mesures nécessaires pour ratifier, dans les premières sessions législatives, le présent accord. A titre provisoire, en ce qui concerne ses effets dans le domaine administratif, il entrera en vigueur immédiatement à la date de la signature. Il cessera de produire ses effets le jour de la mise en vigueur d'un traité de commerce et de navigation définitif. Au cas où le traité de commerce et de navigation n'entrerait pas en vigueur une année après la conclusion du présent *modus vivendi*, celui-ci pourra être dénoncé par chacune des deux Hautes Parties contractantes en tout temps moyennant préavis de trois mois.

Je saisis, etc.

Carlos SAAVEDRA LAMAS.

Son Excellence Monsieur P. E. Teppema,
Envoyé extraordinaire et Ministre
plénipotentiaire des Pays-Bas.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3421. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENTS OF THE ARGENTINE REPUBLIC AND OF THE NETHERLANDS CONSTITUTING A PROVISIONAL AGREEMENT REGULATING COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. BUENOS AIRES, JANUARY 31ST, 1934.

I.

LEGATION OF THE NETHERLANDS.

No. 280.

BUENOS AIRES, *January 31st*, 1934.

SIR,

I have the honour to inform Your Excellency that, pending the conclusion and coming into force of a Treaty of Commerce and Navigation, negotiations for which will be begun immediately after the signature of the present Agreement, the Government of the Kingdom of The Netherlands is prepared to regulate commercial relations between the Argentine Republic and the Kingdom of The Netherlands by a Provisional Agreement in the following terms :

(1) The High Contracting Parties grant each other unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment in all matters concerning trade, industry, agriculture and release of foreign exchange, it being understood that such treatment shall apply both to nationals and to companies and associations, including financial, industrial and shipping undertakings, of the High Contracting Parties, and to natural and manufactured products having their origin in the territory of either High Contracting Party, both when imported into the territory of the other Party and exported thereto.

An exception to the above obligations shall, however, be made in respect of privileges which are at present or may hereafter be granted to neighbouring States for the purpose of facilitating frontier traffic.

(2) Each High Contracting Party shall grant to the shipping of the other Party unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment in all matters, it being understood that the coastwise trade of the Netherlands Indies shall remain exclusively subject to the laws and regulations in force in that territory, and that the coastwise trade in Argentine waters is reserved to the merchant marine of the Argentine Republic in accordance with Argentine laws and regulations.

The Government of the Argentine Republic shall take the necessary steps to ratify the present Agreement at the next legislative sessions ; provisionally, so far as concerns its effect in administrative matters, it shall come into force immediately on the date of signature. It shall cease to have effect on the day of the coming into force of a definitive Treaty of Commerce and Navigation. Should the Treaty of Commerce and Navigation not come into force one year after the conclusion of the present *modus vivendi*, the latter may

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

be denounced by either of the High Contracting Parties at any time, provided three months' notice be given.

I have the honour to be, etc.

P. E. TEPPEMA.

His Excellency Dr. Carlos Saavedra Lamas,
Minister for Foreign Affairs and Public Worship
of the Argentine Republic,
Buenos Aires.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS
AND PUBLIC WORSHIP.

BUENOS AIRES, *January 31st*, 1934.

SIR,

With reference to your note of to-day's date, the terms of which I reproduce below, I have the honour to inform Your Excellency that, pending the conclusion and coming into force of a Treaty of Commerce and Navigation, negotiations for which will be begun immediately after the signature of the present Agreement, the Argentine Government is prepared to regulate commercial relations between the Argentine Republic and the Kingdom of The Netherlands by a Provisional Commercial Agreement in the following terms :

(1) The High Contracting Parties grant each other unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment in all matters concerning trade, industry, agriculture and release of foreign exchange, it being understood that such treatment shall apply both to nationals and to companies and associations, including financial, industrial and shipping undertakings, of the High Contracting Parties, and to natural and manufactured products having their origin in the territory of either High Contracting Party, both when imported into the territory of the other Party and exported thereto.

(2) An exception to the above obligation shall, however, be made in respect of privileges which are at present or may hereafter be granted to neighbouring States for the purpose of facilitating frontier traffic.

(3) Each High Contracting Party shall grant to the shipping of the other Party unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment in all matters, it being understood that the coastwise trade of the Netherlands Indies shall remain exclusively subject to the laws and regulations in force in that territory, and that the coastwise trade in Argentine waters is reserved to the merchant marine of the Argentine Republic in accordance with Argentine laws and regulations.

(4) The Government of the Argentine Republic will take the necessary steps to ratify the present Agreement at the next legislative sessions ; provisionally, so far as concerns its effect in administrative matters, it shall come into force immediately on the date of signature. It shall cease to have effect on the day of the coming into force of a definitive Treaty of Commerce and Navigation. Should the Treaty of Commerce and Navigation not come into force one year after the conclusion of the present *modus vivendi*, the latter may be denounced by either of the High Contracting Parties at any time, provided three months' notice be given.

I have the honour to be, etc.

Carlos SAAVEDRA LAMAS.

His Excellency Monsieur P. E. Teppema,
Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of The Netherlands.

N° 3422.

**RÉPUBLIQUE ARGENTINE
ET PAYS-BAS**

Echange de notes comportant un accord pour le règlement des paiements entre les deux pays. Buenos-Aires, le 31 janvier 1934.

**ARGENTINE REPUBLIC
AND THE NETHERLANDS**

Exchange of Notes constituting an Agreement for the Regulation of Payments between the Two Countries. Buenos Aires, January 31st, 1934.

N° 3422. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE ET DES PAYS-BAS COMPORTANT UN ACCORD POUR LE RÈGLEMENT DES PAIEMENTS ENTRE LES DEUX PAYS. BUENOS-AIRES, LE 31 JANVIER 1934.

N° 3422. — CANJE DE NOTAS ENTRE LOS GOBIERNOS DE LA REPÚBLICA ARGENTINA Y DE LOS PAISES BAJOS CONSTITUYENDO UN ACUERDO PARA LA REGLAMENTACIÓN DE LOS PAGOS ENTRE LOS DOS PAISES. BUENOS AIRES, 31 DE ENERO DE 1934.

Textes officiels français et espagnol communiqués par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 16 mai 1934.

French and Spanish official texts communicated by the Netherlands Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place May 16th, 1934.

I.

LÉGATION DES PAYS-BAS.

N° 281.

BUENOS-AIRES, 31 janvier 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Etant entendu que dans l'Accord commercial provisoire signé en date d'aujourd'hui entre la République Argentine et le Royaume des Pays-Bas il a été stipulé que le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée sera réciproquement accordé pour tout ce qui concerne le fournissement de devises, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que mon Gouvernement tient à stipuler ce qui suit :

a) Que les dispositions prises, en exécution du système de contrôle de devises effectivement appliqué en Argentine, seront de nature à assurer que le total des devises provenant de la vente de produits argentins au Royaume des Pays-Bas sera destiné pour faire face, au change du jour, moyennant les permis préalables ou autres à accorder sans délai ni restriction d'aucune sorte, à toutes demandes de devises pour l'exécution des transferts courants de l'Argentine vers le Royaume des Pays-Bas, déduction faite d'une somme annuelle raisonnable pour le paiement du service de la dette publique extérieure de l'Argentine (nationale, provinciale et municipale) payable aux pays en dehors du Royaume des Pays-Bas ;

b) Qu'il est indifférent en quelle monnaie les créances néerlandaises sur l'Argentine et celles de l'Argentine sur le Royaume des Pays-Bas sont exprimées ;

c) Que l'Argentine a fourni, du change provenant de l'exportation argentine vers le Royaume des Pays-Bas, les devises nécessaires à satisfaire tous les besoins de change, qui ont été déclarés au Bureau de contrôle des changes, nés de créances néerlandaises, antérieures en date de la signature du présent accord et postérieures en date au premier février 1933 pour les créances commerciales et au premier mai 1933 pour les créances financières ;

d) Que toutes les créances néerlandaises, résultant des transactions courantes de toute espèce, y compris les créances financières de toute nature qui proviennent de l'activité exercée par les entreprises néerlandaises établies en Argentine, déclarées au Bureau de contrôle des changes dès la signature de cet accord, recevront, automatiquement et inconditionnellement tout traitement plus favorable que l'Argentine viendrait à accorder sous quelque forme que ce soit aux créances d'autres pays.

Cet accord est conclu pour la durée d'un an à compter du jour de la signature. Cependant si cet accord n'est point dénoncé un mois avant l'expiration de ce délai, il sera tacitement considéré comme prolongé pour une période indéterminée tant qu'un système de contrôle de change fonctionne dans la République Argentine. Dans ce cas il pourra être dénoncé à tout moment moyennant préavis d'un mois.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, de renouveler à Votre Excellence les assurances de ma plus haute considération.

P. E. TEPPEMA.

Son Excellence

Monsieur le Docteur Carlos Saavedra Lamas,
Ministre des Affaires étrangères
et du Culte de la République Argentine,
Buenos Aires.

II.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTERIO
DE RELACIONES EXTERIORES
Y CULTO.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU CULTE.

BUENOS AIRES, 31 de enero de 1934.

BUENOS-AIRES, le 31 janvier 1934.

SEÑOR MINISTRO :

MONSIEUR LE MINISTRE,

En contestación á la nota de V. E. fecha de hoy, cuyos términos reproduzco, tengo el agrado de informarle que el Gobierno Argentino acepta estipular lo siguiente con el Gobierno del Reino de los Países Bajos :

En réponse à votre note en date de ce jour, dont je reproduis les termes, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement argentin accepte de stipuler ce qui suit avec le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas :

Siendo entendido que en el Convenio Comercial provisional firmado en el día de hoy entre la República Argentina y el Reino de los Países Bajos se ha estipulado que el tratamiento incondicional e ilimitado de la nación

Etant entendu que dans l'Accord commercial provisoire signé en date de ce jour entre la République Argentine et le Royaume des Pays-Bas, il a été stipulé que le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

mas favorecida será concedido recíprocamente para todo lo concerniente a la provisión de divisas, se estipula :

a) — Que las disposiciones adoptadas, en ejecución del sistema de Control de Cambios efectivamente aplicado en la Argentina, serán tales que aseguren que el total de las divisas provenientes de la venta de productos argentinos al Reino de los Países Bajos será destinado para hacer frente, al cambio del día, mediante los permisos previos u otros á conceder sin plazo ni restricción de ninguna especie, á todos los pedidos de divisas para la ejecución de las transferencias corrientes de la Argentina al Reino de los Países Bajos, deducción hecha de una suma anual razonable para el pago del servicio de la deuda pública exterior de la Argentina (nacional, provincial y municipal) pagadera á los países que no sean el Reino de los Países Bajos ;

b) — Que es indiferente en qué moneda se expresen los créditos neerlandeses sobre la Argentina y los de la Argentina sobre el Reino de los Países Bajos ;

c) — Que la Argentina ha facilitado, del cambio procedente de la exportación argentina hacia el Reino de los Países Bajos, las divisas necesarias para satisfacer todas las necesidades de cambio, que han sido declaradas en la Oficina de Control de Cambios, nacidas de créditos neerlandeses, anteriores en fecha á la firma del presente Convenio y posteriores en fecha al 1º de febrero de 1933 para los créditos comerciales y al 1º de mayo de 1933 para los créditos financieros ;

d) — Que todos los créditos neerlandeses, resultantes de las transacciones corrientes de toda especie incluso los créditos financieros de toda clase que provienen de la actividad ejercida por las empresas neerlandesas establecidas en la Argentina, declarados en la Oficina de Control de Cambio desde la firma de este Convenio, recibirán automática e incondicionalmente cualquier tratamiento más favorable que la Argentina llegara á conceder bajo cualquier forma que sea á los créditos de otros países.

Este Convenio se celebra por el plazo de un año á contar del día de la firma. Sin embargo, si este Convenio no se denuncia

favorisée sera réciproquement accordé pour tout ce qui concerne la fourniture, de devises, il est stipulé :

a) Que les dispositions prises, en exécution du système de contrôle de devises effectivement appliqué en Argentine, seront de nature à assurer que le total des devises provenant de la vente de produits argentins au Royaume des Pays-Bas sera destiné à faire face, au change du jour, moyennant les permis préalables ou autres à accorder sans délai ni restriction d'aucune sorte, à toutes demandes de devises pour l'exécution des transferts courants de l'Argentine vers le Royaume des Pays-Bas, déduction faite d'une somme annuelle raisonnable pour le paiement du service de la dette publique extérieure de l'Argentine (nationale, provinciale et municipale) payable aux pays en dehors du Royaume des Pays-Bas ;

b) Qu'il est indifférent en quelle monnaie les créances néerlandaises sur l'Argentine et celles de l'Argentine sur le Royaume des Pays-Bas sont exprimées ;

c) Que l'Argentine a fourni, sur le change provenant de l'exportation argentine vers le Royaume des Pays-Bas, les devises nécessaires à satisfaire tous les besoins de change qui ont été déclarés au Bureau de contrôle des changes, nés de créances néerlandaises, antérieures en date à la signature du présent accord et postérieures en date au premier février 1933 pour les créances commerciales et au premier mai 1933 pour les créances financières ;

d) Que toutes les créances néerlandaises, résultant des transactions courantes de toute espèce, y compris les créances financières de toute nature qui proviennent de l'activité exercée par les entreprises néerlandaises établies en Argentine, déclarées au Bureau de contrôle des changes dès la signature de cet accord, recevront, automatiquement et inconditionnellement, tout traitement plus favorable que l'Argentine viendrait à accorder sous quelque forme que ce soit aux créances d'autres pays.

Cet accord est conclu pour la durée d'un an à compter du jour de la signature. Cependant, si cet accord n'est point dénoncé un

un mes antes de la expiracion de dicho plazo, se le consedirá tácitamente prorrogado por un periodo indeterminado mientras funcione en la República Argentina un sistema de Control de Cambios. En tal caso, podrá ser denunciado en cualquier momento mediante aviso previo de un mes.

Aprovecho esta oportunidad para reiterar á V. E. las seguridades de mi más alta consideración.

Carlos SAAVEDRA LAMAS.

mois avant l'expiration de ce délai, il sera tacitement considéré comme prolongé pour une période indéterminée tant qu'un système de contrôle de change fonctionnera dans la République Argentine. Dans ce cas il pourra être dénoncé à tout moment moyennant préavis d'un mois.

Je saisis, etc.

Carlos SAAVEDRA LAMAS.

A Su Excelencia el Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de los Países Bajos, Señor P. E. Teppema.

Son Excellence Monsieur P. E. Teppema,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
des Pays-Bas.

Certifié pour copie conforme :

*Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,*

A. M. Snouck Hurgronje.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3422. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENTS OF THE ARGENTINE REPUBLIC AND OF THE NETHERLANDS CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR THE REGULATION OF PAYMENTS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. BUENOS AIRES, JANUARY 31ST, 1934.

I.

LEGATION OF THE NETHERLANDS.

No. 281.

BUENOS AIRES, *January 31st*, 1934.

SIR,

As in the Provisional Commercial Agreement signed on to-day's date between the Argentine Republic and the Kingdom of The Netherlands it has been laid down that unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment shall be reciprocally granted in all matters connected with the

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

release of foreign exchange, I have the honour to inform Your Excellency that my Government desires to stipulate :

(a) That the practical steps taken in the Argentine to control currency shall be such as to ensure that the total foreign exchange accruing from the sale of Argentine products to the Kingdom of The Netherlands shall be assigned, at the current exchange rate and subject to previous or other licence to be granted without any delay or restriction, to satisfy all demands for foreign exchange for the carrying out of the current transfers from the Argentine towards the Kingdom of The Netherlands, a reasonable yearly sum being deducted for the service of the external public debt of the Argentine (national, provincial and municipal) payable to countries other than The Netherlands ;

(b) That it is immaterial in what currency Netherlands debts recoverable from the Argentine and debts payable by The Netherlands to the Argentine are calculated ;

(c) That the Argentine shall have supplied, from the exchange credits arising out of Argentine exports to the Kingdom of The Netherlands, the foreign exchange necessary to satisfy all exchange requirements which have been declared at the Exchange Control Office arising out of debts payable to The Netherlands prior to the date of the signature of the present Agreement, and subsequent to February 1st, 1933, in the case of commercial debts, and to May 1st, 1933, in the case of financial debts ;

(d) That all debts payable to The Netherlands resulting from current transactions of any kind, including financial obligations of any nature, arising out of activities carried on by Netherlands undertakings in the Argentine, declared before the Exchange Control Office as soon as the present Agreement has been signed, shall automatically and unconditionally receive any more favourable treatment which the Argentine may hereafter grant under any form whatsoever to debts payable to other countries.

The present Agreement is concluded for a period of one year dating from the day of signature. If, however, the present Agreement is not denounced one month before the expiry of that period, it shall be considered as extended by tacit consent for an indeterminate period so long as a system of control of exchanges is in operation in the Argentine Republic. In that case it may be denounced at any time, provided one month's notice be given.

I have the honour to be, etc.

P. E. TEPPEMA.

His Excellency Dr. Carlos Saavedra Lamas,
Minister for Foreign Affairs and Public Worship
of the Argentine Republic,
Buenos Aires.

II.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS
AND PUBLIC WORSHIP.

BUENOS AIRES, *January 31st, 1934.*

SIR,

In reply to your note of to-day's date, the terms of which I reproduce below, I have the honour to inform you that the Argentine Government agrees to stipulate jointly with the Government of the Kingdom of The Netherlands :

As in the Provisional Commercial Agreement signed on to-day's date between the Argentine Republic and the Kingdom of The Netherlands it has been laid down that

unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment shall be reciprocally granted in all matters connected with the release of foreign exchange, it is stipulated :

(a) That the practical steps taken in the Argentine to control currency shall be such as to ensure that the total foreign exchange accruing from the sale of Argentine products to the Kingdom of The Netherlands shall be assigned, at the current exchange rate and subject to previous or other licence to be granted without any delay or restriction, to satisfy all demands for foreign exchange for the carrying out of the current transfers from the Argentine towards the Kingdom of The Netherlands, a reasonable yearly sum being deducted for the service of the external public debt of the Argentine (national, provincial and municipal) payable to countries other than The Netherlands ;

(b) That it is immaterial in what currency Netherlands debts recoverable from the Argentine and debts payable by The Netherlands to the Argentine are calculated ;

(c) That the Argentine shall have supplied, from the exchange arising out of Argentine exports to the Kingdom of The Netherlands, the foreign exchange necessary to satisfy all exchange requirements which have been declared at the Exchange Control Office arising out of debts payable to The Netherlands prior to the date of the signature of the present Agreement, and subsequent to February 1st, 1933, in the case of commercial debts, and to May 1st, 1933, in the case of financial debts ;

(d) That all debts payable to The Netherlands resulting from current transactions of any kind, including financial obligations of any nature, arising out of activities carried on by Netherlands undertakings in the Argentine, declared before the Exchange Control Office as soon as the present Agreement has been signed, shall automatically and unconditionally receive any more favourable treatment which the Argentine may hereafter grant under any form whatsoever to debts payable to other countries.

The present Agreement is concluded for a period of one year dating from the day of signature. If, however, the present Agreement is not denounced one month before the expiry of that period, it shall be considered as extended by tacit consent for an indeterminate period so long as a system of control of exchanges is in operation in the Argentine Republic. In that case it may be denounced at any time, provided one month's notice be given.

I have the honour to be, etc.

Carlos SAAVEDRA LAMAS.

His Excellency Monsieur P. E. Teppema,
Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of The Netherlands.

N° 3423.

ESPAGNE ET FRANCE

Traité d'arbitrage, signé à Paris, le
10 juillet 1929, et protocole « A ».

SPAIN AND FRANCE

Arbitration Treaty, signed at Paris,
July 10th, 1929, and Protocol "A".

N^o 3423. — TRAITÉ¹ D'ARBITRAGE ENTRE L'ESPAGNE ET LA FRANCE. SIGNÉ A PARIS, LE 10 JUILLET 1929.

Texte officiel français communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Espagne à Berne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 19 mai 1934.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, s'inspirant des traditionnelles relations d'amitié et de bon voisinage qui unissent la France et l'Espagne, Animés du même souci de donner aux deux pays de nouvelles garanties d'une paix réciproque aussi nécessaire à leur progrès social qu'à leur prospérité économique, Ayant pris en considération la Convention² d'arbitrage conclue entre l'Espagne et la France le 26 février 1904 et successivement renouvelée à dater des 26 février 1909, 1914, 1919 et 1924,

Et désireux d'y substituer des dispositions permettant d'assurer dorénavant, conformément aux principes consacrés par le Pacte de la Société des Nations, le règlement pacifique de tous les différends et conflits de quelque nature qu'ils soient qui viendraient à diviser les deux Pays ;

Ont, à cette fin, résolu de conclure un traité d'amitié, de conciliation et de règlement judiciaire ou arbitral, et ont nommé pour leur plénipotentiaires respectifs, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

Son Excellence M. QUIÑONES DE LEÓN, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près le Président de la République française ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Son Excellence M. Aristide BRIAND, député, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à régler, dans tous les cas, par voie pacifique et d'après les méthodes prévues par le présent traité, tous les litiges ou conflits, de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à s'élever entre l'Espagne et la France et qui n'auraient pu être résolus par les procédés diplomatiques ordinaires.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 27 juillet 1932.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, douzième série, tome XXXII, page 483.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 3423. — TREATY ² OF ARBITRATION BETWEEN SPAIN AND FRANCE. SIGNED AT PARIS, JULY 10TH, 1929.

French official text communicated by the Spanish Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne. The registration of this Treaty took place May 19th, 1934.

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN and THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC, in view of the traditional friendly and neighbourly relations between France and Spain ;

Being equally desirous of affording to both countries further guarantees of that reciprocal peace which is necessary to ensure both their social progress and economic prosperity ;

Having duly considered the Arbitration Convention³ concluded between Spain and France on February 26th, 1904, and successively renewed on February 26th of the years 1909, 1914, 1919 and 1924 ;

And being desirous of substituting for the said Convention provisions capable of ensuring henceforth, in accordance with the principles embodied in the Covenant of the League of Nations, the peaceful settlement of all disputes and conflicts of any nature whatsoever which may arise between the two countries ;

Have, for this purpose, decided to conclude a Treaty of Friendship, Conciliation and Judicial or Arbitral Settlement and have appointed as their respective Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN :

His Excellency M. QUIÑONES DE LEÓN, Ambassador Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the President of the French Republic ;

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

His Excellency M. Aristide BRIAND, Deputy, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article I.

The High Contracting Parties reciprocally undertake to settle in all cases by pacific means, and in accordance with the methods laid down in the present Treaty, any disputes or conflicts of any nature whatsoever which may arise between Spain and France and which it may not have been possible to settle by the normal methods of diplomacy.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Paris, July 27th, 1932.

³ *British and Foreign State Papers*, Vol. 98, page 1180.

PREMIÈRE PARTIE

LITIGES.

Article 2.

Tous les litiges entre les Hautes Parties contractantes de quelque nature qu'ils soient, au sujet desquels les Parties se contesteraient réciproquement un droit et qui n'auraient pu être réglés à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, seront soumis pour jugement soit à un tribunal arbitral, soit à la Cour permanente de Justice internationale, ainsi qu'il est prévu ci-après. Il est entendu que les contestations ci-dessus visées comprennent celles que mentionne l'article 13 du Pacte de la Société des Nations.

Les contestations pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties contractantes seront réglées conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 3.

Avant toute procédure arbitrale ou avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale, la contestation pourra être, d'un commun accord entre les Parties, soumise à fin de conciliation à une commission internationale permanente, dite Commission permanente de conciliation, constituée conformément au présent Traité.

Article 4.

S'il s'agit d'une contestation dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux nationaux de celle-ci, le différend ne pourra être soumis à la procédure prévue par le présent traité que six mois au moins et trois ans au plus, après jugement passé en force de chose jugée et rendu dans des délais raisonnables par l'autorité judiciaire nationale compétente.

Article 5.

La Commission permanente de conciliation sera composée de cinq membres.

Les Parties contractantes nommeront, chacune, un commissaire à leur gré et désigneront, d'un commun accord, les trois autres et, parmi ces derniers, le président de la commission. Ces trois commissaires ne devront ni être ressortissants des Parties contractantes, ni avoir leur domicile sur leur territoire ou se trouver à leur service. Ils devront être tous trois de nationalité différente.

Les commissaires seront nommés pour trois ans. Si, à l'expiration du mandat d'un membre de la commission, il n'est pas pourvu à son remplacement, son mandat est censé renouvelé pour une période de trois ans ; les Parties se réservent toutefois de transférer à l'expiration du terme de trois ans, les fonctions du président à un autre des membres de la commission désigné en commun.

Un membre dont le mandat expire pendant la durée d'une procédure en cours continue à prendre part à l'examen du différend jusqu'à ce que la procédure soit terminée, nonobstant le fait que son remplaçant aurait été désigné.

En cas de décès ou de retraite de l'un des membres de la Commission de conciliation, il devra être pourvu à son remplacement pour le reste de la durée de son mandat, si possible dans les trois mois qui suivront et, en tout cas, aussitôt qu'un différend aura été soumis à la commission.

PART I.

DISPUTES.

Article 2.

All disputes of every kind between the High Contracting Parties in which the Parties differ as to their respective rights, and which it may not have been possible to settle amicably by the normal methods of diplomacy, shall be submitted for decision either to an arbitral tribunal or to the Permanent Court of International Justice, as provided hereinafter. It is understood that such disputes shall include those mentioned in Article 13 of the Covenant of the League of Nations.

Disputes for the settlement of which a special procedure is laid down in other Conventions in force between the High Contracting Parties shall be settled in conformity with the provisions of those Conventions.

Article 3.

Before any resort is had to arbitral procedure or to procedure before the Permanent Court of International Justice the dispute may, by agreement between the Parties, be submitted with a view to amicable settlement to a Permanent International Commission, styled the Permanent Conciliation Commission, constituted in accordance with the present Convention.

Article 4.

In the case of a dispute the subject of which, according to the municipal law of one of the Parties, comes within the jurisdiction of the national courts of that Party, the dispute may only be submitted to the procedure laid down in the present Treaty not less than six months nor more than three years after final judgment has, within a reasonable time, been pronounced by the competent national judicial authority.

Article 5.

The Permanent Conciliation Commission shall be composed of five members.

Each Contracting Party shall nominate one Commissioner of its own choosing, the other three, one of whom shall be President of the Commission, being appointed jointly by the Parties. These three Commissioners may not be nationals of the Contracting Parties nor may they have their domicile in the territory or be employed in the service of the Contracting Parties. All three must be of different nationalities.

The Commissioners shall be appointed for three years. If at the expiration of the term of office of a member of the Commission he has not been replaced, his term of office shall be deemed to be renewed for a period of three years; the Parties reserve the right, however, upon the expiration of the term of three years, to transfer the functions of President to another of the members of the Commission appointed by agreement.

Any member whose term of office expires while proceedings are still in progress shall continue to take part in the examination of the dispute until the close of such proceedings, even if his successor has been appointed.

A vacancy occurring as the result of the death or retirement of a member of the Conciliation Commission shall be filled for the remainder of the term of office of such member, if possible within the following three months and in any case as soon as the dispute is submitted to the Commission.

Article 6.

La Commission permanente de conciliation sera constituée dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications du présent traité.

Si la nomination des membres à désigner en commun n'intervenait pas dans ledit délai, ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, elle sera confiée à une Puissance tierce, désignée de commun accord, par les Parties. Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque Partie désignera une Puissance différente et les nominations seront faites de concert par les Puissances ainsi désignées. Et si, dans un délai de deux mois, ces deux Puissances n'ont pu tomber d'accord, chacune d'elles présentera des candidats en nombre égal aux membres à désigner : le sort déterminera lesquels des candidats ainsi présentés seront admis.

Article 7.

La Commission permanente de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au Président par les deux Parties ou par l'une des Parties avec le consentement de l'autre.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

Article 8.

Dans le délai de quinze jours à partir de la date où la commission aura été saisie du différend, chacune des Parties pourra, pour l'examen de ce différend, remplacer le membre permanent désigné par elle par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière. La Partie qui voudrait user de ce droit en avisera immédiatement l'autre Partie ; celle-ci aura la faculté d'user du même droit dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'avis lui sera parvenu.

Chaque Partie se réserve le droit de nommer immédiatement un suppléant pour remplacer temporairement le membre permanent désigné par elle qui, par suite de maladie ou de toute autre circonstance, se trouverait momentanément empêché de prendre part aux travaux de la commission.

Au cas où l'un des membres de la Commission de conciliation désignés en commun par les Parties contractantes serait momentanément empêché de prendre part aux travaux de la commission par suite de maladie ou de toute autre circonstance, les Parties s'entendront pour désigner un suppléant qui siégera temporairement à sa place. Si la désignation de ce suppléant n'intervient pas dans un délai d'un mois, à compter de la vacance temporaire du siège, il sera procédé conformément à l'article 6 du présent traité.

Article 9.

La Commission permanente de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, que les Parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

Les travaux de la commission devront, à moins que les Parties n'en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du litige.

Article 6.

The Permanent Conciliation Commission shall be constituted within six months after the ratifications of the present Treaty have been exchanged.

If the nomination of the members to be appointed jointly has not been made within this period or in the case of the filling of a vacancy within three months after the vacancy occurs, such nomination shall be entrusted to a third Power designated by the Parties by common agreement. If an agreement is not arrived at on this subject, each Party shall designate a different Power and the nomination shall be made jointly by the Powers thus designated. If within two months these two Powers have not found it possible to agree, they shall each submit as many candidates as there are members to be appointed. The choice of the candidates thus submitted shall be determined by lot.

Article 7.

The Permanent Conciliation Commission shall be informed by means of a request addressed to the President himself by the two Parties, or by one of the Parties with the consent of the other.

The request, after giving a summary account of the subject of the dispute, shall extend an invitation to the Commission to take all necessary measures with a view to arriving at an amicable settlement.

If the request is made by only one of the Parties, that Party shall notify it without delay to the other.

Article 8.

Within fifteen days from the date on which the Commission has been informed of the dispute, either Party may, for the examination of such dispute, replace the permanent member whom it has appointed by a person possessing special competence in the matter. The Party desiring to make use of this right shall immediately inform the other Party. The latter shall be entitled to make use of the same right within fifteen days from the date on which it has received notification.

Each of the Parties reserves the right to appoint immediately a substitute to replace, for the time being, the permanent member appointed by it, if that member is temporarily prevented by illness or any other cause from taking part in the work of the Commission.

Should any member of the Conciliation Commission jointly appointed by the High Contracting Parties be temporarily unable to take part in the Commission's work through illness or for any other reason, the Parties shall jointly appoint a substitute, who will sit temporarily in his place. If such substitute is not appointed within one month from the date on which the temporary vacancy occurs, the provisions of Article 6 of the present Treaty shall apply.

Article 9.

The task of the Permanent Conciliation Commission shall be to elucidate questions in dispute, to collect with that object all necessary information by means of enquiry or otherwise, and to endeavour to bring the Parties to an agreement. It may, after the case has been examined, inform the Parties of the terms of settlement which seem suitable to it, and lay down a period within which they are to make known their decision.

At the close of its proceedings the Commission shall draw up a report stating, as the case may be, either that the Parties have come to an agreement and, if necessary, the terms of the agreement, or that it has been impossible to effect a settlement.

The proceedings of the Commission must, unless the Parties otherwise agree, be terminated within six months from the day on which the Commission was notified of the dispute.

Article 10.

A moins de stipulation spéciale contraire, la Commission permanente de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquêtes la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III (Commissions internationales d'enquête) de la Convention¹ de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 11.

La Commission permanente de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son président.

Article 12.

Les travaux de la Commission permanente de conciliation ne sont publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des Parties.

Article 13.

Les Parties seront représentées auprès de la Commission permanente de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaire entre elles et la commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraît utile.

La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts de deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 14.

Sauf disposition contraire du présent traité, les décisions de la Commission permanente de conciliation seront prises à la majorité des voix.

Article 15.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la Commission permanente de conciliation, et, en particulier, à lui fournir dans la plus large mesure possible tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour leur permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 16.

Pendant la durée des travaux de la Commission de conciliation, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté d'un commun accord entre les Parties contractantes.

Chaque gouvernement supportera ses propres frais et une partie égale des frais communs de la commission, des indemnités prévues à l'alinéa premier étant comprises parmi ces frais communs.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

Article 10.

Failing any special provision to the contrary, the Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which in any case must provide for the hearing of both Parties. In regard to enquiries, the Commission shall, unless it unanimously decides otherwise, act in accordance with the provisions of Chapter III (International Commissions of Enquiry) of the Hague Convention¹ of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 11.

The Conciliation Commission shall meet, in the absence of agreement between the Parties to the contrary, at a place selected by its President.

Article 12.

The proceedings of the Conciliation Commission shall not be public, except when a decision to that effect has been taken by the Commission with the consent of the Parties.

Article 13.

The Parties shall be represented before the Conciliation Commission by agents, whose duty it shall be to act as intermediaries between them and the Commission; they may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose, and may request that all persons whose evidence appears to them useful should be heard.

The Commission, on its side, shall be entitled to request oral explanations from the agents, counsel and experts of the two Parties, as well as from all persons it may think useful to summon with the consent of their Government.

Article 14.

Unless otherwise provided in the present Treaty, the decisions of the Conciliation Commission shall be taken by a majority vote.

Article 15.

The High Contracting Parties undertake to facilitate the work of the Conciliation Commission, and particularly to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information, as well as to use the means at their disposal to allow it to proceed in their territory and in accordance with their law to the summoning and hearing of witnesses or experts, and to visit the localities in question.

Article 16.

During the proceedings of the Conciliation Commission, each Commissioner shall receive remuneration the amount of which shall be fixed by agreement between the High Contracting Parties.

Each Government shall pay its own expenses and shall contribute an equal share to the joint expenses of the Commission, the remuneration provided for in paragraph I being included in these joint expenses.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Article 17.

A défaut d'un accord portant le litige devant la Commission permanente de conciliation et, dans le cas d'un semblable accord, à défaut de conciliation devant ladite commission, la contestation sera soumise par voie de compromis, soit à la Cour permanente de Justice internationale dans les conditions et suivant la procédure prévues par son Statut¹, soit à un tribunal arbitral dans les conditions et suivant la procédure prévues par la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Si le compromis n'est pas conclu dans les cinq mois à compter du jour où l'une des Parties aura été saisie de la demande de règlement judiciaire, chaque Partie pourra, après préavis d'un mois, porter directement par voie de requête la contestation devant la Cour permanente de Justice internationale.

PARTIE II

CONFLITS.

Article 18.

Toutes questions sur lesquelles les gouvernements des deux Hautes Parties contractantes seraient divisés sans pouvoir les résoudre à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, dont la solution ne pourrait être recherchée par un jugement ainsi qu'il est prévu par l'article 2 du présent traité et pour lesquelles une procédure de règlement ne serait pas déjà prévue par un traité ou convention en vigueur entre les Parties, seront soumises à la Commission permanente de conciliation qui sera chargée de proposer aux Parties une solution acceptable et, dans tous les cas, de présenter un rapport.

La procédure prévue par les articles 7 à 16 du présent traité sera appliquée.

A défaut d'accord entre les Parties sur la requête à présenter à la commission, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de soumettre directement, après un préavis d'un mois, la question à ladite commission.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci, sans délai, à la Partie adverse.

Article 19.

Si les Parties n'ont pu être conciliées, le conflit sera, par voie de compromis, soumis pour décision à un tribunal arbitral ayant le pouvoir de statuer *ex aequo et bono*.

S'il n'en est convenu autrement, le tribunal sera composé de cinq membres désignés suivant la méthode prévue aux articles 5 et 6 du présent traité, pour la constitution de la Commission de conciliation, et procédera conformément aux dispositions de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 sur le règlement des conflits internationaux. Le tribunal devra être constitué dans les six mois qui suivront la demande d'arbitrage.

La décision du tribunal sera obligatoire pour les Parties.

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CIV, page 492 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXI, page 402 ; vol. CXVII, page 46 ; vol. CXXVI, page 430 ; vol. CXXX, page 440 ; vol. CXXXIV, page 392 ; et vol. CXLVII, page 318, de ce recueil.

Article 17.

Failing agreement to submit the dispute to the Permanent Conciliation Commission, or if agreement on this point has been reached but the Permanent Conciliation Commission has been unable to secure an amicable settlement, the dispute shall, by special agreement, be submitted either to the Permanent Court of International Justice under the conditions and according to the procedure laid down in the Court's Statute¹, or to an arbitral tribunal under the conditions and according to the procedure laid down in the Hague Convention of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

If the special agreement has not been drawn up within five months from the day on which one of the Parties was notified of the request for judicial settlement, either Party may, on the expiry of one month's notice, bring the dispute direct before the Permanent Court of International Justice by means of an application.

PART II.

DISPUTES:

Article 18.

All questions on which the Governments of the two High Contracting Parties differ without being able to reach an amicable solution by the normal methods of diplomacy and the settlement of which cannot be sought by a decision as provided in Article 2 of the present Treaty, and for the settlement of which a procedure has not already been laid down in a treaty or convention in force between the Parties, shall be submitted to the Permanent Conciliation Commission, which shall be instructed to propose to the Parties an acceptable settlement and, in any case, to submit a report.

The procedure laid down in Articles 7 to 16 of the present Treaty shall be applicable.

If the Parties cannot agree on the request to be made to the Commission, either Party shall nevertheless be entitled, on the expiry of one month's notice, to submit the question direct to the Permanent Conciliation Commission.

If the request emanates from one of the Parties only, that Party shall notify the request forthwith to the other Party.

Article 19.

If it has been found impossible to conciliate the Parties the dispute shall, by means of a special agreement, be submitted for decision to an arbitral tribunal having power to decide *ex aequo et bono*.

Unless otherwise agreed, the tribunal shall be composed of five members appointed in the manner laid down in Articles 5 and 6 of the present Treaty, for the appointment of the Conciliation Commission, and shall proceed in conformity with the provisions of the Hague Convention of October 18th, 1907, for the settlement of international disputes. The tribunal must be set up within the six months following the request for arbitration.

The decision of the tribunal shall be binding on the Parties.

¹ Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 405; Vol. XV, page 305; Vol. XXIV, page 153; Vol. XXVII, page 417; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L, page 159; Vol. LIV, page 387; Vol. LXIX, page 70; Vol. LXXII, page 452; Vol. LXXVIII, page 435; Vol. LXXXVIII, page 272; Vol. XCII, page 362; Vol. XCVI, page 180; Vol. C, page 153; Vol. CIV, page 492; Vol. CVII, page 461; Vol. CXI, page 402; Vol. CXVII, page 46; Vol. CXXVI, page 430; Vol. CXXX, page 440; Vol. CXXXIV, page 392; and Vol. CXLVII, page 318, of this Series.

Article 20.

Si, dans les trois mois qui suivront les travaux de la Commission permanente de conciliation, les Parties ne se sont pas accordées pour soumettre le conflit à une décision arbitrale conformément aux stipulations de l'article 19, l'affaire pourra, à la seule requête de l'une ou de l'autre des Parties, qui dans ce cas le notifiera sans délai à la Partie adverse, être portée devant le Conseil de la Société des Nations qui statuera conformément au Pacte de la Société des Nations.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 21.

Dans tous les cas et notamment si la question au sujet de laquelle les Parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Commission de conciliation ou, si celle-ci ne s'en trouvait pas saisie, le Tribunal arbitral ou la Cour permanente de Justice internationale statuant conformément à l'article 41 de son Statut, indiqueront, dans le plus bref délai possible, quelles mesures provisoires doivent être prises. Il appartiendra au Conseil de la Société des Nations, s'il est saisi de la question, de pourvoir de même à des mesures provisoires appropriées. Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à s'y conformer, à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision ou aux arrangements proposés par la Commission de conciliation et, en général, à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Article 22.

Si la Cour permanente de Justice internationale ou le tribunal arbitral établissait qu'une décision d'une autorité judiciaire ou de toute autre autorité relevant de l'une des Parties contractantes se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit des gens et si le droit constitutionnel de cette Partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer par voie administrative les conséquences de la décision dont il s'agit, la sentence judiciaire ou arbitrale déterminerait la nature et l'étendue de la réparation à accorder à la Partie lésée.

Article 23.

Le présent traité reste applicable entre les Hautes Parties contractantes encore que d'autres Puissances aient également un intérêt dans le différend.

Article 24.

Le présent traité sera communiqué pour enregistrement à la Société des Nations conformément à l'article 18 du Pacte.

Article 25.

Les contestations qui surgiraient au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du présent traité seront, sauf accord contraire, soumises directement à la Cour permanente de Justice internationale par voie de simple requête de l'une ou de l'autre Partie.

Article 20.

If, within the three months following the proceedings of the Permanent Conciliation Commission, the Parties have not agreed to submit the dispute to an arbitral award in conformity with the provisions of Article 19, the matter may, by simple request from either Party (who in such case should immediately notify the other Party), be brought before the Council of the League of Nations, which shall decide in accordance with the Covenant of the League of Nations.

GENERAL PROVISIONS.

Article 21.

In any case, and particularly if the question on which the Parties differ arises out of acts already committed or on the point of commission, the Conciliation Commission or, if the latter has not been notified thereof, the arbitral tribunal or the Permanent Court of International Justice acting in accordance with Article 41 of its Statute, shall lay down within the shortest possible time the provisional measures to be adopted. It shall similarly be the duty of the Council of the League of Nations, if the question is brought before it, to ensure that suitable provisional measures be taken. Each of the High Contracting Parties undertakes to accept such measures, to abstain from all measures likely to have a repercussion prejudicial to the execution of the decision or to the arrangements proposed by the Conciliation Commission, and, in general, to abstain from any action whatsoever which may aggravate or extend the dispute.

Article 22.

Should the Permanent Court of International Justice or the arbitral tribunal find that a decision of a court of law or of any other authority of either High Contracting Party is wholly or in part contrary to international law, and if the constitutional law of that Party does not permit or only partially permits the consequences of the decision in question to be annulled by administrative action, the judicial decision or arbitral award should indicate the nature and extent of the compensation to be granted to the injured Party.

Article 23.

The present Convention remains applicable as between the High Contracting Parties even when other Powers are also interested in the dispute.

Article 24.

The present Treaty shall be communicated for registration to the League of Nations in accordance with Article 18 of the Covenant.

Article 25.

Any dispute which may arise as to the interpretation or the execution of the present Treaty shall, in the absence of agreement to the contrary, be submitted direct to the Permanent Court of International Justice by means of a simple application by either Party.

Article 26.

Le présent traité sera ratifié. Les ratifications en seront échangées à Paris aussitôt que faire se pourra.

Article 27.

Le présent traité entrera en vigueur dès l'échange des ratifications et aura une durée de cinq ans à compter de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de cette période, il sera considéré comme renouvelé tacitement pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

Si, lors de l'expiration du présent traité, une procédure quelconque en vertu de ce traité se trouvait pendante devant la Commission permanente de conciliation, devant la Cour permanente de Justice internationale, devant un Tribunal d'arbitrage, ou devant le Conseil de la Société des Nations, cette procédure serait poursuivie jusqu'à son achèvement.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Paris en double exemplaire, le 10 juillet 1929.

(L. S.) (*Firmado*) QUIÑONES DE LEÓN.

(L. S.) (*Firmado*) A. BRIAND.

PROTOCOLE A

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour reconnaître que la disposition de l'article premier du Traité d'arbitrage signé en date de ce jour ne saurait justifier la présentation ou le renouvellement de réclamations relatives à des faits anciens, qui appartiennent au passé et qui, n'étant actuellement l'objet d'aucune contestation entre les deux gouvernements, ne l'ont pas été formellement et par écrit au cours des vingt dernières années.

Don José Maria Doussinague,
Subsecretario de Estado.

Certifico: Que el presente ejemplar es copia exacta del original a que se refiere, cuya entrada en vigor tuvo efecto, de acuerdo con su artículo 27, el día 27 de Julio de 1932.

Madrid, 30 de Abril de 1934.

J. M. Doussinague.

Article 26.

The present Treaty shall be ratified. The ratifications shall be exchanged at Paris as soon as possible.

Article 27.

The present Treaty shall come into force on the date of the exchange of ratifications and shall remain in force for a period of five years from the date of its coming into force. Unless denounced six months before the expiration of that period, it shall be deemed to be renewed by tacit consent for a further period of five years and similarly thereafter.

If at the time of the expiration of the present Treaty proceedings of any nature whatsoever in virtue of the said Treaty are pending before the Permanent Conciliation Commission or before the Permanent Court of International Justice or before an arbitral tribunal or before the Council of the League of Nations, such proceedings shall be continued until completed.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Paris, in duplicate, on July 10th, 1929.

(L. S.) (Signed) QUIÑONES DE LEÓN.

(L. S.) (Signed) A. BRIAND.

PROTOCOL A.

The High Contracting Parties agree to recognise that the provisions of Article 1 of the Treaty of Arbitration signed on this day may not justify the presentation or renewal of claims connected with former events which belong to the past and are not at present the subject of any dispute between the two Governments and have not been the subject of any claim made formally and in writing during the last twenty years.

N° 3424.

ESPAGNE ET FRANCE

Echange de notes comportant un accord simplifiant le cérémonial des visites effectuées par les bâtiments de guerre de l'un des deux pays dans les ports de l'autre. Paris, les 3 et 7 mars 1932.

SPAIN AND FRANCE

Exchange of Notes constituting an Agreement for the Simplification of the Ceremonial followed in Case of Warships belonging to Either Country visiting Ports of the Other Country. Paris, March 3rd and 7th, 1932.

N^o 3424. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS ESPAGNOL ET FRANÇAIS COMPORTANT UN ACCORD SIMPLIFIANT LE CÉRÉMONIAL DES VISITES EFFECTUÉES PAR LES BATIMENTS DE GUERRE DE L'UN DES DEUX PAYS DANS LES PORTS DE L'AUTRE. PARIS, LES 3 ET 7 MARS 1932.

Texte officiel français communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Espagne à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 19 mai 1934.

I.

PARIS, le 3 mars 1932.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Par lettre en date du 10 décembre dernier, Votre Excellence me faisait connaître que le Gouvernement de la République venait de conclure avec différents gouvernements étrangers, notamment avec les Gouvernements de Grande-Bretagne, des Pays-Bas et de Suède, des accords destinés à simplifier le cérémonial des visites effectuées par les bâtiments de guerre de l'un des deux pays contractants dans les ports de l'autre pays.

Votre Excellence ajoutait que si, en effet, certaines visites bien définies ont surtout pour objet d'entrer en relations plus cordiales ou de resserrer les liens avec les autorités et les principales personnalités des ports visités et donnent lieu, à ce titre, à des manifestations importantes, bien d'autres relâches doivent être considérées, au contraire, comme de simples escales destinées presque exclusivement au ravitaillement des bâtiments et au repos des états-majors et des équipages. Dans ce cas après l'échange de salves d'usage, les relations avec les autorités locales peuvent être limitées strictement aux visites de courtoisie réglementaires.

Il était également dit dans la note que dans les accords précités que le Gouvernement français a passés avec différents pays étrangers, les escales ont donc été classées en deux catégories : d'une part les escales officielles quand la relâche est faite en réponse à une invitation ou quand l'un des gouvernements suggère que la visite doit revêtir certain caractère de solennité ; d'autre part, les escales non officielles quand la relâche a pour principal objet de fournir aux officiers et aux équipages le repos et les distractions nécessaires au cours d'une croisière. Pour les escales « officielles » aucun changement n'est apporté aux réceptions officielles d'usage, s'il s'agit d'escales « non officielles » les salves réglementaires et les visites de courtoisie traditionnelles sont échangées, mais il n'est procédé à aucune réception. Dans les deux cas, chaque relâche est précédée d'une demande d'autorisation de visite et cette demande doit indiquer le caractère — officiel ou non officiel — de l'escale projetée.

¹ Entré en vigueur le 15 mars 1932.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3424. — EXCHANGE OF NOTES ² BETWEEN THE SPANISH AND FRENCH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR THE SIMPLIFICATION OF THE CEREMONIAL FOLLOWED IN CASE OF WARSHIPS BELONGING TO EITHER COUNTRY VISITING PORTS OF THE OTHER COUNTRY. PARIS, MARCH 3RD AND 7TH, 1932.

French official text communicated by the Spanish Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place May 19th, 1934.

I.

PARIS, March 3rd, 1932.

YOUR EXCELLENCY,

By a letter dated December 10th last Your Excellency informed me that the Government of the Republic had recently concluded agreements with certain foreign Governments, particularly with the Governments of Great Britain, The Netherlands and Sweden, for the purpose of simplifying the ceremonial followed in case of visits of warships of one of the two contracting countries to the ports of the other.

Your Excellency added that while certain visits had, as their main object, the creation of more cordial relations or the establishment of closer contact with the authorities and notabilities of the ports visited, and thus called for important official ceremonies, many other visits were to be regarded as merely the putting in of vessels almost exclusively for revictualling and resting the officers and crew. In such cases, after an exchange of the customary salutes, relations with the local authorities can be strictly limited to the regulation courtesy visits.

Therefore, the note continues, under the above-mentioned agreements which the French Government has concluded with various foreign countries, visits of warships have been grouped into two categories : official visits, when made in reply to an invitation or when one of the Governments suggests that the visit should be of a formal character ; and non-official visits, when the main object is to provide officers and crew with the necessary rest and relaxation during a cruise. In the case of " official " visits, no change is to be made in the customary official receptions. In the case of " non-official " visits, the regulation salutes and traditional courtesy visits are to be exchanged, but there is to be no official reception. In either case, no vessel shall put into port without applying for permission beforehand and indicating the character — official or non-official — of the proposed visit.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Come into force March 15th, 1932.

D'après la note de Votre Excellence les accords intervenus ne modifient en rien les règlements existants au sujet de l'admission des bâtiments étrangers dans les ports et eaux territoriales des pays signataires.

Votre Excellence me faisait également savoir que le Gouvernement français serait heureux de conclure un arrangement analogue avec le Gouvernement espagnol. A cet effet, j'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence que le Gouvernement espagnol adhère à la proposition française d'établir un accord valable entre l'Espagne et la France en fixant le 15 mars prochain comme date d'entrée en vigueur de cet accord.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) GONZALO DE OJEDA.

Son Excellence Monsieur André Tardieu,
Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères.

II.

DIRECTION POLITIQUE.

PARIS, le 7 mars 1932.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Par lettre du 3 de ce mois, vous avez bien voulu me faire savoir que le Gouvernement espagnol donnait son adhésion à l'accord proposé le 10 décembre dernier par le Gouvernement français et destiné à simplifier le cérémonial des visites effectuées par les bâtiments de guerre de l'un de nos deux pays dans les ports de l'autre.

En prenant acte de cette adhésion, j'ai l'honneur de vous faire connaître que, conformément au désir exprimé par le Gouvernement espagnol, l'accord en question entrera en vigueur le 15 mars prochain.

Agréer, etc., etc.

Pour le Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères :

Le Ministre plénipotentiaire,
Directeur des Affaires politiques et commerciales,
(Signé) Aleix LEGER.

Monsieur le Chargé d'Affaires de l'Espagne
à Paris.

Don José Maria Doussinague,
Subsecretario de Estado.

Certifico : Que el presente ejemplar es copia exacta del original a que se refiere, cuya entrada en vigor tuvo efecto el 15 de Marzo de 1932.

Madrid, 30 de Abril de 1934.

J. M. Doussinague.

According to Your Excellency's note, the agreements which have been concluded in no way modify existing rules for the admission of foreign vessels into the ports and the territorial waters of the signatory countries.

Your Excellency also informed me that the French Government would be very glad to conclude a similar agreement with the Spanish Government. I have therefore the honour to inform Your Excellency that the Spanish Government concurs with the French proposal to conclude an agreement valid between Spain and France, March 15th next being the date of its coming into force.

I have the honour to be, etc.

(Signed) GONZALO DE OJEDA.

His Excellency Monsieur André Tardieu,
Prime Minister, Minister for Foreign Affairs.

II.

POLITICAL DIRECTORATE.

PARIS, *March 7th*, 1932.

SIR,

By your letter of the 3rd instant you were good enough to inform me that the Spanish Government was prepared to accept the agreement proposed by the French Government on December 10th last for the purpose of simplifying the ceremonial in the case of visits made by warships of one of our two countries to the ports of the other.

In taking note of this acceptance, I have the honour to inform you that in accordance with the desire expressed by the Spanish Government the agreement in question shall come into force on March 15th next.

I have the honour to be, etc.

For the Prime Minister, Minister for Foreign Affairs :

(Signed) Aleix LEGER,

*Minister Plenipotentiary, Director of Political
and Commercial Affairs.*

The Chargé d'Affaires of Spain
in Paris.

N° 3425.

ALLEMAGNE ET ESPAGNE

Echange de notes comportant un accord par lequel l'Allemagne renonce au régime des capitulations dans la Zone espagnole du Protectorat du Maroc. Madrid, les 30 juin et 6 juillet 1932.

GERMANY AND SPAIN

Exchange of Notes constituting an Agreement by which Germany renounces the System of Capitulations in the Spanish Zone of the Protectorate of Morocco. Madrid, June 30th and July 6th, 1932.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 3425. — CANJE DE NOTAS¹ ENTRE LOS GOBIERNOS DE ALEMANIA Y DE ESPAÑA SOBRE UN ACUERDO, RENUNCIANDO ALEMANIA AL RÉGIMEN DE CAPITULACIONES EN LA ZONA ESPAÑOLA DEL PROTECTORADO EN MARRUECOS. MADRID, EL 30 DE JUNIO Y EL 6 DE JULIO DE 1932.

Texte officiel espagnol communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Espagne à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 19 mai 1934.

Spanish official text communicated by the Spanish Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place May 19th, 1934.

I.

MADRID, 30 de Junio de 1932.

EXCMO. SEÑOR :

Muy Señor mío: En relación con los antecedentes relativos a la situación jurídica de los ciudadanos alemanes en la Zona española del Protectorado en Marruecos, tengo la honra de significar a V. E. que el Gobierno de la República española, en atención a la cordialidad de relaciones existentes entre las dos Altas Partes, se complace en dar al de la República alemana, de conformidad a los deseos por él expresados y como resultante de las conversaciones al respecto habidas, las siguientes seguridades :

Primera. Los ciudadanos alemanes gozarán de las garantías de igualdad jurídica ofrecidas a los extranjeros por los Tribunales de justicia españoles en el Protectorado, es decir, de las mismas que gozan los propios ciudadanos españoles ;

Segunda. Los Tratados y Convenios en vigor entre España y Alemania se extenderán a la Zona española del Protectorado siempre que no contengan cláusula en contrario y que sus estipulaciones no se opongan al régimen jurídico imperante en el Protectorado ; y

Tercera. Las mercancías alemanas continuarán siendo objeto del mismo trato concedido a las de cualquier otra nación que haya renunciado al régimen de capitulaciones.

Aprovecho la oportunidad para reiterar a V. E. las seguridades de mi alta consideración.

(Firmado) : L. DE ZULUETA.

Excmo. Señor Conde de Welczeck,
Embajador de Alemania.

¹ Entré en vigueur le 6 juillet 1932.

¹ Came into force July 6th, 1932.

II.

MADRID, 6 de Julio de 1932.

EXCMO. SEÑOR :

Muy Señor mío : Tengo la honra de acusar recibo de la atenta Nota de V. E. del 30 de Junio próximo pasado, núm. 116, relativa a la situación jurídica de los ciudadanos alemanes en la Zona española del Protectorado en Marruecos, y por la cual V. E. me ha significado que el Gobierno de la República española se ha dignado dar las siguientes seguridades :

Primera. Los ciudadanos alemanes gozarán de las garantías de igualdad jurídica ofrecidas a los extranjeros por los Tribunales de justicia españoles en el Protectorado, es decir, de las mismas que gozan los propios ciudadanos españoles ;

Segunda. Los Tratados y Convenios en vigor entre España y Alemania se extenderán a la Zona española del Protectorado siempre que no contengan cláusula en contrario y que sus estipulaciones no se opongan al régimen jurídico imperante en el Protectorado ; y

Tercera. Las mercancías alemanas continuarán siendo objeto del mismo trato concedido a las de cualquier otra nación que haya renunciado al régimen de capitulaciones.

Aprovecho la oportunidad para reiterar a V. E. las seguridades de mi alta consideración.

(Firmado) : J. WEICZECK.

Excmo. Sr. D. Luis de Zulueta Escolano,
Ministro de Estado.
Ministerio de Estado.

Don José Maria Doussinague,
Subsecretario de Estado.

Certifico : Que el presente ejemplar es copia exacta del original a que se refiere, cuya entrada en vigor tuvo efecto el 6 de Julio de 1932.

Madrid, 30 de Mayo de 1934.

J. M. Doussinague.

¹ TRADUCTION.

N^o 3425. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET ESPAGNOL COMPORTANT UN ACCORD PAR LEQUEL L'ALLEMAGNE RENONCE AU RÉGIME DES CAPITULATIONS DANS LA ZONE ESPAGNOLE DU PROTECTORAT DU MAROC. MADRID, LES 30 JUIN ET 6 JUILLET 1932.

I.

MADRID, le 30 juin 1932.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Me référant aux antécédents concernant la situation juridique des citoyens allemands dans la Zone espagnole du Protectorat du Maroc, j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que le Gouvernement de la République espagnole, eu égard à la cordialité des relations existant entre les deux Hautes Parties, est heureux de donner à la République allemande, conformément au désir exprimé par celle-ci et à la suite des conversations qui ont eu lieu à ce sujet, les garanties suivantes :

1^o Les citoyens allemands bénéficieront des garanties d'égalité juridique offertes aux étrangers par les tribunaux de justice espagnols dans le Protectorat, c'est-à-dire des mêmes garanties que celles dont bénéficient les citoyens espagnols ;

2^o Les traités et conventions en vigueur entre l'Espagne et l'Allemagne s'étendront à la Zone espagnole du Protectorat, sauf disposition contraire desdits traités et conventions et à condition que leurs stipulations ne soient pas incompatibles avec le régime juridique en vigueur dans le Protectorat ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3425. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GERMAN AND SPANISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT BY WHICH GERMANY RENOUNCES THE CAPITULATIONS IN THE SPANISH ZONE OF THE PROTECTORATE OF MOROCCO. MADRID, JUNE 30TH AND JULY 6TH, 1932.

I.

MADRID, June 30th, 1932.

SIR,

With reference to previous documents in connection with the legal position of German citizens in the Spanish zone of the Protectorate of Morocco, I have the honour to inform Your Excellency that, in view of the cordial relations existing between the two Parties, the Government of the Spanish Republic has pleasure in giving the German Republic the following assurances, in accordance with the desires expressed by it; and as a consequence of the conversations which have taken place on the subject :

(1) German citizens will enjoy the guarantees of legal equality afforded to foreigners by the Spanish Courts of Justice in the Protectorate, *i.e.*, the same guarantees as are enjoyed by Spanish citizens ;

(2) The Treaties and Conventions in force between Spain and Germany will apply to the Spanish zone of the Protectorate, provided that they contain no clause to the contrary, and that their stipulations are not incompatible with the legal system in force in the Protectorate ;

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

3° Les marchandises allemandes continueront à faire l'objet du traitement accordé aux marchandises de toute autre nation ayant déjà renoncé au régime des capitulations.

Je saisis cette occasion etc.

(Signé) L. DE ZULUETA.

Son Excellence
le comte de Welczeck,
Ambassadeur d'Allemagne.

II.

MADRID, le 6 juillet 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence du 30 juin dernier, N° 116, relative à la situation juridique des citoyens allemands dans la Zone espagnole du Protectorat du Maroc et par laquelle Votre Excellence m'a fait savoir que le Gouvernement de la République espagnole veut bien donner les garanties suivantes :

1° Les citoyens allemands bénéficieront des garanties d'égalité juridique offertes aux étrangers par les tribunaux de justice espagnols dans le Protectorat, c'est-à-dire des mêmes garanties que celles dont bénéficient les citoyens espagnols ;

2° Les traités et conventions en vigueur entre l'Espagne et l'Allemagne s'étendront à la Zone espagnole du Protectorat, sauf disposition contraire desdits traités et conventions et à condition que leurs stipulations ne soient pas incompatibles avec le régime juridique en vigueur dans le Protectorat ;

3° Les marchandises allemandes continueront à faire l'objet du traitement accordé aux marchandises de toute autre nation ayant déjà renoncé au régime des capitulations.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) J. WELCZECK.

Son Excellence
Monsieur D. Luis de Zulueta Escolano,
Ministre des Affaires étrangères,
Ministère des Affaires étrangères.

(3) German goods will continue to receive the same treatment as is applied to the goods of any other nation that has renounced the capitulation system.

I have the honour to be, etc.

(Signed) L. DE ZULUETA.

His Excellency
Count de Welczeck,
German Ambassador.

II.

MADRID, July 6th, 1932.

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's note of June 30th last, No. 116, regarding the legal position of German citizens in the Spanish zone of the Protectorate of Morocco, in which you inform me that the Government of the Spanish Republic had been good enough to give the following assurances :

(1) German citizens will enjoy the guarantees of legal equality afforded to foreigners by the Spanish Courts of Justice in the Protectorate, *i.e.*, the same guarantees as are enjoyed by Spanish citizens ;

(2) The Treaties and Conventions in force between Spain and Germany will apply to the Spanish zone of the Protectorate, provided that they contain no clause to the contrary, and that their stipulations are not incompatible with the legal system in force in the Protectorate ;

(3) German goods will continue to receive the same treatment as is applied to the goods of any other nation that has renounced the capitulation system.

I have the honour to be, etc.

(Signed) J. WELCZECK.

His Excellency
Monsieur D. Luis de Zulueta Escolano,
Minister for Foreign Affairs,
Ministry of Foreign Affairs.

N° 3426.

ESPAGNE ET GRÈCE

Echange de notes comportant un accord destiné à faire bénéficier les porteurs espagnols des clauses de la Convention relative à la réorganisation du service des obligations du chemin de fer Salonique-Monastir, conclue le 10 mars 1932 à Athènes entre le Gouvernement hellénique et l'Association nationale des porteurs français. Athènes, le 11 juillet 1932.

SPAIN AND GREECE

Exchange of Notes constituting an Agreement for the purpose of extending to the Spanish Bondholders the Provisions of the Convention relating to the Reorganisation of the Service of the Salonika-Monastir Railway Bonds, concluded at Athens on March 10th, 1932, between the Hellenic Government and the National Association of French Bondholders. Athens, July 11th, 1932.

N° 3426. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS ESPAGNOL ET HELLÉNIQUE, COMPORTANT UN ACCORD DESTINÉ A FAIRE BÉNÉFICIER LES PORTEURS ESPAGNOLS DES CLAUSES DE LA CONVENTION RELATIVE A LA RÉORGANISATION DU SERVICE DES OBLIGATIONS DU CHEMIN DE FER SALONIQUE-MONASTIR, CONCLUE LE 10 MARS 1932 A ATHÈNES ENTRE LE GOUVERNEMENT HELLÉNIQUE ET L'ASSOCIATION NATIONALE DES PORTEURS FRANÇAIS. ATHÈNES, LE 11 JUILLET 1932.

Texte officiel français communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Espagne à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 19 mai 1934.

I.

ATHÈNES, le 11 juillet 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Mes prédécesseurs attentifs au développement de l'affaire concernant le paiement des coupons des obligations du chemin de fer Salonique-Monastir ont fait, à plusieurs reprises, des démarches auprès du Ministère des Affaires étrangères au sujet des porteurs espagnols.

Ces démarches sont restées en suspens en attendant la décision que le Gouvernement grec se proposait de prendre sur cette affaire.

La récente publication de la Convention relative à la réorganisation du service des obligations 3 % émises en 1893 par la Société du chemin de fer ottoman Salonique-Monastir, conclue le 10 mars dernier entre le Gouvernement grec et l'Association nationale des porteurs français de valeurs mobilières, donne lieu à croire que le Gouvernement grec serait prêt à étendre les dispositions de ladite convention aux porteurs espagnols des obligations.

Je serais reconnaissant à Votre Excellence de bien vouloir me faire savoir si, en effet, le Gouvernement grec est disposé à étendre aux porteurs espagnols les clauses de ladite convention et que dans son application il se tiendra totalement à ce qu'il a été convenu avec les porteurs français.

Si, comme je m'honore à le souhaiter, le Gouvernement grec prend la décision susindiquée, je me permettrais d'attirer l'attention de Votre Excellence sur le contenu de l'article 10 de ladite convention, car il me semble qu'il sera sous-entendu que dans la composition du Collège arbitral un arbitre devra être désigné par le Gouvernement grec et l'autre par les porteurs espagnols.

¹ Entré en vigueur le 11 juillet 1932.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3426. — EXCHANGE OF NOTES ² BETWEEN THE SPANISH AND HELLENIC GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR THE PURPOSE OF EXTENDING TO THE SPANISH BONDHOLDERS THE PROVISIONS OF THE CONVENTION RELATING TO THE REORGANISATION OF THE SERVICE OF THE SALONIKA-MONASTIR RAILWAY BONDS, CONCLUDED AT ATHENS ON MARCH 10TH, 1932, BETWEEN THE HELLENIC GOVERNMENT AND THE NATIONAL ASSOCIATION OF FRENCH BONDHOLDERS. ATHENS, JULY 11TH, 1932.

French official text communicated by the Spanish Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place May 19th, 1934.

I.

ATHENS, July 11th, 1932.

YOUR EXCELLENCY,

My predecessors, who have kept in touch with the question of the payment of the coupons of bonds of the Salonika-Monastir Railway, have several times approached the Ministry of Foreign Affairs regarding Spanish bondholders.

These negotiations have remained in abeyance pending the decision that the Greek Government intended to take in regard to this matter.

The recent publication of the Convention concerning the reorganisation of the service of the 3 % Bonds issued in 1893 by the Ottoman Salonika-Monastir Railway Company concluded on March 10th last between the Greek Government and the National Association of French Bondholders gives reason to think that the Greek Government would be prepared to extend the provisions of the said Convention to Spanish bondholders.

I should be grateful if Your Excellency would inform me whether the Greek Government is in fact prepared to extend the provisions of the said Convention to Spanish bondholders and, when applying these provisions, to do so to the full extent agreed upon with French bondholders.

If, as I have the honour to hope, the Greek Government takes such a decision, I would draw Your Excellency's attention to the contents of Article 10 of the said Convention, for it would no doubt be understood that, as regards the composition of the Board of Arbitration, one arbitrator would be appointed by the Greek Government and the other by the Spanish bondholders.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force July 11th, 1932.

Aussi bien, il sera sous-entendu que, de même que les porteurs français, les porteurs espagnols ils jouiront de tous les avantages qui pourront se déduire de l'engagement pris par le Gouvernement grec dans l'article **IX** de ladite convention.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) Alonso CARO.

A Son Excellence
Monsieur S. Gonatas,
Vice-Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères, *a. i.*

II.

ATHÈNES, le **II juillet** 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à la lettre que vous avez bien voulu m'adresser, en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous faire savoir, que mon gouvernement est tout disposé à étendre aux porteurs espagnols le bénéfice de la Convention relative à la réorganisation du service des obligations Salonique-Monastir intervenue entre le Gouvernement hellénique et l'Association nationale des porteurs français, en date à Athènes le 10 mars 1932, par application de l'article 9 de cette convention.

Il est entendu, Monsieur le Ministre, que s'il s'élève un différend dans les conditions prévues par l'article 10 de la convention précitée, le Collège arbitral, « sera composé de deux arbitres dont l'un sera désigné par le Gouvernement hellénique et l'autre par l'Association nationale », ce dernier terme étant entendu dans le sens de l'Association des porteurs espagnols.

Il est également entendu que les porteurs espagnols à la seule condition de se conformer aux dispositions de la convention seront également au bénéfice de l'article **II** aux termes duquel : « Le Gouvernement hellénique s'engage à ne consentir, pour quelque raison que ce soit, à aucun porteur des obligations 3 % émises en 1893 par la Société du chemin de fer Salonique-Monastir des avantages supérieurs à ceux qui sont prévus par la présente convention, sans étendre *ipso facto* ces avantages aux porteurs de toutes les obligations qui auront été estampillées pour adhésion, à ladite convention. »

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Le Vice-Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères, a. i.,
(Signé) S. GONATAS.

Son Excellence Monsieur Alonso Caro,
Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire
de la République d'Espagne.

Don José Maria Doussinague,
Subsecretario de Estado.

Certifico : Que el presente ejemplar es copia exacta del original a que se refiere, cuya entrada en vigor tuvo efecto el **II** de Julio de 1932.

Madrid, 30 de Abril de 1934.

J. M. Doussinague.

It would also be tacitly understood that, like the French bondholders, the Spanish bondholders would be entitled to all the advantages which may result from the undertaking given by the Greek Government in Article 11 of the said Convention.

I have the honour to be, etc.

(Signed) ALONSO CARO.

His Excellency
Monsieur S. Gonatas,
Deputy Prime Minister,
Acting Minister for Foreign Affairs.

II.

ATHENS, July 11th, 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In reply to the letter that you have forwarded to me on to-day's date, I have the honour to inform you that my Government is quite prepared to extend to Spanish bondholders the advantages resulting from the Convention concerning the reorganisation of the service of the Salonika-Monastir bonds which has been concluded between the Hellenic Government and the National Association of French Bondholders, dated Athens, March 10th, 1932, such extension being admissible under Article 9 of the said Convention.

It is understood that, should a dispute arise under the circumstances provided for in Article 10 of the above-mentioned Convention, the Board of Arbitration "shall consist of two arbitrators, one being appointed by the Hellenic Government and the other by the National Association", the latter term being understood to mean the Association of Spanish Bondholders.

It is also understood that the Spanish bondholders, provided that they comply with the provisions of the Convention, shall also be entitled to the advantages resulting from Article 11, according to which: "The Hellenic Government undertakes not to grant for any reason to any holder of 3 % bonds issued in 1893 by the Salonika-Monastir Railway Company advantages greater than those provided for in the present Convention, without *ipso facto* extending such advantages to holders of all bonds stamped as a sign of acceptance of the said Convention".

I have the honour to be, etc.

(Signed) S. GONATAS,
Deputy Prime Minister,
Acting Minister for Foreign Affairs.

His Excellency
Monsieur Alonso Caro,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary
of the Spanish Republic.

